



ASSEMBLÉE NATIONALE

Procès-verbaux

Du 16 au 19 décembre 1985
Du 11 mars 1986 au 19 juin 1986
Du 21 octobre 1986 au 19 décembre 1986
Du 10 mars 1987 au 23 juin 1987
Du 20 octobre 1987 au 18 décembre 1987

PREMIÈRE SESSION
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

VOL. CXIX

QUÉBEC

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0825-9607

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Proclamations: Élections générales	VII
Convocation de la 33 ^e Législature	IX
Convocation de la 1 ^{re} session de la 33 ^e Législature	XI
 Résumé des travaux de la session	 XIII
 Procès-verbaux de l'Assemblée nationale	 1
 Documents dont le dépôt est prescrit par la loi	 41
 Membres du Conseil exécutif	 1285
 Adjointes parlementaires	 1289
 Fonctions parlementaires	 1291
 Circonscriptions électorales (liste alphabétique)	 1293
 Membres de l'Assemblée nationale (liste alphabétique)	 1297
 Index des Procès-verbaux	 1301

PROCLAMATION



(Élections générales)

J. GILLES LAMONTAGNE
(L.S.)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

*ELIZABETH DEUX, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada
et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.*

À tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la Province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en Parlement;

À CES CAUSES, Nous faisons connaître par les présentes que, sur l'avis du Conseil exécutif de la Province de Québec, Nous avons ce jour enjoint le directeur général des élections de tenir des élections générales le lundi 2 décembre 1985, en vue de la constitution d'une nouvelle Assemblée. Le décret ordonnant des élections générales est en date du 23 octobre 1985, la date limite pour la production d'une déclaration de candidature ayant été fixée au 16 novembre 1985 dans toutes les circonscriptions électorales; et le scrutin, quand il sera nécessaire d'en tenir un, devra avoir lieu le 2 décembre 1985 dans toutes les circonscriptions électorales.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de la Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable J. GILLES LAMONTAGNE,
C.P., C.D., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Ville de Québec, le vingt-troisième jour d'octobre, l'an de grâce
mil neuf cent quatre-vingt-cinq et de Notre Règne le trente-quatrième.

Par ordre,

Le Secrétaire de l'Assemblée nationale,

PIERRE DUCHESNE

(Convocation)

J. GILLES LAMONTAGNE
(L.S.)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

*ELIZABETH DEUX, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada
et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.*

À tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la Province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en Parlement;

À CES CAUSES, sur l'avis du Conseil exécutif de la Province de Québec, Nous convoquons par les présentes une nouvelle Assemblée pour le onzième jour de mars prochain et mandons et ordonnons à ses Membres de s'assembler à cette date, à l'Hôtel du Parlement, en la Ville de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de la Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable J. GILLES LAMONTAGNE,
C.P., C.D., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Ville de Québec, le vingt-troisième jour d'octobre, l'an de grâce
mil neuf cent quatre-vingt-cinq et de Notre Règne le trente-quatrième.

Par ordre,

Le Secrétaire de l'Assemblée nationale,

PIERRE DUCHESNE

(Convocation)

J. GILLES LAMONTAGNE
(L.S.)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

*ELIZABETH DEUX, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada
et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi*

À Nos très aimés et fidèles Membres de l'Assemblée nationale,

SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que l'Assemblée nationale se trouve convoquée en vue de l'expédition des affaires pour le onzième jour de mars prochain, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger.

À CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir le onzième jour de mars prochain, vous convoquons par les présentes pour le seizième jour de décembre prochain, à 15 heures, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, à l'Hôtel du Parlement, en la Ville de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de la Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable J. GILLES LAMONTAGNE,
C.P., C.D., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Ville de Québec, le treizième jour de décembre, l'an de grâce mil neuf cent quatre-vingt cinq et de Notre Règne le trente-quatrième.

Par ordre,

Le Secrétaire de l'Assemblée nationale,

PIERRE DUCHESNE

RÉSUMÉ DES TRAVAUX

SESSION 1985-1987

PREMIÈRE SESSION
TRENTÉ-TROISIÈME LÉGISLATURE

Ouverture de la session : le mardi 16 décembre 1985

Prorogation : 8 mars 1988

	<i>Nombre</i>
Séances	160
Documents déposés à l'Assemblée	1292
Projets de loi présentés :	
Projets de loi du gouvernement	254
Projets de loi publics au nom des députés	4
Projets de loi d'intérêt privé	87
Projets de loi sanctionnés :	
Projets de loi du gouvernement	232
Projets de loi publics au nom des députés	3
Projets de loi d'intérêt privé	73
Préavis inscrits au <i>Feuilleton</i> :	
Interpellations	23
Motions	28
Questions	54

ASSEMBLÉE NATIONALE

PROCÈS-VERBAUX

SESSION 1985-1987

PRÉSIDENT: PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. le Président informe l'Assemblée de la célébration du jour du Commonwealth le 9 mars 1987 et dépose l'original en anglais et la version française du message qu'adressait à cette occasion l'honorable (Dr) Bal Ram Jakhar, président du Comité exécutif de l'Association parlementaire du Commonwealth.

(Document n° 712 de la session)

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Rapport annuel de la Société du Grand Théâtre de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 713 de la session)

Par M. Ryan, ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science:

Rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation sur l'état et les besoins de l'éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 714 de la session)

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Picotte, ministre du Tourisme:

Rapport annuel de la Société du Palais des congrès de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 715 de la session)

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu et ministre du Travail:

Rapport annuel du Conseil des services essentiels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 716 de la session)

Rapport annuel du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 717 de la session)

Par M. le Président:

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée:

- Décision 213, en date du 9 décembre 1986, concernant le Règlement sur le plan d'organisation administrative de l'Assemblée nationale;
- Décision 219, en date du 20 janvier 1987, concernant le Règlement modifiant certains règlements applicables aux députés;
- Décision 223, en date du 21 janvier 1987, concernant le Règlement sur les modes de dotation et la fixation des traitements des emplois supérieurs;
- Décision 227, en date du 4 février 1987, concernant le Règlement sur la rémunération et les conditions de travail du personnel d'un député et sur le paiement des services professionnels;
- Décision 232, en date du 25 février 1987, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés;
- Décision 233, en date du 25 février 1987, concernant le Règlement modifiant de nouveau le Règlement sur les allocations aux députés.

(Document n° 718 de la session)

Lettre de démission de Mme Caroline Pestieau en tant que commissaire à la Commission d'accès à l'information, en date du 9 janvier 1987.

(Document n° 719 de la session)

Par M. Tremblay (Iberville):

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, les 17 décembre 1986 et 17 février 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 146 Loi modifiant la Loi sur les grains et la Loi sur la mise en marché des produits agricoles - Rapporté avec un amendement.
(Document n° 720 de la session)

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 4 février 1987, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (juillet à décembre 1986) et du ministre délégué aux Pêcheries (octobre à décembre 1986).

(Document n° 721 de la session)

Par M. Filion (Taillon):

Rapport de la Commission des institutions qui, les 20, 21 et 22 janvier 1987, a procédé à l'examen de toute proposition de réforme en matière de délimitation des circonscriptions électorales en vue de dégager un consensus qui pourra faire l'objet de modifications à la *Loi sur la représentation électorale* (L.R.Q. c. R-24.1).

(Document n° 722 de la session)

Rapport de la Commission des institutions qui, les 4 et 5 mars 1987, a procédé à une consultation générale et tenu des auditions publiques sur l'avant-projet de loi sur le Code de procédure pénale.

(Document n° 723 de la session)

Par M. Charbonneau (Verchères):

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 4 et 5 mars 1987, a procédé à l'étude de la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1987.

(Document n° 724 de la session)

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 11 et 12 février 1987, a procédé à une consultation particulière sur le projet de loi 102, Loi sur les terres du domaine public.

(Document n° 725 de la session)

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 3 février 1987, a étudié en détail le projet de loi:

152 Loi sur les établissements touristiques - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 726 de la session)

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 5 février 1987, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Énergie et des Ressources - secteur Forêts - (décembre à août 1986).

(Document n° 727 de la session)

Par M. Rochefort (Gouin):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 10, 11, 12, 24 et 25 février 1987, a procédé à des consultations particulières sur l'avant-projet de loi sur les pesticides.

(Document n° 728 de la session)

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 27 janvier 1987, a vérifié les engagements financiers du ministère des Affaires municipales, du ministre responsable de l'Habitation, du ministère des Transports (volet transport) et du ministre responsable du Développement régional (août à novembre 1986).

(Document n° 729 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 24 février 1987, a procédé à l'étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

(Document n° 730 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, propose:

Que l'Assemblée nationale souligne la Journée internationale des femmes.

Du consentement unanime de l'Assemblée, un débat est tenu, chaque groupe parlementaire étant représenté par une députée.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission du budget et de l'administration, pour l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal;
 - La Commission des institutions, pour une consultation générale dans le cadre de l'étude du projet de loi 104, Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse.
-

Au début des affaires du jour, M. le Président informe l'Assemblée qu'il a reçu dans les délais prescrits par le Règlement une demande pour la tenue d'un débat d'urgence concernant l'impact du conflit de travail au Manoir Richelieu sur le climat social de Charlevoix et sur l'industrie touristique de cette région.

Avant de se prononcer sur la recevabilité de cette demande, M. le Président autorise chacun des leaders à intervenir brièvement.

À l'appui de sa demande, M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle, soutient que le syndicat doit entreprendre une campagne de publicité dont on connaît la teneur. Il y a donc urgence que l'Assemblée discute immédiatement de ce problème plutôt que de laisser aux tribunaux la responsabilité de trancher cette question dans des délais que l'on peut présumer interminables.

M. Gratton, leader du gouvernement, objecte que ce débat pourrait être tenu demain, mercredi, ce qui constitue une occasion prochaine au sens du Règlement; de plus, la crise, même si elle est grave, n'est pas soudaine; enfin, une requête en injonction sur le même sujet est actuellement devant les tribunaux. La demande de débat d'urgence ne respecterait donc pas les critères déjà établis par des précédents.

Après ces interventions, M. le Président rend la décision suivante:

DÉCISION DU PRÉSIDENT

D'après la jurisprudence établie au cours des dernières années, ce n'est que de façon exceptionnelle et rare que de tels débats ont été accordés. Il est juste de prétendre que l'affaire est d'envergure nationale, d'intérêt public et de la responsabilité administrative du gouvernement. Cependant, d'autres conditions doivent être remplies pour permettre la tenue d'un débat d'urgence. On ne peut soutenir en l'occurrence que des occasions prochaines ne se présentent pas pour discuter de cette question. En effet, l'affaire aurait pu faire l'objet d'un débat du mercredi, d'une motion de censure ou même d'une interpellation. Cette condition étant clairement énoncée à l'article 88 comme un critère essentiel donnant lieu à un débat d'urgence et la demande qui est soumise ne s'y conformant pas, elle est déclarée irrecevable.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que le principe du projet de loi 129, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

10 mars 1987

En conséquence, le principe du projet de loi 129 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

À 18 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

M. Levesque, ministre des Finances, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 130, Loi concernant les dépenses effectuées et non comptabilisées au 31 mars 1986, et propose que le principe du projet de loi soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement.

À 22 h 01, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, la motion de privilège de M. Garon (Lévis) sera appelée plus tard au cours de la présente séance.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que le principe du projet de loi 130, Loi concernant les dépenses effectuées et non comptabilisées au 31 mars 1986, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 130 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

M. Levesque, ministre des Finances, propose que le principe du projet de loi 57, Loi modifiant la Loi sur la Société Makivik, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 57 est adopté.

11 mars 1987

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 57 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

L'Assemblée prend en considération la motion suivante de M. Garon (Lévis), présentée en vertu des articles 70 et 317 du Règlement:

Qu'en vertu des articles 70 et 317 des Règles de procédure, l'Assemblée statue sur la conduite du député de Portneuf et ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation en regard des pressions indues exercées par ce dernier aux fins d'influencer le vote, l'opinion, le jugement ou l'action du député de Lévis et de l'Opposition en étant intervenu auprès du procureur des parties intéressées au projet de loi d'intérêt privé 272, Loi sur la Corporation intermunicipale de transport de la rive-sud de Québec, pour lui signifier que l'adoption de ce projet de loi est conditionnelle au vote, à l'opinion, au jugement et à l'action du député de Lévis et de l'Opposition à l'égard du projet de loi 132, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole; et

Qu'en conséquence, l'Assemblée statue sur le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale après que celle-ci aura fait enquête de plein droit.

Après les interventions de M. Garon (Lévis) et de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, le débat est clos sur cette motion.

En conséquence, la Commission de l'Assemblée nationale sera convoquée pour faire enquête sur la question.

À 13 h 00, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Les projets de loi suivants sont présentés l'un après l'autre et, sur la motion de leur auteur, l'Assemblée accepte d'en être saisie:

- 2 Loi sur le recensement des électeurs en 1987 - M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale;
- 7 Loi modifiant la Loi sur les huissiers - M. Marx, ministre de la Justice;
- 9 Loi abolissant le Conseil de la faune - M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;
- 10 Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé - M. Ryan, ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.
- 199 Loi modifiant la Charte de la langue française - M. Johnson (Anjou), chef de l'Opposition officielle

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales:

Rapport annuel du ministère des Affaires municipales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 731 de la session)

Par M. Rocheleau, ministre des Approvisionnements et Services:

Rapport annuel du Bureau de la protection civile du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 732 de la session)

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Réponse à la question écrite de M. Boulerice (Saint-Jacques) concernant l'aide financière accordée aux bibliothèques municipales. Question n° 3, *Feuilleton* du 11 mars 1987.

(Document n° 733 de la session)

Par Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux:

Réponse à la question écrite de Mme Blackburn (Chicoutimi) concernant les subventions accordées aux Maisons de jeunes et aux Maisons d'hébergement. Question n° 4, *Feuilleton* du 11 mars 1987.

(Document n° 734 de la session)

Réponse à la question écrite de M. Rochefort (Gouin) concernant les nominations aux conseils d'administration des établissements du réseau de la santé et des services sociaux. Question n° 9, *Feuilleton* du 11 mars 1987.

(Document n° 735 de la session)

Par M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu:

Réponse à la question écrite de M. Charbonneau (Verchères) concernant les catégories de bénéficiaires d'aide sociale et les subventions accordées aux services externes de main-d'oeuvre (SEMO). Question n° 7, *Feuilleton* du 11 mars 1987.

(Document n° 736 de la session)

Par M. Trudel (Bourget):

Rapport de la Commission de la culture qui, le 28 janvier 1987, a étudié le rapport d'activités 1985-1986 de la Commission d'accès à l'information, conformément à l'article 119.1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

(Document n° 737 de la session)

Par M. Fillion (Taillon):

Extrait d'une pétition signée par 395 pétitionnaires des régions de Beauharnois et de Vaudreuil-Soulanges demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française au Québec.

(Document n° 738 de la session)

Par M. Jolivet (Laviolette):

Extrait d'une pétition signée par 508 pétitionnaires de la région de la Mauricie demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française au Québec.

(Document n° 739 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission des institutions pour une consultation générale dans le cadre de l'étude du projet de loi 104, Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse.

Conformément à l'article 97 du Règlement, M. Johnson, chef de l'Opposition officielle, propose:

Que cette Assemblée exige du gouvernement Libéral qu'il manifeste clairement sa volonté de défendre les intérêts supérieurs du Québec dans les négociations constitutionnelles, qu'à cette fin ce gouvernement exige notamment le rapatriement complet des pouvoirs linguistiques et qu'il s'assure que les député(e)s de l'Assemblée nationale auront pleine juridiction sur les politiques linguistiques qui s'appliquent sur le territoire du Québec.

Un débat s'ensuit.

M. le Vice-Président interrompt le débat pour faire part à l'Assemblée que, lors d'une réunion avec les leaders, il a été convenu que le temps de parole du débat serait réparti également entre les deux groupes parlementaires.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Johnson, chef de l'Opposition officielle.

À la fin de son intervention, M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, propose que la motion en discussion soit amendée ainsi:

1° en remplaçant dans la deuxième ligne le mot "manifeste" par les mots "continue de manifester";

2° en retranchant dans les cinquième, sixième et septième lignes les mots "exige notamment le rapatriement complet des pouvoirs linguistiques et qu'il";

3° en remplaçant dans les septième et huitième lignes les mots "les député(e)s de l'Assemblée nationale auront" par les mots "l'Assemblée nationale ait";

4° en ajoutant à la fin les mots suivants "afin de maintenir l'équilibre démolinguistique nécessaire à la sécurité culturelle du Québec".

Après un court délibéré, M. le Vice-Président déclare l'amendement recevable.

11 mars 1987

Puis, du consentement de l'Assemblée, le débat se poursuit à la fois sur la motion d'amendement et la motion principale.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Fillion (Taillon).

À 18 h 00, l'Assemblée ajourne ses travaux à jeudi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. Ryan, ministre de l'Éducation, présente le projet de loi 13, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique en matière d'élections scolaires, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science:

Rapport annuel du Conseil des universités, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 740 de la session)

Rapport annuel du Conseil des collèges, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 741 de la session)

Décret 26-87 concernant l'approbation du plan quinquennal d'investissements universitaires pour la période du 1^{er} juin 1986 au 31 mai 1991.

(Document n° 742 de la session)

Cadre de référence pour le plan quinquennal d'investissements universitaires 1986-1991.

(Document n° 743 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 27, 28 janvier, 5 et 10 mars 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 120 Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal -
Rapporté avec des amendements.

(Document n° 744 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Chevrette, leader de l'Opposition, dépose:

- Extraits des procès-verbaux des assemblées du Conseil d'administration de la Société immobilière du Québec ayant trait à la location de l'édifice Chinic, tenues à Québec les 10 septembre et 10 octobre 1986.

(Document n° 745 de la session)

Du consentement unanime de l'Assemblée, au cours d'un complément de réponse, M. Rocheleau, ministre des Approvisionnements et Services, dépose une liasse de documents concernant le dossier Chinic et comprenant:

- le cheminement depuis 1985;
- l'évaluation de l'édifice;
- la ventilation des coûts, y compris les coûts du support informatique et de construction;
- le contrat d'achat;
- le rapport Quantum;
- extraits des procès-verbaux des assemblées du Conseil d'administration de la Société immobilière du Québec, tenues à Québec les 10 octobre et 14 novembre 1986.

(Document n° 746 de la session)

Conformément à l'article 129 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la liste des membres des commissions soit modifiée ainsi:

- 1° La Commission de l'aménagement et des équipements:
 - M. Messier (Saint-Hyacinthe) en remplacement de M. Bradet (Charlevoix);
 - M. Camden (Lotbinière) en remplacement de M. Vallières (Richmond);
- 2° La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation:
 - M. Gauvin (Montmagny-L'Islet) en remplacement de M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine);
- 3° La Commission de l'économie et du travail:
 - M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine) en remplacement de M. Gobé (Lafontaine).

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des institutions, pour une consultation générale dans le cadre de l'étude du projet de loi 104, Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse;
- La Commission de l'économie et du travail, pour des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 161, Loi sur les mines.

M. le Président fait part à l'Assemblée que le vendredi 20 mars 1987 aura lieu l'interpellation adressée par M. Rochefort (Gouin) à Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, sur le sujet suivant:

La situation des urgences médicales au Québec.

12 mars 1987

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 45, Loi modifiant la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières.

Après débat, le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 45 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 45 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 47, Loi modifiant la Loi favorisant le regroupement des municipalités.

Après débat, le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 47 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 47 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui, le 23 septembre 1986, a examiné les orientations, les activités et la gestion de l'Office de la protection du consommateur.

Un débat s'ensuit.

Mme la Vice-Présidente convoque le leader adjoint du gouvernement et le représentant du leader de l'Opposition afin de partager le temps de parole prévu pour la discussion de ce rapport.

Du consentement de l'Assemblée, il est ordonné:

Que la durée du débat sur le rapport se limite à 80 minutes, le temps de parole étant réparti également entre les deux groupes parlementaires.

Le débat sur le rapport de la Commission des institutions prend fin.

M. Marx, ministre de la Justice, responsable de la Protection du consommateur, propose que le principe du projet de loi 162, Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 18 h 02, Mme la Vice-Présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 162, Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture.

12 mars 1987

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 162 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 162 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 159, Loi modifiant le Code de procédure civile et le Code civil concernant le dépôt volontaire, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 159 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 159 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

À 21 h 23, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Paradis (Matapédia) au nom de M. Rochefort (Gouin):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 3, 4 et 5 février 1987, a procédé à une consultation particulière et à l'étude détaillée du projet de loi:

137 Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec -
Rapporté avec amendements.

(Document n° 747 de la session)

Par Mme Harel (Maisonneuve), du consentement unanime:

Extrait d'une pétition signée par 800 sympathisants de la Coalition pour l'avortement libre et gratuit, section Saguenay - Lac-Saint-Jean, demandant que soit abrogée la loi canadienne sur l'avortement.

(Document n° 748 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

Que cette Assemblée félicite M. Pierre Harvey de sa victoire lors de la Coupe du monde en ski de fond.

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La discussion terminée, la motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission du budget et de l'administration, pour l'étude détaillée des projets de loi:

57 Loi modifiant la Loi sur la Société Makivik;

128 Loi modifiant la Loi sur le Bureau de la statistique;

129 Loi modifiant la Loi sur l'administration financière;

130 Loi concernant les dépenses effectuées et non comptabilisées au 31 mars 1986.

- La Commission des institutions, pour une consultation générale dans le cadre de l'étude du projet de loi 104, Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse;

- La Commission de l'économie et du travail, pour des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 161, Loi sur les mines.

M. le Président avise l'Assemblée que la Commission des affaires sociales tiendra une séance de travail.

17 mars 1987

M. le Président lit et dépose le message suivant de l'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec:

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

L'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec soumet à l'Assemblée nationale, conformément aux dispositions de l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, une partie des crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1988, représentant 2/12 des crédits du programme "Prestations d'aide sociale" du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, et 1/4 des crédits du programme "Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris" du même ministère, soit une somme de 362 024 250,00 \$ et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, 17 mars 1987

J. Gilles Lamontagne
(Document n° 749 de la session)

Du consentement unanime, M. Levesque, ministre des Finances, présente le projet de loi 14, Loi n° 1 sur les crédits, 1987-1988, et propose:

Que l'Assemblée en soit saisie;
Que le principe du projet de loi soit adopté; et
Que le projet de loi soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 14 est adopté.

M. Levesque, ministre des Finances, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 128, Loi modifiant la Loi sur le Bureau de la statistique, et propose que le principe du projet de loi soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

17 mars 1987

En conséquence, le principe du projet de loi 128 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 128 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a étudié le projet de loi 152, Loi sur les établissements touristiques.

Après débat, le rapport est adopté.

M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, propose que le principe du projet de loi 123, Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 123 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 123 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié le projet de loi 122, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la mention du district judiciaire de Laval ou de Longueuil dans les statuts de certaines corporations.

17 mars 1987

Après débat, le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, propose que le projet de loi 122 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 122 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié le projet de loi 143, Loi modifiant la Loi sur les compagnies, et les amendements proposés par M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport, amendé, est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, propose que le projet de loi 143 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 143 est adopté.

M. Audet (Beauce-Nord) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 258, Loi concernant le village de Saint-Gédéon, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

17 mars 1987

À 18 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi d'intérêt privé 258.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 258 est adopté.

M. Audet (Beauce-Nord) propose l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 258.

La motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 258 est adopté.

À 21 h 37, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 137, Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec, et les amendements proposés par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

À 13 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources:

Décret 1886-86, en date du 10 décembre 1986, concernant un contrat de vente de puissance et d'énergie à Citizens Utilities Company pendant les mois d'hiver.

(Document n° 750 de la session)

18 mars 1987

Décret 1088-86, en date du 16 juillet 1986, concernant des modifications au contrat de vente d'électricité entre Hydro-Québec et Vermont Marble Company.

(Document n° 751 de la session)

Par M. Côté, ministre des Transports:

Rapport du Comité sur le Service aérien gouvernemental, présidé par M. Leclerc, député de Taschereau.

(Document n° 752 de la session)

Rapport du Comité sur les limites de vitesses, présidé par M. Philibert, député de Trois-Rivières.

(Document n° 753 de la session)

Rapport du Comité sur l'application de la réglementation et les questions pénales, présidé par M. Doyon, député de Louis-Hébert.

(Document n° 754 de la session)

Par M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation:

Copies de documents relatifs à l'achat des actions ordinaires de Donohue Inc. par une société détenue par le groupe Québecor Inc.

(Document n° 755 de la session)

Par M. Gratton, ministre du Revenu:

Rapport annuel de la Régie des loteries et courses du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 756 de la session)

Par M. Ryan, ministre de l'Éducation:

Réponse à la question écrite de M. Jolivet (Laviolette) concernant les subventions accordées aux organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP). Question n° 9, *Feuilleton* du 18 mars 1987.

(Document n° 757 de la session)

18 mars 1987

Par Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux:

Réponse à la question écrite de M. Rochefort (Gouin) concernant les coupures budgétaires dans le réseau de la santé et des services sociaux. Question n° 6, *Feuilleton* du 18 mars 1987.

(Document n° 758 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

À la demande de M. Chevette, leader de l'Opposition, conformément à l'article 214 du Règlement, M. Rocheleau, ministre des Approvisionnements et Services, dépose le document suivant:

Copie de la correspondance échangée entre M. Yvon Tremblay, sous-ministre des Communications, et M. Jean-Guy Gagnon, président de la Société immobilière du Québec, au sujet de l'aménagement, dans l'édifice Chinic, du secteur technique du ministère des Communications.

(Document n° 759 de la session)

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des institutions, pour une consultation générale dans le cadre de l'étude du projet de loi 104, Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse;
- La Commission de l'économie et du travail, pour des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 161, Loi sur les mines;
- La Commission du budget et de l'administration, pour l'étude détaillée des projets de loi:

57 Loi modifiant la Loi sur la Société Makivik;

- 128 Loi modifiant la Loi sur le Bureau de la statistique;
 - 129 Loi modifiant la Loi sur l'administration financière;
 - 130 Loi concernant les dépenses effectuées et non comptabilisées au 31 mars 1986.
-

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Johnson (Anjou), chef de l'Opposition officielle, proposant en vertu de l'article 97 du Règlement:

Que cette Assemblée exige du gouvernement Libéral qu'il manifeste clairement sa volonté de défendre les intérêts supérieurs du Québec dans les négociations constitutionnelles, qu'à cette fin ce gouvernement exige notamment le rapatriement complet des pouvoirs linguistiques et qu'il s'assure que les député(e)s de l'Assemblée nationale auront pleine juridiction sur les politiques linguistiques qui s'appliquent sur le territoire du Québec.

Et sur l'amendement proposé par M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

Que la motion en discussion soit amendée:

1° en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "manifeste" par les mots "continue de manifester";

2° en retranchant, dans les cinquième, sixième et septième lignes, les mots "exige notamment le rapatriement complet des pouvoirs linguistiques et qu'il";

3° en remplaçant, dans les septième et huitième lignes, les mots "les député(e)s de l'Assemblée nationale auront" par les mots "l'Assemblée nationale ait";

4° en ajoutant à la fin les mots suivants "afin de maintenir l'équilibre démolinguistique nécessaire à la sécurité culturelle du Québec."

Le débat est suspendu et M. le Vice-président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole pour la séance d'aujourd'hui: à l'exception d'une période de quinze minutes réservée au Chef de l'Opposition pour l'exercice de son droit de réplique, le temps de parole sera réparti également entre les deux groupes parlementaires, sans restriction quant à la durée de chaque intervention.

Le débat se poursuit sur l'amendement et sur la motion principale.

À la fin de son intervention, M. Lemieux (Vanier) propose le sous-amendement suivant:

Que l'amendement proposé à la motion présentée par le Chef de l'Opposition soit modifié en remplaçant les mots "afin de maintenir" par les mots "et qui sont nécessaires au maintien de" et les mots "nécessaire à" par les mots "dont dépend".

M. le Vice-président déclare cette motion de sous-amendement recevable.

Du consentement de l'Assemblée, le débat se poursuit sur les motions de sous-amendement et d'amendement et sur la motion principale.

Le débat terminé, il est procédé à la mise aux voix de ces motions; des votes par appel nominal sont exigés.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, ces votes sont reportés à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 18 h 00, l'Assemblée ajourne ses travaux à jeudi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Levesque, ministre des Finances:

Rapport annuel de la Caisse de dépôt et placement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1986.

(Document n° 760 de la session)

États financiers et statistiques financières de la Caisse de dépôt et placement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1986.

(Document n° 761 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède aux votes par appel nominal reportés sur les motions de sous-amendement, d'amendement et sur la motion principale présentée par M. Johnson (Anjou), chef de l'Opposition officielle, en vertu de l'article 97 du Règlement:

Que cette Assemblée exige du gouvernement Libéral qu'il manifeste clairement sa volonté de défendre les intérêts supérieurs du Québec dans les négociations constitutionnelles, qu'à cette fin ce gouvernement exige notamment le rapatriement complet des pouvoirs linguistiques et qu'il s'assure que les député(e)s de l'Assemblée nationale auront pleine juridiction sur les politiques linguistiques qui s'appliquent sur le territoire du Québec.

Le sous-amendement proposé par M. Lemieux (Vanier) se lit comme suit:

Que l'amendement proposé à la motion présentée par le Chef de l'Opposition soit modifié en remplaçant les mots "afin de maintenir" par les mots "et qui sont nécessaires au maintien de" et les mots "nécessaires à" par les mots "dont dépend".

Du consentement unanime de l'Assemblée, le vote se fait à main levée et cette motion de sous-amendement est adoptée sur division.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion d'amendement proposée par M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, telle qu'elle vient d'être sous-amendée:

Que la motion en discussion soit amendée:

1° en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "manifeste" par les mots "continue de manifester";

2° en retranchant, dans les cinquième, sixième et septième lignes, les mots "exige notamment le rapatriement complet des pouvoirs linguistiques et qu'il";

3° en remplaçant, dans les septième et huitième lignes, les mots "les député(e)s de l'Assemblée nationale auront" par les mots "l'Assemblée nationale ait";

4° en ajoutant à la fin les mots suivants "et qui sont nécessaires au maintien de l'équilibre démolinguistique dont dépend la sécurité culturelle du Québec".

19 mars 1987

(Vote n° 98)

POUR

Assad	Dauphin	Kehoe	Polak
Audet	Després	Khelfa	Poulin
Baril	Dougherty	Lavoie-Roux	Richard
Bégin	Doyon	Leclerc	Rivard
Bélanger	Farrah	Lefebvre	Robic
(Laval-des-Rap.)	Forget	Legault	Ryan
Bélanger	Fortier	Lemieux	Saintonge
(Még.-Compton)	Fortin	Levesque	Savoie
Bélisle	French	Lincoln	Scowen
Bissonnet	Gagnon-Tremblay	Maciocia	Séguin
Bleau	Gardner	Maltais	Sirros
Bourassa	Gervais	Marcil	Théorêt
Bradet	Gobé	Messier	Thérien
Brouillette	Gobeil	Paradis	Tremblay
Camden	Gratton	(Brome-Miss.)	(Iberville)
Cannon	Hamel	Paradis	Tremblay
Cardinal	Hétu	(Matapédia)	(Rimouski)
Chagnon	Houde	Parent	Trudel
Ciaccia	Hovington	(Sauvé)	Vaillancourt
Côté	Johnson	Pelchat	Vallerand
(Riv.-du-Loup)	(Vaud.-Soulanges)	Philibert	Vallières
Cusano	Joly	Picotte	

CONTRE

Blackburn	Claveau	Gauthier	Paré
Boulerice	Desbiens	Gendron	Parent
Brassard	Dufour	Godin	(Bertrand)
Charbonneau	Filion	Harel	Rocheftort
Chevrette	Garon	Jolivet	Vermette

La motion d'amendement (amendée) est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Pour 78 Contre 19

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion, amendée, de M. Johnson (Anjou), chef de l'Opposition officielle:

Que cette Assemblée exige du gouvernement Libéral qu'il continue de manifester clairement sa volonté de défendre les intérêts supérieurs du Québec dans les négociations constitutionnelles, qu'à cette fin ce gouvernement s'assure que l'Assemblée nationale ait pleine juridiction sur les politiques linguistiques qui s'appliquent sur le territoire du Québec et qui sont nécessaires au maintien de l'équilibre démolinguistique dont dépend la sécurité culturelle du Québec.

(Vote n° 99)

POUR

Assad	Dauphin	Kehoe	Polak
Audet	Després	Khelfa	Poulin
Baril	Dougherty	Lavoie-Roux	Richard
Bégin	Doyon	Leclerc	Rivard
Bélanger	Farrah	Lefebvre	Robic
(Laval-des-Rap.)	Forget	Legault	Ryan
Bélanger	Fortier	Lemieux	Saintonge
(Még.-Compton)	Fortin	Levesque	Savoie
Bélisle	French	Lincoln	Scowen
Bissonnet	Gagnon-Tremblay	Maciocia	Séguin
Bleau	Gardner	Maltais	Sirros
Bourassa	Gervais	Marcil	Théorêt
Bradet	Gobé	Messier	Thérien
Brouillette	Gobeil	Paradis	Tremblay
Camden	Gratton	(Brome-Miss.)	(Iberville)
Cannon	Hamel	Paradis	Tremblay
Cardinal	Hétu	(Matapédia)	(Rimouski)
Chagnon	Houde	Parent	Trudel
Ciaccia	Hovington	(Sauvé)	Vaillancourt
Côté	Johnson	Pelchat	Vallerand
(Riv.-du-Loup)	(Vaud.-Soulanges)	Philibert	Vallières
Cusano	Joly	Picotte	

CONTRE

Blackburn	Claveau	Gauthier	Paré
Boulerice	Desbiens	Gendron	Parent
Brassard	Dufour	Godin	(<i>Bertrand</i>)
Charbonneau	Filion	Harel	Rocheffort
Chevrette	Garon	Jolivet	Vermette

La motion amendée est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Pour 78 Contre 19

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services Sociaux, propose:

Que l'Assemblée nationale souligne la Semaine québécoise de la déficience intellectuelle qui se déroule présentement jusqu'au 21 mars prochain.

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La discussion terminée, la motion est adoptée.

M. Parent (Bertrand) propose:

Que cette Assemblée demande au gouvernement du Canada de confirmer sans plus attendre que Montréal soit reconnue comme capitale de l'aérospatiale en y implantant l'Agence spatiale canadienne.

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La discussion terminée, la motion est adoptée.

Mme Pelchat (Vachon), au nom de Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose:

Que l'Assemblée nationale félicite toute l'équipe du film "Le Déclin de l'empire américain" ainsi que celle du film "Anne Trister", et plus particulièrement ceux et celles qui ont obtenu un prix à la soirée des Génies et, d'autre part, l'ensemble de nos artistes et artisans du cinéma qui ont été mis en nomination.

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La discussion terminée, la motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des institutions, pour une consultation générale dans le cadre de l'étude du projet de loi 104, Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse;
- La Commission de l'économie et du travail, pour des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 161, Loi sur les mines;
- La Commission du budget et de l'administration, pour l'étude détaillée des projets de loi:

129 Loi modifiant la Loi sur l'administration financière;

130 Loi concernant les dépenses effectuées et non comptabilisées au 31 mars 1986.

Du consentement de l'Assemblée, M. le Vice-président fait part de la tenue d'une séance de travail de la Commission de la culture.

M. le Vice-président avise l'Assemblée que le vendredi 27 mars 1987 aura lieu l'interpellation adressée par Mme Vermette (Marie-Victorin) à Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, sur le sujet suivant:

L'insuffisance des ressources dans les services sociaux au Québec.

M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que le principe du projet de loi 13, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique en matière d'élections scolaires, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 18 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 13, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique en matière d'élections scolaires.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 13 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 13 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

19 mars 1987

M. Ryan, ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le principe du projet de loi 10, Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Jolivet (Laviolette).

À 22 h 00, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Marx, ministre de la Justice, présente le projet de loi 1, Loi portant abrogation de lois et dispositions législatives omises lors des refontes de 1888, 1909, 1925, 1941, 1964 et 1977, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Avis de classement de la Commission des biens culturels concernant la chapelle-reposoir de Saint-Jacques-le-Mineur.

(Document n° 762 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 17 et 19 mars 1987, a étudié en détail le projet de loi:

129 Loi modifiant la Loi sur l'administration financière - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 763 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'économie et du travail, pour des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 161, Loi sur les mines;
- La Commission des institutions, pour une consultation générale dans le cadre de l'étude du projet de loi 104, Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse;
- La Commission du budget et de l'administration, pour l'étude détaillée du projet de loi 130, Loi concernant les dépenses effectuées et non comptabilisées au 31 mars 1986;
- La Commission de l'éducation, pour l'étude détaillée des projets de loi:
 - 10 Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé;
 - 13 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique en matière d'élections scolaires;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour entendre les intéressés et étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé:
 - 222 Loi concernant la ville de Drummondville;
 - 263 Loi concernant la ville de Verdun.

M. le Président avise l'Assemblée que la Commission de la culture se réunira afin d'examiner les orientations, les activités et la gestion du Conseil des communautés culturelles et de l'immigration.

M. Philibert (Trois-Rivières) propose:

Que l'Assemblée nationale félicite chaleureusement l'équipe de hockey Les Patriotes de l'Université du Québec à Trois-Rivières pour leur brillante victoire en série finale du hockey universitaire canadien qui s'est déroulée du 19 au 22 mars dernier à Edmonton en Alberta.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La discussion terminée, la motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, proposant que le principe du projet de loi 10, Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 10 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 10 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 137, Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée, le débat se poursuit au-delà de 18 h 00.

24 mars 1987

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 18 h 09, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le principe du projet de loi 166, Loi sur la Société Eeyou de la Baie-James, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 166 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 166 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié le projet de loi 120, Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal.

Un débat s'ensuit.

24 mars 1987

Le débat est ajourné sur la motion de M. Dufour (Jonquière).

À 22 h 00, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

Le lundi 23 mars 1987, à dix-huit heures dix, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bégin, vice-présidente de l'Assemblée nationale, de M. Gobé, le représentant du Premier ministre, de M. Garon, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 14 Loi n° 1 sur les crédits, 1987-1988;
- 45 Loi modifiant la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières;
- 47 Loi modifiant la Loi favorisant le regroupement des municipalités;
- 122 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la mention du district judiciaire de Laval ou de Longueuil dans les statuts de certaines corporations;
- 143 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les compagnies;
- 258 Loi concernant le village de Saint-Gédéon.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture qui a étudié le projet de loi 149, Loi modifiant la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture.

Après débat, le rapport est adopté sur division.

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié le projet de loi 120, Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal.

Après débat, le rapport est adopté sur division.

M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que le principe du projet de loi 2, Loi sur le recensement des électeurs en 1987, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 2 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 2 est renvoyé et étudié en commission plénière, et rapporté; le rapport est adopté.

25 mars 1987

Du consentement unanime, M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que le projet de loi 2 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 2 est adopté.

À 12 h 51, du consentement unanime, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, présente le projet de loi 11, Loi portant changement du nom de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec et du titre de ses membres, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, présente le projet de loi 5, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

25 mars 1987

M. Levesque, ministre des Finances, transmet le message suivant de l'honorable Lieutenant-gouverneur à M. le Président qui en fait lecture à l'Assemblée:

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

L'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1988, conformément aux dispositions de l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 25 mars 1987

J. Gilles Lamontagne

M. Levesque, ministre des Finances, dépose les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1988.

(Document n° 764 de la session)

M. Gratton, leader du gouvernement, donne avis que la commission plénière se réunira le mardi 31 mars 1987 pour une période de cinq heures, afin d'étudier et d'adopter les crédits provisoires.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Côté, ministre des Transports:

Rapport du Comité sur la signalisation routière, présidé par M. Paradis, député de Matapédia.

(Document n° 765 de la session)

Par M. Parent (Sauvé):

Rapports de la Commission de l'éducation qui, le 24 mars 1987, a étudié en détail les projets de loi suivants:

- 10 Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé - Rapporté sans amendement.

(Document n° 766 de la session)

- 13 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique en matière d'élections scolaires - Rapporté sans amendement.

(Document n° 767 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 19, 23 et 24 mars 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 130 Loi concernant les dépenses effectuées et non comptabilisées au 31 mars 1986 - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 768 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté, sur la motion de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, proposant que le projet de loi 137, Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec, soit adopté.

(Vote n° 100)

POUR

Assad	Bégin	Bélisle	Brouillette
Audet	Bélanger	Bissonnet	Camden
Bacon	(Laval-des-Rap.)	Bourassa	Cannon
Baril	Bélanger	Bourbeau	Cardinal
Beaudin	(Még.-Compton)	Bradet	Chagnon

Ciaccia	Gervais	Lemire	Rémillard
Côté	Gobé	Levesque	Richard
(Charlesbourg)	Gobeil	Lincoln	Rivard
Côté	Gratton	Maciocia	Robic
(Riv.-du-Loup)	Hains	Maltais	Rocheleau
Cusano	Hamel	Marcil	Ryan
Dauphin	Hétu	Messier	St-Roch
Després	Hovington	Middlemiss	Savoie
Dionne	Johnson	Pagé	Séguin
Dougherty	(Vaud.-Soulanges)	Paradis	Sirros
Doyon	Joly	(Brome-Miss.)	Théorêt
Dubois	Kehoe	Paradis	Thérien
Dutil	Khelfa	(Matapédia)	Tremblay
Farrah	Laporte	Parent	(Iberville)
Forget	Latulippe	(Sauvé)	Tremblay
Fortin	Lavoie-Roux	Pelchat	(Rimouski)
French	Leclerc	Philibert	Trépanier
Gagnon-Tremblay	Lefebvre	Picotte	Trudel
Gardner	Legault	Polak	Vaillancourt
Gauvin	Lemieux	Poulin	Vallerand

CONTRE

Blackburn	Dufour	Harel	Parent
Boulerice	Filion	Johnson	(Bertrand)
Brassard	Garon	(Anjou)	Rocheport
Charbonneau	Gauthier	Jolivet	Vermette
Chevrette	Gendron	Paré	
Desbiens	Godin		

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Pour 90 Contre 19

En conséquence, le projet de loi 137 est adopté.

25 mars 1987

M. le Président avise l'Assemblée des réunions des commissions suivantes:

- La Commission de l'éducation, pour une séance de travail;
 - La Commission des institutions, pour la vérification des engagements financiers relevant de la compétence du Solliciteur général (juillet à décembre 1986).
-

Conformément à l'article 97 du Règlement, M. Garon (Lévis) propose:

Que cette Assemblée exige du gouvernement Libéral qu'il cesse les coupures au soutien financier des agriculteurs et agricultrices et qu'il mette fin sans délai à la diminution des investissements et des emplois dans le secteur agricole québécois.

Un débat s'ensuit.

Mme la Vice-présidente suspend le débat pour informer l'Assemblée que, lors d'une réunion avec les leaders, il a été convenu que le temps de parole sur la motion en discussion sera, pendant la présente séance, réparti également entre les deux groupes parlementaires.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Garon (Lévis).

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

À 18 h 00, l'Assemblée ajourne ses travaux à jeudi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, présente, l'un après l'autre, les projets de loi suivants:

- 3 Loi concernant le bureau de discipline de l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec;
- 4 Loi modifiant la Loi sur les assurances;

Et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce:

Rapport annuel du ministère de l'Industrie et du Commerce, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 769 de la session)

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Réponse à la question écrite de M. Boulerice (Saint-Jacques) concernant le groupe de travail sur la situation des bibliothèques publiques au Québec. Question n° 7, *Feuilleton* du 25 mars 1987.

(Document n° 770 de la session)

26 mars 1987

Par M. Rocheleau, ministre des Approvisionnements et Services:

Réponse à la question écrite de M. Chevrette (Joliette) concernant divers contrats impliquant la Société immobilière du Québec depuis le 12 décembre 1985. Question n° 6, *Feuilleton* du 25 mars 1987.

(Document n° 771 de la session)

Par M. Fillion (Taillon):

Rapport de la Commission des institutions qui, les 24 et 25 février, 11, 12, 17, 18, 19 et 24 mars 1987, a procédé à une consultation générale et tenu des auditions publiques sur le projet de loi 104, Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse.

(Document n° 772 de la session)

Par M. Charbonneau (Verchères):

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 17, 18, 19 et 24 mars 1987, a procédé à des consultations particulières sur le projet de loi 161, Loi sur les mines.

(Document n° 773 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que malgré l'article 115 du Règlement et aux fins de l'exécution du mandat qui lui échoit en vertu de l'article 319 du Règlement, concernant la question de privilège du député de Lévis, la Commission de l'Assemblée nationale soit autorisée à procéder à des remplacements temporaires en vertu de l'article 130; et

Qu'en vertu de l'article 51 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, les personnes dont les noms sont transmis au Président de l'Assemblée nationale par l'un ou l'autre des leaders parlementaires soient assignées à comparaître devant la Commission de l'Assemblée nationale à la date, l'heure et l'endroit qui seront mentionnés dans l'assignation qui leur sera signifiée par la commission comme si ces personnes en avaient été requises par cette commission à la suite d'une motion adoptée à cet effet.

La motion est adoptée.

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose:

Que cette Assemblée félicite tous ceux et celles qui, au Québec, font métier de théâtre, et souligne de façon particulière cette Journée internationale du théâtre.

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La discussion terminée, la motion est adoptée.

M. le Président avise l'Assemblée que les commissions suivantes se réuniront afin de vérifier des engagements financiers:

- La Commission des institutions, pour ceux concernant la Protection du consommateur et le ministère de la Justice (juillet à décembre 1986).
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère de l'Énergie et des Ressources - secteur Mines - (décembre 1985 à décembre 1986).

26 mars 1987

M. le Président fait part à l'Assemblée que le vendredi 3 avril 1987 aura lieu l'interpellation adressée par M. Blais (Terrebonne) à M. Lincoln, ministre de l'Environnement, sur le sujet suivant:

Les politiques de protection de l'environnement du gouvernement Libéral.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié le projet de loi 129, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière.

Après débat, le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Levesque, ministre des Finances, propose que le projet de loi 129 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 129 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié le projet de loi 130, Loi concernant les dépenses effectuées et non comptabilisées au 31 mars 1986.

Après débat, le rapport est adopté sur division.

Du consentement unanime, M. Levesque, ministre des Finances, propose que le projet de loi 130 soit adopté.

La motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 130 est adopté.

26 mars 1987

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation qui a étudié le projet de loi 13, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique en matière d'élections scolaires.

Après débat, le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que le projet de loi 13 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 13 est adopté.

À 17 h 40, du consentement unanime, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose que le projet de loi 149, Loi modifiant la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 149 est adopté.

M. Picotte, ministre du Tourisme, propose que le projet de loi 152, Loi sur les établissements touristiques, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 152 est adopté.

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose que le principe du projet de loi 9, Loi abolissant le Conseil de la faune, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Claveau (Ungava).

À 22 h 00, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 14 h 00.

Le jeudi 26 mars 1987, à 22 h 15, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bégin, vice-présidente de l'Assemblée nationale, de M. Camden, le représentant du Premier ministre, de Mme Vermette, la représentante du Chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 2 Loi sur le recensement des électeurs en 1987;
- 13 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique en matière d'élections scolaires;
- 129 Loi modifiant la Loi sur l'administration financière;
- 130 Loi concernant les dépenses effectuées et non comptabilisées au 31 mars 1986;

- 137 Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec;
- 149 Loi modifiant la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture;
- 152 Loi sur les établissements touristiques.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Affaires courantes

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation:

Rapport annuel du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 774 de la session)

Par M. le Président:

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, la décision suivante du Bureau de l'Assemblée:

- Décision 236, en date du 24 mars 1987, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés.

(Document n° 775 de la session)

Par M. Dufour (Jonquière), du consentement de l'Assemblée:

Extrait d'une pétition signée par 4 169 pétitionnaires de la circonscription électorale de Jonquière demandant la mise en tutelle immédiate du conseil des commissaires et du comité exécutif de la Commission scolaire régionale Lapointe.

(Document n° 776 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée, M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Copie d'une résolution adoptée le 28 août 1986 par la Corporation municipale de Saint-Cajetan d'Armagh dégageant les ministères de l'Agriculture et des Transports de toute responsabilité pour les dégâts que pourrait occasionner le nettoyage de la rivière Armagh.

(Document n° 777 de la session)

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission de l'aménagement et des équipements pour entendre les intéressés et étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

222 Loi concernant la ville de Drummondville;

263 Loi concernant la ville de Verdun.

M. le Président avise l'Assemblée des réunions des commissions suivantes:

- La Commission de l'Assemblée nationale, afin de donner suite à la motion de privilège du député de Lévis;
- La Commission des institutions, afin de vérifier les engagements financiers du ministère des Relations internationales et ceux des Affaires intergouvernementales canadiennes (janvier à décembre 1986);
- La Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'examen des orientations, des activités et de la gestion de la Commission des valeurs mobilières du Québec;
- La Commission des affaires sociales, afin de vérifier les engagements financiers du Conseil exécutif (Programme 3) et des organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine (juillet à décembre 1986), et ceux dont la vérification avait été reportée.

Affaires du jour

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de procéder à l'étude et à l'adoption en bloc des crédits provisoires du budget 1987-1988 et, du consentement de l'Assemblée, les travaux se dérouleront dans l'ordre qui suit:

- de 15 h 15 à 16 h 00, les crédits du ministère de la Santé et des Services sociaux;
- de 16 h 00 à 16 h 45, les crédits du Conseil du Trésor;
- de 16 h 45 à 17 h 30, les crédits du ministère des Transports;
- de 17 h 30 à 18 h 15, les crédits du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;
- de 20 h 00 à 21 h 00, les crédits du ministère de l'Éducation;
- de 21 h 00 à 21 h 30, les crédits alloués à la Condition féminine; et
- de 21 h 30 à 22 h 00, les crédits du ministère des Affaires municipales et ceux alloués à l'Habitation.

Les crédits provisoires sont étudiés en commission plénière.

À 18 h 25, M. le Vice-président suspend les travaux en commission plénière jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

L'étude des crédits provisoires se poursuit en commission plénière.

M. le Président de la commission plénière fait le rapport suivant:

Mme la Présidente,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté en bloc des crédits provisoires, soit une somme maximum de 5 591 347 024,99 \$ qui sera ou pourra être prise sur le fonds consolidé du revenu pour le paiement d'une partie du budget des dépenses du Québec présenté à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1987-1988, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu.

Cette somme se partage ainsi:

1° 5 066 516 875,00 \$ représentant 1/4 des crédits à voter pour chacun des programmes apparaissant au budget des dépenses du gouvernement pour cette année financière, à l'exception du programme 6 "Prestations d'aide sociale" du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu;

2° 67 759 500,00 \$ représentant 1/4 additionnel des crédits à voter pour le programme 3 "Évaluation foncière" du ministère des Affaires municipales;

3° 13 204 083,33 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 "Financement agricole" du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

4° 3 416 900,00 \$ représentant 4/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 "Promotion du loisir socio-culturel" du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;

5° 2 035 866,66 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 4 "Promotion de l'activité physique et du sport" du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;

6° 358 688 600,00 \$ représentant 2/12 des crédits à voter pour le programme 6 "Prestations d'aide sociale" du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu;

7° 79 725 200,00 \$ représentant 1/4 additionnel des crédits à voter pour le programme 6 "Transport scolaire" du ministère des Transports.

Le rapport est adopté.

31 mars 1987

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, au nom de M. Levesque, ministre des Finances, présente le projet de loi 17, Loi n° 2 sur les crédits, 1987-1988, et propose:

Que l'Assemblée en soit saisie;
Que le principe du projet de loi soit adopté; et
Que le projet de loi soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 17 est adopté.

À 22 h 00, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

Le mardi 31 mars 1987, à vingt-deux heures dix, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Saintonge, Vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Messier, le représentant du Premier ministre, de M. Gendron, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Administrateur du Québec de sanctionner le projet de loi suivant:

17 Loi n° 2 sur les crédits, 1987-1988.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, au nom de M. Gratton, leader du gouvernement, les crédits budgétaires pour l'année 1987-1988, sauf ceux de l'Assemblée nationale, sont renvoyés pour étude aux diverses commissions compétentes, le tout en conformité avec l'article 281 du Règlement.

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le principe du projet de loi 102, Loi sur les terres du domaine public, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de Mme Hovington (Matane).

À 13 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

1er avril 1987

Quinze heures

Affaires courantes

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Trudel (Bourget):

Rapport de la Commission de la culture qui, le 25 mars 1987, a procédé à l'examen des orientations, des activités et de la gestion du Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration.

(Document n° 778 de la session)

Par M. Fortin (Marguerite-Bourgeoys):

Extrait d'une pétition signée par 8 280 pétitionnaires de LaSalle demandant l'implantation dans leur ville d'un centre local de services communautaires (CLSC) qui serait doté de fonds suffisants.

(Document n° 779 de la session)

Par M. Dufour (Jonquière):

Extrait d'une pétition signée par 212 personnes appuyant le comité de parents de la Commission scolaire régionale Lapointe à Jonquière dans leur demande visant à ce que soit décrétée, par loi spéciale, la formation d'une seule commission scolaire dispensant l'enseignement primaire et secondaire sur le territoire de la Régionale Lapointe.

(Document n° 780 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Lincoln, ministre de l'Environnement, propose:

Que cette Assemblée nationale exprime unanimement les vives préoccupations du Québec face au phénomène des pluies acides et demande au Premier ministre du Canada de ne ménager aucun effort pour persuader le Président des États-Unis de l'urgente nécessité d'intensifier le combat contre les pluies acides et, à cette fin, de se joindre au Québec et aux autres régions du Canada pour établir des objectifs et des échéanciers précis d'assainissement des polluants atmosphériques qui causent les pluies acides.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est ensuite adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission de l'aménagement et des équipements pour entendre les intéressés et étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 222, Loi concernant la ville de Drummondville.

Mme la Vice-présidente avise l'Assemblée des réunions des commissions suivantes:

- La Commission des institutions, afin de tenir une séance de travail;
- La Commission de l'Assemblée nationale, afin d'enquêter sur la motion de privilège du député de Lévis.

Affaires du jour

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon (Lévis) proposant, en vertu de l'article 97 du Règlement:

1er avril 1987

Que cette Assemblée exige du gouvernement Libéral qu'il cesse les coupures au soutien financier des agriculteurs et agricultrices et qu'il mette fin sans délai à la diminution des investissements et des emplois dans le secteur agricole québécois.

Mme la Vice-présidente suspend le débat pour informer l'Assemblée que, lors d'une réunion avec les leaders, il a été convenu que le temps de parole sur la motion en discussion sera réparti également entre les deux groupes parlementaires.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Garon (Lévis).

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, au nom de M. Gratton, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 18 h 00, l'Assemblée ajourne ses travaux à jeudi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Affaires courantes

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, présente le projet de loi 21, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission des affaires sociales procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi 21, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile, et du projet de Règlement sur l'adoption internationale tel qu'il a été publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 11 mars 1987;

Que les mémoires soient transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le mardi 28 avril 1987; et

Que la ministre de la Santé et des Services sociaux soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est mise aux voix; le vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, il sera procédé au vote sur cette motion au cours de la présente séance, à l'étape des votes reportés.

M. le Président communique et dépose les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

203 Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus, la Corporation du Collège des Jésuites et la Corporation du Collège Saint-Charles-Garnier;

204 Loi concernant Quick O Wash Inc.

(Document n° 781 de la session)

M. Paré (Shefford) présente le projet de loi d'intérêt privé 204, Loi concernant Quick O Wash Inc., et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 204 soit renvoyé pour consultation et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration, que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi, et que les travaux soient dirigés par un président de séance.

La motion est adoptée.

M. Doyon (Louis-Hébert) présente le projet de loi d'intérêt privé 203, Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus, la Corporation du Collège des Jésuites et la Corporation du Collège Saint-Charles-Garnier, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 203 soit renvoyé pour consultation et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

2 avril 1987

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Ryan, ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

Rapport annuel de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 782 de la session)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des médecins du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 783 de la session)

Rapport annuel de l'Ordre des agronomes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 784 de la session)

Rapport annuel de l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 785 de la session)

Par M. le Président:

Prévisions budgétaires du Directeur général des élections, pour l'exercice financier 1987-1988, et rapport financier préliminaire 1986-1987.

(Document n° 786 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté, sur la motion de M. Garon (Lévis) proposant, en vertu de l'article 97 du Règlement:

Que cette Assemblée exige du gouvernement Libéral qu'il cesse les coupures au soutien financier des agriculteurs et agricultrices et qu'il mette fin sans délai à la diminution des investissements et des emplois dans le secteur agricole québécois.

(Vote n° 101)

POUR

Blackburn	Claveau	Gauthier	Juneau
Blais	Desbiens	Gendron	Rocheport
Brassard	Dufour	Godin	
Charbonneau	Filion	Harel	
Chevrette	Garon	Jolivet	

CONTRE

Assad	Brouillette	Doyon	Hétu
Bacon	Camden	Dutil	Houde
Baril	Cannon	Farrah	Hovington
Bégin	Chagnon	Forget	Johnson
Bélanger	Ciaccia	Fortier	(Vaud.-Soulanges)
(Laval-des-Rap.)	Côté	Fortin	Joly
Bélanger	(Charlesbourg)	Gagnon-Tremblay	Kehoe
(Még.-Compton)	Côté	Gardner	Khelfa
Bélisle	(Riv.-du-Loup)	Gervais	Latulippe
Bissonnet	Cusano	Gobé	Lavoie-Roux
Bleau	Dauphin	Gobeil	Leclerc
Bourassa	Després	Gratton	Lefebvre
Bourbeau	Dionne	Hains	Legault
Bradet	Dougherty	Hamel	Lemieux

2 avril 1987

Lemire	Paradis	Richard	Thérien
Levesque	(<i>Brome-Miss.</i>)	Rivard	Tremblay
Lincoln	Paradis	Ryan	(<i>Rimouski</i>)
Maciocia	(<i>Matapédia</i>)	Saintonge	Trépanier
Maltais	Pelchat	St-Roch	Trudel
Marcil	Philibert	Scowen	Vaillancourt
Marx	Picotte	Séguin	Vallerand
Messier	Polak	Sirros	Vallières
Pagé	Rémillard	Théorêt	

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

Pour 17 Contre 83

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, proposant:

Que la Commission des affaires sociales procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi 21, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile, et du projet de Règlement sur l'adoption internationale tel qu'il a été publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 11 mars 1987;

Que les mémoires soient transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le mardi 28 avril 1987; et

Que la ministre de la Santé et des Services sociaux soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

(Vote n° 102)

POUR

Assad	Bélanger	Bélisle	Bourbeau
Bacon	(<i>Laval-des-Rap.</i>)	Bissonnet	Bradet
Baril	Bélanger	Bleau	Brouillette
Bégin	(<i>Még.-Compton</i>)	Bourassa	Camden

2 avril 1987

Cannon	Gardner	Legault	Rémillard
Chagnon	Gervais	Lemieux	Richard
Ciaccia	Gobé	Lemire	Rivard
Côté	Gobeil	Levesque	Ryan
(Charlesbourg)	Gratton	Lincoln	Saintonge
Côté	Hains	Maciocia	St-Roch
(Riv.-du-Loup)	Hamel	Maltais	Scowen
Cusano	Hétu	Marcil	Séguin
Dauphin	Houde	Marx	Sirros
Després	Hovington	Messier	Théorêt
Dionne	Johnson	Pagé	Thérien
Dougherty	(Vaud.-Soulanges)	Paradis	Tremblay
Doyon	Joly	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
Dutil	Kehoe	Paradis	Trépanier
Farrah	Khelfa	(Matapédia)	Trudel
Forget	Latulippe	Pelchat	Vaillancourt
Fortier	Lavoie-Roux	Philibert	Vallerand
Fortin	Leclerc	Picotte	Vallières
Gagnon-Tremblay	Lefebvre	Polak	

CONTRE

Blackburn	Claveau	Gauthier	Juneau
Blais	Desbiens	Gendron	Rocheftort
Brassard	Dufour	Godin	
Charbonneau	Filion	Harel	
Chevrette	Garon	Jolivet	

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Pour 83 Contre 17

M. Rocheftort (Gouin) présente une motion sans préavis qui ne peut être débattue, faute de consentement unanime.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission de l'économie et du travail pour l'étude détaillée des projets de loi:

102 Loi sur les terres du domaine public;

166 Loi sur la Société Eeyou de la Baie-James.

M. le Président communique un avis concernant les séances de la Commission de l'Assemblée nationale relativement à la motion de privilège du député de Lévis.

M. le Président fait part à l'Assemblée que le vendredi 10 avril 1987 aura lieu l'interpellation adressée par Mme Harel (Maisonneuve) à M. Côté, ministre des Transports, sur le sujet suivant:

Le dossier Québecair.

Affaires du jour

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, proposant que le principe du projet de loi 102, Loi sur les terres du domaine public, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 102 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 102 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

2 avril 1987

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation qui a étudié le projet de loi 10, Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé.

Après débat, le rapport est adopté.

À 18 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, proposant que le principe du projet de loi 9, Loi abolissant le Conseil de la faune, soit maintenant adopté.

Au cours de sa réplique et à la demande de M. Desbiens (Dubuc), M. Picotte dépose:

Copie d'une lettre, en date du 10 octobre 1985, dans laquelle le président de la Commission d'études et de recherches de la Fédération québécoise de la faune fait état du déséquilibre dans la représentation au Conseil de la faune.

(Document n° 787 de la session)

La motion portant adoption du principe du projet de loi 9 est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 9 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

2 avril 1987

M. Gratton, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 120, Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 120 est adopté.

M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, propose que le principe du projet de loi 5, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée, le débat se poursuit au-delà de 22 h 00.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 5 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 5 est renvoyé pour étude détaillée en commission plénière.

À 22 h 06, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Affaires courantes

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Rochefort (Gouin):

Rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 1^{er} avril 1987, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé:

222 Loi concernant la ville de Drummondville - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 788 de la session)

263 Loi concernant la ville de Verdun - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 789 de la session)

Sur la motion de M. Rochefort (Gouin), les rapports concernant les projets de loi d'intérêt privé 222 et 263 sont adoptés.

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée, M. Lincoln, ministre de l'Environnement, dépose:

Copie d'un télégramme expédié le 19 novembre 1986 à M. Michel Côté, ministre fédéral de l'Expansion industrielle, à l'appui d'une demande de subvention de la compagnie Alex Couture inc. pour l'implantation d'un biofiltre et des travaux de modernisation.

(Document n° 790 de la session)

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'économie et du travail, pour l'étude détaillée des projets de loi:

102 Loi sur les terres du domaine public;

166 Loi sur la Société Eeyou de la Baie-James.

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée du projet de loi 9, Loi abolissant le Conseil de la faune.

M. le Président communique les avis concernant les réunions des commissions suivantes:

- La Commission de l'Assemblée nationale, afin de poursuivre les délibérations sur la motion de privilège du député de Lévis.
- La Commission des affaires sociales, afin de vérifier les engagements financiers du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu (juillet à décembre 1986), ainsi qu'un engagement de mars 1986 dont la vérification avait été reportée.

M. le Président avise l'Assemblée que, d'un commun accord, l'interpellation prévue pour le vendredi 10 avril relativement au dossier Québécois a été reportée au mardi 14 avril, de 10 h 00 à 12 h 00.

Affaires du jour

M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, propose que le principe du projet de loi 3, Loi concernant le bureau de discipline de l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 3 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 3 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, propose que le principe du projet de loi 4, Loi modifiant la Loi sur les assurances, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 4 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 4 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 133, Loi modifiant la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

7 avril 1987

À 17 h 54, du consentement unanime, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 133, Loi modifiant la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 133 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 133 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 134, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'étude détaillée du projet de loi 5, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec.

7 avril 1987

Le projet de loi 5 est étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

À 22 h 00, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

Affaires du jour

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 7, Loi modifiant la Loi sur les huissiers, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 7 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 7 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 1, Loi portant abrogation des lois et dispositions législatives omises lors des refontes de 1888, 1909, 1925, 1941, 1964 et 1977, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 1 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, le projet de loi 1 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

8 avril 1987

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que le principe du projet de loi 134, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 134 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 134 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a étudié le projet de loi 86, Loi abrogeant la Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires.

Après débat, le rapport est adopté sur division.

À 13 h 05, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Affaires courantes

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, présente le projet de loi 18, Loi modifiant la Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

8 avril 1987

La motion est adoptée.

M. Côté, ministre des Transports, présente le projet de loi 23, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. French, ministre des Communications, présente le projet de loi 24, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Picotte, ministre du Tourisme:

Rapport annuel du Conseil québécois du tourisme, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 791 de la session)

8 avril 1987

Par M. Rochefort (Gouin):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 7 avril 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 9 Loi abolissant le Conseil de la faune - Rapporté sans amendement.

(Document n° 792 de la session)

Par M. Garon (Lévis):

Extrait d'une pétition signée par 9 652 citoyens du Québec demandant l'intervention de l'Assemblée nationale auprès des gouvernements et des instances concernés pour que soit prévu par législation l'étiquetage de tout produit irradié, et que soit retiré du marché tout aliment irradié ne portant pas le symbole international des produits irradiés.

(Document n° 793 de la session)

Il est ensuite procédé aux questions orales des députés.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission de l'économie et du travail pour l'étude détaillée des projets de loi suivants:

- 102 Loi sur les terres du domaine public;

- 166 Loi sur la Société Eeyou de la Baie-James.

8 avril 1987

M. le Président donne avis que la Commission de l'Assemblée nationale poursuivra ses délibérations sur la motion de privilège du député de Lévis le jeudi 9 avril 1987, et ce, de 9 h 00 à 10 h 30, du consentement de l'Assemblée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, dépose:

Liste des organismes et des personnes qui sont invités et qui pourront être entendus en commission lors des consultations particulières sur l'adoption internationale.

(Document n° 794 de la session)

Affaires du jour

Conformément à l'article 97 du Règlement, M. Dufour (Jonquière) propose:

Que cette Assemblée exige du gouvernement libéral qu'il cesse de négliger le soutien nécessaire à apporter à la région de la capitale du Québec et qu'à cet effet il donne notamment suite aux principales recommandations du rapport de la Commission Lapointe sur la ville de Québec.

Un débat s'ensuit.

Mme la Vice-présidente suspend le débat pour informer l'Assemblée que, lors d'une réunion avec les leaders, il a été convenu que le temps de parole sur la motion en discussion sera, pendant la présente séance, réparti également entre les deux groupes parlementaires.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Dufour (Jonquière).

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition.

8 avril 1987

À 18 h 00, l'Assemblée ajourne ses travaux à jeudi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Affaires courantes

M. Gratton, ministre du Revenu, présente le projet de loi 12, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Il est ensuite procédé aux questions orales des députés.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission de l'économie et du travail pour l'étude détaillée du projet de loi 102, Loi sur les terres du domaine public.

M. le Président communique un avis concernant les séances de la Commission de l'Assemblée nationale relativement à la motion de privilège du député de Lévis.

9 avril 1987

Affaires du jour

M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, propose que le projet de loi 5, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 5 est adopté.

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 86, Loi abrogeant la Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 86 est adopté.

À 18 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

M. Ryan, ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le projet de loi 10, Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

9 avril 1987

En conséquence, le projet de loi 10 est adopté.

M. Ryan, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 11, Loi portant changement du nom de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec et du titre de ses membres, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 11 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 11 est renvoyé pour étude détaillée en commission plénière.

À 22 h 00, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Affaires courantes

Le document suivant est déposé:

Par M. Charbonneau (Verchères):

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 8 avril 1987, a étudié en détail le projet de loi:

166 Loi sur la Société Eeyou de la Baie-James - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 795 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'économie et du travail, pour l'étude détaillée du projet de loi 102, Loi sur les terres du domaine public.
- La Commission du budget et de l'administration, pour l'étude détaillée des projets de loi:

- 4 Loi modifiant la Loi sur les assurances;
- 123 Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels.
- La Commission des institutions, pour l'étude détaillée des projets de loi:
 - 1 Loi portant abrogation de lois et dispositions législatives omises lors des refontes de 1888, 1909, 1925, 1941, 1964 et 1977;
 - 7 Loi modifiant la Loi sur les huissiers;
 - 159 Loi modifiant le Code de procédure civile et le Code civil concernant le dépôt volontaire;
 - 162 Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture.

M. le Président communique un avis concernant les séances de la Commission de l'Assemblée nationale relativement à la motion de privilège du député de Lévis.

Conformément à l'article 129 du Règlement, M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, propose:

Que le député d'Abitibi-Ouest remplace de façon permanente le député de Joliette à la Commission de l'économie et du travail.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que l'Assemblée nationale exprime sa satisfaction relativement à la décision de tenir à Québec, berceau de la francophonie en Amérique, la deuxième conférence des chefs d'État et de gouvernement ayant en commun l'usage du français, les 2, 3 et 4 septembre 1987; et

Que cette Assemblée, pour marquer cet événement, exprime le souhait que l'Hôtel du Parlement soit le lieu des assises de cette conférence; et qu'en conséquence, elle exprime son accord pour que l'édifice de l'Hôtel du Parlement soit réservé aux seules fins des délibérations de ce sommet et que l'accès à cet édifice soit restreint aux seules personnes accréditées par les autorités compétentes, pour la durée de cette conférence.

La motion est adoptée à l'unanimité, sans débat.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'étude détaillée du projet de loi 11, Loi portant changement du nom de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle et du titre de ses membres.

Le projet de loi 11 est étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a étudié le projet de loi 20, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens.

Après débat, le rapport est adopté.

14 avril 1987

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 9, Loi abolissant le Conseil de la faune.

Après débat, le rapport est adopté.

À 17 h 02, du consentement unanime, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

M. Latulippe, Solliciteur général, propose l'adoption du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur la probation et sur les établissements de détention.

Au cours du débat qui s'ensuit, M. Latulippe, Solliciteur général, en conformité avec l'article 257 du Règlement, propose que l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier deux amendements qu'il entend proposer au projet de loi 83.

La motion est adoptée.

Le projet de loi est amendé en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Le débat reprend sur la motion portant adoption du projet de loi 83.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

14 avril 1987

En conséquence, le projet de loi 83 est adopté.

M. Latulippe, Solliciteur général, propose que le principe du projet de loi 151, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la probation et les établissements de détention concernant la surveillance intensive, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 151 est adopté.

Sur la motion de M. Latulippe, Solliciteur général, au nom de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 151 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

À 21 h 40, sur la motion de M. Latulippe, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

Affaires du jour

M. Ryan, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le projet de loi 11, Loi portant changement du nom de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec et du titre de ses membres, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 11 est adopté.

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose que le projet de loi 9, Loi abolissant le Conseil de la faune, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 9 est adopté.

M. St-Roch (Drummond) propose l'adoption du principe du projet de loi d'intérêt privé 222, Loi concernant la ville de Drummondville.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 222 est adopté.

Sur la motion de M. St-Roch (Drummond), le projet de loi d'intérêt privé 222 est ensuite adopté.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Polak (Sainte-Anne), propose l'adoption du principe du projet de loi d'intérêt privé 263, Loi concernant la ville de Verdun.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 263 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Polak (Sainte-Anne), le projet de loi d'intérêt privé 263 est ensuite adopté.

M. Marx, ministre de la Justice, propose l'adoption du projet de loi 20, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens.

Au cours du débat qui s'ensuit, M. Marx, ministre de la Justice, en conformité avec l'article 257 du Règlement, propose que l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier un amendement qu'il entend proposer au projet de loi 20.

La motion est adoptée.

Le projet de loi est amendé en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Le débat reprend sur la motion portant adoption du projet de loi 20.

15 avril 1987

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 20 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a étudié le projet de loi 146, Loi modifiant la Loi sur les grains et la Loi sur la mise en marché des produits agricoles.

Après débat, le rapport est adopté sur division.

À 13 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Affaires courantes

Dans une déclaration ministérielle, M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, informe l'Assemblée de l'orientation que le Gouvernement entend prendre au sujet de la réserve des trois chaînes pour solutionner le problème dont il a fait état lors de l'étude du projet de loi 102 portant sur les terres du domaine public.

M. Gauthier (Roberval) fait un bref commentaire au nom de l'Opposition officielle, et le Ministre termine par une courte réplique.

15 avril 1987

Par M. Richard (Nicolet), du consentement unanime:

Extrait d'une pétition signée par 7 000 pétitionnaires de la région du lac Saint-Pierre demandant le maintien de la pêche commerciale dans leur région.

(Document n° 799 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission de la culture procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques à compter du 6 août jusqu'au 14 août 1987 afin d'étudier le niveau d'immigration pour les années 1988 et 1989 en tenant compte des besoins démographiques, économiques et socio-culturels du Québec, de même que de ses obligations à l'endroit de la communauté internationale et des familles à l'étranger des nouveaux résidents québécois;

Que les mémoires soient transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le vendredi 29 mai 1987; et

Que la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Du consentement de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime, M. Gratton, leader du gouvernement, dépose la liste des organismes invités à se faire entendre en commission lors des consultations particulières ayant trait au niveau d'immigration pour les années 1988 et 1989.

(Document n° 800 de la session)

15 avril 1987

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, dépose un texte réimprimé du projet de loi 100, Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, et propose que le projet de loi réimprimé remplace le projet de loi 100 présenté le 19 juin 1986 et soit inscrit au *Feuilleton* à la même étape, soit celle de l'adoption du principe.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux:

Copies des demandes de subventions soumises par Suicide - Action Montréal inc. pour les exercices financiers 1984-1985 à 1987-1988, et rapport annuel de l'organisme pour 1985-1986.

(Document n° 796 de la session)

Par M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation:

Rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur la tarification en assurance automobile, pour l'année 1986.

(Document n° 797 de la session)

Liasse de documents concernant les offres de la Société générale de financement du Québec visant l'achat des actions privilégiées et des actions ordinaires de Dofor Inc.

(Document n° 798 de la session)

M. le Président communique les avis suivants:

1. Avis concernant les travaux des commissions:

- La Commission de l'Assemblée nationale se réunira pour enquêter sur la motion de privilège du député de Lévis.
- La Commission des affaires sociales se réunira pour une séance de travail.

2. Avis concernant les travaux de l'Assemblée:

- Le mercredi 29 avril 1987, le débat sur les affaires inscrites en vertu de l'article 97 du Règlement portera sur la motion présentée par M. Johnson, chef de l'Opposition officielle:

Que cette Assemblée réclame du Gouvernement qu'il n'engage pas l'avenir du Québec en adhérant à la constitution sans obtenir des pouvoirs spécifiques accrus confirmant notre identité nationale, garantissant la reconnaissance du droit exclusif de l'Assemblée nationale de disposer, sur son territoire, des questions linguistiques reliées à l'éducation et à l'administration de la justice et assurant les progrès économiques et sociaux du Québec.

- Le vendredi 1^{er} mai 1987 aura lieu l'interpellation adressée par M. Paré (Shefford) à M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, responsable de l'Habitation, sur le sujet suivant:

Les politiques du gouvernement libéral en matière de logement social.

Affaires du jour

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Dufour (Jonquière) proposant, en vertu de l'article 97 du Règlement:

Que cette Assemblée exige du gouvernement libéral qu'il cesse de négliger le soutien nécessaire à apporter à la région de la capitale du Québec et qu'à cet effet il donne notamment suite aux principales recommandations du rapport de la Commission Lapointe sur la ville de Québec.

M. le Vice-président informe l'Assemblée qu'à la suite d'une réunion avec les leaders parlementaires, il a été convenu que le temps de parole pour la discussion sur cette motion sera réparti également entre les deux groupes parlementaires, un droit de réplique de quinze minutes étant réservé à l'auteur de la motion.

Le débat se poursuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 103)

POUR

Brassard	Garon	Gendron	Paré
Dufour	Gauthier	Jolivet	

CONTRE

Assad	Côté	Gobeil	Maciocia
Audet	(<i>Riv.-du-Loup</i>)	Gratton	Maltais
Bacon	Cusano	Hamel	Marcil
Baril	Dauphin	Hétu	Marx
Bélanger	Dionne	Hovington	Messier
(<i>Még.-Compton</i>)	Doyon	Johnson	Middlemiss
Bradet	Dubois	(<i>Vaud.-Soulanges</i>)	Paradis
Brouillette	Dutil	Joly	(<i>Brome-Miss.</i>)
Camden	Forget	Kehoe	Paradis
Cannon	Fortier	Latulippe	(<i>Matapédia</i>)
Chagnon	French	Leclerc	Pelchat
Ciaccia	Gardner	Lefebvre	Polak
Côté	Gervais	Lincoln	Poulin
(<i>Charlesbourg</i>)	Gobé	MacDonald	Richard

15 avril 1987

Rivard	Ryan	Thérien	Tremblay
Robic	Saintonge	Tremblay	(Rimouski)
Rocheleau	Savoie	(Iberville)	Vaillancourt

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

Pour 7 Contre 60

À 18 h 00, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux au mercredi 29 avril 1987, à 15 h 00.

Le mercredi 15 avril 1987, à 13 h 00 au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bégin, vice-présidente de l'Assemblée nationale, de M. Gobé, le représentant du Premier ministre, de M. Jolivet, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Administrateur du Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 5 Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec;
- 9 Loi abolissant le Conseil de la faune;
- 10 Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé;
- 11 Loi portant changement du nom de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec et du titre de ses membres;
- 20 Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens;

15 avril 1987

- 83 Loi modifiant la Loi sur la probation et sur les établissements de détention;
- 86 Loi abrogeant la Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires;
- 120 Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal;
- 222 Loi concernant la ville de Drummondville;
- 263 Loi concernant la ville de Verdun.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quinze heures

Moment de recueillement.

Affaires courantes

M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale, présente le projet de loi 25, Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale et d'autres dispositions législatives, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Rapport annuel de la Commission de toponymie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 801 de la session)

Avis de classement de la Commission des biens culturels concernant le pont couvert de Power's Court (Huntingdon).

(Document n° 802 de la session)

Par M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation:

Rapport annuel de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1986.

(Document n° 803 de la session)

Par M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche:

Réponse à la question écrite de M. Desbiens (Dubuc) concernant les rapports de pêche journalière à l'île d'Anticosti du 3 au 8 juillet 1986.
Question n° 7, *Feuilleton* du 29 avril 1987.

(Document n° 804 de la session)

Par M. Fillion (Taillon):

Rapports de la Commission des institutions qui, le 15 avril 1987, a étudié en détail les projets de loi:

- 7 Loi modifiant la Loi sur les huissiers - Rapporté sans amendement.

(Document n° 805 de la session)

- 159 Loi modifiant le Code de procédure civile et le Code civil concernant le dépôt volontaire - Rapporté avec des amendements dont un au titre.

(Document n° 806 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapports de la Commission du budget et de l'administration qui, le 15 avril 1987, a étudié en détail les projets de loi:

- 4 Loi modifiant la Loi sur les assurances - Rapporté sans amendement.

(Document n° 807 de la session)

- 123 Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels - Rapporté avec un amendement.

(Document n° 808 de la session)

Par M. Théorêt (Vimont):

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 2, 7, 8, 9 et 14 avril 1987, a étudié en détail le projet de loi:

102. Loi sur les terres du domaine public - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 809 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Johnson, chef de l'Opposition officielle, propose:

Que cette Assemblée reconnaisse, en cette Semaine de l'action bénévole, l'apport humain inestimable des travailleurs bénévoles quant à l'amélioration de la qualité de vie des Québécois et des Québécoises.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose:

Que les membres de cette Assemblée soulignent leur tristesse à la suite de la disparition récente de Claude Jutra en offrant leurs condoléances à sa famille et à tous les proches qui l'ont tant aimé.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission des institutions pour l'étude détaillée des projets de loi:

- 1 Loi portant abrogation de lois et dispositions législatives omises lors des refontes de 1888, 1909, 1925, 1941, 1964 et 1977;
- 162 Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture.

M. le Vice-président avise l'Assemblée des réunions des commissions suivantes:

- La Commission des affaires sociales, pour une séance de travail;
- La Commission de l'Assemblée nationale, pour des délibérations sur la motion de privilège du député de Lévis.

Affaires du jour

Conformément à l'article 97 du Règlement, M. Johnson (Anjou), chef de l'Opposition officielle, propose:

Que cette Assemblée réclame du Gouvernement qu'il n'engage par l'avenir du Québec en adhérant à la constitution sans obtenir des pouvoirs spécifiques accrus confirmant notre identité nationale, garantissant la reconnaissance du droit exclusif de l'Assemblée nationale de disposer, sur son territoire, des questions linguistiques reliées à l'éducation et à l'administration de la justice et assurant les progrès économiques et sociaux du Québec.

29 avril 1987

Avant que le débat ne soit entamé, M. le Vice-président informe l'Assemblée que, lors d'une réunion avec les leaders, il a été convenu que le temps de parole sur la motion en discussion sera, pendant la présente séance, réparti également entre les deux groupes parlementaires, la durée des interventions n'étant limitée que par le temps global attribué à chaque groupe.

Un débat s'ensuit sur la motion de M. Johnson (Anjou), chef de l'Opposition officielle.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gendron (Abitibi-Ouest).

À 18 h 00, l'Assemblée ajourne ses travaux à jeudi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Affaires courantes

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Trudel (Bourget):

Rapport de la Commission de la culture qui, le 8 avril 1987, a vérifié les engagements financiers des ministères des Affaires culturelles, des Communications et des Communautés culturelles et de l'Immigration (juillet à décembre 1986).

(Document n° 810 de la session)

Par Mme Harel (Maisonnette):

Extrait d'une pétition signée par 70 membres du Comité des logements sociaux du site Angus à Montréal, réclamant le redressement de la répartition socio-économique des logements afin d'assurer le respect du plan directeur pour lesdits logements.

(Document n° 811 de la session)

Par M. Jolivet (Laviolette), du consentement unanime:

Extrait d'une pétition signée par 1 702 sympathisants de la Coalition pour l'égalité des droits en éducation demandant que l'article 93 de la *Loi constitutionnelle de 1867* soit inclus dans les négociations sur la constitution, dans le but d'éliminer toute obligation de maintenir des

structures fondées sur l'appartenance religieuse, d'assurer l'exercice des droits fondamentaux sans discrimination dans les écoles du Québec et de rapatrier au Québec les pleins pouvoirs en matière d'éducation.

(Document n° 812 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des institutions, pour l'étude détaillée du projet de loi 162, Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée du projet de loi 100, Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (*Réimpression*).

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné:

Que la Commission de l'Assemblée nationale tienne une séance de travail le mardi 5 mai 1987 à 10 h 00 afin de préparer son rapport sur la motion de privilège du député de Lévis;

Qu'à la suite du dépôt du rapport à l'Assemblée, une discussion sur ce rapport fasse l'objet des affaires du jour de la même séance, le temps de parole devant être réparti également entre les deux groupes parlementaires; et

Que la discussion portant sur le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale prenne fin au plus tard à 22 h 00 le même jour.

30 avril 1987

M. le Président avise l'Assemblée que le vendredi 8 mai 1987 aura lieu l'interpellation adressée par M. Garon (Lévis) à M. Levesque, ministre des Finances, sur le sujet suivant:

La politique budgétaire du gouvernement.

M. Gratton, leader du gouvernement, soulève l'irrecevabilité de cet avis d'interpellation, en faveur duquel plaide ensuite M. Chevette, leader de l'Opposition.

M. le Président prend le tout en délibéré pour rendre une décision au plus tard mardi prochain.

M. Paradis, ministre du Travail, propose:

Que cette Assemblée souligne, à la veille du 1^{er} mai, l'implication et l'apport des travailleuses et travailleurs du Québec au développement de la société québécoise.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, responsable de l'Habitation, propose:

Que cette Assemblée reconnaisse l'année 1987 comme étant l'Année internationale du logement des sans-abri au Québec.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, propose:

Que l'Assemblée nationale souligne la tenue de la Semaine de l'arbre et des forêts qui se déroulera du 3 au 9 mai 1987 sous la présidence d'honneur de M. Jean Perron, bien connu dans le milieu forestier.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

Que cette Assemblée souligne la Semaine nationale de sensibilisation des donneurs d'organes.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

Affaires du jour

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 100, Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (*Réimpression*), soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée, le débat se poursuit au-delà de 18 h 00.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 100 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 100 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

À 18 h 23, du consentement de l'Assemblée, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 30.

Vingt heures trente

À 20 h 30, la séance reprend et est aussitôt suspendue à loisir par M. le Vice-président.

À 21 h 00, les travaux de l'Assemblée reprennent de nouveau.

M. le Président accorde la parole à M. Levesque, ministre des Finances, pour le prononcé du discours du budget.

En raison des incidents qui sont survenus en fin d'après-midi concernant le discours du ministre des Finances, plusieurs interventions sont permises de part et d'autre, après quoi la séance est suspendue pour dix minutes.

M. Levesque, ministre des Finances, prononce ensuite le discours du budget.

Au cours de son exposé, M. Levesque dépose les documents suivants:

- État sommaire des opérations financières comprenant les résultats préliminaires de l'année 1986-1987.

(Document n° 813 de la session)

- État des opérations financières du gouvernement, pour 1987-1988.
(Document n° 814 de la session)

À la fin de son discours, M. Levesque, ministre des Finances, propose que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Puis, M. Garon (Lévis), critique financier de l'Opposition, fait quelques commentaires.

Du consentement unanime:

- l'ordre de l'Assemblée concernant la discussion sur le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale relatif à la motion de privilège du député de Lévis est modifié en reportant cette discussion aux affaires du jour de la séance du jeudi 7 mai;
- le discours du représentant de l'Opposition officielle en réponse au discours du budget aura lieu le mardi 5 mai; et
- le débat sur la motion du Chef de l'Opposition officielle, présentée en vertu de l'article 97 du Règlement, se terminera le mercredi 6 mai.

À 00 h 30, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Levesque, ministre des Finances:

États des opérations financières comprenant revenus, dépenses, opérations non budgétaires et financement, pour l'année 1987-1988.

(Document n° 815 de la session)

Discours du budget 1987-1988 et Renseignements supplémentaires.

(Document n° 816 de la session)

Par M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

Copie de l'entente de principe intervenue au lac Meech le 30 avril 1987 visant à assurer la pleine participation du Québec dans la fédération canadienne.

(Document n° 817 de la session)

Par M. French, ministre des Communications:

Avis de la Commission d'accès à l'information et projet de protocole relatif à l'accès et à l'utilisation de renseignements personnels entre le ministère de la Santé et des Services sociaux et The Ontario Cancer Treatment and Research Foundation.

(Document n° 818 de la session)

Par M. MacDonald, ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique:

Document d'information intitulé: *La libéralisation des échanges avec les États-Unis: une perspective québécoise.*

(Document n° 819 de la session)

Par M. Filion (Taillon):

Rapport de la Commission des institutions qui, les 15 et 30 avril 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 1 Loi portant abrogation de lois et dispositions législatives omises lors des refontes de 1888, 1909, 1925, 1941, 1964 et 1977 - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 820 de la session)

Par M. le Président:

Rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui a siégé en séance publique les 31 mars, 1^{er}, 2, 7, 8, 9, 13, 14, 15, 21, 22, 23, 24, 29 et 30 avril, et en séance de travail le 5 mai 1987, afin de procéder à l'enquête sur la conduite du député de Portneuf et ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, incluant les rapports des séances de travail préparatoires des 26 mars et 14 avril 1987.

La Commission a adopté sur division une conclusion et une recommandation.

(Document n° 821 de la session)

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Chevrette, il est ordonné:

5 mai 1987

Que l'interpellation du vendredi 8 mai 1987 portera sur les propositions constitutionnelles du lac Meech et sera adressée par M. Brassard (Lac-Saint-Jean) à M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Levesque, ministre des Finances, propose:

Que l'Assemblée nationale offre ses condoléances à la famille de l'ancien président du Mouvement Desjardins, M. Raymond Blais, décédé dernièrement.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Lincoln, ministre de l'Environnement, propose:

Que cette Assemblée souligne le Mois de l'environnement qui a pour thème cette année "La Conservation ... pour la vie".

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée du projet de loi 100, Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (*Réimpression*);
- La Commission des institutions, pour l'étude détaillée du projet de loi 162, Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture;
- La Commission des affaires sociales, pour des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 21, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile, et du projet de Règlement sur l'adoption internationale.

M. le Président informe l'Assemblée qu'à la prochaine séance se poursuivra le débat sur la motion suivante proposée par M. Johnson (Anjou), chef de l'Opposition officielle, en vertu de l'article 97 du Règlement:

Que cette Assemblée réclame du Gouvernement qu'il n'engage pas l'avenir du Québec en adhérant à la constitution sans obtenir des pouvoirs spécifiques accrus confirmant notre identité nationale, garantissant la reconnaissance du droit exclusif de l'Assemblée nationale de disposer, sur son territoire, des questions linguistiques reliées à l'éducation et à l'administration de la justice et assurant les progrès économiques et sociaux du Québec.

Affaires du jour

Il est procédé au débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

5 mai 1987

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Chevrette, leader de l'Opposition, il est ordonné:

Que le temps de parole prévu à l'article 273 du Règlement sera utilisé par deux représentants de l'Opposition officielle, et ce, consécutivement.

Un débat s'ensuit sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances.

À la fin de son intervention, M. Garon (Lévis) propose:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement de dilapider notre patrimoine économique, de n'avoir aucune perspective économique visant notamment à favoriser la création d'emplois, de pénaliser les familles et de camoufler la véritable situation financière du Québec.

À 18 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Le débat se poursuit sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, et sur la motion de censure de M. Garon (Lévis).

Le débat est ajourné sur la motion de M. Parent (Bertrand).

À 22 h 00, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires du jour

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Et sur la motion de censure de M. Garon (Lévis):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement de dilapider notre patrimoine économique, de n'avoir aucune perspective économique visant notamment à favoriser la création d'emplois, de pénaliser les familles et de camoufler la véritable situation financière du Québec.

À la fin de son intervention, M. Chevrette, leader de l'Opposition, propose:

Que cette Assemblée blâme le gouvernement libéral pour avoir à nouveau renié ses principaux engagements électoraux et pour avoir camouflé des augmentations massives de taxes d'impôt qui pénalisent encore les citoyens et surtout les citoyennes dont le revenu est faible et moyen.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Dufour (Jonquière).

À 13 h 02, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Affaires courantes

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Côté, ministre des Transports, présente, l'un après l'autre, les projets de loi suivants:

22 Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi;

32 Loi sur la publicité le long des routes;

Et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Marx, ministre de la Justice, présente le projet de loi 35, Loi sur certaines ventes de parties de lot pour défaut de paiement de taxes, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Lincoln, ministre de l'Environnement, présente le projet de loi 29, Loi sur le Conseil de la conservation et de l'environnement, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Marx, ministre de la Justice:

Rapport annuel de la Société québécoise d'information juridique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 822 de la session)

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Rocheleau, ministre des Approvisionnements et Services:

Rapport annuel de la Régie des installations olympiques, pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 1986.

(Document n° 823 de la session)

Par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, responsable de l'Habitation:

Réponse à la question écrite de M. Paré (Shefford) concernant les programmes d'habitations à loyer modéré (HLM). Question n° 9, *Feuilleton* du 6 mai 1987.

(Document n° 824 de la session)

Par Mme Robic, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration:

Réponse à la question écrite de M. Godin (Mercier) concernant l'accueil et la sélection des revendicateurs du statut de réfugié. Question n° 6, *Feuilleton* du 6 mai 1987.

(Document n° 825 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Vallerand, ministre délégué aux PME, propose:

Que l'Assemblée nationale souligne la Semaine de l'entreprise qui se tient cette année du 1^{er} au 10 mai, et remercie tous les entrepreneurs du Québec pour leur apport au développement économique.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Dutil (Beauce-Sud), ministre délégué aux Pêcheries, propose:

Que l'Assemblée nationale souhaite à tous les Beaucerons et Beauceronnes de merveilleuses fêtes du 250^e anniversaire.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du Gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des affaires sociales, pour des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 21, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile, et du projet de Règlement sur l'adoption internationale;

- La Commission des institutions, pour l'étude détaillée du projet de loi 151, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la probation et les établissements de détention concernant la surveillance intensive;
 - La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée du projet de loi 100, Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (*Réimpression*).
-

Affaires du jour

L'Assemblée reprend le débat sur la motion proposée par M. Johnson (Anjou), chef de l'Opposition officielle, en vertu de l'article 97 du Règlement:

Que cette Assemblée réclame du Gouvernement qu'il n'engage pas l'avenir du Québec en adhérant à la constitution sans obtenir des pouvoirs spécifiques accrus confirmant notre identité nationale, garantissant la reconnaissance du droit exclusif de l'Assemblée nationale de disposer, sur son territoire, des questions linguistiques reliées à l'éducation et à l'administration de la justice et assurant les progrès économiques et sociaux du Québec.

M. le Président informe l'Assemblée qu'à la suite d'une réunion avec les leaders, il a été convenu que le temps de parole pour la discussion sur cette motion sera réparti également entre les deux groupes parlementaires, un droit de réplique de quinze minutes étant réservé à l'auteur de la motion.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Bélisle (Mille-Îles), propose que la motion en discussion soit amendée ainsi:

- a) en remplaçant à la cinquième ligne la virgule et les mots "garantissant la reconnaissance du" par les mots "et le";

- b) en remplaçant à la sixième ligne le mot "exclusif" par le mot "fondamental";
- c) en ajoutant après le mot "territoire" à la septième ligne ce qui suit: "sous réserve des articles 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867* et 23 de la *Loi constitutionnelle de 1982*";
- d) en remplaçant à la huitième ligne le mot "et" par une virgule et en ajoutant après le mot "justice" à la neuvième ligne ce qui suit: "et à l'immigration,"; et
- e) en ajoutant à la dixième ligne après le mot "sociaux" les mots ", et la sécurité culturelle".

Après de brèves interventions de part et d'autre, M. le Vice-président déclare cet amendement recevable pour les motifs suivants:

- il ne nie pas l'objet même de la motion de fond;
- il n'en écarte pas la nature;
- il affecte de façon importante les modalités de la motion principale, sans toutefois en changer le principe.

Le débat terminé il est procédé à la mise aux voix de la motion d'amendement et de la motion principale; des votes par appel nominal sont exigés.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, ces votes sont reportés à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 17 h 59, l'Assemblée ajourne ses travaux à jeudi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, présente le projet de loi 6, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les valeurs mobilières, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Paradis, ministre du Travail, présente le projet de loi 30, Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Le document suivant est déposé:

Par M. Ryan, ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des conseillers
d'orientation du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.
(Document n° 826 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée, il est convenu de remplacer les votes par appel nominal reportés par des votes à main levée sur la motion suivante, présentée par M. Johnson (Anjou), chef de l'Opposition officielle, en vertu de l'article 97 du Règlement:

Que cette Assemblée réclame du Gouvernement qu'il n'engage pas l'avenir du Québec en adhérant à la constitution sans obtenir des pouvoirs spécifiques accrus confirmant notre identité nationale, garantissant la reconnaissance du droit exclusif de l'Assemblée nationale de disposer, sur son territoire, des questions linguistiques reliées à l'éducation et à l'administration de la justice et assurant les progrès économiques et sociaux du Québec.

Et sur l'amendement proposé par M. Bélisle (Mille-Îles), lequel se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée:

- a) en remplaçant à la cinquième ligne la virgule et les mots "garantissant la reconnaissance du" par les mots "et le";
- b) en remplaçant à la sixième ligne le mot "exclusif" par le mot "fondamental";
- c) en ajoutant après le mot "territoire" à la septième ligne ce qui suit: "sous réserve des articles 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867* et 23 de la *Loi constitutionnelle de 1982*";
- d) en remplaçant à la huitième ligne le mot "et" par une virgule et en ajoutant après le mot "justice" à la neuvième ligne ce qui suit: "et à l'immigration,"; et

- e) en ajoutant à la dixième ligne après le mot "sociaux" les mots ", et la sécurité culturelle".

Cet amendement est adopté sur division.

Est ensuite adoptée sur division la motion principale, ainsi amendée, de M. Johnson (Anjou), chef de l'Opposition officielle:

Que cette Assemblée réclame du Gouvernement qu'il n'engage pas l'avenir du Québec en adhérant à la constitution sans obtenir des pouvoirs spécifiques accrus confirmant notre identité nationale et le droit fondamental de l'Assemblée nationale de disposer, sur son territoire, sous réserve des articles 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867* et 23 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, des questions linguistiques reliées à l'éducation, à l'administration de la justice et à l'immigration, et assurant les progrès économiques et sociaux, et la sécurité culturelle du Québec.

Du consentement unanime, il est procédé aux avis concernant les travaux des commissions avant les motions sans préavis.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des affaires sociales, pour des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 21, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile, et du projet de Règlement sur l'adoption internationale;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée du projet de loi 100, Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (*Réimpression*);
- La Commission de l'économie et du travail, pour entendre les intéressés et étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 246, Loi concernant la dissolution de l'Association des employés de Yellow Sample.

7 mai 1987

M. Brassard (Lac-Saint-Jean) présente une motion sans préavis qui ne peut être débattue, faute de consentement unanime.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission des institutions entende les représentations de ses membres, de personnes et d'organismes relativement à l'entente intervenue le 30 avril 1987 au lac Meech concernant la Constitution du Canada;

Que mardi, le 12 mai 1987, de 15 h 00 à 18 h 00 et de 20 h 00 à 22 h 00, la commission entende les représentations de membres de la Commission des institutions et que le temps de parole soit réparti équitablement entre les groupes parlementaires;

Que la commission procède à l'audition d'individus reconnus comme experts les 13 et 14 mai 1987, et ce, aux heures où peuvent siéger les commissions;

Que la commission poursuive si nécessaire ses auditions, y compris pour entendre s'il y a lieu d'autres experts, les 19, 20 et 21 mai 1987, et ce, aux heures où peuvent siéger les commissions;

Que la durée des auditions et des remarques préliminaires et finales, ainsi que l'ordre de comparution de personnes et d'organismes, soient déterminés par entente entre les leaders, et qu'à défaut d'entente, la Commission des institutions en disposera lors de séances de travail qui se tiendront le lundi 11 mai 1987 à compter de 15 h 00 et, si nécessaire, le vendredi 15 mai 1987 à compter de 10 h 00;

Que la séance de travail prévue à l'article 176 du Règlement se tienne, s'il y a lieu, au plus tard le mardi 26 mai 1987;

Que le rapport de la commission soit déposé à l'Assemblée au plus tard le mercredi 27 mai 1987;

7 mai 1987

Que les séances de la commission, sauf les séances de travail, soient télédiffusées à compter du début de ses travaux, le mardi 12 mai 1987 jusqu'au plus tard, 22 h 00 le jeudi 21 mai 1987;

Que, malgré ce qui précède, le ministre de la Justice et la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration puissent participer aux délibérations touchant leur secteur de responsabilité, et ce, pour la durée du mandat; et

Que le Premier ministre, le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et le député de Gouin soient membres de ladite commission, et ce, pour la durée du mandat.

Du consentement de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

La motion est adoptée sur division.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Qu'en raison de l'urgence de la situation, il y a lieu, conformément aux dispositions des articles 182 et 183 du Règlement, et ce, en vue de l'adoption du projet de loi 48, Loi sur la reprise de certains services de l'Université du Québec à Montréal, de proposer que les règles ci-après mentionnées soient suspendues: les articles 20 et 54, les 2^e et 3^e alinéas de l'article 84, les 2^e, 3^e et 5^e paragraphes de l'article 87, les articles 88 à 93, 111 à 114, 205 à 208, 230, 232, 233, 236, 237, 240, 241, le 2^e alinéa de l'article 244, à l'article 248: les mots "l'adoption du projet de loi est fixée à une séance subséquente", les 2^e et 3^e alinéas de l'article 256 et à l'article 272: les mots "Le discours et le débat à l'Assemblée sont prioritaires.";

Que les règles ci-dessus énumérées soient suspendues jusqu'à l'adoption du projet de loi;

Que le débat de cinq heures sur le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui devait se tenir aujourd'hui, conformément à un ordre de l'Assemblée, soit reporté au mardi 12 mai 1987;

7 mai 1987

Que, malgré les dispositions de l'article 29, toutes les séances de l'Assemblée nationale soient publiques;

Que la commission plénière fasse rapport au plus tard deux heures après le début des travaux;

Que dix minutes avant l'expiration de ce délai, le Président mette aux voix, sans débat, les articles et les amendements dont la commission n'aura pas disposé;

Que le débat sur l'adoption du projet de loi soit limité à vingt minutes par groupe parlementaire; et

Que l'Assemblée puisse siéger dès l'appel des affaires du jour jusqu'à l'adoption du projet de loi 48, sous réserve de compléter les deux dernières étapes des affaires courantes.

Un débat restreint s'ensuit en vertu de l'article 182 du Règlement.

La motion est adoptée sur division.

Mme la Vice-présidente donne les avis d'interpellations suivants:

- Le vendredi 8 mai 1987, M. Brassard (Lac-Saint-Jean) s'adressera à M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, au sujet des propositions constitutionnelles du lac Meech;
 - Le vendredi 15 mai 1987, M. Chevrette (Joliette) s'adressera à M. Côté, ministre des Transports, au sujet de la négligence du gouvernement libéral face au développement régional, notamment dans le secteur de la voirie.
-

Conformément à la motion adoptée précédemment pour suspendre certaines règles de procédure, M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, présente le projet de loi 48, Loi sur la reprise de certains services de l'Université du Québec à Montréal, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée sur division.

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose l'adoption du principe du projet de loi 48.

Après débat, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 48 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'étude détaillée du projet de loi 48, Loi sur la reprise de certains services de l'Université du Québec à Montréal.

Le projet de loi 48 est étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté sur division.

Du consentement de l'Assemblée, la séance est suspendue momentanément.

À la reprise des travaux, M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose l'adoption du projet de loi 48.

Après débat, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 48 est adopté.

À 23 h 11, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 14 h 00.

7 mai 1987

Le jeudi 7 mai 1987, à 23 h 20 au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bégin, vice-présidente de l'Assemblée nationale, de Mme Bleau, la représentante du Premier ministre, et du Secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec de sanctionner le projet de loi suivant:

- 48 Loi sur la reprise de certains services de l'Université du Québec à Montréal.

PIERRE LORRAIN

Président

Quatorze heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, présente le projet de loi 15, Loi modifiant la Loi sur les terres publiques agricoles et d'autres dispositions législatives, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Dutil, ministre délégué aux Pêcheries, présente le projet de loi 38, Loi sur la transformation des produits marins, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu:

Rapport annuel de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1986.

(Document n° 827 de la session)

Par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, responsable de l'Habitation:

Document de propositions pour la conversion des immeubles locatifs en copropriété divise, intitulé: *Lever le moratoire: une décision qui s'impose.*
(Document n° 828 de la session)

Par M. Filion (Taillon):

Rapport de la Commission des institutions qui, le 6 mai 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 151 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la probation et les établissements de détention concernant la surveillance intensive - Rapporté sans amendement.
(Document n° 829 de la session)

Rapport de la Commission des institutions qui, les 30 avril, 5 et 6 mai 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 162 Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture - Rapporté avec des amendements.
(Document n° 830 de la session)
-

Par Mme Juneau (Johnson), du consentement de l'Assemblée:

Extrait d'une pétition signée par 217 pétitionnaires de plusieurs régions du Québec demandant que le ministre des Communications intervienne auprès de son homologue fédéral afin que le CRTC révisé sa décision de refuser un permis de fréquence FM non commerciale à la radio communautaire CIBL-FM.

(Document n° 831 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Johnson, chef de l'Opposition officielle, propose:

Que cette Assemblée souligne l'apport appréciable à la société québécoise de M. Jean Martucci, président du Conseil de la langue française, décédé hier, et qu'elle offre ses sincères condoléances à sa famille ainsi qu'à toute la communauté québécoise d'origine italienne.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

Ainsi M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission des institutions, pour audition de ses membres et consultation particulière relativement à l'entente intervenue le 30 avril 1987 au lac Meech concernant la Constitution du Canada;
 - La Commission des affaires sociales, pour des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 21, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile, et du projet de Règlement sur l'adoption internationale;
 - La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée du projet de loi 100, Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (*Réimpression*).
-

12 mai 1987

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Chevrette, leader de l'Opposition, il est ordonné:

Que, malgré les articles 87 et 275 du Règlement, il sera procédé, à la séance de mercredi, au débat sur la motion suivante proposée par M. Charbonneau (Verchères), en vertu de l'article 97 du Règlement:

Que cette Assemblée exige du gouvernement libéral qu'il mette fin à la dégradation de la situation économique et sociale des plus démunis de notre société et qu'il cesse de renier ses engagements électoraux touchant ces personnes.

Que cette motion sera débattue au cours d'une seule séance, après les affaires courantes jusqu'à 18 h 00; et

Qu'au terme du débat, la motion sera mise aux voix et le vote reporté à la séance subséquente.

M. Richard (Nicolet) propose:

Que cette Assemblée rende hommage à Mgr Louis-Zéphirin Moreau à l'occasion de sa béatification.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

Que cette Assemblée souligne le Mois de l'ouïe.

12 mai 1987

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission de l'aménagement et des équipements procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques du 17 au 21 août 1987, afin d'étudier le document de propositions pour la levée du moratoire sur la conversion des immeubles locatifs en copropriété divise;

Que les mémoires soient transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le 17 juillet 1987; et

Que le ministre des Affaires municipales, responsable de l'Habitation, soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que M. Després (Limoilou) soit remplacé par M. Trudel (Bourget) comme membre de la Commission des institutions.

La motion est adoptée.

Affaires du jour

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale concernant la motion de privilège du député de Lévis.

12 mai 1987

Un débat s'ensuit.

À 18 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Le débat se poursuit sur le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale concernant la motion de privilège du député de Lévis.

Le débat terminé, le rapport est mis aux voix et un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 21 h 47, sur la motion de M. Gratton, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires du jour

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Et sur les motions de censure suivantes:

De M. Garon (Lévis):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement de dilapider notre patrimoine économique, de n'avoir aucune perspective économique visant notamment à favoriser la création d'emplois, de pénaliser les familles et de camoufler la véritable situation financière du Québec.

De M. Chevette (Joliette):

Que cette Assemblée blâme le gouvernement libéral pour avoir à nouveau renié ses principaux engagements électoraux et pour avoir camouflé des augmentations massives de taxes d'impôt qui pénalisent encore les citoyens et surtout les citoyennes dont le revenu est faible et moyen.

À la fin de son intervention, Mme Blackburn (Chicoutimi) propose:

Que cette Assemblée blâme le gouvernement libéral pour ne pas avoir apporté des solutions aux problèmes pressants du sous-financement des universités.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Levesque et sur les trois motions de censure.

13 mai 1987

Le débat est ajourné sur la motion de M. Paré (Shefford).

À 12 h 57, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Affaires courantes

Les projets de loi suivants sont l'un après l'autre présentés et, sur la motion de leur auteur, l'Assemblée accepte d'en être saisie:

- 16 Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant les municipalités - M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales;
- 31 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic - M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor;
- 34 Loi modifiant le Code de procédure civile - M. Marx, ministre de la Justice;
- 40 Loi modifiant la Loi sur la division territoriale concernant certaines divisions d'enregistrement - M. Marx, ministre de la Justice;
- 43 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme - M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales;

- 44 Loi sur l'assurance-responsabilité professionnelle - M. Fortier, ministre délégué aux Finances.

M. le Président communique et dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

- 236 Loi modifiant la Loi concernant le Séminaire de Québec.
(Document n° 832 de la session)

M. Vallières (Richmond), au nom de M. Leclerc (Taschereau), présente le projet de loi d'intérêt privé 236, Loi modifiant la Loi concernant le Séminaire de Québec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 236 soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration, que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi et que les travaux soient dirigés par un président de séance.

La motion est adoptée.

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement unanime, au cours d'un complément de réponse, M. Lincoln, ministre de l'Environnement, dépose:

- Copie d'un télégramme, en date du 24 avril 1987, concernant les conditions requises afin d'obtenir un certificat d'autorisation pour l'établissement des champs d'essais balistiques au nord de Mont-Laurier.

(Document n° 833 de la session)

13 mai 1987

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté, sur le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale concernant la motion de privilège du député de Lévis.

Du consentement de l'Assemblée, il est plutôt procédé à un vote à main levée.

Le rapport est adopté.

M. Latulippe, Solliciteur général, propose:

Que cette Assemblée souligne la Semaine de la police dont l'ouverture a eu lieu le 8 mai dernier et qui se terminera le 15 mai prochain.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des institutions, pour audition des experts relativement à l'entente intervenue le 30 avril 1987 au lac Meech concernant la Constitution du Canada;
- La Commission des affaires sociales, pour des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 21, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile, et du projet de Règlement sur l'adoption internationale.

M. le Président avise l'Assemblée de la tenue d'une séance de travail de la Commission du budget et de l'administration.

Avant l'appel des affaires du jour, M. Chevrette, leader de l'Opposition, soulève une question de Règlement et soutient qu'il aurait fallu tenir un vote par appel nominal plutôt qu'à main levée lors de la mise aux voix du rapport de la Commission de l'Assemblée nationale concernant la motion de privilège du député de Lévis. M. Chevrette allègue qu'il y a ainsi eu dérogation aux articles 223, 224 et 227 du Règlement.

M. Gratton, leader du gouvernement, maintient qu'il a sollicité, et obtenu valablement, le consentement des membres présents à l'Assemblée pour modifier la procédure du vote.

M. le Président prend la question en délibéré.

Affaires du jour

Conformément à l'article 97 du Règlement, M. Charbonneau (Verchères) propose:

Que cette Assemblée exige du gouvernement libéral qu'il mette fin à la dégradation de la situation économique et sociale des plus démunis de notre société et qu'il cesse de renier ses engagements électoraux touchant ces personnes.

Avant que ne s'engage le débat, M. le Vice-président informe l'Assemblée qu'à la suite d'une réunion avec les leaders, il a été convenu que le temps de parole pour la discussion sur cette motion sera réparti également entre les deux groupes parlementaires, un droit de réplique de quinze minutes étant réservé à l'auteur de la motion.

Un débat s'ensuit sur la motion de M. Charbonneau (Verchères).

Le débat terminé, le vote est reporté à la prochaine séance, conformément à l'ordre adopté par l'Assemblée le 12 mai 1987.

13 mai 1987

M. le Président statue, comme suit, sur la question de règlement qu'il a précédemment prise en délibéré:

DÉCISION DU PRÉSIDENT

Le vote par appel nominal sur le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale concernant la motion de privilège du député de Lévis fut régulièrement demandé à la séance précédente et, conformément à l'article 223 du Règlement, le vote a été reporté à la présente séance. Au moment de la tenue du vote, après le départ de certains députés, un consentement fut accordé pour que le vote se fasse à main levée plutôt que par appel nominal. Un consentement pour déroger à une disposition du Règlement doit être accordé par les membres présents à la séance, ce qui fut le cas pour changer le mode de votation du rapport.

Pour ces motifs, M. le Président déclare valide le vote concernant le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale et, en conséquence, ledit rapport a été dûment adopté.

M. Chevette, leader de l'Opposition, soulève certaines questions concernant la tenue de ce vote et il est convenu d'en disposer à la prochaine séance.

À 18 h 14, du consentement unanime, l'Assemblée ajourne ses travaux à jeudi 14 h 00.

PIERRE LORRAIN

Président

Quatorze heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Les projets de loi suivants sont l'un après l'autre présentés et, sur la motion de leur auteur, l'Assemblée accepte d'en être saisie:

- 19 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement - M. Lincoln, ministre de l'Environnement;
- 26 Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen - M. Marx, ministre de la Justice;
- 27 Loi sur les pesticides - M. Lincoln, ministre de l'Environnement;
- 28 Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels - M. French, ministre des Communications;
- 36 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires - M. Marx, ministre de la Justice;
- 41 Loi sur le Conseil consultatif sur l'emploi et la sécurité du revenu - M. Paradis, ministre du Travail;
- 42 Loi sur le financement de la Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat - M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;

- 50 Loi sur les ententes entre les nations autochtones et le Québec - M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones.
-

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce:

Rapport annuel de la Société générale de financement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1986.

(Document n° 834 de la session)

Par M. Garon (Lévis):

Extrait d'une pétition signée par 1 770 citoyens du Québec demandant l'intervention de l'Assemblée nationale auprès des gouvernements et des instances concernés pour que soit prévu par législation l'étiquetage de tout produit irradié, et que soit retiré du marché tout aliment irradié ne portant pas le symbole international des produits irradiés.

(Document n° 835 de la session)

Par M. Paré (Shefford):

Extrait d'une pétition signée par 129 membres et sympathisants de la Coalition pour l'accès aux thérapies alternatives, demandant à l'Assemblée nationale de briser le monopole de la Loi médicale et de rendre légales les autres formes de thérapies offertes par des praticiens et praticiennes compétents (es).

(Document n° 836 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté, sur la motion suivante présentée par M. Charbonneau (Verchères), en vertu de l'article 97 du Règlement:

Que cette Assemblée exige du gouvernement libéral qu'il mette fin à la dégradation de la situation économique et sociale des plus démunis de notre société et qu'il cesse de renier ses engagements électoraux touchant ces personnes.

(Vote n° 104)

POUR

Blackburn	Claveau	Harel	Juneau
Brassard	Dufour	Johnson	Paré
Charbonneau	Garon	(Anjou)	Rocheport
Chevrette	Gendron	Jolivet	Vermette

CONTRE

Audet	Camden	Dutil	Houde
Baril	Cannon	Farrah	Hovington
Beaudin	Cardinal	Forget	Johnson
Bégin	Chagnon	Fortier	(Vaud.-Soulanges)
Bélanger	Ciaccia	Fortin	Joly
(Laval-des-Rap.)	Côté	French	Khelfa
Bélanger	(Charlesbourg)	Gagnon-Tremblay	Laporte
(Még.-Compton)	Côté	Gardner	Latulippe
Bélisle	(Riv.-du-Loup)	Gauvin	Lavoie-Roux
Bissonnet	Cusano	Gervais	Leclerc
Bleau	Dauphin	Gobé	Lefebvre
Bourassa	Després	Gratton	Legault
Bourbeau	Dionne	Hains	Lemieux
Bradet	Dougherty	Hamel	Lemire
Brouillette	Doyon	Hétu	Lincoln

14 mai 1987

MacDonald	Paradis	Rémillard	Séguin
Maltais	(<i>Matapédia</i>)	Richard	Théorêt
Marcil	Parent	Rivard	Thérien
Marx	(<i>Sauvé</i>)	Robic	Trépanier
Messier	Pelchat	Ryan	Trudel
Pagé	Philibert	Saintonge	Vallerand
Paradis	Picotte	St-Roch	Vallières
(<i>Brome-Miss.</i>)	Polak	Savoie	

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

Pour 15 Contre 83

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

Ainsi, M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des institutions, pour audition des experts relativement à l'entente intervenue le 30 avril 1987 au lac Meech concernant la Constitution du Canada;
- La Commission de l'économie et du travail, pour entendre les intéressés et étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 246, Loi concernant la dissolution de l'Association des employés de Yellow Sample;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée du projet de loi 100, Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (*Réimpression*);
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude détaillée des projets de loi:

- 133 Loi modifiant la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés;
- 134 Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments.
- La Commission du budget et de l'administration, pour la poursuite du débat sur le discours du budget.
-

Mme Harel (Maisonnette) propose:

Que cette Assemblée exprime au ministre fédéral de l'Immigration le voeu qu'il annule les mesures d'expulsion visant M. Victor Regalado, ou qu'il lui permette une défense pleine et entière en l'informant des accusations portées contre lui.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

Mme Juneau (Johnson) présente une motion sans préavis qui ne peut être débattue, faute de consentement unanime.

M. le Président fait part à l'Assemblée que le vendredi 22 mai 1987 aura lieu l'interpellation adressée par M. Parent (Bertrand) à M. MacDonald, ministre du Commerce extérieur, sur le sujet suivant:

Le dossier du libre-échange.

En réponse aux questions que lui a adressées M. Chevette, leader de l'Opposition, à la fin de la séance du 13 mai 1987, M. le Président invoque la décision qu'il a rendue précédemment au cours de la même séance.

Affaires du jour

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Et sur les motions de censure suivantes:

De M. Garon (Lévis):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement de dilapider notre patrimoine économique, de n'avoir aucune perspective économique visant notamment à favoriser la création d'emplois, de pénaliser les familles et de camoufler la véritable situation financière du Québec.

De M. Chevette (Joliette):

Que cette Assemblée blâme le gouvernement libéral pour avoir à nouveau renié ses principaux engagements électoraux et pour avoir camouflé des augmentations massives de taxes d'impôt qui pénalisent encore les citoyens et surtout les citoyennes dont le revenu est faible et moyen.

De Mme Blackburn (Chicoutimi):

Que cette Assemblée blâme le gouvernement libéral pour ne pas avoir apporté des solutions aux problèmes pressants du sous-financement des universités.

À la fin de son intervention, M. Paré (Shefford) propose:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le ministre des Finances pour ne pas avoir accordé de budget particulier pour aider les sans-abri dans le cadre de l'Année internationale des sans-abri et pour avoir réduit l'aide de l'État au développement du logement coopératif et sans but lucratif.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, Mme Vermette (Marie-Victorin) propose:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le ministre des Finances pour ne pas avoir accordé de budget suffisant et pour avoir réduit l'aide de l'État au développement du loisir et du sport, en particulier l'aide à la jeunesse.

Le débat se poursuit.

Le temps prévu à l'article 275 du Règlement étant écoulé, le débat est suspendu pour se poursuivre en Commission du budget et de l'administration.

À 17 h 48, du consentement unanime, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a étudié le projet de loi 102, Loi sur les terres du domaine public, et les trois amendements proposés par M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources.

Avant que ne soit entamé le débat, M. Jolivet invoque le Règlement pour contester la recevabilité d'un amendement proposé par M. Ciaccia. Ce dernier fait des représentations à l'appui de cet amendement.

Mme la Vice-présidente prend l'affaire en délibéré et, après une brève suspension, rend la décision suivante:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

L'intervention permise à chaque groupe parlementaire ne saurait créer de précédent car il est inhabituel de débattre de la recevabilité des amendements proposés à un projet de loi, à l'étape de la prise en considération du rapport de la commission qui l'a étudié.

Quant à l'amendement qui vise à ajouter l'article 79.2.1 au projet de loi 102, Loi sur les terres du domaine public, il est conforme à l'article 197 du Règlement puisqu'il ne modifie pas le principe de ce projet de loi qui est de régir l'administration des terres du domaine public. Cette modification proposée à l'article 171 de la *Loi sur les forêts* découle des nouvelles dispositions du projet de loi 102 relatives au plan d'affectation des terres du domaine public.

Un débat s'ensuit sur le rapport de la commission concernant le projet de loi 102, et sur les amendements.

Les amendements aux articles 67.1, 79.2 et 79.4 sont adoptés, le premier ayant fait, après consentement, l'objet d'une correction mineure.

Le rapport, ainsi amendé, est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a étudié le projet de loi 166, Loi sur la Société Eeyou de la Baie-James.

Après débat, le rapport est adopté.

À 22 h 01, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 14 h 00.

PIERRE LORRAIN

Président

Quatorze heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Le document suivant est déposé:

Par M. Théorêt (Vimont):

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 31 mars 1987, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Énergie et des Ressources -secteur Mines- (décembre 1985 à décembre 1986).

(Document n° 837 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé prioritairement aux avis touchant les travaux des commissions.

En conséquence, M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission des institutions, pour entendre les représentations de personnes et d'organismes relativement à l'entente intervenue le 30 avril 1987 au lac Meech concernant la Constitution du Canada;

- La Commission du budget et de l'administration, pour poursuivre le débat sur le discours du budget;
 - La Commission de l'aménagement et des équipements, pour poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 100, Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (*Réimpression*).
-

Affaires du jour

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le projet de loi 102, Loi sur les terres du domaine public, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 102 est adopté.

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le projet de loi 166, Loi sur la Société Eeyou de la Baie-James, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 166 est adopté.

M. Gratton, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 12, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

19 mai 1987

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition, au nom de M. Dufour (Jonquière).

À 17 h 50, du consentement unanime, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Lincoln, ministre de l'Environnement, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 27, Loi sur les pesticides, et fait état de la recommandation de l'honorable Lieutenant-gouverneur.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Parent (Bertrand).

À 21 h 53, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

PIERRE LORRAIN

Président

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires du jour

M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 25, Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale et d'autres dispositions législatives, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 25 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 25 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Paradis, ministre du Travail, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 30, Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives, et propose que le principe du projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Jolivet (Laviolette).

À 12 h 58, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Affaires courantes

M. le Président communique et dépose les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

206 Loi modifiant la Charte de la ville de Sherbrooke;

209 Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil.

(Document n° 838 de la session)

M. Hamel (Sherbrooke) présente le projet de loi d'intérêt privé 206, Loi modifiant la Charte de la ville de Sherbrooke, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Tremblay (Iberville) présente le projet de loi d'intérêt privé 209, Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que les projets de loi 206 et 209 soient renvoyés à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 19 et 20 mai 1987, a procédé à l'étude de la politique budgétaire du gouvernement dans le cadre du débat sur le discours du budget.

(Document n° 839 de la session)

Par M. Bélanger (Laval-des-Rapides):

Rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 6, 7, 12 et 13 mai 1987, a procédé à des consultations particulières et tenu des auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi 21, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile, et du projet de Règlement sur l'adoption internationale tel qu'il a été publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 11 mars 1987.

(Document n° 840 de la session)

Par M. Charbonneau (Verchères):

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 14 mai 1987, a procédé à l'audition des intéressés et à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé:

246 Loi concernant la dissolution de l'Association des employés de Yellow Sample - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 841 de la session)

Sur la motion de M. Charbonneau (Verchères), le rapport concernant le projet de loi 246 est adopté.

Par M. Trudel (Bourget), du consentement de l'Assemblée:

Extrait d'une pétition signée par 232 parents d'élèves de l'École Edward Murphy, située dans la circonscription de Bourget, demandant que le ministre de l'Éducation intervienne pour mettre fin au conflit de travail qui oppose la compagnie Transco à ses chauffeurs d'autobus.

(Document n° 842 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement propose:

Que la Commission des institutions, dans le cadre du mandat qui lui a été confié par l'Assemblée nationale relativement à l'entente intervenue le 30 avril 1987 au lac Meech concernant la Constitution du Canada, entende les personnes et organismes suivants, et ce, aux dates et selon l'horaire ci-après indiqués:

Le mercredi 20 mai 1987

16 h 00 à 17 h 00	Mouvement national des Québécois
17 h 00 à 18 h 00	Mme Nicole Duplé
20 h 00 à 21 h 00	Fédération des associations étudiantes collégiales du Québec (F.A.E.C.Q.)
21 h 00 à 22 h 00	Alliance des professeurs de Montréal
22 h 00 à 23 h 00	M. P.A. Côté;

20 mai 1987

Le jeudi 21 mai 1987

10 h 00 à 11 h 00	Parti indépendantiste
11 h 00 à 12 h 00	Chambre de commerce de la province de Québec
16 h 00 à 17 h 00	Représentants des autochtones (Myrtle Bush, porte-parole)
17 h 00 à 18 h 00	M. François Chevette
19 h 30 à 20 h 30	M. Claude Morin
20 h 30 à 21 h 30	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités
21 h 30 à 22 h 30	Rassemblement démocratique pour l'indépendance;

Le vendredi 22 mai 1987

9 h 00 à 10 h 00	M. Louis-Philippe de Grandpré
10 h 00 à 11 h 00	Mouvement Québec français
11 h 00 à 12 h 00	M. Yves Fortier
14 h 00 à 15 h 00	M. Guy Tremblay
15 h 00 à 16 h 00	Union des écrivains du Québec
16 h 00 à 17 h 00	Union des artistes;

Le lundi 25 mai 1987

10 h 00 à 11 h 00	M. Roger Lemelin
11 h 00 à 12 h 00	Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

12 h 00 à 13 h 00

M. Daniel Latouche

15 h 00 à 16 h 00

Fédération des groupes ethniques du Québec;

Que, conformément à une décision prise en séance de travail le jeudi 14 mai 1987, la durée de l'audition d'une personne ou d'un organisme soit de 60 minutes et que celle-ci soit répartie de la façon suivante: 20 minutes pour la durée de l'exposé, 40 minutes pour la durée des échanges avec les membres et participants de la commission, réparties également entre les groupes parlementaires tout en respectant la règle de l'alternance;

Que le lundi 25 mai 1987, de 16 h 00 à 18 h 00, la commission entende les remarques finales de chaque groupe parlementaire selon l'horaire ci-après indiqué:

16 h 00 à 16 h 30

Opposition officielle

16 h 30 à 17 h 00

Groupe ministériel

17 h 00 à 17 h 30

Opposition officielle

17 h 30 à 18 h 00

Groupe ministériel; et

Que les séances de la commission, sauf les séances de travail, continuent d'être télédiffusées jusqu'au plus tard 18 h 00, le lundi 25 mai 1987.

Après débat, la motion est adoptée sur division.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission des institutions, pour entendre les représentations de personnes et d'organismes relativement à l'entente intervenue le 30 avril 1987 au lac Meech concernant la Constitution du Canada.

M. le Président avise l'Assemblée de la tenue d'une séance de travail de la Commission du budget et de l'administration.

Affaires du jour

Conformément à l'article 276 du Règlement, l'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Et sur les motions de censure suivantes:

De M. Garon (Lévis):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement de dilapider notre patrimoine économique, de n'avoir aucune perspective économique visant notamment à favoriser la création d'emplois, de pénaliser les familles et de camoufler la véritable situation financière du Québec.

De M. Chevette (Joliette):

Que cette Assemblée blâme le gouvernement libéral pour avoir à nouveau renié ses principaux engagements électoraux et pour avoir camouflé des augmentations massives de taxes d'impôt qui pénalisent encore les citoyens et surtout les citoyennes dont le revenu est faible et moyen.

De Mme Blackburn (Chicoutimi):

Que cette Assemblée blâme le gouvernement libéral pour ne pas avoir apporté des solutions aux problèmes pressants du sous-financement des universités.

De M. Paré (Shefford):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le ministre des Finances pour ne pas avoir accordé de budget particulier pour aider les sans-abri dans le cadre de l'Année internationale des sans-abri et pour avoir réduit l'aide de l'État au développement du logement coopératif et sans but lucratif.

De Mme Vermette (Marie-Victorin):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le ministre des Finances pour ne pas avoir accordé de budget suffisant et pour avoir réduit l'aide de l'État au développement du loisir et du sport, en particulier l'aide à la jeunesse.

20 mai 1987

Le débat terminé, les motions de censure et la motion du ministre des Finances sont mises aux voix; des votes par appel nominal sont exigés.

À la demande de M. Levesque, ministre des Finances, au nom de M. Gratton, leader du gouvernement, ces votes sont reportés à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Paradis, ministre du Travail, proposant que le principe du projet de loi 30, Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Polak (Sainte-Anne).

À 17 h 53, M. le Vice-président lève la séance; en conséquence les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

M. le Président communique et dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

261 Loi concernant la succession d'Alexandre Blouin.
(Document n° 843 de la session)

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) présente le projet de loi d'intérêt privé 261, Loi concernant la succession d'Alexandre Blouin, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 261 soit renvoyé pour consultation et étude détaillée à la Commission des institutions et que le ministre de la Justice soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Lincoln, ministre de l'Environnement:

Deux proclamations désignant la semaine du 17 au 24 mai 1987 Semaine des pluies acides de la Nouvelle-Angleterre et de l'Est du Canada, dans le cadre de la Semaine internationale des précipitations acides:

21 mai 1987

- la proclamation de M. Robert Bourassa, Premier ministre du Québec;
(Document n° 844 de la session)
- la proclamation de Son Excellence Michael S. Dukakis, Gouverneur du
Commonwealth du Massachusetts.
(Document n° 845 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède aux votes par appel nominal reportés, sur les motions suivantes:

La motion de censure de M. Garon (Lévis):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement de dilapider notre patrimoine économique, de n'avoir aucune perspective économique visant notamment à favoriser la création d'emplois, de pénaliser les familles et de camoufler la véritable situation financière du Québec.

(Vote n° 105)

POUR

Blackburn	Charbonneau	Gendron	Juneau
Blais	Desbiens	Harel	Parent
Boulerice	Dufour	Johnson	(Bertrand)
Brassard	Gauthier	(Anjou)	Rocheffort
		Jolivet	Vermette

CONTRE

Assad	Dionne	Khelfa	Polak
Audet	Dougherty	Laporte	Rémillard
Bacon	Doyon	Lavoie-Roux	Rivard
Baril	Dutil	Legault	Robic
Beaudin	Farrah	Lemieux	Ryan
Bégin	Forget	Levesque	Saintonge
Bélanger	Fortier	Lincoln	St-Roch
(Laval-des-Rap.)	Fortin	Maltais	Scowen
Bélanger	French	Marcil	Séguin
(Még.-Compton)	Gagnon-Tremblay	Marx	Tremblay
Bélisle	Gardner	Messier	(Iberville)
Bleau	Gauvin	Middlemiss	Tremblay
Bourbeau	Gervais	Pagé	(Rimouski)
Bradet	Gobé	Paradis	Trépanier
Brouillette	Gratton	(Brome-Miss.)	Trudel
Camden	Hains	Paradis	Vaillancourt
Cardinal	Hétu	(Matapédia)	
Chagnon	Houde	Parent	
Ciaccia	Hovington	(Sauvé)	
Dauphin	Joly	Pelchat	
Després	Kehoe	Picotte	

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

Pour 16 Contre 72

La motion de censure de M. Chevette (Joliette):

Que cette Assemblée blâme le gouvernement libéral pour avoir à nouveau renié ses principaux engagements électoraux et pour avoir camouflé des augmentations massives de taxes d'impôt qui pénalisent encore les citoyens et surtout les citoyennes dont le revenu est faible et moyen.

(Vote n° 106)

POUR

Blackburn	Charbonneau	Gendron	Juneau
Blais	Desbiens	Harel	Parent
Boulerice	Dufour	Johnson	(Bertrand)
Brassard	Gauthier	(Anjou)	Rocheport
		Jolivet	Vermette

CONTRE

Assad	Dionne	Khelfa	Polak
Audet	Dougherty	Laporte	Rémillard
Bacon	Doyon	Lavoie-Roux	Rivard
Baril	Dutil	Legault	Robic
Beaudin	Farrah	Lemieux	Ryan
Bégin	Forget	Levesque	Saintonge
Bélanger	Fortier	Lincoln	St-Roch
(Laval-des-Rap.)	Fortin	Maltais	Scowen
Bélanger	French	Marcil	Séguin
(Még.-Compton)	Gagnon-Tremblay	Marx	Tremblay
Bélisle	Gardner	Messier	(Iberville)
Bleau	Gauvin	Middlemiss	Tremblay
Bourbeau	Gervais	Page	(Rimouski)
Bradet	Gobé	Paradis	Trépanier
Brouillette	Gratton	(Brome-Miss.)	Trudel
Camden	Hains	Paradis	Vaillancourt
Cardinal	Hétu	(Matapédia)	
Chagnon	Houde	Parent	
Ciaccia	Hovington	(Sauvé)	
Dauphin	Joly	Pelchat	
Després	Kehoe	Picotte	

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

Pour 16 Contre 72

La motion de censure de Mme Blackburn (Chicoutimi):

Que cette Assemblée blâme le gouvernement libéral pour ne pas avoir apporté des solutions aux problèmes pressants du sous-financement des universités.

(Vote n° 107)

POUR

Blackburn	Charbonneau	Gendron	Juneau
Blais	Desbiens	Harel	Parent
Boulerice	Dufour	Johnson	(Bertrand)
Brassard	Gauthier	(Anjou)	Rocheffort
		Jolivet	Vermette

CONTRE

Assad	Dionne	Khelfa	Polak
Audet	Dougherty	Laporte	Rémillard
Bacon	Doyon	Lavoie-Roux	Rivard
Baril	Dutil	Legault	Robic
Beaudin	Farrah	Lemieux	Ryan
Bégin	Forget	Levesque	Saintonge
Bélanger	Fortier	Lincoln	St-Roch
(Laval-des-Rap.)	Fortin	Maltais	Scowen
Bélanger	French	Marcil	Séguin
(Még.-Compton)	Gagnon-Tremblay	Marx	Tremblay
Bélisle	Gardner	Messier	(Iberville)
Bleau	Gauvin	Middlemiss	Tremblay
Bourbeau	Gervais	Pagé	(Rimouski)
Bradet	Gobé	Paradis	Trépanier
Brouillette	Gratton	(Brome-Miss.)	Trudel
Camden	Hains	Paradis	Vaillancourt
Cardinal	Hétu	(Matapédia)	
Chagnon	Houde	Parent	
Ciaccia	Hovington	(Sauvé)	
Dauphin	Joly	Pelchat	
Després	Kehoe	Picotte	

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

Pour 16 Contre 72

La motion de censure de M. Paré (Shefford):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le ministre des Finances pour ne pas avoir accordé de budget particulier pour aider les sans-abri dans le cadre de l'Année internationale des sans-abri et pour avoir réduit l'aide de l'État au développement du logement coopératif et sans but lucratif.

(Vote n° 108)

POUR

Blackburn	Charbonneau	Gendron	Juneau
Blais	Desbiens	Harel	Parent
Boulerice	Dufour	Johnson	(Bertrand)
Brassard	Gauthier	(Anjou)	Rocheftort
		Jolivet	Vermette

CONTRE

Assad	Dionne	Khelfa	Polak
Audet	Dougherty	Laporte	Rémillard
Bacon	Doyon	Lavoie-Roux	Rivard
Baril	Dutil	Legault	Robic
Beaudin	Farrah	Lemieux	Ryan
Bégin	Forget	Levesque	Saintonge
Bélanger	Fortier	Lincoln	St-Roch
(Laval-des-Rap.)	Fortin	Maltais	Scowen
Bélanger	French	Marcil	Séguin
(Még.-Compton)	Gagnon-Tremblay	Marx	Tremblay
Bélisle	Gardner	Messier	(Iberville)
Bleau	Gauvin	Middlemiss	Tremblay
Bourbeau	Gervais	Pagé	(Rimouski)
Bradet	Gobé	Paradis	Trépanier
Brouillette	Gratton	(Brome-Miss.)	Trudel
Camden	Hains	Paradis	Vaillancourt
Cardinal	Hétu	(Matapédia)	
Chagnon	Houde	Parent	
Ciaccia	Hovington	(Sauvé)	
Dauphin	Joly	Pelchat	
Després	Kehoe	Picotte	

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

Pour 16 Contre 72

La motion de censure de Mme Vermette (Marie-Victorin):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le ministre des Finances pour ne pas avoir accordé de budget suffisant et pour avoir réduit l'aide de l'État au développement du loisir et du sport, en particulier l'aide à la jeunesse.

(Vote n° 109)

POUR

Blackburn	Charbonneau	Gendron	Juneau
Blais	Desbiens	Harel	Parent
Boulerice	Dufour	Johnson	(Bertrand)
Brassard	Gauthier	(Anjou)	Rocheftort
		Jolivet	Vermette

CONTRE

Assad	Cardinal	Gauvin	Lincoln
Audet	Chagnon	Gervais	Maltais
Bacon	Ciaccia	Gobé	Marcil
Baril	Dauphin	Gratton	Marx
Beaudin	Després	Hains	Messier
Bégin	Dionne	Héту	Middlemiss
Bélangier	Dougherty	Houde	Pagé
(Laval-des-Rap.)	Doyon	Hovington	Paradis
Bélangier	Dutil	Joly	(Brome-Miss.)
(Még.-Compton)	Farrah	Kehoe	Paradis
Bélisle	Forget	Khelfa	(Matapédia)
Bleau	Fortier	Laporte	Parent
Bourbeau	Fortin	Lavoie-Roux	(Sauvé)
Bradet	French	Legault	Pelchat
Brouillette	Gagnon-Tremblay	Lemieux	Picotte
Camden	Gardner	Levesque	Polak

Rémillard	Saintonge	Tremblay	Trépanier
Rivard	St-Roch	(Iberville)	Trudel
Robic	Scowen	Tremblay	Vaillancourt
Ryan	Séguin	(Rimouski)	

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

Pour 16 Contre 72

L'Assemblée procède ensuite au vote par appel nominal reporté, sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

(Vote n° 110)

POUR

Assad	Dionne	Khelfa	Polak
Audet	Dougherty	Laporte	Rémillard
Bacon	Doyon	Lavoie-Roux	Rivard
Baril	Dutil	Legault	Robic
Beaudin	Farrah	Lemieux	Ryan
Bégin	Forget	Levesque	Saintonge
Bélanger	Fortier	Lincoln	St-Roch
(Laval-des-Rap.)	Fortin	Maltais	Scowen
Bélanger	French	Marcil	Séguin
(Még.-Compton)	Gagnon-Tremblay	Marx	Tremblay
Bélisle	Gardner	Messier	(Iberville)
Bleau	Gauvin	Middlemiss	Tremblay
Bourbeau	Gervais	Pagé	(Rimouski)
Bradet	Gobé	Paradis	Trépanier
Brouillette	Gratton	(Brome-Miss.)	Trudel
Camden	Hains	Paradis	Vaillancourt
Cardinal	Hétu	(Matapédia)	
Chagnon	Houde	Parent	
Ciaccia	Hovington	(Sauvé)	
Dauphin	Joly	Pelchat	
Després	Kehoe	Picotte	

CONTRE

Blackburn	Charbonneau	Gendron	Juneau
Blais	Desbiens	Harel	Parent
Boulerice	Dufour	Johnson	(Bertrand)
Brassard	Gauthier	(Anjou)	Rocheport
		Jolivet	Vermette

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Pour 72 Contre 16

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé prioritairement aux avis touchant les travaux des commissions.

En conséquence, M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

Étude détaillée ou consultation particulière

- La Commission des institutions, pour entendre les représentations de personnes et d'organismes et les remarques finales des deux groupes parlementaires relativement à l'entente intervenue le 30 avril 1987 au lac Meech concernant la Constitution du Canada.
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude détaillée des projets de loi:

133 Loi modifiant la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés;

134 Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments.

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée du projet de loi 100, Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (*Réimpression*).

Étude des crédits budgétaires

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour les crédits du ministère de l'Environnement et les programmes 1 à 8 du ministère des Affaires municipales;
 - La Commission de l'éducation, pour les crédits du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science.
-

M. Parent (Bertrand) propose:

Que cette Assemblée souligne l'apport d'excellence de nos Québécoises et Québécois ingénieurs qui ont contribué aux réalisations exceptionnelles les plus représentatives de l'histoire du centenaire du génie au Canada.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

Que cette Assemblée souligne la Semaine de l'activité physique par le Rendez-vous Kino 1987 qui se tiendra du 22 au 31 mai prochain.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

Affaires du jour

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose que le principe du projet de loi 42, Loi sur le financement de la Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 42 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 42 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements, qu'il convoque à cette fin.

M. Dutil, ministre délégué aux Pêcheries, propose que le principe du projet de loi 38, Loi sur la transformation des produits marins, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition.

À 18 h 02 M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

21 mai 1987

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Paradis, ministre du Travail, proposant que le principe du projet de loi 30, Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine.

À 21 h 55, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources:

Rapport annuel de la Régie de l'électricité et du gaz, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 846 de la session)

Par M. Tremblay (Iberville):

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, les 14 et 21 mai 1987, a étudié en détail le projet de loi:

133 Loi modifiant la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés -
Rapporté avec un amendement.

(Document n° 847 de la session)

Par M. Rochefort (Gouin):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 21 mai 1987, a étudié en détail le projet de loi:

42 Loi sur le financement de la Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat - Rapporté avec un amendement.

(Document n° 848 de la session)

26 mai 1987

Par M. Dauphin (Marquette), du consentement de l'Assemblée:

Extrait d'une pétition signée par 7 227 pétitionnaires de Dorval, Lachine et Saint-Pierre demandant qu'un permis d'opération soit accordé au Centre local de services communautaires du Vieux La Chine.

(Document n° 849 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, propose:

Que cette Assemblée souligne la Semaine provinciale des garderies qui se déroule du 23 au 30 mai 1987.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 244 et 170 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission de l'économie et du travail procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi 30, Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives, avant que ne débute l'étude détaillée dudit projet de loi;

26 mai 1987

Que les représentants des organismes suivants soient invités à s'y faire entendre:

- La Fédération des travailleurs du Québec;
- La Confédération des syndicats nationaux;
- La Centrale des syndicats démocratiques;
- La Centrale de l'enseignement du Québec;
- Le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec;
- Le Conseil du patronat du Québec;
- L'Association des manufacturiers canadiens (Division Québec);
- La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante;
- La Chambre de commerce du Québec;
- La Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles;
- Le Barreau du Québec;

Que les mémoires soient transmis au Secrétariat des Commissions au plus tard le 8 juin 1987; et

Que le ministre du Travail soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque, pour l'étude des crédits budgétaires, les commissions suivantes:

26 mai 1987

- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu;
- La Commission de l'éducation, pour ceux du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Affaires municipales (programmes 1 à 8) et du ministère de l'Environnement;
- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux des organismes relevant de la Vice-présidente du Conseil exécutif.

À 15 h 15, le Président lève la séance; en conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi 15 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quinze heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

M. le Président communique et dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

205 Loi concernant Fleming Mines Limited.
(Document n° 850 de la session)

M. Vallières (Richmond), au nom de M. Scowen (Notre-Dame-de-Grâce), présente le projet de loi d'intérêt privé 205, Loi concernant Fleming Mines Limited, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 205 soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée, que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi et que les travaux soient dirigés par un président de séance.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. French, ministre des Communications:

Rapport annuel de la Société de radio-télévision du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 août 1986.

(Document n° 851 de la session)

Par M. Filion (Taillon):

Rapport de la Commission des institutions qui, les 12, 13, 14, 19, 20, 21, 22 et 25 mai 1987, a entendu les représentations de ses membres, de personnes et d'organismes relativement à l'entente intervenue le 30 avril 1987 au lac Meech concernant la Constitution du Canada.

(Document n° 852 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Mme Juneau (Johnson) propose:

Que l'Assemblée nationale donne son appui à la radio communautaire CIBL-FM dans ses démarches pour l'obtention d'une fréquence FM non commerciale disponible.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

Conformément à l'article 129 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que Mme Bleau (Groulx) remplace M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine) comme membre permanent de la Commission des institutions.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque pour l'étude des crédits budgétaires, les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;
- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux;
- La Commission de la culture, pour ceux du ministère des Affaires culturelles (programme 5);
- La Commission des institutions, pour ceux alloués aux Affaires autochtones;
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère du Travail;
- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux du ministère des Approvisionnements et Services.

M. le Président avise l'Assemblée de la tenue d'une séance de travail de la Commission du budget et de l'administration.

M. le Président indique à l'Assemblée qu'il a reçu de M. Chevette, leader de l'Opposition, une demande de débat d'urgence concernant la prise de contrôle du groupe Unimédia Inc. par la Société Hollinger-Argus de Toronto.

Malgré les dispositions de l'article 90 du Règlement, il est consenti à ce que M. Chevette, leader de l'Opposition, et M. Gratton, leader du gouvernement, interviennent sur la recevabilité de cette question.

M. le Président déclare que la demande ne peut être reçue car les débats d'urgence ne peuvent avoir lieu qu'à l'étape des affaires du jour. L'article 282 du Règlement ne permet pas à l'Assemblée de procéder aux affaires du jour durant la période de l'étude des crédits budgétaires qui, en l'occurrence, a débuté lundi dernier.

27 mai 1987

À 16 h 40, l'Assemblée ajourne ses travaux à jeudi 14 h 00.

Le mercredi 27 mai 1987, à 11 h 00, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Saintonge, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Leclerc, le représentant du Premier ministre, de M. Claveau, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 102 Loi sur les terres du domaine public;
- 166 Loi sur la Société Eeyou de la Baie-James.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

M. le Président communique et dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

218 Loi concernant Ville d'Anjou.

(Document n° 853 de la session)

M. Trudel (Bourget) présente le projet de loi d'intérêt privé 218, Loi concernant Ville d'Anjou, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 218 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources:

Réponses à deux questions écrites de M. Gauthier (Roberval) concernant:

- Les études d'Hydro-Québec sur l'avant-projet Nottaway-Broadback-Rupert. Question n° 3, *Feuilleton* du 27 mai 1987.

(Document n° 854 de la session)

- La ventilation des prix de détail de l'essence régulière au Québec.
Question n° 4, *Feuilleton* du 27 mai 1987.

(Document n° 855 de la session)

Par M. Houde (Berthier), du consentement de l'Assemblée:

Extrait d'une pétition signée par 1 000 pétitionnaires de la municipalité de Sainte-Mélanie dans la circonscription de Berthier, demandant au ministre de l'Éducation d'approuver le projet d'agrandissement de l'École Sainte-Hélène.

(Document n° 856 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé prioritairement à l'étape des motions sans préavis.

En conséquence, M. Bourassa, Premier ministre, propose:

Que conformément aux articles 106 et 107 de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1), M. Jean-Noël Poulin soit nommé membre et président de la Commission de la fonction publique pour un mandat d'une durée de cinq ans à compter du 1^{er} octobre 1987, en remplacement de M. Gaston Lefebvre dont la démission prendra effet à cette dernière date.

Cette motion, mise aux voix, est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 111)

POUR

Assad	Bélanger	Blackburn	Bradet
Audet	(Laval-des-Rap.)	Blais	Brassard
Bacon	Bélisle	Boulerice	Brouillette
Beaudin	Bissonnet	Bourassa	Cannon

Cardinal	Gagnon-Tremblay	Leclerc	Polak
Charbonneau	Gardner	Lefebvre	Rémillard
Chevrette	Garon	Legault	Richard
Ciaccia	Gauvin	Lemire	Robic
Claveau	Gendron	Levesque	Rocheffort
Côté	Gobé	MacDonald	Rocheleau
(Charlesbourg)	Gobeil	Maciocia	Ryan
Côté	Godin	Messier	Saintonge
(Riv.-du-Loup)	Gratton	Middlemiss	St-Roch
Després	Harel	Pagé	Savoie
Dionne	Hétu	Paradis	Scowen
Dougherty	Houde	(Brome-Miss.)	Séguin
Doyon	Hovington	Paradis	Sirros
Dubois	Johnson	(Matapédia)	Théorêt
Dufour	(Anjou)	Paré	Trépanier
Dutil	Joly	Parent	Trudel
Farrah	Juneau	(Bertrand)	Vaillancourt
Fortier	Khelfa	Pelchat	Vallières
French	Laporte	Picotte	Vermette

CONTRE

(Aucun)

Pour 85 Contre 0

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque pour l'étude des crédits budgétaires, les commissions suivantes:

- La Commission de la culture, pour ceux du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration;

- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux des ministères du Travail, du Tourisme et du Commerce extérieur et du Développement technologique;
- La Commission des institutions, pour ceux alloués à la Réforme électorale et au ministère du Solliciteur général;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et du ministère des Transports (programmes 1, 2 et 5 à 8);
- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux du ministère des Approvisionnements et Services et du ministère du Revenu;
- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux.

La séance est levée à 15 h 17.

Du consentement unanime et sur la motion de M. Gratton, l'Assemblée ajourne ses travaux à lundi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose:

Que les membres de cette Assemblée soutiennent et appuient les efforts de tous les intervenants en vue de faire un succès de la Semaine de la chanson française d'ici, qui se déroule du 31 mai au 6 juin.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque pour l'étude des crédits budgétaires, les commissions suivantes:

- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux des ministères du Commerce extérieur et du Développement technologique, de l'Industrie et du Commerce, et de l'Énergie et des Ressources (programmes 6, 7, 8 et 9);

1er juin 1987

- La Commission des institutions, pour ceux du ministère du Solliciteur général;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Transports (programmes 1, 2 et 5 à 8);
- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux;
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour ceux du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (programmes 1 à 9);
- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux du ministère des Finances (programmes 1 à 5 et 8).

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement, M. le Président donne avis de la tenue d'une séance de travail de la Commission du budget et de l'administration.

À 15 h 18, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Marx, ministre de la Justice:

Rapport annuel pour 1986 relatif aux autorisations obtenues par le Procureur général du Québec en vertu de la Loi sur la protection de la vie privée, tel que requis par l'article 178.22 du Code criminel.

(Document n° 857 de la session)

Par Mme Cardinal (Châteauguay), du consentement de l'Assemblée:

Extrait d'une pétition signée par 17 027 pétitionnaires des circonscriptions de Châteauguay et de Beauharnois demandant qu'une solution soit trouvée dans les plus brefs délais aux problèmes occasionnés par l'engorgement du pont Mercier.

(Document n° 858 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

2 juin 1987

M. Côté, ministre des Transports, propose:

Que cette Assemblée souligne la Semaine nationale des transports.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que l'Assemblée nationale confie à la Commission des institutions le mandat de procéder à l'étude des prévisions budgétaires du Directeur général des élections, pour l'année financière 1987-1988; et

Que le ministre délégué à la Réforme électorale soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque pour l'étude des crédits budgétaires, les commissions suivantes:

- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux, du Conseil exécutif (programme 3) et des organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine;
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux des ministères de l'Énergie et des Ressources (programmes 6 à 9) et de l'Industrie et du Commerce ainsi que ceux alloués aux PME;
- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux du ministère des Finances (programmes 1 à 5 et 8);

2 juin 1987

La Commission des institutions, pour ceux du ministère de la Justice et ceux alloués à la Protection du consommateur.

À 11 h 17, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, présente le projet de loi 37, Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

214 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette.

(Document n° 859 de la session)

M. Poulin (Chauveau) présente le projet de loi d'intérêt privé 214, Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 214 soit renvoyé à la Commission des institutions pour consultation et étude détaillée et que le ministre de la Justice soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

3 juin 1987

La motion est adoptée.

Le document suivant est déposé:

Par M. Latulippe, Solliciteur général:

Rapport annuel de la Sûreté du Québec, pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 1986.

(Document n° 860 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Filion (Taillon), propose:

Que cette Assemblée félicite M. Roger Ferland, nouveau maire élu de la ville de Longueuil.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque pour l'étude des crédits budgétaires, les commissions suivantes:

- La Commission de la culture, pour ceux du ministère des Affaires culturelles (programmes 1 à 4);

3 juin 1987

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux de l'Office de planification et de développement du Québec et du ministère des Transports (programmes 3 et 4);
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère de l'Énergie et des Ressources (programmes 1 à 4 [secteur Forêts], 5 à 9, et 10 [secteur Mines]);
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour ceux du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (programmes 1 à 9);
- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux alloués au Conseil du Trésor et aux organismes relevant du ministre délégué à l'Administration.

À 11 h 28, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Dans une déclaration ministérielle, M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, annonce l'intention du gouvernement de procéder à une hausse du taux horaire du salaire minimum.

M. Charbonneau (Verchères) fait un bref commentaire au nom de l'Opposition officielle, et le Ministre termine par une réplique.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bourassa, Premier ministre:

Copie de l'Accord constitutionnel de 1987, fait à Ottawa le 3 juin 1987.
(Document n° 861 de la session)

Par M. Godin (Mercier), du consentement de l'Assemblée:

Extrait d'une pétition signée par 2 022 citoyens du Québec demandant que le texte définitif de l'Accord constitutionnel de 1987 (accord du lac Meech) soit soumis au peuple québécois par voie de référendum.
(Document n° 862 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement propose:

Que les règles de fonctionnement concernant les commissions soient modifiées de façon permanente en ajoutant après l'article 16 un article nouveau qui se lit comme suit:

"16.1 - Au fur et à mesure que la commission en dispose, les articles, les annexes, le préambule, les intitulés, le titre et les amendements du projet de loi sont authentifiés par le président ou le secrétaire qui y appose ses initiales.

Le président qui ajourne les travaux de la commission ayant terminé l'étude détaillée du projet de loi, atteste de son adoption en y apposant, à la fin, sa signature. (R. article 244)"

Que cette modification entre en vigueur immédiatement.

La motion est adoptée.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque pour l'étude des crédits budgétaires, les commissions suivantes:

- La Commission de l'éducation, pour ceux du ministère de l'Éducation;
- La Commission de la culture, pour ceux du ministère des Communications;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Affaires municipales (programmes 9 et 10);

4 juin 1987

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour ceux du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (programmes 1 à 9 et 10 [Développement des Pêches maritimes]);
- La Commission des institutions, pour ceux du Conseil exécutif (programmes 1, 2 [éléments 1, 2, 4, 5] et 4 [Affaires intergouvernementales canadiennes]), du Secrétariat à la jeunesse et du ministère des Relations internationales;
- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux du ministère des Finances (programmes 6 et 7).

M. le Président avise l'Assemblée de la tenue de séances de travail des commissions suivantes:

- la Commission de l'aménagement et des équipements;
- la Commission de l'économie et du travail, du consentement unanime pour déroger à l'article 145 du Règlement.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, et du consentement de l'Assemblée, il est ordonné:

Que le lundi 8 juin 1987 il sera procédé à une seule intervention de l'Opposition officielle, suivie de la réplique du ministre du Travail, lors du débat sur l'adoption du principe du projet de loi 30, Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives.

À 11 h 19, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à vendredi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

M. le Président communique et dépose les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

217 Loi concernant Roma Gardens Inc.

262 Loi concernant le Comité d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil-Deux-Montagnes.

(Document n° 863 de la session)

M. Chagnon (Saint-Louis) présente le projet de loi d'intérêt privé 217, Loi concernant Roma Gardens Inc., et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 217 soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée, que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi et que les travaux soient dirigés par un président de séance.

La motion est adoptée.

M. Cusano (Viau), au nom de Mme Legault (Deux-Montagnes), présente le projet de loi d'intérêt privé 262, Loi concernant le Comité d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil - Deux-Montagnes, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 262 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose:

Que cette Assemblée souligne la Semaine de la municipalité qui se tiendra pour la première fois du 8 au 14 juin prochain.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission de l'aménagement et des équipements pour l'étude détaillée du projet de loi 100, Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (*Réimpression*).

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 286 du Règlement, le débat est terminé sur la motion de M. Dutil, ministre délégué aux Pêcheries, proposant l'adoption du principe du projet de loi 38, Loi sur la transformation des produits marins.

5 juin 1987

La motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 38 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 38 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

Avis est donné que cette commission débutera ses travaux immédiatement.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier les crédits budgétaires de l'Assemblée nationale pour l'année financière 1987-1988.

À 13 h 00, M. le Président de la commission plénière suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

L'étude des crédits budgétaires de l'Assemblée nationale pour 1987-1988 se poursuit en commission plénière.

Avec la permission du Président de la commission, M. Claveau (Ungava) dépose:

Guide de l'Assemblée nationale, préparé par le Groupe de politique publique, Services d'information Corpus.

(Document n° 864 de la session)

5 juin 1987

M. le Président de la commission plénière rapporte que tous les crédits budgétaires de l'Assemblée nationale pour 1987-1988 ont été étudiés et adoptés.

À 18 h 03, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à lundi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Rapports des commissions parlementaires qui ont étudié et adopté les crédits budgétaires pour l'année financière 1987-1988.

(Document n° 865 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé prioritairement aux avis touchant les travaux des commissions.

En conséquence, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque la Commission des institutions pour l'étude des prévisions budgétaires 1987-1988 du Directeur général des élections.

M. le Président avise l'Assemblée que la Commission du budget et de l'administration se réunira aux fins suivantes:

- des auditions dans le cadre de l'examen des orientations, des activités et de la gestion de la Commission des valeurs mobilières du Québec; et
 - une séance de travail.
-

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée, M^{me} Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Copies de trois lettres provenant respectivement de l'Association des obstétriciens et gynécologues du Québec, de la Corporation professionnelle des médecins du Québec et de la ministre de la Santé et des Services sociaux, concernant l'Entente intervenue entre son ministère et la Fédération des médecins spécialistes du Québec au sujet de l'obstétrique - gynécologie et les nouveaux tarifs qui en résultent.

(Document n° 866 de la session)

Affaires du jour

À 11 h 06, il est consenti à ce que les travaux de l'Assemblée soient suspendus pour cinq minutes.

Conformément à l'ordre adopté le 4 juin 1987, l'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Paradis, ministre du Travail, proposant que le principe du projet de loi 30, Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 30 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 30 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

8 juin 1987

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Lincoln, ministre de l'Environnement, proposant que le principe du projet de loi 27, Loi sur les pesticides, soit maintenant adopté.

À 13 h 00, M^{me} la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 27, Loi sur les pesticides.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 27 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 27 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Lincoln, ministre de l'Environnement, propose que le principe du projet de loi 19, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 19 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 19 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

8 juin 1987

M. Lefebvre convoque la Commission de l'aménagement et des équipements pour l'étude détaillée des projets de loi 19 et 27.

À 17 h 55, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

M. Côté, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 23, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 23 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 23 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Côté, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 22, Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 22 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 22 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

8 juin 1987

À 22 h 54, sur la motion de M. Lefebvre, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Côté, ministre des Transports:

Rapport annuel de la Commission des transports du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 867 de la session)

Rapport du Comité sur le taxi, présidé par M. Bissonnet, député de Jeanne-Mance.

(Document n° 868 de la session)

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M^{me} Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Rapport annuel de la Société de la Place des Arts de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 3 septembre 1986.

(Document n° 869 de la session)

Par M. Filion (Taillon):

Rapport de la Commission des institutions qui, le 8 juin 1987, a étudié les prévisions budgétaires du Directeur général des élections pour l'année financière 1987-1988.

(Document n° 870 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée des projets de loi:

19 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement;

27 Loi sur les pesticides.

- La Commission de l'économie et du travail, pour des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 30, Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives.
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude détaillée du projet de loi 38, Loi sur la transformation des produits marins.
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée du projet de loi 100, Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (*Réimpression*).

M. le Président avise l'Assemblée de la tenue d'une séance de travail de la Commission des affaires sociales.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 87 du Règlement et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné:

Que le débat restreint prévu à l'article 288 pour les rapports des commissions concernant l'étude des crédits budgétaires sera appelé après l'ajournement du débat sur l'adoption du principe du projet de loi 104, Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse.

Affaires du jour

Au début des affaires du jour, M. le Président informe l'Assemblée que M. Chevrette, leader de l'Opposition, lui a fait parvenir une demande de débat d'urgence relativement à la fermeture des installations minières à Murdochville.

Après de brèves interventions de part et d'autre, M. le Président rend la décision suivante:

DÉCISION DU PRÉSIDENT

Même si plusieurs critères prévus à l'article 88 du Règlement sont respectés, d'autres facteurs sont à considérer pour juger de la recevabilité d'une demande de débat d'urgence. Tout d'abord, il importe de signaler qu'aucune décision de la part de l'Assemblée ne résulte d'un tel débat; de plus, une fermeture d'usine ne devrait pas donner systématiquement ouverture à un débat d'urgence.

L'interprétation des dispositions de l'article 88 doit être restrictive. Bien que la fermeture de l'usine de Murdochville soit une affaire de première importance, les précédents ont déjà établi qu'à cette période-ci de l'année le programme législatif du gouvernement est prioritaire.

Pour toutes ces raisons, la demande de M. Chevrette, leader de l'Opposition, est déclarée irrecevable.

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Bourassa, Premier ministre, propose que le principe du projet de loi 104, Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Paré (Shefford).

À 12 h 55, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Avant que ne s'engage le débat sur les rapports des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1987-1988, M^{me} la Vice-présidente informe l'Assemblée que le temps de parole prévu à l'article 288 sera réparti également entre les deux groupes parlementaires, la durée des interventions n'étant limitée que par le temps global dévolu à chaque groupe.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, il est procédé à la mise aux voix des rapports des commissions concernant les crédits budgétaires pour 1987-1988; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, ce vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, il est ordonné:

Qu'un vote par appel nominal sera aussi tenu, aux affaires courantes, sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, portant adoption du projet de loi 53, Loi n° 3 sur les crédits, 1987-1988.

9 juin 1987

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Bourassa, Premier ministre, proposant que le principe du projet de loi 104, Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse, soit maintenant adopté.

À 17 h 57, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 104, Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 104 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 104 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions, qu'il convoque à cette fin.

M. French, ministre des Communications, propose que le principe du projet de loi 24, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 24 est adopté.

9 juin 1987

Sur la motion de M. French, ministre des Communications, l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'étude détaillée du projet de loi 24.

Le projet de loi 24 est étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

M. French, ministre des Communications, propose que le principe du projet de loi 28, Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 28 est adopté.

Sur la motion de M. French, ministre des Communications, au nom de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 28 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture.

À 22 h 31, sur la motion de M. French, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

M. le Président communique et dépose les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

212 Loi concernant la ville de Saint-Georges;

224 Loi concernant la conversion en copropriété par déclaration de l'immeuble appartenant à la Société d'Amélioration Milton Parc Inc.

(Document n° 871 de la session)

M. Audet (Beauce-Nord) présente le projet de loi d'intérêt privé 212, Loi concernant la ville de Saint-Georges, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Chagnon (Saint-Louis) présente le projet de loi d'intérêt privé 224, Loi concernant la conversion en copropriété par déclaration de l'immeuble appartenant à la Société d'Amélioration Milton Parc Inc., et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que les projets de loi 212 et 224 soient renvoyés à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

10 juin 1987

Le document suivant est déposé:

Par M. Bourassa, Premier ministre:

Réponse à la question écrite de Mme Blackburn (Chicoutimi) concernant les allocations de présence dont bénéficient les membres des organismes gouvernementaux. Question n°3, *Feuilleton* du 10 juin 1987.

(Document n° 872 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée, au cours d'un complément de réponse M. Côté, ministre délégué aux Forêts, dépose:

Décret 2772-81, en date du 7 octobre 1981, concernant l'approvisionnement de l'usine Gérard Crête et Fils Inc. située à Saint-Séverin dans le district électoral de Laviolette.

(Document n° 873 de la session)

Du consentement de l'Assemblée, M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, présente un texte réimprimé du projet de loi 161, Loi sur les mines, et propose que ce texte soit substitué au projet de loi 161.

La motion est adoptée.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté, sur les rapports des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1987-1988.

10 juin 1987

(Vote n° 112)

POUR

Assad	Cusano	Joly	Poulin
Audet	Dauphin	Kehoe	Rémillard
Bacon	Després	Khelfa	Richard
Baril	Dionne	Laporte	Rivard
Beaudin	Dougherty	Leclerc	Robic
Bégin	Doyon	Lefebvre	Rocheleau
Bélanger	Dubois	Legault	Ryan
(Laval-des-Rap.)	Dutil	Lemieux	Saintonge
Bélisle	Farrah	Levesque	St-Roch
Bissonnet	Fortier	Lincoln	Savoie
Bleau	Fortin	MacDonald	Scowen
Bourassa	French	Maciocia	Séguin
Bourbeau	Gardner	Maltais	Sirros
Bradet	Gauvin	Marcil	Théorêt
Brouillette	Gervais	Messier	Tremblay
Camden	Gobé	Middlemiss	(Iberville)
Cannon	Gobeil	Pagé	Tremblay
Cardinal	Gratton	Paradis	(Rimouski)
Chagnon	Hamel	(Brome-Miss.)	Trépanier
Ciaccia	Hétu	Paradis	Trudel
Côté	Houde	(Matapédia)	Vaillancourt
(Charlesbourg)	Hovington	Pelchat	Vallerand
Côté	Johnson	Philibert	Vallières
(Riv.-du-Loup)	(Vaud.-Soulanges)	Polak	

CONTRE

Blackburn	Claveau	Gendron	Paré
Blais	Desbiens	Godin	Parent
Boulerice	Dufour	Johnson	(Bertrand)
Brassard	Filion	(Anjou)	Rocheftort
Charbonneau	Garon	Jolivet	Vermette
Chevrette	Gauthier	Juneau	

Les rapports des commissions concernant les crédits budgétaires pour 1987-1988 sont adoptés, les voix se divisant comme suit:

Pour 87 Contre 21

10 juin 1987

Il est ensuite procédé au vote par appel nominal reporté, sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances:

Que l'Assemblée soit saisie du projet de loi 53, Loi n°3 sur les crédits, 1987-1988;

Que son principe soit adopté; et

Que le projet de loi soit adopté.

(Vote n° 113)

POUR

Assad	Cusano	Joly	Poulin
Audet	Dauphin	Kehoe	Rémillard
Bacon	Després	Khelfa	Richard
Baril	Dionne	Laporte	Rivard
Beaudin	Dougherty	Leclerc	Robic
Bégin	Doyon	Lefebvre	Rocheleau
Bélanger	Dubois	Legault	Ryan
(Laval-des-Rap.)	Dutil	Lemieux	Saintonge
Bélisle	Farrah	Levesque	St-Roch
Bissonnet	Fortier	Lincoln	Savoie
Bleau	Fortin	MacDonald	Scowen
Bourassa	French	Maciocia	Séguin
Bourbeau	Gardner	Maltais	Sirros
Bradet	Gauvin	Marcil	Théorêt
Brouillette	Gervais	Messier	Tremblay
Camden	Gobé	Middlemiss	(Iberville)
Cannon	Gobeil	Pagé	Tremblay
Cardinal	Gratton	Paradis	(Rimouski)
Chagnon	Hamel	(Brome-Miss.)	Trépanier
Ciaccia	Hétu	Paradis	Trudel
Côté	Houde	(Matapédia)	Vaillancourt
(Charlesbourg)	Hovington	Pelchat	Vallerand
Côté	Johnson	Philibert	Vallières
(Riv.-du-Loup)	(Vaud.-Soulanges)	Polak	

CONTRE

Blackburn	Claveau	Gendron	Paré
Blais	Desbiens	Godin	Parent
Boulerice	Dufour	Johnson	(<i>Bertrand</i>)
Brassard	Filion	(<i>Anjou</i>)	Rocheport
Charbonneau	Garon	Jolivet	Vermette
Chevrette	Gauthier	Juneau	

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Pour 87 Contre 21

En conséquence, le projet de loi 53 est adopté.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des institutions, pour l'étude détaillée des projets de loi:

25 Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale et d'autres dispositions législatives;

104 Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse.

- La Commission de l'économie et du travail, pour des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 30, Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives.
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée du projet de loi 100, Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (*Réimpression*);
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour entendre les intéressés et étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé:

203 Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus, la Corporation des Jésuites et la Corporation du Collège Saint-Charles-Garnier;

- 206 Loi modifiant la Charte de la ville de Sherbrooke;
- 209 Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil;
- 212 Loi concernant la ville de Saint-Georges;
- 224 Loi concernant la conversion en copropriété par déclaration de l'immeuble appartenant à la Société d'Amélioration Milton Parc Inc.;
- 235 Loi modifiant la charte de la ville de Granby;
- 262 Loi concernant le Comité d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil-Deux-Montagnes;
- 267 Loi modifiant la charte de la ville de Salaberry-de-Valleyfield.

M. le Vice-président avise l'Assemblée de la tenue d'une séance de travail de la Commission des institutions.

Affaires du jour

M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor, propose que le principe du projet de loi 31, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

10 juin 1987

M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, propose que le principe du projet de loi 6, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les valeurs mobilières, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 6 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 6 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

À 13 h 02, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 238 du Règlement, M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, propose que le projet de loi 161, Loi sur les mines (*Réimpression*), soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Au début de sa réplique, M. Savoie fait état de la recommandation de l'honorable Lieutenant-gouverneur.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 161 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 161 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

10 juin 1987

M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, propose que le principe du projet de loi 37, Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 37 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'étude détaillée du projet de loi 37.

Le projet de loi 37 est étudié en commission plénière et rapporté sans amendement; le rapport est adopté.

À 18 h 02, sur la motion de M. Johnson, l'Assemblée ajourne ses travaux à jeudi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

M. le Président communique et dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

200 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.
(Document n° 874 de la session)

M^{me} Trépanier (Dorion) présente le projet de loi d'intérêt privé 200, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 200 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Rémillard, ministre des Relations internationales:

Réponse à la question écrite de M. Brassard (Lac-Saint-Jean) concernant un article paru dans *Lettre du Québec* de mars 1987. Question n°8, *Feuilleton* du 10 juin 1987.

(Document n° 875 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a tenu des consultations particulières les 4 et 31 mars 1987 ainsi que le 8 juin 1987, et 13 séances de travail entre le 19 juin 1986 et le 8 juin 1987, afin d'examiner les orientations, les activités et la gestion de la Commission des valeurs mobilières du Québec.

Le rapport contient des observations, des conclusions et des recommandations.

(Document n° 876 de la session)

Par M. Rochefort (Gouin):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 9 juin 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 19 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement -
Rapporté avec des amendements.

(Document n° 877 de la session)

Par M. Tremblay (Iberville):

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, les 5 et 9 juin 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 38 Loi sur la transformation des produits marins - Rapporté avec
des amendements.

(Document n° 878 de la session)

Par M^{me} Vermette (Marie-Victorin):

Extrait d'une pétition signée par 2 750 sympathisants du Regroupement des organismes d'adoption et de l'Association de parents du Québec pour l'adoption internationale en revendication d'une réforme administrative de l'adoption internationale qui répondrait mieux aux besoins et aux attentes des enfants et des parents concernés.

(Document n° 879 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée, au cours d'un complément de réponse, M^{me} Bacon, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Copies des documents concernant le règlement à l'amiable du différend entre M. Gilles Marcotte et la Société du Grand Théâtre du Québec, et la nomination de M^e Louis Vézina à titre de président et membre du conseil d'administration de cette Société.

(Document n° 880 de la session)

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée des projets de loi:
 - 22 Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi;
 - 23 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports.
- La Commission de l'économie et du travail, pour l'étude détaillée du projet de loi 161, Loi sur les mines (*Réimpression*).
- La Commission du budget et de l'administration, pour l'étude détaillée des projets de loi:
 - 57 Loi modifiant la Loi sur la Société Makivik;
 - 128 Loi modifiant la Loi sur le Bureau de la statistique.
- La Commission des institutions, pour entendre les intéressés et étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé:
 - 214 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette;
 - 223 Loi concernant la succession de Maurice Jolicoeur;

261 Loi concernant la succession d'Alexandre Blouin.

- La Commission du budget et de l'administration, pour entendre les intéressés et étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé:

204 Loi concernant Quick O Wash Inc;

205 Loi concernant Fleming Mines Limited;

217 Loi concernant Roma Gardens Inc.;

236 Loi modifiant la Loi concernant le Séminaire de Québec.

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour entendre les intéressés et étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 200, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

M. le Président informe l'Assemblée du report de la séance de travail de la Commission de la culture.

Affaires du jour

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 16, Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant les municipalités, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M^{me} Trépanier (Dorion).

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 43, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, soit maintenant adopté.

11 juin 1987

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Messier (Saint-Hyacinthe).

À 13 h 06, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

M^{me} Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le principe du projet de loi 21, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours de son intervention, M^{me} Lavoie-Roux dépose, du consentement de l'Assemblée:

Copie d'un document intitulé: "Amendements au projet de loi 21".
(Document n° 881 de la session)

Le débat se poursuit.

À 18 h 02, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

11 juin 1987

Vingt heures

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 21, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, ce vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 43, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 43 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 43 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 16, Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant les municipalités, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 16 est adopté.

11 juin 1987

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 16 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

À 23 h 25, sur la motion de M. Lefebvre, l'Assemblée ajourne ses travaux à vendredi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation:

Rapport annuel de la Commission de protection du territoire agricole, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 882 de la session)

Par M. Paradis, ministre du Travail:

Rapport annuel de l'Office de la construction du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1986.

(Document n° 883 de la session)

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. French, ministre des Communications:

Copie d'une lettre adressée le 5 juin 1987 à M. Guy Lord, président du Conseil d'administration de la Société Radio-Québec, relativement à la décision du Gouvernement de maintenir Radio-Québec comme télévision publique et à la nomination d'un nouveau Conseil d'administration.

(Document n° 884 de la session)

Par M. Levesque, ministre des Finances:

Crédits supplémentaires n°1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1988.

(Document n° 885 de la session)

Par M. le Président:

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, la décision suivante du Bureau de l'Assemblée:

Décision 247, en date du 2 juin 1987, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les missions officielles.

(Document n° 886 de la session)

Lettre de démission de M. Luc Bessette en tant que vice-président de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération, en date du 7 mai 1987.

(Document n° 887 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapports de la Commission du budget et de l'administration qui, le 11 juin 1987, a étudié en détail les projets de loi:

57 Loi modifiant la Loi sur la Société Makivik - Rapporté sans amendement.

(Document n° 888 de la session)

128 Loi modifiant la Loi sur le Bureau de la statistique - Rapporté avec un amendement.

(Document n° 889 de la session)

Par M. Filion (Taillon):

Rapport de la Commission des institutions qui, les 9 et 10 juin 1987, a étudié en détail le projet de loi:

104 Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 890 de la session)

Rapport de la Commission des institutions qui, le 10 juin 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 25 Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale et d'autres dispositions législatives - Rapporté avec des amendements.
(Document n° 891 de la session)

Par M. Charbonneau (Verchères):

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 9 et 10 juin 1987, a procédé à une consultation particulière sur le projet de loi:

- 30 Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives.
(Document n° 892 de la session)

Par M. Rochefort (Gouin):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 8 et 9 juin 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 27 Loi sur les pesticides - Rapporté avec des amendements.
(Document n° 893 de la session)

Rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 11 juin 1987, a étudié en détail les projets de loi:

- 22 Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi - Rapporté avec des amendements.
(Document n° 894 de la session)
- 23 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports - Rapporté sans amendement.
(Document n° 895 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

12 juin 1987

M. Levesque, ministre des Finances, transmet le message suivant de l'honorable Lieutenant-gouverneur à M. le Président qui en fait lecture à l'Assemblée:

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

L'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1988, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi constitutionnelle de 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 2 juin 1987

J. Gilles Lamontagne

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, les crédits supplémentaires n°1 pour 1987-1988 sont renvoyés en commission plénière

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Chevrette, leader de l'Opposition, il est ordonné:

Qu'il sera procédé à un vote reporté à main levée plutôt que par appel nominal sur la motion de Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant l'adoption du principe du projet de loi 21, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile.

Cette motion, mise aux voix, est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 21 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 21 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude détaillée du projet de loi 134, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments;
- La Commission de l'économie et du travail, pour l'étude détaillée du projet de loi 30, Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives;
- La Commission des affaires sociales, pour l'étude détaillée du projet de loi 21, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile.

Affaires du jour

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 34, Loi modifiant le Code de procédure civile, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 34 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 34 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 36, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 36 est adopté.

12 juin 1987

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 36 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 26, Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 26 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 26 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

À 12 h 56, sur la motion de M. Lefebvre, l'Assemblée ajourne ses travaux à lundi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Le document suivant est déposé:

Par M. Tremblay (Iberville):

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 12 juin 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 134 Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments - Rapporté avec un amendement.
(Document n° 896 de la session)
-

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission du budget et de l'administration, pour l'étude détaillée des projets de loi:
 - 3 Loi concernant le bureau de discipline de l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec;
 - 6 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les valeurs mobilières.

- La Commission de l'économie et du travail, pour l'étude détaillée du projet de loi 30, Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives.
 - La Commission des affaires sociales, pour l'étude détaillée du projet de loi 21, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile.
 - La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée des projets de loi:
- 16 Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant les municipalités;
- 43 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Affaires du jour

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 35, Loi sur certaines ventes de parties de lot pour défaut de paiement de taxes, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 35 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 35 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 40, Loi modifiant la Loi sur la division territoriale concernant certaines divisions d'enregistrement, soit maintenant adopté.

15 juin 1987

Après débat, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 40 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

L'Assemblée prend en considération et adopte l'un après l'autre les rapports de la Commission des institutions relatifs aux projets de loi suivants:

- 1 Loi portant abrogation de lois et dispositions législatives omises lors des refontes de 1888, 1909, 1925, 1941, 1964 et 1977;
- 7 Loi modifiant la Loi sur les huissiers;
- 151 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la probation et les établissements de détention concernant la surveillance intensive;
- 159 Loi modifiant le Code de procédure civile et le Code civil concernant le dépôt volontaire.

À 11 h 38, la séance est suspendue jusqu'à 12 h 00.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Gratton, ministre du Revenu, proposant que le principe du projet de loi 12, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

15 juin 1987

En conséquence, le principe du projet de loi 12 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 12 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

À 12 h 34, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, et sur la motion de M. Gratton, la séance est suspendue jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

L'Assemblée prend en considération et, après débat, adopte successivement les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements relatifs aux projets de loi:

- 19 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement;
 - 27 Loi sur les pesticides.
-

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. French, ministre des Communications, propose que soit adopté le projet de loi 24, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 24 est adopté.

15 juin 1987

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 42, Loi sur le financement de la Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat.

Après débat, le rapport est adopté.

À 17 h 38, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, et sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, la séance est suspendue jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, propose que soit adopté le projet de loi 37, Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 37 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 22, Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi.

Le rapport est adopté.

15 juin 1987

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 23, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports.

Avant qu'il ne soit procédé à l'adoption de ce rapport, M. le Président déclare irrecevable un amendement présenté par M. Côté, ministre des Transports, visant à ajouter des articles après l'article 1 dudit projet de loi.

Le rapport est adopté.

Il est ensuite procédé à la prise en considération du rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a tenu des consultations particulières les 4 et 31 mars 1987 ainsi que le 8 juin 1987, et 13 séances de travail entre le 19 juin 1986 et le 8 juin 1987, afin d'examiner les orientations, les activités et la gestion de la Commission des valeurs mobilières du Québec.

Un débat s'ensuit.

Mme la Vice-présidente fait part à l'Assemblée que pour le débat restreint sur le rapport concernant la Commission des valeurs mobilières du Québec chaque groupe parlementaire disposera d'un temps de parole maximum d'une heure, sans autre limite de temps pour les intervenants.

Le débat prend fin.

À 22 h 23, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Dans une déclaration ministérielle, M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, fait état des décisions arrêtées par le gouvernement pour redonner plein effet à la mesure fiscale annoncée par le ministre des Finances à l'égard des prix de l'essence dans les régions périphériques.

Du consentement de l'Assemblée, M. Ciaccia dépose:

Copie d'un tableau des prix maximums de l'essence par type et par région périphérique, tel qu'il sera publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 17 juin 1987.

(Document n° 897 de la session)

M. Gauthier (Roberval) fait un bref commentaire au nom de l'Opposition officielle, et le Ministre termine par une réplique.

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, présente le projet de loi 46, Loi sur le financement agricole, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques les 18, 19 et 20 août 1987 dans le cadre de l'étude du projet de loi 46, Loi sur le financement agricole;

16 juin 1987

Que les mémoires soient transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le 31 juillet 1987;

Que le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat; et

Que la liste des organismes qui seront invités à se faire entendre lors de ces consultations particulières puisse être déposée plus tard au cours de la présente séance.

La motion est adoptée.

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, présente le projet de loi 49, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, présente le projet de loi 54, Loi sur le registre des associations et entreprises, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission du budget et de l'administration procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 13 octobre 1987 dans le cadre de l'étude du projet de loi 54, Loi sur le registre des associations et entreprises;

16 juin 1987

Que les mémoires soient transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le 8 septembre 1987; et

Que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

M. Fortin (Marguerite-Bourgeoys) présente le projet de loi 192, Loi modifiant la Loi concernant la Ville de LaSalle, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. French, ministre des Communications, présente le projet de loi 55, Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22, 230 et 237 du Règlement, M. French, ministre des Communications, propose:

Que le principe du projet de loi 55 soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 55 est adopté.

Que ce projet de loi soit renvoyé pour étude détaillée en commission plénière.

La motion est adoptée.

Le projet de loi est étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Que le projet de loi 55 soit adopté.
La motion est adoptée.
En conséquence, le projet de loi 55 est adopté.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science:

Rapport annuel du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science,
pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.
(Document n° 898 de la session)

Par M. Côté, ministre des Transports:

Document de consultation, intitulé: *Les infrastructures de transport en
commun de la région de Montréal.*
(Document n° 899 de la session)

Par M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu:

Rapport annuel de la Régie des rentes du Québec, pour l'exercice financier
terminé le 31 mars 1987.
(Document n° 900 de la session)

Par M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce:

Rapports annuels de Sidbec, pour les exercices financiers terminés le
31 décembre 1983, 1984, 1985 et 1986.
(Documents n^{os} 901, 902, 903, 904 de la session)

Par M. French, ministre des Communications:

Décret 751-87, en date du 13 mai 1987, approuvant le protocole d'entente
conclu entre la Régie de l'assurance-maladie du Québec et la Commission
de la santé et de la sécurité du travail relativement à l'échange de certains
renseignements personnels.
(Document n° 905 de la session)

16 juin 1987

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 15 juin 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 6 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les valeurs mobilières - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 906 de la session)

Par M. St-Roch (Drummond):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 5, 6, 7, 12, 13, 14, 19, 20, 21 mai et les 5, 9 et 10 juin 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 100 Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (*Réimpression*) - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 907 de la session)

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 15 juin 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 16 Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant les municipalités - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 908 de la session)

Par M. Bélanger (Laval-des-Rapides):

Rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 12 et 15 juin 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 21 Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 909 de la session)

Par M. Bissonnet (Jeanne-Mance):

Extrait d'une pétition signée par 1 200 citoyens de Saint-Léonard demandant un CLSC autonome qui répondrait mieux aux besoins spécifiques de cette municipalité.

(Document n° 910 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission de l'économie et du travail procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 9 septembre 1987 afin d'examiner les meilleurs moyens d'assurer le respect des objectifs des mesures d'aide aux régions périphériques prévues dans l'énoncé budgétaire du ministre des Finances le 18 décembre 1985;

Que les mémoires soient transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le 10 août 1987; et

Que le ministre de l'Énergie et des Ressources soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission de l'aménagement et des équipements procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 25 août 1987 afin d'étudier le document intitulé: *Les infrastructures de transport en commun de la région de Montréal*;

16 juin 1987

Que les mémoires soient transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le 10 août 1987; et

Que le ministre des Transports soit membre de la commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements; pour l'étude détaillée du projet de loi 43, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.
- La Commission du budget et de l'administration, pour l'étude détaillée du projet de loi 3, Loi concernant le bureau de discipline de l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec.
- La Commission de l'économie et du travail, pour l'étude détaillée des projets de loi:

30 Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives;

161 Loi sur les mines (*Réimpression*).

- La Commission des institutions, pour l'étude détaillée des projets de loi:

26 Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen;

34 Loi modifiant le Code de procédure civile;

35 Loi sur certaines ventes de parties de lot pour défaut de paiement de taxes;

36 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires;

40 Loi modifiant la Loi sur la division territoriale concernant certaines divisions d'enregistrement.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement, M. le Président donne avis de la tenue de la séance de travail reportée de la Commission de la culture.

Affaires du jour

M. Latulippe, Solliciteur général, propose que soit adopté le projet de loi 151, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la probation et les établissements de détention concernant la surveillance intensive.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 151 est adopté.

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le principe du projet de loi 18, Loi modifiant la Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 18 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 18 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

16 juin 1987

M. Gratton convoque ladite commission.

À 13 h 03, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de procéder à l'étude des crédits supplémentaires n°1 pour l'année financière 1987-1988.

Ces crédits supplémentaires sont étudiés en commission plénière.

M. le Président de la commission plénière rapporte que la commission n'a pas fini de délibérer et demande l'autorisation de siéger de nouveau au cours de la présente séance, ce qui lui est accordé.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, corrige un avis concernant les heures de séance de la Commission du budget et de l'administration qui étudie en détail le projet de loi 3, et rappelle les avis concernant l'examen en commission des projets de loi 18 et 30.

À 18 h 48, les travaux de l'Assemblée sont suspendus jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de poursuivre l'étude des crédits supplémentaires n°1 pour l'année financière 1987-1988.

Mme la Présidente de la commission plénière rapporte que la commission n'a pas terminé l'étude des crédits supplémentaires et demande l'autorisation de siéger de nouveau.

M. Côté, ministre des Transports, propose que soit adopté le projet de loi 22, Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 22 est adopté.

M. Côté, ministre des Transports, propose que soit adopté le projet de loi 23, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 23 est adopté.

M. Lincoln, ministre de l'Environnement, propose que soit adopté le projet de loi 19, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement.

Après débat, la motion est adoptée.

16 juin 1987

En conséquence, le projet de loi 19 est adopté.

M. Lincoln, ministre de l'Environnement, propose que soit adopté le projet de loi 27, Loi sur les pesticides.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 27 est adopté.

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose que soit adopté le projet de loi 42, Loi sur le financement de la Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 42 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a étudié le projet de loi 162, Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 25, Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale et d'autres dispositions législatives, ainsi que trois amendements proposés par M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale.

16 juin 1987

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 252 du Règlement, M. Gratton propose:

- un sous-amendement à l'un des amendements;
- un quatrième amendement.

Le sous-amendement, les quatre amendements dont celui sous-amendé, et le rapport amendé sont adoptés.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 104, Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse, ainsi que six amendements transmis par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Bourassa, Premier ministre, en vertu de l'article 252 du Règlement.

M. Gratton fait état de la recommandation du Lieutenant-gouverneur.

Après débat, les six amendements et le rapport amendé sont adoptés.

Le mercredi 17 juin 1987

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale, propose l'adoption du projet de loi 25, Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 25 est adopté.

16 juin 1987

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a étudié le projet de loi 38, Loi sur la transformation des produits marins.

Après débat, le rapport est adopté sur division.

M. Fortier, ministre délégué aux Finances, propose que le principe du projet de loi 44, Loi sur l'assurance-responsabilité professionnelle, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 44 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 44 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que soit adopté le projet de loi 146, Loi modifiant la Loi sur les grains et la Loi sur la mise en marché des produits agricoles.

Après débat, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 146 est adopté.

L'Assemblée prend en considération et, après débat, adopte sur division l'un après l'autre les rapports de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatifs aux projets de loi:

16 juin 1987

- 133 Loi modifiant la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés;
- 134 Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments.

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 15, Loi modifiant la Loi sur les terres publiques agricoles et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Pagé.

À 4 h 47, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Rapport annuel de la Société de développement des industries de la culture et des communications, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.
(Document n° 911 de la session)

Par M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu:

Rapport annuel de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.
(Document n° 912 de la session)

Par M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce:

Rapport annuel de la Société de développement des coopératives, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.
(Document n° 913 de la session)

Par M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation:

Rapports annuels de la Commission des valeurs mobilières du Québec, pour les exercices financiers terminés le 31 mars 1986 et 1987.
(Documents n^{os} 914, 915 de la session)

Rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur l'état des affaires des assureurs ayant exercé au Québec en 1986.
(Document n° 916 de la session)

17 juin 1987

Par M. Rocheleau, ministre des Approvisionnements et Services:

Rapport du Comité consultatif en matière d'inondations, présidé par M. Gauvin, député de Montmagny-L'Islet.

(Document n° 917 de la session)

Par M. Latulippe, Solliciteur général:

Avant-projet de loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives.

(Document n° 918 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 16 juin 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 3 Loi concernant le bureau de discipline de l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 919 de la session)

Par M. Parent (Sauvé):

Rapport de la Commission de l'éducation qui, le 16 juin 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 18 Loi modifiant la Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec - Rapporté avec un amendement.

(Document n° 920 de la session)

Par M. St-Roch (Drummond):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 15 et 16 juin 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 43 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 921 de la session)

Par M. Filion (Taillon):

Rapports de la Commission des institutions qui, le 16 juin 1987, a étudié en détail les projets de loi:

- 26 Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen - Rapporté avec des amendements.
(Document n° 922 de la session)
- 34 Loi modifiant le Code de procédure civile - Rapporté avec des amendements.
(Document n° 923 de la session)
- 35 Loi sur certaines ventes de parties de lot pour défaut de paiement de taxes - Rapporté avec des amendements.
(Document n° 924 de la session)
- 36 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires - Rapporté avec des amendements.
(Document n° 925 de la session)
- 40 Loi modifiant la Loi sur la division territoriale concernant certaines divisions d'enregistrement - Rapporté sans amendement.
(Document n° 926 de la session)

Rapport de la Commission des institutions qui, les 4 et 6 novembre 1986 et les 26 et 31 mars 1987, a vérifié les engagements financiers concernant la Protection du consommateur, les Affaires autochtones, les Affaires intergouvernementales canadiennes, les ministères de la Justice, du Solliciteur général et des Relations internationales (janvier à décembre 1986).

(Document n° 927 de la session)

Par M. Charbonneau (Verchères):

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 11 et 16 juin 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 161 Loi sur les mines (*Réimpression*) - Rapporté avec des amendements.
(Document n° 928 de la session)

17 juin 1987

Par Mme Harel (Maisonneuve):

Extrait d'une pétition signée par 83 citoyens du quartier Hochelaga - Maisonneuve à Montréal demandant de mettre fin à la discrimination envers les femmes chefs de familles mono-parentales dans les HLM, de construire de nouveaux logements sociaux, HLM et coopératives dans leur quartier, et de reporter en septembre 1987 la tenue de la commission parlementaire sur la levée du moratoire de la conversion des immeubles locatifs en copropriété divise.

(Document n° 929 de la session)

Par M. Claveau (Ungava):

Extrait d'une pétition signée par 423 citoyens de la municipalité de Chapais demandant que la Régie de l'assurance automobile du Québec continue de dispenser des services locaux de son bureau sis à Chapais.

(Document n° 930 de la session)

Par M. Maciocia (Viger):

Extrait d'une pétition signée par 1 200 citoyens de Saint-Léonard demandant un CLSC autonome qui répondrait mieux aux besoins spécifiques de cette municipalité.

(Document n° 931 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement propose:

Que la Commission des institutions procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques les 25, 26 et 27 août 1987 dans le cadre de l'étude de l'avant-projet de loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives;

17 juin 1987

Que les mémoires soient transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le 31 juillet 1987; et

Que le Solliciteur général soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

M. Gratton informe l'Assemblée que la liste des organismes invités à se faire entendre lors de ces consultations particulières sera déposée au cours de la présente séance.

M. Reed Scowen, député de Notre-Dame-de-Grâce, de vive voix démissionne de son siège à l'Assemblée, conformément à l'article 16 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* (L.R.Q., c. A-23.1).

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour entendre les intéressés et étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé:

200 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;

203 Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus, la Corporation des Jésuites et la Corporation du Collège Saint-Charles-Garnier;

206 Loi modifiant la Charte de la ville de Sherbrooke;

209 Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil;

- 212 Loi concernant la ville de Saint-Georges;
- 224 Loi concernant la conversion en copropriété par déclaration de l'immeuble appartenant à la Société d'Amélioration Milton Parc Inc.;
- 235 Loi modifiant la charte de la ville de Granby;
- 262 Loi concernant le Comité d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil-Deux-Montagnes;
- 267 Loi modifiant la charte de la ville de Salaberry-de-Valleyfield.
- La Commission de l'économie et du travail, pour l'étude détaillée du projet de loi 30, Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives.
 - La Commission du budget et de l'administration, pour l'étude détaillée du projet de loi 44, Loi sur l'assurance-responsabilité professionnelle.

M. le Président avise l'Assemblée de la tenue d'une séance de travail de la Commission des institutions.

Affaires du jour

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales qui a étudié le projet de loi 21, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux.

17 juin 1987

À 13 h 01, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié le projet de loi 57, Loi modifiant la Loi sur la Société Makivik.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Parent (Bertrand).

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de poursuivre l'étude des crédits supplémentaires n°1 pour l'année financière 1987-1988.

L'étude des crédits supplémentaires se poursuit en commission plénière.

M. le Président de la commission plénière rapporte que la commission n'a pas fini de délibérer, et l'autorisation lui est accordée de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 21, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Filion (Taillon).

17 juin 1987

À 18 h 03, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

M. Fortin (Marguerite-Bourgeoys) propose que le principe du projet de loi 192, Loi modifiant la Loi concernant la Ville de LaSalle, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 192 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements dont le ministre des Affaires municipales sera membre.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de poursuivre l'étude des crédits supplémentaires n°1 pour 1987-1988.

L'étude des crédits supplémentaires étant terminée, Mme la Présidente de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le Président,

J'ai l'honneur de rapporter que la commission plénière a adopté tous les crédits supplémentaires n°1 et que le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximum de 205 800 000 \$ pour le paiement des crédits supplémentaires de dépenses du Québec présentés à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1987-1988, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu, soit le montant des crédits à voter pour chacun des différents programmes énumérés à l'annexe du projet de loi qui sera présenté.

Le rapport est adopté.

17 juin 1987

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, au nom de M. Levesque, ministre des Finances, présente le projet de loi 58, Loi n°4 sur les crédits, 1987-1988, et propose:

Que l'Assemblée en soit saisie;
Que son principe soit adopté; et
Que le projet de loi soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 58 est adopté.

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport de la Commission des affaires sociales, relatif au projet de loi 21, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

À 22 h 26, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à jeudi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Dans une déclaration ministérielle, M. Levesque, ministre des Finances, annonce certaines mesures d'ajustement à caractère fiscal.

Du consentement de l'Assemblée, M. Levesque dépose une copie de cette déclaration et l'annexe s'y rapportant.

(Document n° 932 de la session)

M. Garon (Lévis) fait un commentaire au nom de l'Opposition officielle, et le Ministre termine par une réplique.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources:

Rapport annuel d'Hydro-Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1986.

(Document n° 933 de la session)

Avant-projet de loi sur la Régie du gaz naturel.

(Document n° 934 de la session)

Du consentement de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission de l'économie et du travail procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 13 octobre 1987 dans le cadre de l'étude de l'avant-projet de loi sur la Régie du gaz naturel;

18 juin 1987

Que les mémoires soient transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le 11 septembre 1987; et

Que le ministre de l'Énergie et des Ressources soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

Par M. Latulippe, Solliciteur général:

Rapport annuel du Bureau du coroner, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1986.

(Document n° 935 de la session)

Par M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones:

Rapport annuel de la Société québécoise d'exploration minière, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 936 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 12, 17 et 24 février 1987, a vérifié les engagements financiers des organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor, du ministre du Revenu, du ministre délégué aux Finances et à la Privatisation et du ministre des Finances (septembre à décembre 1986).

(Document n° 937 de la session)

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 17 juin 1987, a étudié en détail le projet de loi:

44 Loi sur l'assurance-responsabilité professionnelle - Rapporté sans amendement.

(Document n° 938 de la session)

Par M. Bélanger (Laval-des-Rapides):

Rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 1^{er} et 7 avril 1987, a vérifié les engagements financiers des ministères de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, du Conseil exécutif (programme 3) et des organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine (juillet à décembre 1986) ainsi que les engagements financiers dont la vérification avait été reportée.

(Document n° 939 de la session)

Par M. Charbonneau (Verchères):

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 12, 15, 16 et 17 juin 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 30 Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 940 de la session)

Par M. Rochefort (Gouin):

Rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 17 juin 1987, a étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 203 Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus, la Corporation des Jésuites et la Corporation du Collège Saint-Charles-Garnier - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 941 de la session)

- 206 Loi modifiant la charte de la ville de Sherbrooke - Rapporté sans amendement.

(Document n° 942 de la session)

- 209 Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 943 de la session)

- 212 Loi concernant la ville de Saint-Georges - Rapporté sans amendement.

(Document n° 944 de la session)

- 224 Loi concernant la conversion en copropriété par déclaration de l'immeuble appartenant à la Société d'amélioration Milton Parc Inc. - Rapporté avec des amendements.
(Document n° 945 de la session)
- 235 Loi modifiant la charte de la ville de Granby - Rapporté avec des amendements.
(Document n° 946 de la session)
- 262 Loi concernant le Comité d'enfouissement Sanitaire d'Argenteuil-Deux-Montagnes - Rapporté avec des amendements.
(Document n° 947 de la session)
- 267 Loi modifiant la charte de la ville de Salaberry-de-Valleyfield - Rapporté avec un amendement.
(Document n° 948 de la session)

Sur la motion de M. Rochefort (Gouin), les rapports relatifs aux projets de loi d'intérêt privé 203, 206, 209, 212, 224, 235, 262 et 267 sont adoptés.

Par M. Garon (Lévis):

Extrait d'une pétition signée par 1 092 citoyens du Québec demandant l'intervention de l'Assemblée nationale auprès des gouvernements et des instances concernés pour que soit prévu par législation l'étiquetage de tout produit irradié, et que soit retiré du marché tout aliment irradié ne portant pas le symbole international des produits irradiés.

(Document n° 949 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est prioritairement procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

En conséquence, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des institutions, pour entendre les intéressés et étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé:
 - 214 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette;
 - 223 Loi concernant la succession de Maurice Jolicoeur;
 - 261 Loi concernant la succession d'Alexandre Blouin.
- La Commission du budget et de l'administration, pour entendre les intéressés et étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé:
 - 204 Loi concernant Quick O Wash Inc.;
 - 205 Loi concernant Fleming Mines Limited;
 - 217 Loi concernant Roma Gardens Inc;
 - 236 Loi modifiant la Loi concernant le Séminaire de Québec.
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour entendre les intéressés et étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 200, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

M. le Président avise l'Assemblée de la tenue d'une séance de travail de la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose en vertu des articles 182 et 183 du Règlement:

Qu'en raison de l'urgence de la situation et en vue de permettre l'adoption de certaines mesures, dont une motion inscrite au Feuilleton au nom du Premier ministre et portant sur la modification de la Constitution du Canada, ainsi que des projets de loi, il y a lieu de proposer:

Que les règles suivantes soient suspendues:

- le paragraphe 1° de l'article 19, les articles 20, 21 et 107, jusqu'à ce que l'Assemblée décide d'ajourner ses travaux au 20 octobre 1987;
- les articles 199, 200 et 205 à 209 dans le cadre du débat sur la motion ci-dessus mentionnée;

Que la durée du débat sur ladite motion soit d'au plus trente-cinq heures, et que chaque groupe parlementaire dispose d'un maximum de dix-sept heures 30 minutes;

Que lors du débat sur la motion ci-dessus mentionnée:

- deux représentants de chaque groupe parlementaire puissent s'exprimer pendant 60 minutes chacun;
- un député puisse intervenir plus d'une fois, sans toutefois excéder 30 minutes lors de chaque intervention;
- un député puisse proposer une motion d'amendement ou de sous-amendement, sans que cette motion ne restreigne le droit d'un autre député de présenter une telle motion, ni de traiter à la fois de la motion de fond et des motions d'amendement ou de sous-amendement; et
- qu'au terme de ce débat, le Président, après une réunion avec les leaders parlementaires, mette successivement aux voix, sans débat, et de la manière qu'il l'indique, les sous-amendements avant les amendements et ces derniers, avant la motion de fond;

Que, sous réserve de ce qui précède, les dispositions du Règlement de l'Assemblée particulières aux mois de juin et décembre s'appliquent;

18 juin 1987

Que l'Assemblée puisse continuer à siéger tous les jours, sauf les samedis et dimanches, à compter de 10 h 00 jusqu'à ce qu'elle décide d'ajourner ses travaux, avec suspension de 13 h 00 à 15 h 00 et de 18 h 00 à 20 h 00; et

Que les règles qui précèdent s'appliquent au plus tard jusqu'à ce que l'Assemblée décide de s'ajourner au 20 octobre 1987.

Avant que ne s'engage la discussion, M. Chevrette, leader de l'Opposition, soulève un rappel au Règlement quant à la recevabilité de cette motion en raison de la notion d'urgence qu'elle intègre.

Après avoir entendu les arguments de part et d'autre, M. le Président rend la décision suivante:

DÉCISION DU PRÉSIDENT

Les articles 88 à 93 du Règlement relatifs aux débats d'urgence concernent une toute autre procédure que celle à laquelle a référé le leader du gouvernement.

Cependant, les articles 182 et 183 qui sont le fondement de la présente motion visent à suspendre certaines règles de procédure et cela, sur motion sans préavis si le motif invoqué est l'urgence.

La motion présentée par le leader du gouvernement invoquait l'urgence comme motif. Or, il n'appartient pas au Président de décider s'il y a urgence ou non mais bien à la Chambre, après la tenue d'un débat restreint. Ainsi, avec plusieurs précédents à l'appui, le Président déclare la motion recevable.

Un débat restreint s'engage sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, portant suspension de certaines règles de l'Assemblée.

À 13 h 01, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Le débat se poursuit sur la motion portant suspension de certaines règles de l'Assemblée.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 114)

POUR

Assad	Cusano	Kehoe	Polak
Audet	Dauphin	Khelfa	Poulin
Bacon	Després	Laporte	Rémillard
Baril	Dionne	Lavoie-Roux	Richard
Beaudin	Dougherty	Leclerc	Rivard
Bégin	Doyon	Lefebvre	Robic
Bélanger	Dubois	Legault	Rocheleau
(Laval-des-Rap.)	Farrah	Lemieux	Ryan
Bélanger	Forget	Lemire	Saintonge
(Még.-Compton)	Fortier	Levesque	St-Roch
Bélisle	Fortin	Maciocia	Savoie
Bissonnet	French	Maltais	Séguin
Bleau	Gardner	Marx	Sirros
Bourassa	Gauvin	N'essier	Théorêt
Bourbeau	Gervais	Middlemiss	Thérien
Bradet	Gobé	Pagé	Tremblay
Brouillette	Gobeil	Paradis	(Iberville)
Camden	Gratton	(Brome-Miss.)	Tremblay
Cannon	Hamel	Paradis	(Rimouski)
Cardinal	Hétu	(Matapédia)	Trépanier
Chagnon	Houde	Parent	Trudel
Côté	Hovington	(Sauvé)	Vaillancourt
(Charlesbourg)	Johnson	Pelchat	Vallerand
Côté	(Vaud.-Soulanges)	Philibert	Vallières
(Riv.-du-Loup)	Joly	Picotte	

18 juin 1987

CONTRE

Blackburn	Claveau	Godin	Parent
Blais	Dufour	Johnson	(<i>Bertrand</i>)
Brassard	Filion	(<i>Anjou</i>)	Rocheport
Charbonneau	Garon	Jolivet	Vermette
Chevrette	Gendron	Paré	

La motion portant suspension de certaines règles de l'Assemblée est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Pour 89 Contre 17

Affaires du jour

M. Bourassa, Premier ministre, propose:

Que l'Assemblée nationale autorise la modification de la Constitution du Canada par proclamation de Son Excellence le gouverneur général sous le grand sceau du Canada, en conformité avec l'annexe ci-jointe.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Philibert (Trois-Rivières).

À 18 h 01, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Le débat se poursuit sur la motion présentée par M. Bourassa, Premier ministre.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Richard (Nicolet).

À 24 h 00, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à vendredi 10 h 00.

Le jeudi 18 juin 1987, à 20 h 00, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Saintonge, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Gardner, le représentant du Premier ministre, de M. Gendron, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 19 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement
- 22 Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi
- 23 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports
- 25 Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale et d'autres dispositions législatives
- 27 Loi sur les pesticides
- 37 Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec
- 42 Loi sur le financement de la Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat
- 53 Loi n°3 sur les crédits, 1987-1988

18 juin 1987

- 55 Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels
- 58 Loi n°4 sur les crédits, 1987-1988
- 146 Loi modifiant la Loi sur les grains et la Loi sur la mise en marché des produits agricoles
- 151 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la probation et les établissements de détention concernant la surveillance intensive

Le Président

PIERRE LORRAIN

ANNEXE

MODIFICATION CONSTITUTIONNELLE DE 1987

Loi constitutionnelle de 1967

1. La Loi constitutionnelle de 1967 est modifiée par insertion, après l'article 1, de ce qui suit :

Règle
inter-
prétative

"2.(1) Toute interprétation de la Constitution du Canada doit concorder avec :

a) la reconnaissance de ce que l'existence de Canadiens d'expression française, concentrés au Québec mais présents aussi dans le reste du pays, et de Canadiens d'expression anglaise, concentrés dans le reste du pays mais aussi présents au Québec, constitue une caractéristique fondamentale du Canada;

b) la reconnaissance de ce que le Québec forme au sein du Canada une société distincte.

Rôle du
Parlement
et des
législatures

(2) Le Parlement du Canada et les législatures des provinces ont le rôle de protéger la caractéristique fondamentale du Canada visée à l'alinéa (1)a).

Rôle de la
législature
et du
gouvernement
du Québec

(3) La législature et le gouvernement du Québec ont le rôle de protéger et de promouvoir le caractère distinct du Québec visé à l'alinéa (1)b).

Maintien des
droits des
législatures
et gouver-
nements

(4) Le présent article n'a pas pour effet de déroger aux pouvoirs, droits ou privilèges du Parlement ou du gouvernement du Canada, ou des législatures ou des gouvernements des provinces, y compris à leurs pouvoirs, droits ou privilèges en matière de langue."

2. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 24, de ce qui suit :

Propositions

"25. (1) En cas de vacance au Sénat, le gouvernement de la province à représenter peut proposer au Conseil privé de la Reine pour le Canada des personnes susceptibles d'être nommées au siège vacant.

Choix des
sénateurs

(2) Jusqu'à la modification, faite conformément à l'article 41 de la Loi constitutionnelle de 1982, de toute disposition de la Constitution du Canada relative au Sénat, les personnes nommées aux sièges vacants au Sénat sont choisies parmi celles qui ont été proposées par le gouvernement de la province à représenter et agréées par le Conseil privé de la Reine pour le Canada."

3. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 95, de ce qui suit :

"Accords relatifs à
l'immigration et aux aubains

Engagement

95A. Sur demande du gouvernement d'une province, le gouvernement du Canada négocie avec lui en vue de conclure, en matière d'immigration ou d'admission temporaire des aubains dans la province, un accord adapté aux besoins et à la situation particulière de celle-ci.

Accords

95B.(1) Tout accord conclu entre le Canada et une province en matière d'immigration ou d'admission temporaire des aubains dans la province a, une fois faite la déclaration visée au paragraphe 95C(1), force de loi et a dès lors effet indépendamment tant du point 25 de l'article 91 que de l'article 95.

Restriction

(2) L'accord ayant ainsi force de loi n'a d'effet que dans la mesure de sa compatibilité avec les dispositions des lois du Parlement du Canada qui fixent des normes et objectifs nationaux relatifs à l'immigration et aux aubains, notamment en ce qui concerne l'établissement des catégories générales d'immigrants, les niveaux d'immigration au Canada et la détermination des catégories de personnes inadmissibles au Canada.

Application
de la
Charte

(3) La Charte canadienne des droits et libertés s'applique aux accords ayant ainsi force de loi et à toute mesure prise sous leur régime par le Parlement ou le gouvernement du Canada ou par la législature ou le gouvernement d'une province.

Proclamation
relative
aux accords

95C.(1) La déclaration portant qu'un accord visé au paragraphe 95B(1) a force de loi se fait par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de la province qui est partie à l'accord.

Modification
des accords

(2) La modification d'un accord visé au paragraphe 95B(1) se fait par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée :

a) soit par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de la province qui est partie à l'accord;

b) soit selon les modalités prévues dans l'accord même.

Application
des articles
46 à 48
de la Loi
constitu-
tionnelle de
1982

95D. Les articles 46 à 48 de la Loi constitutionnelle de 1982 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à toute déclaration faite aux termes du paragraphe 95C(1), à toute modification d'un accord faite aux termes du paragraphe 95C(2) ou à toute modification faite aux termes de l'article 95E.

Modification
des articles
95A à 95D ou
du présent
article

95E. Les articles 95A à 95D ou le présent article peuvent être modifiés conformément au paragraphe 38(1) de la Loi constitutionnelle de 1982, à condition que la modification soit autorisée par des résolutions des assemblées législatives de toutes les provinces qui sont, à l'époque de celle-ci, parties à un accord ayant force de loi aux termes du paragraphe 95B(1)."

4. La même loi est modifiée par insertion, avant l'article 96, de ce qui suit :

"Dispositions générales"

5. La même loi est modifiée par insertion, avant l'article 101, de ce qui suit :

"Tribunaux créés par le Parlement du Canada"

6. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 101, de ce qui suit :

"Cour suprême du Canada"

Maintien de
la Cour
suprême du
Canada

101A.(1) La cour qui existe sous le nom de Cour suprême du Canada est maintenue à titre de cour générale d'appel pour le Canada et de cour additionnelle propre à améliorer l'application des lois du Canada. Elle conserve ses attributions de cour supérieure d'archives.

Composition	(2) La Cour suprême du Canada se compose du juge en chef, appelé juge en chef du Canada, et de huit autres juges, que nomme le gouverneur général en conseil par lettres patentes sous le grand sceau.
Conditions de nomination	101B.(1) Les juges sont choisis parmi les personnes qui, après avoir été admises au barreau d'une province ou d'un territoire, ont, pendant au moins dix ans au total, été juges de n'importe quel tribunal du pays ou inscrites au barreau de n'importe quelle province ou de n'importe quel territoire.
Québec : trois juges	(2) Au moins trois des juges sont choisis parmi les personnes qui, après avoir été admises au barreau du Québec, ont, pendant au moins dix ans au total, été inscrites à ce barreau ou juges d'un tribunal du Québec ou d'un tribunal créé par le Parlement du Canada.
Propositions de nominations	101C.(1) En cas de vacance à la Cour suprême du Canada, le gouvernement de chaque province peut proposer au ministre fédéral de la Justice, pour la charge devenue vacante, des personnes admises au barreau de cette province et remplissant les conditions visées à l'article 101B.
Nomination parmi les personnes proposées	(2) Le gouverneur général en conseil procède aux nominations parmi les personnes proposées et qui agréent au Conseil privé de la Reine pour le Canada; le présent paragraphe ne s'applique pas à la nomination du juge en chef dans les cas où il est choisi parmi les juges de la Cour suprême du Canada.
Nomination parmi les personnes proposées par le Québec	(3) Dans le cas de chacune des trois nominations à faire conformément au paragraphe 101B(2), le gouverneur général en conseil nomme une personne proposée par le gouvernement du Québec.
Nominations parmi les personnes proposées par les autres provinces	(4) Dans le cas de toute autre nomination, le gouverneur général en conseil nomme une personne proposée par le gouvernement d'une autre province que le Québec.
Inamovibilité, traitement, etc.	101D. Les articles 99 et 100 s'appliquent aux juges de la Cour suprême du Canada.

Rapport avec
l'article
101

101E.(1) Sous réserve que ne soient pas adoptées, dans les matières visées à l'article 101, de dispositions incompatibles avec les articles 101A à 101D, ceux-ci n'ont pas pour effet de porter atteinte à la compétence législative conférée au Parlement du Canada en ces matières.

Renvois
à la Cour
suprême
du Canada

(2) Il est entendu que l'article 101A n'a pas pour effet de porter atteinte à la compétence législative du Parlement du Canada en ce qui concerne le renvoi à la Cour suprême du Canada de questions de droit ou de fait, ou de toute autre question."

7. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 106, de ce qui suit :

Programmes
cofinancés

"106A.(1) Le gouvernement du Canada fournit une juste compensation au gouvernement d'une province qui choisit de ne pas participer à un programme national cofinancé qu'il établit après l'entrée en vigueur du présent article dans un secteur de compétence exclusive provinciale, si la province applique un programme ou une mesure compatible avec les objectifs nationaux.

Non-élar-
gissement
des
compétences
légis-
latives

(2) Le présent article n'élargit pas les compétences législatives du Parlement du Canada ou des législatures des provinces."

8. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 147, de ce qui suit :

"XII. -- Conférences sur l'économie
et sur d'autres questions

Convocation

148. Le premier ministre du Canada convoque au moins une fois par an une conférence réunissant les premiers ministres provinciaux et lui-même et portant sur l'économie canadienne ainsi que sur toute autre question appropriée.

XIII. -- Mentions

Présomption

149. Toute mention de la présente loi est réputée constituer également une mention de ses modifications."

Loi constitutionnelle de 1982

9. Les articles 40 à 42 de la Loi constitutionnelle de 1982 sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Compensation

"40. Le Canada fournit une juste compensation aux provinces auxquelles ne s'applique pas une modification faite conformément au paragraphe 38(1) et relative à un transfert de compétences législatives provinciales au Parlement.

Consentement
unanime

41. Toute modification de la Constitution du Canada portant sur les questions suivantes se fait par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de chaque province :

a) la charge de Reine, celle de gouverneur général et celle de lieutenant-gouverneur;

b) les pouvoirs du Sénat et le mode de sélection des sénateurs;

c) le nombre des sénateurs par lesquels une province est habilitée à être représentée et les conditions de résidence qu'ils doivent remplir;

d) le droit d'une province d'avoir à la Chambre des communes un nombre de députés au moins égal à celui des sénateurs par lesquels elle était habilitée à être représentée le 17 avril 1982;

e) le principe de la représentation proportionnelle des provinces à la Chambre des communes prévu par la Constitution du Canada;

f) sous réserve de l'article 43, l'usage du français ou de l'anglais;

g) la Cour suprême du Canada;

h) le rattachement aux provinces existantes de tout ou partie des territoires;

i) par dérogation à toute autre loi ou usage, la création de provinces;

j) la modification de la présente partie."

10. L'article 44 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Modification
par le
Parlement

"44. Sous réserve de l'article 41, le Parlement a compétence exclusive pour modifier les dispositions de la Constitution du Canada relatives au pouvoir exécutif fédéral, au Sénat ou à la Chambre des communes."

11. Le paragraphe 46(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Initiative
des
procédures

"46.(1) L'initiative des procédures de modification visées aux articles 38, 41 et 43 appartient au Sénat, à la Chambre des communes ou à une assemblée législative."

12. Le paragraphe 47(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Modification
sans
résolution
du Sénat

"47.(1) Dans les cas visés à l'article 38, 41 ou 43, il peut être passé outre au défaut d'autorisation du Sénat si celui-ci n'a pas adopté de résolution dans un délai de cent quatre-vingts jours suivant l'adoption de celle de la Chambre des communes et si cette dernière, après l'expiration du délai, adopte une nouvelle résolution dans le même sens."

13. La partie VI de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

"PARTIE VI

Conférences constitutionnelles

Convocation

50.(1) Le premier ministre du Canada convoque au moins une fois par an une conférence constitutionnelle réunissant les premiers ministres provinciaux et lui-même, la première devant avoir lieu en 1988.

Ordre
du jour

(2) Sont placées à l'ordre du jour de ces conférences les questions suivantes :

a) la réforme du Sénat, y compris son rôle et ses fonctions, ses pouvoirs, le mode de sélection des sénateurs et la représentation au Sénat;

b) les rôles et les responsabilités en matière de pêches;

c) toutes autres questions dont il est convenu."

14. Le paragraphe 52(2) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

"d) les autres modifications qui lui sont apportées."

15. L'article 61 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Mentions

"61. Toute mention de la Loi constitutionnelle de 1982 ou des Lois constitutionnelles de 1867 à 1982 est réputée constituer également une mention de leurs modifications."

Dispositions générales

Patrimoine
multi-
culturel et
peuples
autochtones

16. L'article 2 de la Loi constitutionnelle de 1867 n'a pas pour effet de porter atteinte aux articles 25 ou 27 de la Charte canadienne des droits et libertés, à l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982 ou au point 24 de l'article 91 de la Loi constitutionnelle de 1867.

TITRE

Titre

17. Titre de la présente modification :
Modification constitutionnelle de 1987.

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, présente le projet de loi 59, Loi modifiant la Loi sur le cinéma et la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Picotte, ministre du Tourisme, présente le projet de loi 56, Loi sur l'Institut du tourisme et d'hôtellerie du Québec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Côté, ministre des Transports, présente le projet de loi 60, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports concernant le remisage des biens, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Ryan, ministre de l'Éducation:

Rapport annuel du ministère de l'Éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 950 de la session)

Par Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux:

Rapports annuels de l'Office des personnes handicapées du Québec, pour les exercices financiers terminés les 31 mars 1985 et 1986.

(Documents n^{os} 951, 952 de la session)

Rapport annuel de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 953 de la session)

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Marx, ministre de la Justice:

Rapport annuel de l'Office de la protection du consommateur, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 954 de la session)

Par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales:

Rapport annuel de la Société d'habitation du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1986.

(Document n° 955 de la session)

Avant-projet de loi sur l'organisation territoriale municipale.

(Document n° 956 de la session)

Du consentement de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission de l'aménagement et des équipements procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 8 septembre 1987 dans le cadre de l'étude de l'avant-projet de loi sur l'organisation territoriale municipale;

19 juin 1987

Que les mémoires soient transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le 14 août 1987; et

Que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

Par M. French, ministre des Communications:

Rapport annuel de la Commission d'accès à l'information, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 957 de la session)

Par Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine:

Rapport annuel du Conseil du statut de la femme, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 958 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapports de la Commission du budget et de l'administration qui, le 8 juin 1987, a étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé:

204 Loi concernant Quick O Wash Inc. - Rapporté sans amendement.
(Document n° 959 de la session)

205 Loi concernant Fleming Mines Limited - Rapporté avec des amendements.
(Document n° 960 de la session)

217 Loi concernant Roma Gardens Inc. - Rapporté sans amendement.
(Document n° 961 de la session)

236 Loi modifiant la Loi concernant le Séminaire de Québec -
Rapporté sans amendement.
(Document n° 962 de la session)

Sur la motion de M. Lemieux (Vanier), les rapports relatifs aux projets de loi d'intérêt privé 204, 205, 217 et 236 sont adoptés.

Par M. Rochefort (Gouin):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 18 juin 1987, a étudié en détail le projet de loi:

192 Loi modifiant la Loi concernant la ville de LaSalle - Rapporté
sans amendement.
(Document n° 963 de la session)

Par M. Filion (Taillon):

Rapport de la Commission des institutions qui, le 18 juin 1987, a étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé:

214 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de
Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette-Rapporté sans amendement.
(Document n° 964 de la session)

223 Loi concernant la succession de Maurice Jolicoeur - Rapporté
avec des amendements.
(Document n° 965 de la session)

261 Loi concernant la succession d'Alexandre Blouin - Rapporté avec
des amendements.
(Document n° 966 de la session)

Sur la motion de M. Filion (Taillon), les rapports relatifs aux projets de loi d'intérêt privé 214, 223 et 261 sont adoptés.

19 juin 1987

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

À la demande de M. Dufour (Jonquière) conformément à l'article 214 du Règlement, M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, dépose le document suivant qu'il a cité:

Copie d'une lettre en date du 16 juin 1987 que M. Jean Pelletier, président de l'Union des municipalités et maire de Québec, a adressée au Ministre pour lui communiquer son appui au projet de loi 43, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

(Document n° 967 de la session)

Du consentement de l'Assemblée, en remplacement de la motion adoptée sur le même sujet le 16 juin 1987, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission de l'économie et du travail procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 9 septembre 1987, afin d'examiner les meilleurs moyens d'assurer le respect des objectifs des mesures d'aide aux régions périphériques relativement à la réduction de la taxe sur l'essence de 4, 5 cents par litre dans ces régions, lesdites mesures ayant été prévues dans l'Énoncé budgétaire du ministre des Finances du 18 décembre 1985 et le Discours sur le budget du 1^{er} mai 1986;

Que les mémoires soient transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le 10 août 1987; et

Que le ministre de l'Énergie et des Ressources soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

19 juin 1987

Affaires du jour

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Chevrette, leader de l'Opposition, il est ordonné:

Que les travaux de l'Assemblée seront aujourd'hui suspendus de 13 h 00 à 14 h 00, après quoi ils reprendront pour se poursuivre jusqu'à 20 h 00.

Le débat est terminé sur la motion de M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor, proposant que le principe du projet de loi 31, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 31 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 31 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

M. Gratton convoque ladite commission.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion présentée par M. Bourassa, Premier ministre:

Que l'Assemblée nationale autorise la modification de la Constitution du Canada par proclamation de Son Excellence le gouverneur général sous le grand sceau du Canada, en conformité avec l'annexe ci-jointe.

19 juin 1987

Le débat se poursuit.

À 13 h 01, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 14 h 00.

Quatorze heures

Du consentement de l'Assemblée le débat est suspendu pour permettre à M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, de déposer le document suivant:

Liste des organismes qui seront invités à se faire entendre en commission lors des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 46, Loi sur le financement agricole.

(Document n° 968 de la session)

Le débat reprend sur la motion présentée par M. Bourassa, Premier ministre.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

À 20 h 00, l'Assemblée ajourne ses travaux à lundi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

ANNEXE

MODIFICATION CONSTITUTIONNELLE DE 1987

Loi constitutionnelle de 1867

1. La Loi constitutionnelle de 1867 est modifiée par insertion, après l'article 1, de ce qui suit :

Règle
inter-
prétative

"2.(1) Toute interprétation de la Constitution du Canada doit concorder avec :

a) la reconnaissance de ce que l'existence de Canadiens d'expression française, concentrés au Québec mais présents aussi dans le reste du pays, et de Canadiens d'expression anglaise, concentrés dans le reste du pays mais aussi présents au Québec, constitue une caractéristique fondamentale du Canada;

b) la reconnaissance de ce que le Québec forme au sein du Canada une société distincte.

Rôle du
Parlement
et des
législatures

(2) Le Parlement du Canada et les législatures des provinces ont le rôle de protéger la caractéristique fondamentale du Canada visée à l'alinéa (1)a).

Rôle de la
législature
et du
gouvernement
du Québec

(3) La législature et le gouvernement du Québec ont le rôle de protéger et de promouvoir le caractère distinct du Québec visé à l'alinéa (1)b).

Maintien des
droits des
législatures
et gouver-
nements

(4) Le présent article n'a pas pour effet de déroger aux pouvoirs, droits ou privilèges du Parlement ou du gouvernement du Canada, ou des législatures ou des gouvernements des provinces, y compris à leurs pouvoirs, droits ou privilèges en matière de langue."

2. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 24, de ce qui suit :

Propositions

"25. (1) En cas de vacance au Sénat, le gouvernement de la province à représenter peut proposer au Conseil privé de la Reine pour le Canada des personnes susceptibles d'être nommées au siège vacant.

Choix des
sénateurs

(2) Jusqu'à la modification, faite conformément à l'article 41 de la Loi constitutionnelle de 1982, de toute disposition de la Constitution du Canada relative au Sénat, les personnes nommées aux sièges vacants au Sénat sont choisies parmi celles qui ont été proposées par le gouvernement de la province à représenter et agréées par le Conseil privé de la Reine pour le Canada."

3. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 95, de ce qui suit :

"Accords relatifs à
l'immigration et aux aubains

Engagement

95A. Sur demande du gouvernement d'une province, le gouvernement du Canada négocie avec lui en vue de conclure, en matière d'immigration ou d'admission temporaire des aubains dans la province, un accord adapté aux besoins et à la situation particulière de celle-ci.

Accords

95B.(1) Tout accord conclu entre le Canada et une province en matière d'immigration ou d'admission temporaire des aubains dans la province a, une fois faite la déclaration visée au paragraphe 95C(1), force de loi et a dès lors effet indépendamment tant du point 25 de l'article 91 que de l'article 95.

Restriction

(2) L'accord ayant ainsi force de loi n'a d'effet que dans la mesure de sa compatibilité avec les dispositions des lois du Parlement du Canada qui fixent des normes et objectifs nationaux relatifs à l'immigration et aux aubains, notamment en ce qui concerne l'établissement des catégories générales d'immigrants, les niveaux d'immigration au Canada et la détermination des catégories de personnes inadmissibles au Canada.

Application
de la
Charte

(3) La Charte canadienne des droits et libertés s'applique aux accords ayant ainsi force de loi et à toute mesure prise sous leur régime par le Parlement ou le gouvernement du Canada ou par la législature ou le gouvernement d'une province.

Proclamation
relative
aux accords

95C.(1) La déclaration portant qu'un accord visé au paragraphe 95B(1) a force de loi se fait par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de la province qui est partie à l'accord.

Modification
des accords

(2) La modification d'un accord visé au paragraphe 95B(1) se fait par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée :

a) soit par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de la province qui est partie à l'accord;

b) soit selon les modalités prévues dans l'accord même.

Application
des articles
46 à 48
de la Loi
constitu-
tionnelle de
1982

95D. Les articles 46 à 48 de la Loi constitutionnelle de 1982 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à toute déclaration faite aux termes du paragraphe 95C(1), à toute modification d'un accord faite aux termes du paragraphe 95C(2) ou à toute modification faite aux termes de l'article 95E.

Modification
des articles
95A à 95D ou
du présent
article

95E. Les articles 95A à 95D ou le présent article peuvent être modifiés conformément au paragraphe 38(1) de la Loi constitutionnelle de 1982, à condition que la modification soit autorisée par des résolutions des assemblées législatives de toutes les provinces qui sont, à l'époque de celle-ci, parties à un accord ayant force de loi aux termes du paragraphe 95B(1)."

4. La même loi est modifiée par insertion, avant l'article 96, de ce qui suit :

"Dispositions générales"

5. La même loi est modifiée par insertion, avant l'article 101, de ce qui suit :

"Tribunaux créés par le Parlement du Canada"

6. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 101, de ce qui suit :

"Cour suprême du Canada"

Maintien de
la Cour
suprême du
Canada

101A.(1) La cour qui existe sous le nom de Cour suprême du Canada est maintenue à titre de cour générale d'appel pour le Canada et de cour additionnelle propre à améliorer l'application des lois du Canada. Elle conserve ses attributions de cour supérieure d'archives.

Composition	(2) La Cour suprême du Canada se compose du juge en chef, appelé juge en chef du Canada, et de huit autres juges, que nomme le gouverneur général en conseil par lettres patentes sous le grand sceau.
Conditions de nomination	101B.(1) Les juges sont choisis parmi les personnes qui, après avoir été admises au barreau d'une province ou d'un territoire, ont, pendant au moins dix ans au total, été juges de n'importe quel tribunal du pays ou inscrites au barreau de n'importe quelle province ou de n'importe quel territoire.
Québec : trois juges	(2) Au moins trois des juges sont choisis parmi les personnes qui, après avoir été admises au barreau du Québec, ont, pendant au moins dix ans au total, été inscrites à ce barreau ou juges d'un tribunal du Québec ou d'un tribunal créé par le Parlement du Canada.
Propositions de nominations	101C.(1) En cas de vacance à la Cour suprême du Canada, le gouvernement de chaque province peut proposer au ministre fédéral de la Justice, pour la charge devenue vacante, des personnes admises au barreau de cette province et remplissant les conditions visées à l'article 101B.
Nomination parmi les personnes proposées	(2) Le gouverneur général en conseil procède aux nominations parmi les personnes proposées et qui agréent au Conseil privé de la Reine pour le Canada; le présent paragraphe ne s'applique pas à la nomination du juge en chef dans les cas où il est choisi parmi les juges de la Cour suprême du Canada.
Nomination parmi les personnes proposées par le Québec	(3) Dans le cas de chacune des trois nominations à faire conformément au paragraphe 101B(2), le gouverneur général en conseil nomme une personne proposée par le gouvernement du Québec.
Nominations parmi les personnes proposées par les autres provinces	(4) Dans le cas de toute autre nomination, le gouverneur général en conseil nomme une personne proposée par le gouvernement d'une autre province que le Québec.
Inamovibilité, traitement, etc.	101D. Les articles 99 et 100 s'appliquent aux juges de la Cour suprême du Canada.

Rapport avec
l'article
101

101E.(1) Sous réserve que ne soient pas adoptées, dans les matières visées à l'article 101, de dispositions incompatibles avec les articles 101A à 101D, ceux-ci n'ont pas pour effet de porter atteinte à la compétence législative conférée au Parlement du Canada en ces matières.

Renvois
à la Cour
suprême
du Canada

(2) Il est entendu que l'article 101A n'a pas pour effet de porter atteinte à la compétence législative du Parlement du Canada en ce qui concerne le renvoi à la Cour suprême du Canada de questions de droit ou de fait, ou de toute autre question."

7. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 106, de ce qui suit :

Programmes
cofinancés

"106A.(1) Le gouvernement du Canada fournit une juste compensation au gouvernement d'une province qui choisit de ne pas participer à un programme national cofinancé qu'il établit après l'entrée en vigueur du présent article dans un secteur de compétence exclusive provinciale, si la province applique un programme ou une mesure compatible avec les objectifs nationaux.

Non-élar-
gissement
des
compétences
légis-
latives

(2) Le présent article n'élargit pas les compétences législatives du Parlement du Canada ou des législatures des provinces."

8. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 147, de ce qui suit :

"XII. -- Conférences sur l'économie
et sur d'autres questions

Convocation

148. Le premier ministre du Canada convoque au moins une fois par an une conférence réunissant les premiers ministres provinciaux et lui-même et portant sur l'économie canadienne ainsi que sur toute autre question appropriée.

XIII. -- Mentions

Présomption

149. Toute mention de la présente loi est réputée constituer également une mention de ses modifications."

Loi constitutionnelle de 1982

9. Les articles 40 à 42 de la Loi constitutionnelle de 1982 sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Compensation

"40. Le Canada fournit une juste compensation aux provinces auxquelles ne s'applique pas une modification faite conformément au paragraphe 38(1) et relative à un transfert de compétences législatives provinciales au Parlement.

Consentement
unanime

41. Toute modification de la Constitution du Canada portant sur les questions suivantes se fait par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de chaque province :

a) la charge de Reine, celle de gouverneur général et celle de lieutenant-gouverneur;

b) les pouvoirs du Sénat et le mode de sélection des sénateurs;

c) le nombre des sénateurs par lesquels une province est habilitée à être représentée et les conditions de résidence qu'ils doivent remplir;

d) le droit d'une province d'avoir à la Chambre des communes un nombre de députés au moins égal à celui des sénateurs par lesquels elle était habilitée à être représentée le 17 avril 1982;

e) le principe de la représentation proportionnelle des provinces à la Chambre des communes prévu par la Constitution du Canada;

f) sous réserve de l'article 43, l'usage du français ou de l'anglais;

g) la Cour suprême du Canada;

h) le rattachement aux provinces existantes de tout ou partie des territoires;

i) par dérogation à toute autre loi ou usage, la création de provinces;

j) la modification de la présente partie."

10. L'article 44 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Modification
par le
Parlement

"44. Sous réserve de l'article 41, le Parlement a compétence exclusive pour modifier les dispositions de la Constitution du Canada relatives au pouvoir exécutif fédéral, au Sénat ou à la Chambre des communes."

11. Le paragraphe 46(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Initiative
des
procédures

"46.(1) L'initiative des procédures de modification visées aux articles 38, 41 et 43 appartient au Sénat, à la Chambre des communes ou à une assemblée législative."

12. Le paragraphe 47(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Modification
sans
résolution
du Sénat

"47.(1) Dans les cas visés à l'article 38, 41 ou 43, il peut être passé outre au défaut d'autorisation du Sénat si celui-ci n'a pas adopté de résolution dans un délai de cent quatre-vingts jours suivant l'adoption de celle de la Chambre des communes et si cette dernière, après l'expiration du délai, adopte une nouvelle résolution dans le même sens."

13. La partie VI de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

"PARTIE VI

Conférences constitutionnelles

Convocation

50.(1) Le premier ministre du Canada convoque au moins une fois par an une conférence constitutionnelle réunissant les premiers ministres provinciaux et lui-même, la première devant avoir lieu en 1988.

Ordre
du jour

(2) Sont placées à l'ordre du jour de ces conférences les questions suivantes :

a) la réforme du Sénat, y compris son rôle et ses fonctions, ses pouvoirs, le mode de sélection des sénateurs et la représentation au Sénat;

b) les rôles et les responsabilités en matière de pêches;

c) toutes autres questions dont il est convenu."

14. Le paragraphe 52(2) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

"d) les autres modifications qui lui sont apportées."

15. L'article 61 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Mentions

"61. Toute mention de la Loi constitutionnelle de 1982 ou des Lois constitutionnelles de 1867 à 1982 est réputée constituer également une mention de leurs modifications."

Dispositions générales

Patrimoine
multi-
culturel et
peuples
autochtones

16. L'article 2 de la Loi constitutionnelle de 1867 n'a pas pour effet de porter atteinte aux articles 25 ou 27 de la Charte canadienne des droits et libertés, à l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982 ou au point 24 de l'article 91 de la Loi constitutionnelle de 1867.

TITRE

Titre

17. Titre de la présente modification :
Modification constitutionnelle de 1987.

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Côté, ministre des Transports:

Rapport annuel de la Régie de l'assurance automobile du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1986.

(Document n° 969 de la session)

Avant-projet de loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives.

(Document n° 970 de la session)

Par M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce:

Rapport annuel du Centre de recherche industrielle du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 971 de la session)

Par M. French, ministre des Communications:

Rapport annuel du ministère des Communications, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 972 de la session)

Par M. Latulippe, Solliciteur général:

Rapport annuel de la Régie des permis d'alcool du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 973 de la session)

22 juin 1987

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 19 juin 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 31 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 974 de la session)

Par M. St-Roch (Drummond):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 18 juin 1987, a étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 200 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 975 de la session)

Sur la motion de M. St-Roch (Drummond), le rapport concernant le projet de loi d'intérêt privé 200 est adopté.

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée, M. Dufour (Jonquière) dépose:

Copie du télégramme envoyé le 17 juin 1987 par l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec inc. pour inciter les 95 M.R.C. à communiquer au ministre des Affaires municipales leur opposition au projet de loi 43, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

(Document n° 976 de la session)

22 juin 1987

Du consentement de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission de l'aménagement et des équipements procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques dans le cadre de l'étude de l'avant-projet de loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives;

Que les mémoires soient transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le 21 août 1987; et

Que le ministre des Transports soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

Mr. Gratton fait savoir que la date à laquelle débiteront les auditions publiques sur cet avant-projet de loi sera communiquée ultérieurement.

Affaires du jour

L'Assemblée reprend le débat sur la motion présentée par M. Bourassa, Premier ministre:

Que l'Assemblée nationale autorise la modification de la Constitution du Canada par proclamation de Son Excellence le gouverneur général sous le grand sceau du Canada, en conformité avec l'annexe ci-jointe.

Le débat se poursuit.

22 juin 1987

À 13 h 00, du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, la séance est suspendue jusqu'à 14 h 00.

Quatorze heures

Le débat est suspendu et, du consentement de l'Assemblée, M. Bourassa, Premier ministre, propose les motions suivantes:

Qu'à compter du 1^{er} juillet 1986, le Protecteur du citoyen, M. Yves Labonté, reçoive un salaire annuel correspondant au premier échelon du niveau II de la structure salariale des administrateurs d'État I; et

Qu'à la fin de son mandat comme Protecteur du citoyen, M. Yves Labonté reçoive un montant forfaitaire de 20 500\$.

Que M^e Daniel Jacoby, actuellement sous-ministre du ministère de la Justice, soit nommé Protecteur du citoyen, en remplacement de M. Yves Labonté, à compter du 31 août 1987;

Que M^e Daniel Jacoby reçoive un salaire annuel correspondant au troisième échelon du niveau III de la structure salariale des administrateurs d'État I;

Que M^e Daniel Jacoby participe au régime d'assurance collective des employés cadres des secteurs public et parapublic du Québec;

Que M^e Daniel Jacoby soit remboursé, sur présentation de pièces justificatives mais sans autorisation préalable, des dépenses occasionnées par l'exercice de ses fonctions, jusqu'à concurrence d'un montant annuel de 3 000\$;

Que pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, M^e Daniel Jacoby soit remboursé conformément aux règles applicables aux dirigeants d'organismes édictées par le décret 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications futures; et

Qu'à compter de la date de son entrée en fonction, M^e Daniel Jacoby ait droit à des vacances annuelles payées de vingt-cinq jours ouvrables.

Que l'Assemblée nationale nomme M^{me} Sophia Florakas Petsalis comme membre et vice-présidente de la Commission des droits de la personne, pour un mandat de trois ans à compter d'aujourd'hui, en remplacement de M^e Nicole Trudeau-Bérard dont le mandat est expiré.

Que conformément aux articles 104 et 105 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1), M^{me} Carole Lynne Wallace, domiciliée au 5907, rue Saint-André, Montréal, soit nommée membre de la Commission d'accès à l'information, en poste à Montréal, pour un mandat de cinq ans à compter du 20 juillet 1987;

Que son salaire annuel soit celui correspondant à 70% du maximum de l'échelle de traitement des cadres supérieurs classe I de la fonction publique;

Qu'elle participe au régime d'assurance collective des employés cadres des secteurs public et parapublic du Québec;

Qu'à sa demande, M^{me} Wallace ne participe pas au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et qu'en lieu de sa participation de ce régime, elle reçoive une somme équivalente, soit 5,9% de son salaire annuel de base pour la durée de son mandat, ce montant étant versé à des périodes et selon des modalités à déterminer avec elle;

Que pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, elle soit remboursée conformément aux règles applicables aux membres d'organismes et arrêtées par le gouvernement (décret 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications futures);

22 juin 1987

Qu'à compter de la date de son entrée en fonction, elle ait droit à des vacances annuelles payées de vingt jours ouvrables, le nombre de jours étant calculé en proportion du temps qu'elle a été en fonction au cours de l'année financière; et

Qu'à la fin de son mandat de cinq ans comme membre de la Commission, s'il n'est pas renouvelé ou si l'Assemblée nationale ou le gouvernement ne la nomme pas à un autre poste, M^{me} Wallace reçoive une indemnité de départ équivalant à trois mois de salaire.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné:

Qu'à la séance subséquente, au cours de l'après-midi, il sera procédé, sans débat préalable, à la mise aux voix de ces motions.

Le débat reprend sur la motion présentée par M. Bourassa, Premier ministre.

À 18 h 01, du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, la séance est suspendue jusqu'à 19 h 00.

Dix-neuf heures

Le débat se poursuit sur la motion présentée par M. Bourassa, Premier ministre.

22 juin 1987

Le mardi 23 juin 1987

Le débat est ajourné sur la motion de M. Blais (Terrebonne).

À 2 h 17, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

ANNEXE

MODIFICATION CONSTITUTIONNELLE DE 1987

Loi constitutionnelle de 1967

1. La Loi constitutionnelle de 1967 est modifiée par insertion, après l'article 1, de ce qui suit :

Règle
inter-
prétative

"2.(1) Toute interprétation de la Constitution du Canada doit concorder avec :

a) la reconnaissance de ce que l'existence de Canadiens d'expression française, concentrés au Québec mais présents aussi dans le reste du pays, et de Canadiens d'expression anglaise, concentrés dans le reste du pays mais aussi présents au Québec, constitue une caractéristique fondamentale du Canada;

b) la reconnaissance de ce que le Québec forme au sein du Canada une société distincte.

Rôle du
Parlement
et des
législatures

(2) Le Parlement du Canada et les législatures des provinces ont le rôle de protéger la caractéristique fondamentale du Canada visée à l'alinéa (1)a).

Rôle de la
législature
et du
gouvernement
du Québec

(3) La législature et le gouvernement du Québec ont le rôle de protéger et de promouvoir le caractère distinct du Québec visé à l'alinéa (1)b).

Maintien des
droits des
législatures
et gouver-
nements

(4) Le présent article n'a pas pour effet de déroger aux pouvoirs, droits ou privilèges du Parlement ou du gouvernement du Canada, ou des législatures ou des gouvernements des provinces, y compris à leurs pouvoirs, droits ou privilèges en matière de langue."

2. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 24, de ce qui suit :

Propositions

"25. (1) En cas de vacance au Sénat, le gouvernement de la province à représenter peut proposer au Conseil privé de la Reine pour le Canada des personnes susceptibles d'être nommées au siège vacant.

Choix des
sénateurs

(2) Jusqu'à la modification, faite conformément à l'article 41 de la Loi constitutionnelle de 1982, de toute disposition de la Constitution du Canada relative au Sénat, les personnes nommées aux sièges vacants au Sénat sont choisies parmi celles qui ont été proposées par le gouvernement de la province à représenter et agréées par le Conseil privé de la Reine pour le Canada."

3. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 95, de ce qui suit :

"Accords relatifs à
l'immigration et aux aubains

Engagement

95A. Sur demande du gouvernement d'une province, le gouvernement du Canada négocie avec lui en vue de conclure, en matière d'immigration ou d'admission temporaire des aubains dans la province, un accord adapté aux besoins et à la situation particulière de celle-ci.

Accords

95B.(1) Tout accord conclu entre le Canada et une province en matière d'immigration ou d'admission temporaire des aubains dans la province a, une fois faite la déclaration visée au paragraphe 95C(1), force de loi et a dès lors effet indépendamment tant du point 25 de l'article 91 que de l'article 95.

Restriction

(2) L'accord ayant ainsi force de loi n'a d'effet que dans la mesure de sa compatibilité avec les dispositions des lois du Parlement du Canada qui fixent des normes et objectifs nationaux relatifs à l'immigration et aux aubains, notamment en ce qui concerne l'établissement des catégories générales d'immigrants, les niveaux d'immigration au Canada et la détermination des catégories de personnes inadmissibles au Canada.

Application
de la
Charte

(3) La Charte canadienne des droits et libertés s'applique aux accords ayant ainsi force de loi et à toute mesure prise sous leur régime par le Parlement ou le gouvernement du Canada ou par la législature ou le gouvernement d'une province.

Proclamation
relative
aux accords

95C.(1) La déclaration portant qu'un accord visé au paragraphe 95B(1) a force de loi se fait par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de la province qui est partie à l'accord.

Modification
des accords

(2) La modification d'un accord visé au paragraphe 95B(1) se fait par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée :

a) soit par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de la province qui est partie à l'accord;

b) soit selon les modalités prévues dans l'accord même.

Application
des articles
46 à 48
de la Loi
constitu-
tionnelle de
1982

95D. Les articles 46 à 48 de la Loi constitutionnelle de 1982 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à toute déclaration faite aux termes du paragraphe 95C(1), à toute modification d'un accord faite aux termes du paragraphe 95C(2) ou à toute modification faite aux termes de l'article 95E.

Modification
des articles
95A à 95D ou
du présent
article

95E. Les articles 95A à 95D ou le présent article peuvent être modifiés conformément au paragraphe 38(1) de la Loi constitutionnelle de 1982, à condition que la modification soit autorisée par des résolutions des assemblées législatives de toutes les provinces qui sont, à l'époque de celle-ci, parties à un accord ayant force de loi aux termes du paragraphe 95B(1)."

4. La même loi est modifiée par insertion, avant l'article 96, de ce qui suit :

"Dispositions générales"

5. La même loi est modifiée par insertion, avant l'article 101, de ce qui suit :

"Tribunaux créés par le Parlement du Canada"

6. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 101, de ce qui suit :

"Cour suprême du Canada"

Maintien de
la Cour
suprême du
Canada

101A.(1) La cour qui existe sous le nom de Cour suprême du Canada est maintenue à titre de cour générale d'appel pour le Canada et de cour additionnelle propre à améliorer l'application des lois du Canada. Elle conserve ses attributions de cour supérieure d'archives.

Composition	(2) La Cour suprême du Canada se compose du juge en chef, appelé juge en chef du Canada, et de huit autres juges, que nomme le gouverneur général en conseil par lettres patentes sous le grand sceau.
Conditions de nomination	101B.(1) Les juges sont choisis parmi les personnes qui, après avoir été admises au barreau d'une province ou d'un territoire, ont, pendant au moins dix ans au total, été juges de n'importe quel tribunal du pays ou inscrites au barreau de n'importe quelle province ou de n'importe quel territoire.
Québec : trois juges	(2) Au moins trois des juges sont choisis parmi les personnes qui, après avoir été admises au barreau du Québec, ont, pendant au moins dix ans au total, été inscrites à ce barreau ou juges d'un tribunal du Québec ou d'un tribunal créé par le Parlement du Canada.
Propositions de nominations	101C.(1) En cas de vacance à la Cour suprême du Canada, le gouvernement de chaque province peut proposer au ministre fédéral de la Justice, pour la charge devenue vacante, des personnes admises au barreau de cette province et remplissant les conditions visées à l'article 101B.
Nomination parmi les personnes proposées	(2) Le gouverneur général en conseil procède aux nominations parmi les personnes proposées et qui agréent au Conseil privé de la Reine pour le Canada; le présent paragraphe ne s'applique pas à la nomination du juge en chef dans les cas où il est choisi parmi les juges de la Cour suprême du Canada.
Nomination parmi les personnes proposées par le Québec	(3) Dans le cas de chacune des trois nominations à faire conformément au paragraphe 101B(2), le gouverneur général en conseil nomme une personne proposée par le gouvernement du Québec.
Nominations parmi les personnes proposées par les autres provinces	(4) Dans le cas de toute autre nomination, le gouverneur général en conseil nomme une personne proposée par le gouvernement d'une autre province que le Québec.
Inamovibilité, traitement, etc.	101D. Les articles 99 et 100 s'appliquent aux juges de la Cour suprême du Canada.

Rapport avec
l'article
101

101E.(1) Sous réserve que ne soient pas adoptées, dans les matières visées à l'article 101, de dispositions incompatibles avec les articles 101A à 101D, ceux-ci n'ont pas pour effet de porter atteinte à la compétence législative conférée au Parlement du Canada en ces matières.

Renvois
à la Cour
suprême
du Canada

(2) Il est entendu que l'article 101A n'a pas pour effet de porter atteinte à la compétence législative du Parlement du Canada en ce qui concerne le renvoi à la Cour suprême du Canada de questions de droit ou de fait, ou de toute autre question."

7. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 106, de ce qui suit :

Programmes
cofinancés

"106A.(1) Le gouvernement du Canada fournit une juste compensation au gouvernement d'une province qui choisit de ne pas participer à un programme national cofinancé qu'il établit après l'entrée en vigueur du présent article dans un secteur de compétence exclusive provinciale, si la province applique un programme ou une mesure compatible avec les objectifs nationaux.

Non-élar-
gissement
des
compétences
légis-
latives

(2) Le présent article n'élargit pas les compétences législatives du Parlement du Canada ou des législatures des provinces."

8. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 147, de ce qui suit :

"XII. -- Conférences sur l'économie
et sur d'autres questions

Convocation

148. Le premier ministre du Canada convoque au moins une fois par an une conférence réunissant les premiers ministres provinciaux et lui-même et portant sur l'économie canadienne ainsi que sur toute autre question appropriée.

XIII. -- Mentions

Présomption

149. Toute mention de la présente loi est réputée constituer également une mention de ses modifications."

Loi constitutionnelle de 1982

9. Les articles 40 à 42 de la Loi constitutionnelle de 1982 sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Compensation

"40. Le Canada fournit une juste compensation aux provinces auxquelles ne s'applique pas une modification faite conformément au paragraphe 38(1) et relative à un transfert de compétences législatives provinciales au Parlement.

Consentement
unanime

41. Toute modification de la Constitution du Canada portant sur les questions suivantes se fait par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de chaque province :

a) la charge de Reine, celle de gouverneur général et celle de lieutenant-gouverneur;

b) les pouvoirs du Sénat et le mode de sélection des sénateurs;

c) le nombre des sénateurs par lesquels une province est habilitée à être représentée et les conditions de résidence qu'ils doivent remplir;

d) le droit d'une province d'avoir à la Chambre des communes un nombre de députés au moins égal à celui des sénateurs par lesquels elle était habilitée à être représentée le 17 avril 1982;

e) le principe de la représentation proportionnelle des provinces à la Chambre des communes prévu par la Constitution du Canada;

f) sous réserve de l'article 43, l'usage du français ou de l'anglais;

g) la Cour suprême du Canada;

h) le rattachement aux provinces existantes de tout ou partie des territoires;

i) par dérogation à toute autre loi ou usage, la création de provinces;

j) la modification de la présente partie."

10. L'article 44 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Modification
par le
Parlement

"44. Sous réserve de l'article 41, le Parlement a compétence exclusive pour modifier les dispositions de la Constitution du Canada relatives au pouvoir exécutif fédéral, au Sénat ou à la Chambre des communes."

11. Le paragraphe 46(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Initiative
des
procédures

"46.(1) L'initiative des procédures de modification visées aux articles 38, 41 et 43 appartient au Sénat, à la Chambre des communes ou à une assemblée législative."

12. Le paragraphe 47(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Modification
sans
résolution
du Sénat

"47.(1) Dans les cas visés à l'article 38, 41 ou 43, il peut être passé outre au défaut d'autorisation du Sénat si celui-ci n'a pas adopté de résolution dans un délai de cent quatre-vingts jours suivant l'adoption de celle de la Chambre des communes et si cette dernière, après l'expiration du délai, adopte une nouvelle résolution dans le même sens."

13. La partie VI de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

"PARTIE VI

Conférences constitutionnelles

Convocation

50.(1) Le premier ministre du Canada convoque au moins une fois par an une conférence constitutionnelle réunissant les premiers ministres provinciaux et lui-même, la première devant avoir lieu en 1988.

Ordre
du jour

(2) Sont placées à l'ordre du jour de ces conférences les questions suivantes :

a) la réforme du Sénat, y compris son rôle et ses fonctions, ses pouvoirs, le mode de sélection des sénateurs et la représentation au Sénat;

b) les rôles et les responsabilités en matière de pêches;

c) toutes autres questions dont il est convenu."

14. Le paragraphe 52(2) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

"d) les autres modifications qui lui sont apportées."

15. L'article 61 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Mentions

"61. Toute mention de la Loi constitutionnelle de 1982 ou des Lois constitutionnelles de 1867 à 1982 est réputée constituer également une mention de leurs modifications."

Dispositions générales

Patrimoine
multi-
culturel et
peuples
autochtones

16. L'article 2 de la Loi constitutionnelle de 1867 n'a pas pour effet de porter atteinte aux articles 25 ou 27 de la Charte canadienne des droits et libertés, à l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982 ou au point 24 de l'article 91 de la Loi constitutionnelle de 1867.

TITRE

Titre

17. Titre de la présente modification :
Modification constitutionnelle de 1987.

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Dans une déclaration ministérielle, M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, informe l'Assemblée qu'il a demandé à Hydro-Québec d'offrir aux réseaux interconnectés canadiens l'électricité qu'elle se propose d'exporter aux New England Utilities, et ce, à un prix équivalent pour un service comparable.

M. Ciaccia annonce, d'autre part, l'intention du Gouvernement du Québec de ne pas porter en appel la décision du 18 juin 1987 de l'Office national de l'énergie et de respecter les termes du contrat d'exportation d'électricité avec les New England Utilities.

M. Gauthier (Roberval) fait un bref commentaire au nom de l'Opposition officielle, et le Ministre termine par une réplique.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Rapport annuel de la Commission des droits de la personne, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1986.

(Document n° 977 de la session)

Par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales:

Rapport annuel de la Commission municipale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 978 de la session)

Par M. Rocheleau, ministre des Approvisionnements et Services:

23 juin 1987

Rapport annuel de la Société immobilière du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 979 de la session)

Par M. Bourassa, Premier ministre:

Réponse à une question écrite de M. Brassard (Lac-Saint-Jean) concernant les dépenses du comité sur la révision des fonctions et organisation gouvernementales. Question n°1, *Feuilleton* du 17 juin 1987.

(Document n° 980 de la session)

Réponse à une question écrite de M. Gendron (Abitibi-Ouest) concernant les rapports et les études préparés à la suite de la publication du rapport du groupe de travail sur la révision des fonctions et organisation gouvernementales. Question n°2, *Feuilleton* du 17 juin 1987.

(Document n° 981 de la session)

Par M. Marx, ministre de la Justice:

Réponse à une question écrite de M. Fillion (Taillon) concernant la sélection des juristes engagés pour analyser la possibilité d'une poursuite contre le Solliciteur général pour des propos qu'il aurait tenus à l'égard des Hell's Angels. Question n°6, *Feuilleton* du 17 juin 1987.

(Document n° 982 de la session)

Par Mme Harel (Maisonnette):

Extrait d'une pétition signée par 103 citoyens du quartier Hochelaga-Maisonneuve à Montréal demandant de mettre fin à la discrimination envers les femmes chefs de familles mono-parentales dans les HLM, de construire de nouveaux logements sociaux, HLM et coopératives dans leur quartier, et de reporter en septembre 1987 la tenue de la commission parlementaire sur la levée du moratoire de la conversion des immeubles locatifs en copropriété divise.

(Document n° 983 de la session)

23 juin 1987

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné:

Qu'il sera permis à tout moment au cours de la présente séance d'effectuer le dépôt des documents que le gouvernement jugera utiles.

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, propose les motions suivantes:

Que la Commission de l'Assemblée nationale étudie, après le 15 septembre 1987, le rapport préliminaire de la Commission de la représentation électorale, et ce, conformément aux dispositions de l'article 28 de la *Loi sur la représentation électorale* (L.R.Q.,c.R-24.1); et

Qu'à cette fin, la Commission de l'Assemblée nationale entende la Commission de la représentation électorale.

La motion est adoptée.

Que, de consentement, la Commission de l'Assemblée nationale confie à la Commission des institutions le mandat d'étudier, après le 15 septembre 1987, le rapport préliminaire de la Commission de la représentation électorale, et ce, conformément aux dispositions de l'article 28 de la *Loi sur la représentation électorale* (L.R.Q.,c.R-24.1);

23 juin 1987

Qu'à cette fin, la Commission des institutions entende la Commission de la représentation électorale; et

Que le ministre délégué à la Réforme électorale soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

Que la Commission du budget et de l'administration examine le rapport annuel du Vérificateur général pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986; et

Qu'à cette fin, ladite commission entende le Vérificateur général.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, informe l'Assemblée que la date de cette audition sera communiquée au cours de la présente séance.

Que la Sous-commission permanente de la réforme parlementaire réévalue le nombre, la dénomination, la compétence et la composition des commissions permanentes de l'Assemblée;

Qu'à cette fin, elle tienne compte notamment de la charge de travail respective de chacune des commissions depuis le 15 mars 1984; et

Qu'elle fasse rapport au plus tard le 20 octobre 1987.

La motion est adoptée.

23 juin 1987

Du consentement de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Bourassa, Premier ministre, propose:

ATTENDU QUE la commission parlementaire sur les droits des autochtones, tenue en novembre 1983, a invité les Inuit du Nouveau-Québec à procéder à une réflexion collective sur la forme d'administration publique pouvant le mieux assurer leur destinée et celle de leurs enfants, tout en respectant la juridiction de l'Assemblée nationale et l'intégrité de la confédération canadienne;

ATTENDU QU'en février dernier, lors d'une réunion regroupant toutes les organisations régionales et locales à Ivujivik, deux approches distinctes sont ressorties des discussions;

ATTENDU QUE chacune de ces approches a ses avantages et ses inconvénients, les personnes présentes à Ivujivik ont résolu à l'unanimité de soumettre ces approches à tous les électeurs du Nouveau-Québec lors d'une consultation à être tenue le 31 août 1987;

ATTENDU QUE l'Administration régionale Kativik et la Fédération des coopératives du Nouveau-Québec désirent profiter, dans le cadre de la préparation et la tenue de cette consultation, de l'aide professionnelle et technique du Directeur général des élections;

ATTENDU QUE le Directeur général des élections a donné son accord pour prêter son expertise lors de la tenue de cette consultation;

ATTENDU QUE la présente résolution n'a pour but que de permettre au Directeur général des élections de prêter son expertise et d'apporter son aide à la tenue de cette consultation;

ATTENDU QUE la présente résolution n'a d'aucune façon pour effet d'entériner la décision qui sera prise par les électeurs du Nouveau-Québec ou d'engager pour l'avenir le gouvernement ou l'Assemblée nationale;

Il est ordonné, sur la recommandation du Premier ministre:

Que soit confié au Directeur général des élections, conformément aux dispositions de l'article 5 de la *Loi électorale* (L.R.Q., c. E-3.2), le mandat d'assister les Inuit du Nouveau-Québec dans la préparation et la tenue d'une consultation de l'ensemble des électeurs du Nouveau-Québec résidant sur le territoire défini au paragraphe v) de l'article 2 de la *Loi sur les villages nordiques et l'administration régionale Kativik* (L.R.Q., c. V-6.1), sur les deux approches distinctes d'autonomie qui sont ressorties lors des discussions tenues à Ivujivik au mois de février 1987;

Qu'aux fins de la réalisation de ce mandat, le Directeur général des élections établisse des règles relatives à la tenue de cette consultation;

Que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution;

Qu'au plus tard le 30 novembre 1987, le Directeur général des élections remette au Président de l'Assemblée nationale un rapport de l'exécution du présent mandat;

Que le Président de l'Assemblée nationale dépose ce rapport devant l'Assemblée nationale dans les 15 jours de sa réception si elle siège ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

Après débat, la motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour une consultation générale dans le cadre de l'étude de l'avant-projet de loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives;
- La Commission des institutions, pour des consultations particulières dans le cadre de l'étude de l'avant-projet de loi sur l'organisation policière, la date limite pour la transmission des mémoires ayant été modifiée.

23 juin 1987

M. Gratton, leader du gouvernement, dépose la liste des organismes invités à se faire entendre au sujet de l'avant-projet de loi sur l'organisation policière.
(Document n° 984 de la session)

Affaires du jour

L'Assemblée reprend le débat sur la motion présentée par M. Bourassa, Premier ministre:

Que l'Assemblée nationale autorise la modification de la Constitution du Canada par proclamation de Son Excellence le gouverneur général sous le grand sceau du Canada, en conformité avec l'annexe ci-jointe.

Au cours du débat, M. Brassard (Lac-Saint-Jean) propose l'amendement suivant:

L'article 2 tel qu'introduit par l'article 1 de l'annexe de la motion présentée par le Premier ministre est modifiée par l'insertion après le paragraphe 3, du paragraphe suivant:

"3.1. La législature du Québec a le pouvoir exclusif de légiférer en matière linguistique et aucune contestation juridique de l'exercice de ce pouvoir fondée sur le deuxième alinéa de l'article 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867* ainsi que sur les dispositions de la *Charte canadienne des droits et libertés*, ne peut être accueillie par un tribunal."

M. le Vice-président déclare qu'il décidera de la recevabilité de cet amendement au moment qu'il jugera opportun.

Le débat reprend sur la motion présentée par M. Bourassa, Premier ministre.

Interrompant le débat, M. le Vice-président déclare recevable l'amendement proposé par M. Brassard (Lac-Saint-Jean).

23 juin 1987

Puis, du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné:

Que les travaux de l'Assemblée se poursuivront jusqu'à environ 14 h 00 et reprendront après une suspension d'une heure, soit vers 15 h 00.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Bourassa, Premier ministre, et sur l'amendement proposé par M. Brassard (Lac-Saint-Jean).

Le débat terminé, l'amendement et la motion principale sont mis aux voix; des votes par appel nominal sont exigés.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, ces votes sont reportés à cet après-midi, 15 h 00.

En conséquence, à 13 h 53, la séance est suspendue jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

L'Assemblée procède à la mise aux voix des motions suivantes, proposées par M. Bourassa, Premier ministre:

Qu'à compter du 1er juillet 1986, le Protecteur du citoyen, M. Yves Labonté, reçoive un salaire annuel correspondant au premier échelon du niveau II de la structure salariale des administrateurs d'État I; et

Qu'à la fin de son mandat comme Protecteur du citoyen, M. Yves Labonté reçoive un montant forfaitaire de 20 500\$.

23 juin 1987

(Vote n° 115)

POUR

Assad	Cusano	Johnson	Parent
Audet	Dauphin	(Vaud.-Soulanges)	(Sauvé)
Bacon	Després	Jolivet	Pelchat
Baril	Dionne	Joly	Philibert
Beaudin	Dougherty	Juneau	Picotte
Bégin	Doyon	Kehoe	Polak
Bélanger	Dubois	Khelfa	Poulin
(Laval-des-Rap.)	Dufour	Laporte	Rémillard
Bélanger	Dutil	Latulippe	Richard
(Még.-Compton)	Farrah	Lavoie-Roux	Rivard
Bélisle	Filion	Leclerc	Robic
Bissonnet	Forget	Lefebvre	Rocheleau
Blackburn	Fortier	Legault	Ryan
Blais	Fortin	Lemieux	Saintonge
Bleau	French	Lemire	St-Roch
Boulerice	Gagnon-Tremblay	Levesque	Savoie
Bourassa	Gardner	Lincoln	Séguin
Bourbeau	Garon	MacDonald	Sirros
Bradet	Gauthier	Maciocia	Théorêt
Brassard	Gauvin	Maltais	Thérien
Brouillette	Gendron	Marcil	Tremblay
Camden	Gervais	Marx	(Iberville)
Cannon	Gobé	Messier	Tremblay
Cardinal	Gobeil	Middlemiss	(Rimouski)
Chagnon	Gratton	Pagé	Trudel
Chevrette	Hamel	Paradis	Vaillancourt
Ciaccia	Harel	(Brome-Miss.)	Vallerand
Claveau	Hétu	Paradis	Vallières
Côté	Houde	(Matapédia)	Vermette
(Charlesbourg)	Hovington	Paré	
Côté	Johnson	Parent	
(Riv.-du-Loup)	(Anjou)	(Bertrand)	

CONTRE

(Aucun)

La motion est adoptée par le vote suivant: Pour 113 Contre 0

23 juin 1987

Que M^e Daniel Jacoby, actuellement sous-ministre du ministère de la Justice, soit nommé Protecteur du citoyen, en remplacement de M. Yves Labonté, à compter du 31 août 1987;

Que M^e Daniel Jacoby reçoive un salaire annuel correspondant au troisième échelon du niveau III de la structure salariale des administrateurs d'État I;

Que M^e Daniel Jacoby participe au régime d'assurance collective des employés cadres des secteurs public et parapublic du Québec;

Que M^e Daniel Jacoby soit remboursé, sur présentation de pièces justificatives mais sans autorisation préalable, des dépenses occasionnées par l'exercice de ses fonctions, jusqu'à concurrence d'un montant annuel de 3 000\$;

Que pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, M^e Daniel Jacoby soit remboursé conformément aux règles applicables aux dirigeants d'organismes édictées par le décret 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications futures; et

Qu'à compter de la date de son entrée en fonction, M^e Daniel Jacoby ait droit à des vacances annuelles payées de vingt-cinq jours ouvrables.

(Vote n° 116)

POUR

Assad	Blackburn	Chagnon	Dougherty
Audet	Blais	Chevrette	Doyon
Bacon	Bleau	Ciaccia	Dubois
Baril	Boulerice	Claveau	Dufour
Beaudin	Bourassa	Côté	Dutil
Bégin	Bourbeau	(Charlesbourg)	Farrah
Bélanger	Bradet	Côté	Filion
(Laval-des-Rap.)	Brassard	(Riv.-du-Loup)	Forget
Bélanger	Brouillette	Cusano	Fortier
(Még.-Compton)	Camden	Dauphin	Fortin
Bélisle	Cannon	Després	French
Bissonnet	Cardinal	Dionne	Gagnon-Tremblay

23 juin 1987

Gardner	Juneau	Pagé	Ryan
Garon	Kehoe	Paradis	Saintonge
Gauthier	Khelfa	(Brome-Miss.)	St-Roch
Gauvin	Laporte	Paradis	Savoie
Gendron	Latulippe	(Matapédia)	Séguin
Gervais	Lavoie-Roux	Paré	Sirros
Gobé	Leclerc	Parent	Théorêt
Gobeil	Lefebvre	(Bertrand)	Thérien
Gratton	Legault	Parent	Tremblay
Hamel	Lemieux	(Sauvé)	(Iberville)
Harel	Lemire	Pelchat	Tremblay
Hétu	Levesque	Philibert	(Rimouski)
Houde	Lincoln	Picotte	Trudel
Hovington	MacDonald	Polak	Vaillancourt
Johnson	Maciocia	Poulin	Vallerand
(Anjou)	Maltais	Rémillard	Vallières
Johnson	Marcil	Richard	Vermette
(Vaud.-Soulanges)	Marx	Rivard	
Jolivet	Messier	Robic	
Joly	Middlemiss	Rocheleau	

CONTRE

(Aucun)

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour 113 Contre 0

Que l'Assemblée nationale nomme M^{me} Sophia Florakas Petsalis comme membre et vice-présidente de la Commission des droits de la personne, pour un mandat de trois ans à compter d'aujourd'hui, en remplacement de M^e Nicole Trudeau-Bérard dont le mandat est expiré.

23 juin 1987

(Vote n° 117)

POUR

Assad	Cusano	Johnson	Parent
Audet	Dauphin	(Vaud.-Soulanges)	(Sauvé)
Bacon	Després	Jolivet	Pelchat
Baril	Dionne	Joly	Philibert
Beaudin	Dougherty	Juneau	Picotte
Bégin	Doyon	Kehoe	Polak
Bélanger	Dubois	Khelfa	Poulin
(Laval-des-Rap.)	Dufour	Laporte	Rémillard
Bélanger	Dutil	Latulippe	Richard
(Még.-Compton)	Farrah	Lavoie-Roux	Rivard
Bélisle	Filion	Leclerc	Robic
Bissonnet	Forget	Lefebvre	Rocheleau
Blackburn	Fortier	Legault	Ryan
Blais	Fortin	Lemieux	Saintonge
Bleau	French	Lemire	St-Roch
Boulerice	Gagnon-Tremblay	Levesque	Savoie
Bourassa	Gardner	Lincoln	Séguin
Bourbeau	Garon	MacDonald	Sirros
Bradet	Gauthier	Maciocia	Théorêt
Brassard	Gauvin	Maltais	Thérien
Brouillette	Gendron	Marcil	Tremblay
Camden	Gervais	Marx	(Iberville)
Cannon	Gobé	Messier	Tremblay
Cardinal	Gobeil	Middlemiss	(Rimouski)
Chagnon	Gratton	Pagé	Trudel
Chevrette	Hamel	Paradis	Vaillancourt
Ciaccia	Harel	(Brome-Miss.)	Vallerand
Claveau	Hétu	Paradis	Vallières
Côté	Houde	(Matapédia)	Vermette
(Charlesbourg)	Hovington	Paré	
Côté	Johnson	Parent	
(Riv.-du-Loup)	(Anjou)	(Bertrand)	

CONTRE

(Aucun)

La motion est adoptée par le vote suivant: Pour 113 Contre 0

23 juin 1987

Que conformément aux articles 104 et 105 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1), M^{me} Carole Lynne Wallace, domiciliée au 5907, rue Saint-André, Montréal, soit nommée membre de la Commission d'accès à l'information, en poste à Montréal, pour un mandat de cinq ans à compter du 20 juillet 1987;

Que son salaire annuel soit celui correspondant à 70% du maximum de l'échelle de traitement des cadres supérieurs classe I de la fonction publique;

Qu'elle participe au régime d'assurance collective des employés cadres des secteurs public et parapublic du Québec;

Qu'à sa demande, M^{me} Wallace ne participe pas au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et qu'en lieu de sa participation de ce régime, elle reçoive une somme équivalente, soit 5,9% de son salaire annuel de base pour la durée de son mandat, ce montant étant versé à des périodes et selon des modalités à déterminer avec elle;

Que pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, elle soit remboursée conformément aux règles applicables aux membres d'organismes et arrêtées par le gouvernement (décret 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications futures);

Qu'à compter de la date de son entrée en fonction, elle ait droit à des vacances annuelles payées de vingt jours ouvrables, le nombre de jours étant calculé en proportion du temps qu'elle a été en fonction au cours de l'année financière; et

Qu'à la fin de son mandat de cinq ans comme membre de la Commission, s'il n'est pas renouvelé ou si l'Assemblée nationale ou le gouvernement ne la nomme pas à un autre poste, M^{me} Wallace reçoive une indemnité de départ équivalant à trois mois de salaire.

(Vote n° 118)

POUR

Assad	Beaudin	Bélanger	Blackburn
Audet	Bégin	(Még.-Compton)	Blais
Bacon	Bélanger	Bélisle	Bleau
Baril	(Laval-des-Rap.)	Bissonnet	Boulerice

Bourassa	Fortier	Latulippe	Picotte
Bourbeau	Fortin	Lavoie-Roux	Polak
Bradet	French	Leclerc	Poulin
Brassard	Gagnon-Tremblay	Lefebvre	Rémillard
Brouillette	Gardner	Legault	Richard
Camden	Garon	Lemieux	Rivard
Cannon	Gauthier	Lemire	Robic
Cardinal	Gauvin	Levesque	Rocheleau
Chagnon	Gendron	Lincoln	Ryan
Chevrette	Gervais	MacDonald	Saintonge
Ciaccia	Gobé	Maciocia	St-Roch
Claveau	Gobeil	Maltais	Savoie
Côté	Gratton	Marcil	Séguin
(Charlesbourg)	Hamel	Marx	Sirros
Côté	Harel	Messier	Théorêt
(Riv.-du-Loup)	Hétu	Middlemiss	Thérien
Cusano	Houde	Pagé	Tremblay
Dauphin	Hovington	Paradis	(Iberville)
Després	Johnson	(Brome-Miss.)	Tremblay
Dionne	(Anjou)	Paradis	(Rimouski)
Dougherty	Johnson	(Matapédia)	Trudel
Doyon	(Vaud.-Soulanges)	Paré	Vaillancourt
Dubois	Jolivet	Parent	Vallerand
Dufour	Joly	(Bertrand)	Vallières
Dutil	Juneau	Parent	Vermette
Farrah	Kehoe	(Sauvé)	
Filion	Khelfa	Pelchat	
Forget	Laporte	Philibert	

CONTRE

(Aucun)

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour 113 Contre 0

23 juin 1987

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté, sur l'amendement proposé par M. Brassard (Lac-Saint-Jean):

L'article 2 tel qu'introduit par l'article 1 de l'annexe de la motion présentée par le Premier ministre est modifiée par l'insertion après le paragraphe 3, du paragraphe suivant:

"3.1. La législature du Québec a le pouvoir exclusif de légiférer en matière linguistique et aucune contestation juridique de l'exercice de ce pouvoir fondée sur le deuxième alinéa de l'article 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867* ainsi que sur les dispositions de la *Charte canadienne des droits et libertés*, ne peut être accueillie par un tribunal."

(Vote n° 119)

POUR

Blackburn	Claveau	Gendron	Juneau
Blais	Dufour	Harel	Paré
Boulerice	Filion	Johnson	Parent
Brassard	Garon	(Anjou)	(Bertrand)
Chevrette	Gauthier	Jolive	Vermette

CONTRE

Assad	Brouillette	Dubois	Houde
Audet	Camden	Dutil	Hovington
Bacon	Cannon	Farrah	Johnson
Baril	Cardinal	Forget	(Vaud.-Soulanges)
Beaudin	Chagnon	Fortier	Joly
Bégin	Ciaccia	Fortin	Kehoe
Bélanger	Côté	French	Khelfa
(Laval-des-Rap.)	(Charlesbourg)	Gagnon-Tremblay	Laporte
Bélanger	Côté	Gardner	Latulippe
(Még.-Compton)	(Riv.-du-Loup)	Gauvin	Lavoie-Roux
Bélisle	Cusano	Gervais	Leclerc
Bissonnet	Dauphin	Gobé	Lefebvre
Bleau	Després	Gobeil	Legault
Bourassa	Dionne	Gratton	Lemieux
Bourbeau	Dougherty	Hamel	Lemire
Bradet	Doyon	Hétu	Levesque

Lincoln	Paradis	Rivard	Tremblay
MacDonald	(<i>Matapédia</i>)	Robic	(<i>Iberville</i>)
Maciocia	Parent	Rocheleau	Tremblay
Maltais	(<i>Sauvé</i>)	Ryan	(<i>Rimouski</i>)
Marcil	Pelchat	Saintonge	Trudel
Marx	Philibert	St-Roch	Vaillancourt
Messier	Picotte	Savoie	Vallerand
Middlemiss	Polak	Séguin	Vallières
Pagé	Poulin	Sirros	
Paradis	Rémillard	Théorêt	
(<i>Brome-Miss.</i>)	Richard	Thérien	

L'amendement est rejeté, les voix se divisant comme suit:

Pour 18 Contre 95

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté, sur la motion présentée par M. Bourassa, Premier ministre:

Que l'Assemblée nationale autorise la modification de la Constitution du Canada par proclamation de Son Excellence le gouverneur général sous le grand sceau du Canada, en conformité avec l'annexe ci-jointe.

(Vote n° 120)

POUR

Assad	Bradet	Dougherty	Gratton
Audet	Brouillette	Doyon	Hamel
Bacon	Camden	Dubois	Hétu
Baril	Cannon	Dutil	Houde
Beaudin	Cardinal	Farrah	Hovington
Bégin	Chagnon	Forget	Johnson
Bélanger	Ciaccia	Fortier	(<i>Vaud.-Soulanges</i>)
(<i>Laval-des-Rap.</i>)	Côté	Fortin	Joly
Bélanger	(<i>Charlesbourg</i>)	French	Kehoe
(<i>Még.-Compton</i>)	Côté	Gagnon-Tremblay	Khelfa
Bélisle	(<i>Riv.-du-Loup</i>)	Gardner	Laporte
Bissonnet	Cusano	Gauvin	Latulippe
Bleau	Dauphin	Gervais	Lavoie-Roux
Bourassa	Després	Gobé	Leclerc
Bourbeau	Dionne	Gobeil	Lefebvre

23 juin 1987

Legault	Pagé	Rémillard	Thérien
Lemieux	Paradis	Richard	Tremblay
Lemire	(Brome-Miss.)	Rivard	(Iberville)
Levesque	Paradis	Robic	Tremblay
Lincoln	(Matapédia)	Rocheleau	(Rimouski)
MacDonald	Parent	Ryan	Trudel
Maciocia	(Sauvé)	Saintonge	Vaillancourt
Maltais	Pelchat	St-Roch	Vallerand
Marcil	Philibert	Savoie	Vallières
Marx	Picotte	Séguin	
Messier	Polak	Sirros	
Middlemiss	Poulin	Théorêt	

CONTRE

Blackburn	Claveau	Gendron	Juneau
Blais	Dufour	Harel	Paré
Boulerice	Filion	Johnson	Parent
Brassard	Garon	(Anjou)	(Bertrand)
Chevrette	Gauthier	Jolivet	Vermette

La motion de M. Bourassa, Premier ministre, est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Pour 95 Contre 18

M. Ryan, ministre de l'Éducation, au nom de M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor, propose que le principe du projet de loi 163, Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 163 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 163 est renvoyé en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Ryan, ministre de l'Éducation, au nom de M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor, propose que le projet de loi 163 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 163 est adopté.

Du consentement unanime, M. Côté, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 60, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports concernant le remisage de biens, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 60 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 60 est renvoyé en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime, Mme Legault (Deux-Montagnes) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 262, Loi concernant le Comité d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil - Deux-Montagnes, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée, Mme Legault dépose:

Étude de l'impact du projet de Sanitech Argenteuil sur le site d'enfouissement de Saint-Jérusalem (1986), et d'autres documents s'y rapportant.

(Document n° 985 de la session)

23 juin 1987

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 262 est adopté.

Mme Legault (Deux-Montagnes) propose que le projet de loi d'intérêt privé 262 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 262 est adopté.

Du consentement unanime, M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Côté, ministre des Transports, propose que le projet de loi 60, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports concernant le remisage de biens, soit adopté.

La motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 60 est adopté.

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Bourassa, Premier ministre, propose que le projet de loi 104, Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse, soit adopté.

Au cours du débat qui s'ensuit, M. Gratton propose que l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier les deux amendements proposés par Mme Blackburn (Chicoutimi).

La motion est adoptée.

Le projet de loi 104 est amendé en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

23 juin 1987

M. Gratton, au nom de M. Bourassa, Premier ministre, propose que le projet de loi 104 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 104 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a étudié le projet de loi 34, Loi modifiant le Code de procédure civile.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Marx, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 34 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 34 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a étudié le projet de loi 35, Loi sur certaines ventes de parties de lot pour défaut de paiement de taxes.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Marx, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 35 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 35 est adopté.

23 juin 1987

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a étudié le projet de loi 36, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Marx, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 36 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 36 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a étudié le projet de loi 40, Loi modifiant la Loi sur la division territoriale concernant certaines divisions d'enregistrement.

Le rapport est adopté sur division.

Du consentement unanime, M. Marx, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 40 soit adopté.

La motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 40 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 26, Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen, et les deux amendements proposés par M. Marx, ministre de la Justice.

Les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

23 juin 1987

Du consentement unanime, M. Marx, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 26 soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 26 est adopté.

M. Marx, ministre de la Justice, propose que les projets de loi suivants soient, l'un après l'autre, adoptés:

- 1 Loi portant abrogation de lois et dispositions législatives omises lors des refontes de 1888, 1909, 1925, 1941, 1964 et 1977;
- 7 Loi modifiant la Loi sur les huissiers;
- 159 Loi modifiant le Code de procédure civile et le Code civil concernant le dépôt volontaire;
- 162 Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture.

La motion est adoptée.

En conséquence, les projets de loi 1, 7, 159 et 162 sont adoptés.

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi 21, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

23 juin 1987

En conséquence, le projet de loi 21 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 192, Loi modifiant la Loi concernant la Ville de LaSalle.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Fortin (Marguerite-Bourgeoys) propose que le projet de loi 192 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 192 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation qui a étudié le projet de loi 18, Loi modifiant la Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le projet de loi 18 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 18 est adopté.

23 juin 1987

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié le projet de loi 57, Loi modifiant la Loi sur la Société Makivik.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Levesque, ministre des Finances, propose que le projet de loi 57 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 57 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié le projet de loi 128, Loi modifiant la Loi sur le Bureau de la statistique.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Levesque, ministre des Finances, propose que le projet de loi 128 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 128 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié le projet de loi 31, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

Le rapport est adopté.

23 juin 1987

Du consentement unanime, M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor, propose que le projet de loi 31 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 31 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 161, Loi sur les mines (*Réimpression*), et les trois amendements proposés par M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 16, Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant les municipalités.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 16 soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 16 est adopté.

23 juin 1987

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 161, Loi sur les mines (*Réimpression*), et sur les trois amendements proposés par M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 252 du Règlement, M. Savoie propose un quatrième amendement.

Les quatre amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

Du consentement unanime, M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, propose que le projet de loi 161 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 161 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 43, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Le rapport est adopté sur division.

Du consentement unanime, M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 43 soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 43 est adopté.

23 juin 1987

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 100, Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (*Réimpression*), et les deux amendements proposés par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales.

Les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

Du consentement unanime, M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 100 soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 100 est adopté.

M. Dutil, ministre délégué aux Pêcheries, propose que le projet de loi 38, Loi sur la transformation des produits marins, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 38 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié le projet de loi 4, Loi modifiant la Loi sur les assurances.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, propose que le projet de loi 4 soit adopté.

23 juin 1987

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 4 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié le projet de loi 123, Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, propose que le projet de loi 123 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 123 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié le projet de loi 6, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les valeurs mobilières.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 3, Loi concernant le bureau de discipline de l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec, et l'amendement proposé par M. Garon (Lévis).

23 juin 1987

L'amendement est rejeté.

Le rapport est adopté sur division.

Du consentement unanime, M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, propose que le projet de loi 3 soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 3 est adopté.

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 6, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les valeurs mobilières.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, propose que le projet de loi 6 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 6 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 44, Loi sur l'assurance-responsabilité professionnelle, et l'amendement proposé par M. Garon (Lévis).

L'amendement est rejeté.

Le rapport est adopté sur division.

23 juin 1987

Du consentement unanime, M. Fortier, ministre délégué aux Finances, propose que le projet de loi 44 soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 44 est adopté.

Du consentement unanime, Mme Trépanier (Dorion) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 200, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 200 est adopté.

M. Doyon (Louis-Hébert) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 203, Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus, la Corporation du Collège des Jésuites et la Corporation du Collège Saint-Charles-Garnier.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 203 est adopté.

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 133, Loi modifiant la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 133 est adopté.

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 134, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments, soit adopté.

La motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 134 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de chaque proposeur, il est procédé à l'adoption du principe ainsi qu'à l'adoption des projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 204 Loi concernant Quick O Wash Inc. - M. Paré (Shefford);
 - 223 Loi concernant la succession de Maurice Jolicoeur - M. Trudel (Bourget);
 - 235 Loi modifiant la charte de la ville de Granby - M. Paré (Shefford);
 - 236 Loi modifiant la Loi concernant le Séminaire de Québec - M. Leclerc (Taschereau);
 - 246 Loi concernant la dissolution de l'Association des employés de Yellow Sample - M. Chagnon (Saint-Louis);
 - 267 Loi modifiant la charte de la ville de Salaberry-de-Valleyfield - M. Marcil (Beauharnois).
-

23 juin 1987

Du consentement unanime, M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le nom de M. Vallières (Richmond) soit substitué à celui de M. Scowen (Notre-Dame-de-Grâce) comme proposeur du projet de loi d'intérêt privé 205, Loi concernant Fleming Mines Limited.

Du consentement unanime, M. Gratton, au nom de M. Vallières (Richmond), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 205, Loi concernant Fleming Mines Limited.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 205 est adopté.

Du consentement unanime et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de chaque proposeur, il est procédé à l'adoption du principe ainsi qu'à l'adoption des projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 206 Loi modifiant la Charte de la ville de Sherbrooke - M. Hamel (Sherbrooke).
- 209 Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil - M. Tremblay (Iberville);
- 212 Loi concernant la ville de Saint-Georges - M. Audet (Beauce-Nord);
- 214 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette - M. Poulin (Chauveau);
- 217 Loi concernant Roma Gardens Inc. - M. Chagnon (Saint-Louis);
- 224 Loi concernant la conversion en copropriété par déclaration de l'immeuble appartenant à la Société d'amélioration Milton Parc Inc. - M. Chagnon (Saint-Louis);

- 261 Loi concernant la succession d'Alexandre Blouin - Mme Bélanger (Mégantic-Compton).
-

M. Gratton, leader du gouvernement, dépose les documents suivants:

- au nom de M. Latulippe, Solliciteur général:

Rapport annuel de la Commission de police du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1986.

(Document n° 986 de la session)

- au nom de M. Paradis, ministre du Travail:

Rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1986.

(Document n° 987 de la session)

Du consentement de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, communique des modifications concernant la transmission des mémoires et les dates des auditions publiques auxquelles procéderont les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, dans le cadre de l'étude de l'avant-projet de loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives;
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, dans le cadre de l'étude du projet de loi 46, Loi sur le financement agricole.

M. Gratton avise l'Assemblée de la date à laquelle la Commission du budget et de l'administration procédera à l'audition du Vérificateur général et à l'examen de son rapport annuel.

23 juin 1987

À 19 h 41, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux au mardi 20 octobre 1987, à 14 h 00.

Le mardi 23 juin 1987, à 20 h 50, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bégin, vice-présidente de l'Assemblée nationale, de Mme Dionne, la représentante du Premier ministre, de M. Garon, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, et du Secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 1 Loi portant abrogation de lois et dispositions législatives omises lors des refontes de 1888, 1909, 1925, 1941, 1964 et 1977
- 3 Loi concernant le bureau de discipline de l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec
- 4 Loi modifiant la Loi sur les assurances
- 6 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les valeurs mobilières
- 7 Loi modifiant la Loi sur les huissiers
- 16 Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant les municipalités
- 18 Loi modifiant la Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec
- 21 Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile
- 24 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications
- 26 Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen

- 31 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic
- 34 Loi modifiant le Code de procédure civile
- 35 Loi sur certaines ventes de parties de lot pour défaut de paiement de taxes
- 36 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires
- 38 Loi sur la transformation des produits marins
- 40 Loi modifiant la Loi sur la division territoriale concernant certaines divisions d'enregistrement
- 43 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme
- 44 Loi sur l'assurance-responsabilité professionnelle
- 57 Loi modifiant la Loi sur la Société Makivik
- 60 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports concernant le remisage de biens
- 100 Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
- 104 Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse
- 123 Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels
- 128 Loi modifiant la Loi sur le Bureau de la statistique
- 133 Loi modifiant la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés
- 134 Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments
- 159 Loi modifiant le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives concernant le dépôt volontaire
- 161 Loi sur les mines

- 162 Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture
- 163 Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants
- 192 Loi modifiant la Loi concernant la Ville de LaSalle
- 200 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal
- 203 Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus, la Corporation du Collège des Jésuites et la Corporation du Collège Saint-Charles-Garnier
- 204 Loi concernant Quick O Wash Inc.
- 205 Loi concernant Fleming Mines Limited
- 206 Loi modifiant la Charte de la ville de Sherbrooke
- 209 Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil
- 212 Loi concernant la ville de Saint-Georges
- 214 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette
- 217 Loi concernant Roma Gardens Inc.
- 223 Loi concernant la succession de Maurice Jolicoeur
- 224 Loi concernant la conversion en copropriété par déclaration de l'immeuble appartenant à la Société d'amélioration Milton Parc Inc.
- 235 Loi modifiant la charte de la ville de Granby
- 236 Loi modifiant la Loi concernant le Séminaire de Québec
- 246 Loi concernant la dissolution de l'Association des employés de Yellow Sample

23 juin 1987

- 261 Loi concernant la succession d'Alexandre Blouin
- 262 Loi concernant le Comité d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil
 - Deux-Montagnes
- 267 Loi modifiant la charte de la ville de Salaberry-de-Valleyfield

Le Président

PIERRE LORRAIN

ANNEXE

MODIFICATION CONSTITUTIONNELLE DE 1987

Loi constitutionnelle de 1987

1. La Loi constitutionnelle de 1987 est modifiée par insertion, après l'article 1, de ce qui suit :

Règle
inter-
prétative

"2.(1) Toute interprétation de la Constitution du Canada doit concorder avec :

a) la reconnaissance de ce que l'existence de Canadiens d'expression française, concentrés au Québec mais présents aussi dans le reste du pays, et de Canadiens d'expression anglaise, concentrés dans le reste du pays mais aussi présents au Québec, constitue une caractéristique fondamentale du Canada;

b) la reconnaissance de ce que le Québec forme au sein du Canada une société distincte.

Rôle du
Parlement
et des
législatures

(2) Le Parlement du Canada et les législatures des provinces ont le rôle de protéger la caractéristique fondamentale du Canada visée à l'alinéa (1)a).

Rôle de la
législature
et du
gouvernement
du Québec

(3) La législature et le gouvernement du Québec ont le rôle de protéger et de promouvoir le caractère distinct du Québec visé à l'alinéa (1)b).

Maintien des
droits des
législatures
et gouver-
nements

(4) Le présent article n'a pas pour effet de déroger aux pouvoirs, droits ou privilèges du Parlement ou du gouvernement du Canada, ou des législatures ou des gouvernements des provinces, y compris à leurs pouvoirs, droits ou privilèges en matière de langue."

2. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 24, de ce qui suit :

Propositions

"25. (1) En cas de vacance au Sénat, le gouvernement de la province à représenter peut proposer au Conseil privé de la Reine pour le Canada des personnes susceptibles d'être nommées au siège vacant.

Choix des
sénateurs

(2) Jusqu'à la modification, faite conformément à l'article 41 de la Loi constitutionnelle de 1982, de toute disposition de la Constitution du Canada relative au Sénat, les personnes nommées aux sièges vacants au Sénat sont choisies parmi celles qui ont été proposées par le gouvernement de la province à représenter et agréées par le Conseil privé de la Reine pour le Canada."

3. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 95, de ce qui suit :

"Accords relatifs à
l'immigration et aux aubains

Engagement

95A. Sur demande du gouvernement d'une province, le gouvernement du Canada négocie avec lui en vue de conclure, en matière d'immigration ou d'admission temporaire des aubains dans la province, un accord adapté aux besoins et à la situation particulière de celle-ci.

Accords

95B.(1) Tout accord conclu entre le Canada et une province en matière d'immigration ou d'admission temporaire des aubains dans la province a, une fois faite la déclaration visée au paragraphe 95C(1), force de loi et a dès lors effet indépendamment tant du point 25 de l'article 91 que de l'article 95.

Restriction

(2) L'accord ayant ainsi force de loi n'a d'effet que dans la mesure de sa compatibilité avec les dispositions des lois du Parlement du Canada qui fixent des normes et objectifs nationaux relatifs à l'immigration et aux aubains, notamment en ce qui concerne l'établissement des catégories générales d'immigrants, les niveaux d'immigration au Canada et la détermination des catégories de personnes inadmissibles au Canada.

Application
de la
Charte

(3) La Charte canadienne des droits et libertés s'applique aux accords ayant ainsi force de loi et à toute mesure prise sous leur régime par le Parlement ou le gouvernement du Canada ou par la législature ou le gouvernement d'une province.

Proclamation
relative
aux accords

95C.(1) La déclaration portant qu'un accord visé au paragraphe 95B(1) a force de loi se fait par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de la province qui est partie à l'accord.

Modification
des accords

(2) La modification d'un accord visé au paragraphe 95B(1) se fait par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée :

a) soit par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de la province qui est partie à l'accord;

b) soit selon les modalités prévues dans l'accord même.

Application
des articles
46 à 48
de la Loi
constitu-
tionnelle de
1982

95D. Les articles 46 à 48 de la Loi constitutionnelle de 1982 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à toute déclaration faite aux termes du paragraphe 95C(1), à toute modification d'un accord faite aux termes du paragraphe 95C(2) ou à toute modification faite aux termes de l'article 95E.

Modification
des articles
95A à 95D ou
du présent
article

95E. Les articles 95A à 95D ou le présent article peuvent être modifiés conformément au paragraphe 38(1) de la Loi constitutionnelle de 1982, à condition que la modification soit autorisée par des résolutions des assemblées législatives de toutes les provinces qui sont, à l'époque de celle-ci, parties à un accord ayant force de loi aux termes du paragraphe 95B(1)."

4. La même loi est modifiée par insertion, avant l'article 96, de ce qui suit :

"Dispositions générales"

5. La même loi est modifiée par insertion, avant l'article 101, de ce qui suit :

"Tribunaux créés par le Parlement du Canada"

6. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 101, de ce qui suit :

"Cour suprême du Canada"

Maintien de
la Cour
suprême du
Canada

101A.(1) La cour qui existe sous le nom de Cour suprême du Canada est maintenue à titre de cour générale d'appel pour le Canada et de cour additionnelle propre à améliorer l'application des lois du Canada. Elle conserve ses attributions de cour supérieure d'archives.

Composition	(2) La Cour suprême du Canada se compose du juge en chef, appelé juge en chef du Canada, et de huit autres juges, que nomme le gouverneur général en conseil par lettres patentes sous le grand sceau.
Conditions de nomination	101B.(1) Les juges sont choisis parmi les personnes qui, après avoir été admises au barreau d'une province ou d'un territoire, ont, pendant au moins dix ans au total, été juges de n'importe quel tribunal du pays ou inscrites au barreau de n'importe quelle province ou de n'importe quel territoire.
Québec : trois juges	(2) Au moins trois des juges sont choisis parmi les personnes qui, après avoir été admises au barreau du Québec, ont, pendant au moins dix ans au total, été inscrites à ce barreau ou juges d'un tribunal du Québec ou d'un tribunal créé par le Parlement du Canada.
Propositions de nominations	101C.(1) En cas de vacance à la Cour suprême du Canada, le gouvernement de chaque province peut proposer au ministre fédéral de la Justice, pour la charge devenue vacante, des personnes admises au barreau de cette province et remplissant les conditions visées à l'article 101B.
Nomination parmi les personnes proposées	(2) Le gouverneur général en conseil procède aux nominations parmi les personnes proposées et qui agréent au Conseil privé de la Reine pour le Canada; le présent paragraphe ne s'applique pas à la nomination du juge en chef dans les cas où il est choisi parmi les juges de la Cour suprême du Canada.
Nomination parmi les personnes proposées par le Québec	(3) Dans le cas de chacune des trois nominations à faire conformément au paragraphe 101B(2), le gouverneur général en conseil nomme une personne proposée par le gouvernement du Québec.
Nominations parmi les personnes proposées par les autres provinces	(4) Dans le cas de toute autre nomination, le gouverneur général en conseil nomme une personne proposée par le gouvernement d'une autre province que le Québec.
Inamovibilité, traitement, etc.	101D. Les articles 99 et 100 s'appliquent aux juges de la Cour suprême du Canada.

Rapport avec
l'article
101

101E.(1) Sous réserve que ne soient pas adoptées, dans les matières visées à l'article 101, de dispositions incompatibles avec les articles 101A à 101D, ceux-ci n'ont pas pour effet de porter atteinte à la compétence législative conférée au Parlement du Canada en ces matières.

Renvois
à la Cour
suprême
du Canada

(2) Il est entendu que l'article 101A n'a pas pour effet de porter atteinte à la compétence législative du Parlement du Canada en ce qui concerne le renvoi à la Cour suprême du Canada de questions de droit ou de fait, ou de toute autre question."

7. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 106, de ce qui suit :

Programmes
cofinancés

"106A.(1) Le gouvernement du Canada fournit une juste compensation au gouvernement d'une province qui choisit de ne pas participer à un programme national cofinancé qu'il établit après l'entrée en vigueur du présent article dans un secteur de compétence exclusive provinciale, si la province applique un programme ou une mesure compatible avec les objectifs nationaux.

Non-élar-
gissement
des
compétences
légis-
latives

(2) Le présent article n'élargit pas les compétences législatives du Parlement du Canada ou des législatures des provinces."

8. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 147, de ce qui suit :

"XII. -- Conférences sur l'économie
et sur d'autres questions

Convocation

148. Le premier ministre du Canada convoque au moins une fois par an une conférence réunissant les premiers ministres provinciaux et lui-même et portant sur l'économie canadienne ainsi que sur toute autre question appropriée.

XIII. -- Mentions

Présomption

149. Toute mention de la présente loi est réputée constituer également une mention de ses modifications."

Loi constitutionnelle de 1982

9. Les articles 40 à 42 de la Loi constitutionnelle de 1982 sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Compensation

"40. Le Canada fournit une juste compensation aux provinces auxquelles ne s'applique pas une modification faite conformément au paragraphe 38(1) et relative à un transfert de compétences législatives provinciales au Parlement.

Consentement
unanime

41. Toute modification de la Constitution du Canada portant sur les questions suivantes se fait par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de chaque province :

a) la charge de Reine, celle de gouverneur général et celle de lieutenant-gouverneur;

b) les pouvoirs du Sénat et le mode de sélection des sénateurs;

c) le nombre des sénateurs par lesquels une province est habilitée à être représentée et les conditions de résidence qu'ils doivent remplir;

d) le droit d'une province d'avoir à la Chambre des communes un nombre de députés au moins égal à celui des sénateurs par lesquels elle était habilitée à être représentée le 17 avril 1982;

e) le principe de la représentation proportionnelle des provinces à la Chambre des communes prévu par la Constitution du Canada;

f) sous réserve de l'article 43, l'usage du français ou de l'anglais;

g) la Cour suprême du Canada;

h) le rattachement aux provinces existantes de tout ou partie des territoires;

i) par dérogation à toute autre loi ou usage, la création de provinces;

j) la modification de la présente partie."

10. L'article 44 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Modification
par le
Parlement

"44. Sous réserve de l'article 41, le Parlement a compétence exclusive pour modifier les dispositions de la Constitution du Canada relatives au pouvoir exécutif fédéral, au Sénat ou à la Chambre des communes."

11. Le paragraphe 46(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Initiative
des
procédures

"46.(1) L'initiative des procédures de modification visées aux articles 38, 41 et 43 appartient au Sénat, à la Chambre des communes ou à une assemblée législative."

12. Le paragraphe 47(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Modification
sans
résolution
du Sénat

"47.(1) Dans les cas visés à l'article 38, 41 ou 43, il peut être passé outre au défaut d'autorisation du Sénat si celui-ci n'a pas adopté de résolution dans un délai de cent quatre-vingts jours suivant l'adoption de celle de la Chambre des communes et si cette dernière, après l'expiration du délai, adopte une nouvelle résolution dans le même sens."

13. La partie VI de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

"PARTIE VI

Conférences constitutionnelles

Convocation

50.(1) Le premier ministre du Canada convoque au moins une fois par an une conférence constitutionnelle réunissant les premiers ministres provinciaux et lui-même, la première devant avoir lieu en 1988.

Ordre
du jour

(2) Sont placées à l'ordre du jour de ces conférences les questions suivantes :

a) la réforme du Sénat, y compris son rôle et ses fonctions, ses pouvoirs, le mode de sélection des sénateurs et la représentation au Sénat;

b) les rôles et les responsabilités en matière de pêches;

c) toutes autres questions dont il est convenu."

14. Le paragraphe 52(2) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

"d) les autres modifications qui lui sont apportées."

15. L'article 61 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Mentions

"61. Toute mention de la Loi constitutionnelle de 1982 ou des Lois constitutionnelles de 1867 à 1982 est réputée constituer également une mention de leurs modifications."

Dispositions générales

Patrimoine
multi-
culturel et
peuples
autochtones

16. L'article 2 de la Loi constitutionnelle de 1867 n'a pas pour effet de porter atteinte aux articles 25 ou 27 de la Charte canadienne des droits et libertés, à l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982 ou au point 24 de l'article 91 de la Loi constitutionnelle de 1867.

TITRE

Titre

17. Titre de la présente modification :
Modification constitutionnelle de 1987.

Quatorze heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

M. le Président communique une lettre que le Secrétaire général de l'Assemblée nationale a reçue du Directeur général des élections du Québec relativement à l'élection de M. Harold Peter Thuringer, député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. le Président dépose ensuite les documents suivants:

- la lettre mentionnée ci-dessus et le certificat d'élection.
(Document n° 988 de la session)
- le rapport du Directeur général des élections relatif aux résultats officiels du scrutin tenu le 14 septembre 1987 dans la circonscription électorale de Notre-Dame-de-Grâce.
(Document n° 989 de la session)
- le diagramme de l'Assemblée nationale, 1^{re} session, 33^e Législature, en date du 20 octobre 1987.
(Document n° 990 de la session)

M. Harold Peter Thuringer, député de la circonscription électorale de Notre-Dame-de-Grâce, ayant prêté et souscrit le serment d'office, prend son siège à l'Assemblée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bourassa, Premier ministre:

Rapport annuel du ministère du Conseil exécutif, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 991 de la session)

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Rapport annuel de l'Institut québécois du cinéma, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 992 de la session)

Rapport annuel de la Société générale du cinéma du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 993 de la session)

Rapport annuel de la Commission de protection de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 994 de la session)

Rapport annuel du Musée d'art contemporain de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 995 de la session)

Deux avis de la Commission des biens culturels du Québec concernant:

- le déclassement d'une partie du site des Bédard (Charlesbourg);
- le classement de la maison Busteed ou Bordeaux House (Pointe-à-la-Croix).

(Document n° 996 de la session)

Par M. Ryan, ministre responsable des lois professionnelles:

Rapport annuel de l'Office des professions du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 997 de la session)

Rapport annuel du Conseil interprofessionnel du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 998 de la session)

Rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986, des corporations professionnelles suivantes:

- Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec.

(Document n° 999 de la session)

- Ordre des ingénieurs du Québec.
(Document n° 1000 de la session)
- Ordre des podiatres du Québec.
(Document n° 1001 de la session)

Rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987, des corporations professionnelles suivantes:

- Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec.
(Document n° 1002 de la session)
- Ordre des architectes du Québec.
(Document n° 1003 de la session)
- Barreau du Québec.
(Document n° 1004 de la session)
- Ordre des chimistes du Québec.
(Document n° 1005 de la session)
- Ordre des chiropraticiens du Québec.
(Document n° 1006 de la session)
- Ordre des comptables agréés du Québec.
(Document n° 1007 de la session)
- Ordre des comptables en management accrédités du Québec.
(Document n° 1008 de la session)
- Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles.
(Document n° 1009 de la session)
- Ordre des dentistes du Québec.
(Document n° 1010 de la session)
- Corporation professionnelle des diététistes du Québec.
(Document n° 1011 de la session)
- Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec.
(Document n° 1012 de la session)

- Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec.
(Document n° 1013 de la session)
- Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec.
(Document n° 1014 de la session)
- Ordre des ingénieurs du Québec.
(Document n° 1015 de la session)
- Ordre des médecins vétérinaires du Québec.
(Document n° 1016 de la session)
- Chambre des notaires du Québec.
(Document n° 1017 de la session)
- Ordre des pharmaciens du Québec.
(Document n° 1018 de la session)
- Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec.
(Document n° 1019 de la session)
- Ordre des podiatres du Québec.
(Document n° 1020 de la session)
- Corporation professionnelle des psychologues du Québec.
(Document n° 1021 de la session)
- Corporation professionnelle des techniciens dentaires du Québec.
(Document n° 1022 de la session)
- Corporation professionnelle des technologistes médicaux du Québec.
(Document n° 1023 de la session)

Par M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu:

Rapport annuel de la Commission des affaires sociales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1024 de la session)

Par M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation:

Document intitulé: *La réforme des institutions financières au Québec*, en date d'octobre 1987.

(Document n° 1025 de la session)

Copies de deux lettres que M. Fortier a adressées le 22 septembre 1987 à M. Thomas Hockin, ministre d'État aux Finances du gouvernement fédéral, concernant:

- les lignes directrices du gouvernement fédéral pour la propriété de courtiers en investissement;
- la politique fédérale sur les liens commerciaux.

(Document n° 1026 de la session)

Par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales:

Rapport annuel de la Régie du logement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1027 de la session)

Par M. Gobeil, président du Conseil du Trésor et ministre délégué à l'Administration:

Rapport annuel de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1986.

(Document n° 1028 de la session)

Par M. le Président:

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée:

- Décision 251, en date du 17 juin 1987, concernant le Règlement sur la promotion de M. Mathieu Proulx à titre de cadre supérieur (630) classe III.
- Décision 253, en date du 17 juin 1987, concernant le Règlement sur les modalités de paiement de certaines allocations aux députés.

- Décision 254, en date du 29 juin 1987, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur le plan d'organisation administrative de l'Assemblée nationale.
- Décision 256, en date du 6 octobre 1987, concernant le Règlement sur les frais de fonctionnement des cabinets des leaders parlementaires et des whips à l'Assemblée.

(Document n° 1029 de la session)

Copie d'une lettre adressée le 5 octobre 1987 au Président de l'Assemblée par M. Vallières, Whip en chef du gouvernement, pour que malgré l'article 139 du Règlement les modifications suivantes soient apportées à la liste des présidents de séance:

- Mme Dionne (Kamouraska - Témiscouata) en remplacement de M. Richard (Nicolet);
- M. Audet (Beauce-Nord) en remplacement de M. Thérien (Rousseau).

(Document n° 1030 de la session)

Du consentement de l'Assemblée, les modifications sont effectuées.

Rapport annuel de la Commission de la fonction publique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1031 de la session)

Rapport du Vérificateur général relatif aux frais d'administration de la Commission de la fonction publique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1032 de la session)

Rapport annuel du Directeur général des élections et des activités, sur la scène municipale, de la Commission de la représentation électorale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1033 de la session)

Rapport du Comité d'étude extra-parlementaire sur la rémunération et allocation de dépenses des membres de l'Assemblée nationale, en date du 20 octobre 1987.

(Document n° 1034 de la session)

Par M. Charbonneau (Verchères):

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 9 et 10 septembre 1987, a procédé à une consultation générale afin d'examiner les meilleurs moyens d'assurer le respect des objectifs des mesures d'aide aux régions périphériques relativement à la réduction de la taxe sur l'essence de 4,5 cents par litre dans ces régions, lesdites mesures ayant été prévues dans l'Énoncé budgétaire du ministre des Finances du 18 décembre 1985 et le Discours sur le budget du 1^{er} mai 1986.

(Document n° 1035 de la session)

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 15, 16, 17, 18, 22, 23, 24 et 29 septembre 1987, a procédé à une consultation générale en ce qui a trait à la position québécoise dans les négociations sur la libéralisation des échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis.

(Document n° 1036 de la session)

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 13 et 14 octobre 1987, a procédé à une consultation générale sur l'avant-projet de loi sur la Régie du gaz naturel.

(Document n° 1037 de la session)

Par M. Trudel (Bourget):

Rapport de la Commission de la culture qui, les 11, 12 et 13 août 1987, a procédé à une consultation particulière sur le niveau d'immigration pour les années 1988 et 1989, en tenant compte des besoins démographiques, économiques et socio-culturels du Québec, de même que de ses obligations à l'endroit de la communauté internationale et des familles à l'étranger des nouveaux résidents québécois.

(Document n° 1038 de la session)

Par M. Richard (Nicolet):

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 10 septembre 1987, a procédé à l'élection du président de la commission.

(Document n° 1039 de la session)

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a siégé le 10 septembre 1986 afin de vérifier les engagements financiers du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (septembre 1986 à juin 1987) ainsi que le 13 octobre 1987 afin de vérifier ceux du ministre délégué aux Pêcheries (janvier à juin 1987).

(Document n° 1040 de la session)

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, les 6 et 7 octobre 1987, a procédé à des consultations particulières sur le projet de loi 46, Loi sur le financement agricole.

(Document n° 1041 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 6 et 7 octobre 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 12 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 1042 de la session)

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 13 octobre 1987, a procédé à l'étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

(Document n° 1043 de la session)

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a siégé le 18 août 1987 afin d'examiner le rapport annuel du Vérificateur général du Québec pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986 et entendre, à cette fin, le Vérificateur général.

(Document n° 1044 de la session)

Par M. Rochefort (Gouin):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé à Montréal les 17, 18 19 et 20 août 1987 et à Québec le 21 août 1987, afin de procéder à une consultation générale relativement au document de propositions sur la levée du moratoire sur la conversion des immeubles locatifs en copropriété divise.

(Document n° 1045 de la session)

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé à Montréal les 25, 26 et 27 août 1987 afin de procéder à une consultation générale portant sur l'étude du document intitulé: *Les infrastructures de transport en commun de la région de Montréal.*

(Document n° 1046 de la session)

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 8 septembre 1987, a procédé à une consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé: *Loi sur l'organisation territoriale municipale.*

(Document n° 1047 de la session)

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 13 et 14 octobre 1987, a procédé à une consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé: *Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives.*

(Document n° 1048 de la session)

Par M. Parent (Sauvé):

Rapport de la Commission de l'éducation qui, le 4 août 1987, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Éducation (octobre 1986 à juin 1987) et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science (juillet 1986 à juin 1987) ainsi que certains engagements transmis à la Commission de l'éducation par la Commission de l'économie et du travail.

(Document n° 1049 de la session)

Par M. Bradet (Charlevoix), du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement:

Extrait d'une pétition signée par 4 936 membres du Regroupement des usagers du traversier de l'Isle aux Coudres demandant le maintien de la gratuité universelle de ce traversier.

(Document n° 1050 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Conformément à l'article 129 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, propose que la composition de certaines commissions soit modifiée ainsi:

1° La Commission des institutions

- M. Lefebvre (Frontenac) en remplacement de M. Vallières (Richmond);
- M. Thuringer (Notre-Dame-de-Grâce) en remplacement de M. Scowen;

2° La Commission du budget et de l'administration

- M. Fortin (Marguerite-Bourgeoys) en remplacement de M. Polak (Sainte-Anne);
- M. Latulippe (Chambly) en remplacement de M. Séguin (Montmorency).

3° La Commission des affaires sociales

- M. Polak (Sainte-Anne) en remplacement de M. Lemire (Saint-Maurice);
- M. Thuringer (Notre-Dame-de-Grâce) en remplacement de M. Assad (Papineau).

4° La Commission de l'économie et du travail

- M. Latulippe (Chambly) en remplacement de M. Fortin (Marguerite-Bourgeoys);
- M. Lemire (Saint-Maurice) en remplacement de M. Lefebvre (Frontenac);

- M. Tremblay (Iberville) en remplacement de M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine).

5° La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation

- M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine) en remplacement de M. Assad (Papineau);

6° La Commission de l'aménagement et des équipements

- M. Assad (Papineau) en remplacement de M. Richard (Nicolet);
- M. Thérien (Rousseau) en remplacement de M. Doyon (Louis-Hébert).

7° La Commission de l'éducation

- M. Audet (Beauce-Nord) en remplacement de M. Thérien (Rousseau).

La motion est adoptée.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, propose:

Que le nom de M. Yves Séguin soit substitué à celui de M. Michel Gratton comme proposeur du projet de loi 12, Loi modifiant la loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal; et

Que le nom de M. Michel Gratton soit substitué à celui de M. Yvon Picotte comme proposeur du projet de loi 56, Loi sur l'Institut du tourisme et d'hôtellerie du Québec.

La motion est adoptée.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission du budget et de l'administration, pour une consultation générale sur le projet de loi 54, Loi sur le registre des associations et entreprises.
- La Commission de l'éducation, pour des consultations particulières sur les projets de règlement concernant l'enseignement religieux.

M. le Président avise l'Assemblée que le débat de la prochaine séance sur les affaires inscrites en vertu de l'article 97 du Règlement portera sur la motion de M. Johnson (Anjou), chef de l'Opposition officielle:

Que cette Assemblée exige du gouvernement libéral qu'il mette immédiatement de l'avant des politiques de valorisation de la famille québécoise et qu'il instaure notamment des services d'appui et un support financier significatif à la suite de l'arrivée d'un second enfant.

Affaires du jour

M. le Président communique à l'Assemblée une demande de débat d'urgence que M. Garon (Lévis) lui a adressée relativement à la situation du marché des valeurs mobilières au Québec et son impact sur la condition économique des Québécois, des entreprises et du gouvernement.

Il est ensuite permis à chaque groupe parlementaire d'intervenir sur la recevabilité de cette demande, après quoi le Président rend la décision suivante:

DÉCISION DU PRÉSIDENT

Bien que le problème soulevé par le député de Lévis ait une dimension internationale, il ne fait aucun doute que l'Assemblée est compétente en matière de valeurs mobilières. L'activité des marchés boursiers décrite dans l'avis du député de Lévis peut être qualifiée de crise aiguë et soudaine, et il n'existe aucune occasion prochaine d'en débattre si ce n'est dans le cadre d'un débat d'urgence. Pour ces motifs le Président juge recevable la demande de débat d'urgence.

Avant que ne s'engage le débat sur cette question, du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, il est ordonné:

Que les travaux de la Commission du budget et de l'administration débiteront immédiatement après la tenue du débat d'urgence; et

Que les travaux de l'Assemblée seront ajournés au plus tard à 18 heures.

Le débat d'urgence s'ensuit.

À 18 h 01, le débat prend fin.

Conformément à l'ordre adopté antérieurement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires du jour

M. Lincoln, ministre de l'Environnement, propose que le principe du projet de loi 29, Loi sur le Conseil de la conservation et de l'environnement, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié le projet de loi 12, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

Un débat s'ensuit.

À 13 h 01, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

En conséquence, le débat est ajourné.

Quinze heures

Affaires courantes

Dans une déclaration ministérielle, M. Levesque, ministre des Finances, fait part à l'Assemblée de l'intervention du gouvernement à la suite des événements survenus récemment sur les marchés boursiers et annonce certaines mesures concernant le Régime d'épargne-actions (REA).

M. Levesque dépose ensuite une annexe à la déclaration ayant trait à l'assouplissement des pénalités pour le rachat d'actions.

(Document n° 1051 de la session)

M. Parent (Bertrand) répond au nom de l'Opposition officielle, et le Ministre termine par une courte réplique.

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, présente le projet de loi 63, Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique et la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires sociales, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Marx, ministre de la Justice, présente, l'un après l'autre, les projets de loi suivants:

61 Loi modifiant la Loi sur la division territoriale;

66 Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur;

Et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation:

Rapport annuel de la Commission de protection du territoire agricole du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1052 de la session)

Par M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche:

Rapport annuel de la Régie de la sécurité dans les sports du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1053 de la session)

Rapport annuel de l'Administration régionale Kativik relatif au Programme d'aide aux Inuit pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1986.

(Document n° 1054 de la session)

Par M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce:

Rapport annuel de la Société des alcools du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1055 de la session)

Par M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche:

Réponses à des questions écrites de M. Desbiens (Dubuc) concernant:

- les dossiers pour lesquels des avis ont été sollicités de la Table de concertation sur la faune et des Comités aviseurs sur la pêche et sur la chasse et le piégeage. Question n°6, *Feuilleton* du 21 octobre 1987.

(Document n° 1056 de la session)

- les permis délivrés en vertu de l'article 13 de la Loi modifiant la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs* (1986, c.109). Question n°7, *Feuilleton* du 21 octobre 1987.
(Document n° 1057 de la session)
- les projets acceptés dans le cadre de l'Entente Canada-Québec sur la zone périphérique du Parc Saguenay. Question n°8, *Feuilleton* du 21 octobre 1987.
(Document n° 1058 de la session)
- les ententes relatives à la gestion des territoires fauniques et, plus particulièrement, celle intervenue entre le MLCP et la nation Huronne-Wendat. Question n°9, *Feuilleton* du 21 octobre 1987.
(Document n° 1059 de la session)

Par M. le Président:

Rapport préliminaire de la Commission de la représentation électorale, sur la délimitation des circonscriptions électorales du Québec, en date du 15 septembre 1987.

(Document n° 1060 de la session)

Par Mme Harel (Maisonnette):

Extrait d'une pétition signée par 846 citoyens et citoyennes du Québec demandant une intervention rapide pour que la *Loi sur les normes du travail* (L.R.Q, c.N-1.1) accorde sa protection aux gardiennes de métier.

(Document n° 1061 de la session)

Par M. Chevette (Joliette), du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 62 du Règlement:

Extrait d'une pétition signée par 45 victimes ou parents d'enfants atteints de maladies neuromusculaires demandant que l'Office des personnes handicapées du Québec soit doté de fonds suffisants pour subvenir à leurs besoins réels.

(Document n° 1062 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement convoque la Commission de l'éducation pour des consultations particulières sur les projets de règlement concernant l'enseignement religieux.

M. le Président communique un changement concernant le lieu de la séance de la Commission des institutions qui doit se réunir pour recevoir le rapport de la Sous-commission des institutions relatif à l'avant-projet de loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des sûretés réelles et de la publicité des droits, et procéder ensuite à une séance de travail.

Affaires du jour

Conformément à l'article 97 du Règlement, M. Johnson (Anjou), chef de l'Opposition officielle, propose:

Que cette Assemblée exige du gouvernement libéral qu'il mette immédiatement de l'avant des politiques de valorisation de la famille québécoise et qu'il instaure notamment des services d'appui et un support financier significatif à la suite de l'arrivée d'un second enfant.

Un débat s'ensuit.

À la fin de l'intervention du Chef de l'Opposition, Mme la Vice-présidente informe l'Assemblée que le temps de parole alloué pour la discussion de cette motion à la présente séance est réparti également entre les groupes parlementaires et que, dans ce cadre, la durée de chacune des interventions n'est soumise à aucune autre limite.

Le débat reprend sur la motion de M. Johnson (Anjou), chef de l'Opposition officielle.

Au cours de son intervention, M. Dutil, ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, propose:

Que la motion en discussion soit amendée:

1° en remplaçant à la deuxième ligne les mots "mette immédiatement" par les mots "continue à mettre";

2° en remplaçant tous les mots après le mot "notamment", à la quatrième ligne, par les mots suivants: "des mesures visant à améliorer les services d'appui et le support financier accordé aux parents à titre de premiers responsables légaux et sociaux de la prise en charge des enfants et du milieu familial."

Après une argumentation de part et d'autre sur la recevabilité de cet amendement, M. le Vice-président rend la décision suivante:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La première partie de la motion d'amendement ne dénie pas le principe de la motion principale qui consiste à mettre de l'avant des politiques de valorisation de la famille. À l'appui, sont citées les décisions du 9 novembre 1979 et du 17 mars 1982 qui statuaient sur des cas similaires.

Quant à la deuxième partie de la motion, elle ajoute un élément qui englobe le contenu de la motion principale sans la nier; d'ailleurs le mot "notamment" dans la motion principale donnait ouverture à une énumération et permettait, en quelque sorte, l'élargissement du débat.

21 octobre 1987

En conséquence, la motion d'amendement est recevable.

À 18 h 01, le débat est ajourné et l'Assemblée ajourne ses travaux à jeudi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

M. Côté, ministre des Transports, présente le projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Mme Robic, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, présente le projet de loi 68, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, présente le projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux:

Rapports annuels des conseils régionaux de la santé et des services sociaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1063 de la session)

Par M. French, ministre des Communications:

Une vie privée mieux respectée, un citoyen mieux informé: Rapport de la Commission d'accès à l'information, sur la mise en oeuvre de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, en date d'octobre 1987.

(Document n° 1064 de la session)

Par M. Lincoln, ministre de l'Environnement:

Rapport du Groupe de travail national sur l'environnement et l'économie, présenté au Conseil canadien des ministres des Ressources et de l'Environnement le 24 septembre 1987.

(Document n° 1065 de la session)

Énoncé de politique, intitulé: *Un nouveau cap environnemental: La conservation, agent de progrès.*

(Document n° 1066 de la session)

Par M. le Président:

Lettre de démission de M. Harold Hutchinson à titre de membre de la Commission de la fonction publique, en date du 8 septembre 1987.

(Document n° 1067 de la session)

M. Latulippe (Chambly), se prévalant de l'article 71 du Règlement, s'explique sur des propos qui ont été tenus à son égard lors de la période de questions des 20 et 21 octobre 1987.

Avant de procéder à la période de questions, M. le Président rend une décision sur l'affaire qu'il avait prise en délibéré lors de la période de questions à la séance précédente relativement à la recevabilité de certaines questions.

DÉCISION DU PRÉSIDENT

Le seul objectif que l'on vise à atteindre lors de la période de questions est l'obtention de renseignements. Il en découle certains principes qui ont pour but d'interdire certains types de question et que l'on retrouve à l'article 77 du Règlement. De plus, on ne doit pas exiger une réponse comportant un avis juridique ou demander la solution d'une question juridique, telle l'interprétation d'un statut. Une question doit également respecter l'article 35 et plus particulièrement le cinquième paragraphe qui interdit d'attaquer la conduite d'un député.

En conséquence, il est permis de poser des questions concernant des gestes posés par l'ex-Solliciteur général, tels l'octroi de contrats, les montants en cause, la tenue d'une enquête ou la possibilité d'entamer des poursuites mais on ne peut affirmer qu'un membre est en conflit d'intérêts. De plus, il est possible d'interroger le Premier ministre sur l'interprétation qu'il fait de sa Directive relative aux conflits d'intérêts mais on ne peut pas affirmer qu'un membre a contrevenu aux dispositions de la Loi sur l'Assemblée nationale ayant trait aux conflits d'intérêts; seule l'Assemblée est compétente pour interpréter et appliquer ces dispositions.

Il est ensuite procédé à la période des questions orales.

M. Vallerand, ministre délégué aux PME, propose:

Que l'Assemblée nationale souligne la Semaine des petites et moyennes entreprises qui se tiendra au Québec du 25 au 31 octobre prochain.

22 octobre 1987

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission de l'économie et du travail pour des consultations particulières concernant le dossier de la sous-traitance à Hydro-Québec.

M. le Vice-président fait part à l'Assemblée que le vendredi 30 octobre 1987 aura lieu l'interpellation adressée par Mme Harel (Maisonneuve) à M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, sur le sujet suivant:

Le désengagement du gouvernement libéral face à la détérioration de la situation économique de l'Est de Montréal.

À 16 h 55, conformément à l'article 44 du Règlement, M. le Vice-président ajourne les travaux de l'Assemblée à mardi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Avis de la Commission des biens culturels du Québec concernant le classement du "Ash Inn" à Gaspé.

(Document n° 1068 de la session)

Par M. Lincoln, ministre de l'Environnement:

Rapport annuel du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1069 de la session)

Par M. MacDonald, ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique:

Rapport annuel du ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1070 de la session)

Rapport annuel de l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1071 de la session)

Par M. Parent (Sauvé):

Rapport de la Commission de l'éducation qui, les 6, 7, 8 et 21 octobre 1987, a procédé à des consultations particulières dans le cadre de l'étude des projets de règlement des Comités confessionnels du Conseil supérieur de l'éducation.

(Document n° 1072 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 20 et 21 octobre 1987, a procédé à une consultation générale dans le cadre de l'étude du projet de loi 54, Loi sur le registre des associations et entreprises.

(Document n° 1073 de la session)

Par M. Fillion (Taillon):

Rapport de la Commission des institutions qui, les 19, 20, 21 août et 22 octobre 1987, a procédé à une consultation générale et tenu des auditions publiques dans le cadre de l'étude de l'avant-projet de loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des sûretés réelles et de la publicité des droits.

(Document n° 1074 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

Que l'Assemblée nationale souligne la Semaine de l'ergothérapie, qui se déroule au Québec du 27 au 31 octobre.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, propose:

Que l'Assemblée nationale souligne aujourd'hui le Mois de la qualité, qui se tient en octobre de chaque année, et reconnaisse l'importance de la promotion du concept de gestion intégrale de la qualité dans les entreprises.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission de l'économie et du travail, pour des consultations particulières sur le dossier de la sous-traitance à Hydro-Québec.

M. le Vice-président avise l'Assemblée des réunions des commissions suivantes:

- La Commission des institutions, pour une séance de travail;
 - La Commission de l'aménagement et des équipements, pour la vérification des engagements financiers du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.
-

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, l'interpellation du vendredi 30 octobre 1987 se tiendra exceptionnellement de 9 heures à 11 heures.

Affaires du jour

Conformément à l'article 304 du Règlement, M. Johnson (Anjou), chef de l'Opposition officielle, propose:

Que l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral de son désengagement inacceptable à l'égard du nécessaire soutien de l'État à la vie économique, culturelle et sociale du Québec.

Avant que ne s'engage le débat sur cette motion, M. le Vice-président informe l'Assemblée que lors d'une réunion avec les leaders parlementaires il a été convenu qu'à l'exception d'une réplique de 15 minutes réservée à l'auteur de la motion, le temps de parole sera réparti également entre les deux groupes parlementaires, la durée des interventions n'étant pas limitée à l'intérieur du temps global. À 21 h 45, il sera procédé au vote sur cette motion.

Un débat s'ensuit.

Mme la Vice-présidente interrompt le débat et informe l'Assemblée de la tenue d'un débat de fin de séance qui aura lieu à la demande de M. Charbonneau (Verchères) et portera sur une question adressée à M. Lincoln, ministre de l'Environnement, au sujet d'un moratoire relatif à la construction d'un entrepôt de BPC à Senneterre.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Johnson (Anjou), chef de l'Opposition officielle.

À 18 h 04, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Le débat se poursuit sur la motion de M. Johnson (Anjou), chef de l'Opposition officielle.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 121)

POUR

Blais	Filion	Johnson	Parent
Charbonneau	Garon	(Anjou)	(Sauvé)
Chevrette	Gauthier	Jolivet	Vermette
Desbiens	Gendron	Juneau	
Dufour	Harel	Paré	

CONTRE

Assad	Ciaccia	Gobé	MacDonald
Audet	Côté	Gratton	Maciocia
Bacon	(Charlesbourg)	Hains	Maltais
Baril	Côté	Hamel	Marcil
Bégin	(Riv.-du-Loup)	Hétu	Messier
Bélanger	Cusano	Hovington	Middlemiss
(Laval-des-Rap.)	Dauphin	Johnson	Paradis
Bélanger	Després	(Vaud.-Soulanges)	(Brome-Miss.)
(Még.-Compton)	Dionne	Joly	Parent
Bélisle	Dougherty	Kehoe	(Sauvé)
Bissonnet	Farrah	Khelfa	Pelchat
Bleau	Fortier	Leclerc	Philibert
Bourassa	French	Lefebvre	Picotte
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Lemieux	Polak
Brouillette	Gardner	Lemire	Poulin
Cannon	Gauvin	Levesque	Richard
Cardinal	Gervais	Lincoln	Rivard

27 octobre 1987

Robic
Rocheleau
Séguin

Sirros
Théoret
Thérien

Thuringer
Tremblay
(Iberville)

Trudel
Vallerand
Vallières

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

Pour 16 Contre 72

Il est procédé au débat de fin de séance.

M. Lincoln, ministre de l'Environnement, répond à la question soulevée par M. Charbonneau (Verchères) concernant un moratoire relatif à la construction d'un entrepôt de BPC à Senneterre.

À 22 h 12, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires du jour

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Lincoln, ministre de l'Environnement, proposant que le principe du projet de loi 29, Loi sur le Conseil de la conservation et de l'environnement, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 29 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 29 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

L'Assemblée adopte, sans plus ample débat, le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 12, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

Du consentement unanime, M. Séguin, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 12 soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 12 est adopté.

28 octobre 1987

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la division territoriale, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 61 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 61 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 66, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Dauphin (Marquette).

À 13 h 01, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Affaires courantes

M. Marx, ministre de la Justice, présente le projet de loi 71, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation:

Rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1075 de la session)

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Côté, ministre des Transports:

Réponse à la question écrite de M. Chevette (Joliette) concernant le coût de production des rapports des comités de députés. Question n°3, *Feuilleton* du 28 octobre 1987.

(Document n° 1076 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée, M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dépose les documents suivants:

- copie d'un télégramme envoyé le 28 octobre 1987 par la Fédération québécoise de handball olympique au sujet de l'inscription de l'équipe nationale féminine aux Jeux de Bulgarie en décembre 1987.
- copie d'une lettre du 2 juillet 1987 faisant part au Directeur général de la Fédération canadienne de handball olympique des décisions de Sport Canada à l'égard du financement de la Fédération.

- copie d'une lettre, en date du 28 octobre 1987, dans laquelle M. Otto Jelinek, ministre d'État à la Condition physique et au Sport amateur, fait mention d'une rencontre prévue avec les membres de la Fédération canadienne de handball.

(Document n° 1077 de la session)

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'économie et du travail, pour des consultations particulières sur le dossier de la sous-traitance à Hydro-Québec.
- La Commission de la culture, pour l'examen du rapport d'activités 1986-1987 de la Commission d'accès à l'information.

M. le Vice-président avise l'Assemblée que la Commission de l'aménagement et des équipements se réunira pour la vérification des engagements financiers du ministère des Transports.

Affaires du jour

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Johnson (Anjou), chef de l'Opposition officielle, proposant en vertu de l'article 97 du Règlement:

Que cette Assemblée exige du gouvernement libéral qu'il mette immédiatement de l'avant des politiques de valorisation de la famille québécoise et qu'il instaure notamment des services d'appui et un support financier significatif à la suite de l'arrivée d'un second enfant.

Et sur l'amendement proposé par M. Dutil, ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux:

Que la motion en discussion soit amendée:

1° en remplaçant à la deuxième ligne les mots "mette immédiatement" par les mots "continue à mettre";

2° en remplaçant tous les mots après le mot "notamment", à la quatrième ligne, par les mots suivants: "des mesures visant à améliorer les services d'appui et le support financier accordé aux parents à titre de premiers responsables légaux et sociaux de la prise en charge des enfants et du milieu familial."

Avant que ne se poursuive le débat, M. le Vice-président partage le temps de parole comme suit: à l'exception d'une réplique de 15 minutes réservée à l'auteur de la motion principale, chaque groupe parlementaire disposera d'un temps de parole égal, la durée des interventions n'étant pas limitée à l'intérieur du temps global attribué à chaque groupe.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Johnson (Anjou), leader de l'Opposition officielle, et sur l'amendement proposé par M. Dutil, ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux.

Au cours de son intervention, Mme Juneau (Johnson) propose le sous-amendement suivant:

La motion d'amendement est sous-amendée en ajoutant, à la fin du second amendement qu'elle propose, les mots "et qu'à cet égard il instaure, entre autres, des mesures précises à la suite de l'arrivée d'un second enfant."

Après des interventions de part et d'autre sur la recevabilité de cette motion, Mme la Vice-présidente déclare recevable le sous-amendement présenté par Mme Juneau (Johnson), étant donné qu'il ne constitue qu'une modalité qui ne nie pas l'amendement.

Le débat se poursuit sur les motions de sous-amendement et d'amendement et sur la motion principale.

28 octobre 1987

Le débat terminé, il est procédé à la mise aux voix de ces motions; des votes par appel nominal sont exigés.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, ces votes sont reportés à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 17 h 57, l'Assemblée ajourne ses travaux à jeudi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède aux votes par appel nominal reportés sur les motions de sous-amendement et d'amendement et sur la motion principale présentée par M. Johnson (Anjou), chef de l'Opposition officielle, en vertu de l'article 97 du Règlement, laquelle motion se lit comme suit:

Que cette Assemblée exige du gouvernement libéral qu'il mette immédiatement de l'avant des politiques de valorisation de la famille québécoise et qu'il instaure notamment des services d'appui et un support financier significatif à la suite de l'arrivée d'un second enfant.

Est mise aux voix la motion de sous-amendement proposée par Mme Juneau (Johnson), laquelle motion se lit comme suit:

La motion d'amendement est sous-amendée en ajoutant, à la fin du second amendement qu'elle propose, les mots "et qu'à cet égard il instaure, entre autres, des mesures précises à la suite de l'arrivée d'un second enfant."

(Vote n° 122)

POUR

Blackburn	Dufour	Harel	Parent
Blais	Filion	Jolivet	(Bertrand)
Boulerice	Gauthier	Juneau	Vermette
Chevrette	Gendron	Paré	
Claveau	Godin		

CONTRE

Assad	Cusano	Khelfa	Richard
Audet	Dauphin	Laporte	Rivard
Bacon	Després	Lavoie-Roux	Rocheleau
Baril	Dionne	Leclerc	Ryan
Beaudin	Dougherty	Lefebvre	Savoie
Bégin	Dutil	Lemieux	Séguin
Bélanger	Farrah	Lemire	Sirros
(Laval-des-Rap.)	Forget	Levesque	Théoret
Bélanger	Fortier	MacDonald	Thérien
(Még.-Compton)	Fortin	Maciocia	Thuringer
Bélisle	French	Maltais	Tremblay
Bissonnet	Gagnon-Tremblay	Marx	(Iberville)
Bleau	Gardner	Messier	Tremblay
Bourassa	Gauvin	Middlemiss	(Rimouski)
Bourbeau	Gervais	Pagé	Trudel
Bradet	Gratton	Paradis	Vallières
Brouillette	Hains	(Brome-Miss.)	
Cannon	Hamel	Parent	
Cardinal	Hétu	(Sauvé)	
Ciaccia	Hovington	Pelchat	
Côté	Johnson	Philibert	
(Charlesbourg)	(Vaud.-Soulanges)	Picotte	
Côté	Joly	Polak	
(Riv.-du-Loup)	Kehoe	Rémillard	

La motion de sous-amendement est rejetée, les voix se divisant comme suit:

Pour 16 Contre 79

Est ensuite mise aux voix la motion d'amendement proposée par M. Dutil, ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, laquelle motion se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée:

1° en remplaçant à la deuxième ligne les mots "mette immédiatement" par les mots "continue à mettre";

2° en remplaçant tous les mots après le mot "notamment", à la quatrième ligne, par les mots suivants: "des mesures visant à améliorer les services d'appui et le support financier accordé aux parents à titre de premiers responsables légaux et sociaux de la prise en charge des enfants et du milieu familial."

(Vote n° 123)

POUR

Assad	Cusano	Khelfa	Richard
Audet	Dauphin	Laporte	Rivard
Bacon	Després	Lavoie-Roux	Rocheleau
Baril	Dionne	Leclerc	Ryan
Beaudin	Dougherty	Lefebvre	Savoie
Bégin	Dutil	Lemieux	Séguin
Bélanger	Farrah	Lemire	Sirros
(Laval-des-Rap.)	Forget	Levesque	Théoret
Bélanger	Fortier	MacDonald	Thérien
(Még.-Compton)	Fortin	Maciocia	Thuringer
Bélisle	French	Maltais	Tremblay
Bissonnet	Gagnon-Tremblay	Marx	(Iberville)
Bleau	Gardner	Messier	Tremblay
Bourassa	Gauvin	Middlemiss	(Rimouski)
Bourbeau	Gervais	Pagé	Trudel
Bradet	Gratton	Paradis	Vallières
Brouillette	Hains	(Brome-Miss.)	
Cannon	Hamel	Parent	
Cardinal	Hétu	(Sauvé)	
Ciaccia	Hovington	Pelchat	
Côté	Johnson	Philibert	
(Charlesbourg)	(Vaud.-Soulanges)	Picotte	
Côté	Joly	Polak	
(Riv.-du-Loup)	Kehoe	Rémillard	

CONTRE

Blackburn	Dufour	Harel	Parent
Blais	Filion	Jolivet	(Bertrand)
Boulerice	Gauthier	Juneau	Vermette
Chevrette	Gendron	Paré	
Claveau	Godin		

La motion d'amendement est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Pour 79 Contre 16

Puis, est mise aux voix la motion, amendée, de M. Johnson (Anjou), chef de l'Opposition officielle. Cette motion se lit maintenant comme suit:

Que cette Assemblée exige du gouvernement libéral qu'il continue à mettre de l'avant des politiques de valorisation de la famille québécoise et qu'il instaure des mesures visant à améliorer les services d'appui et le support financier accordé aux parents à titre de premiers responsables légaux et sociaux de la prise en charge des enfants et du milieu familial.

(Vote n° 124)

POUR

Assad	Blackburn	Claveau	Farrah
Audet	Blais	Côté	Filion
Bacon	Bleau	(Charlesbourg)	Forget
Baril	Boulerice	Côté	Fortier
Beaudin	Bourassa	(Riv.-du-Loup)	Fortin
Bégin	Bourbeau	Cusano	French
Bélanger	Bradet	Dauphin	Gagnon-Tremblay
(Laval-des-Rap.)	Brouillette	Després	Gardner
Bélanger	Cannon	Dionne	Gauthier
(Még.-Compton)	Cardinal	Dougherty	Gauvin
Bélisle	Chevrette	Dufour	Gendron
Bissonnet	Ciaccia	Dutil	Gervais

Godin	Lavoie-Roux	Paré	Séguin
Gratton	Leclerc	Parent	Sirros
Hains	Lefebvre	(Bertrand)	Théoret
Hamel	Lemieux	Parent	Thérien
Harel	Lemire	(Sauvé)	Thuringer
Hétu	Levesque	Pelchat	Tremblay
Hovington	MacDonald	Philibert	(Iberville)
Johnson	Maciocia	Picotte	Tremblay
(Vaud.-Soulanges)	Maltais	Polak	(Rimouski)
Jolivet	Marx	Rémillard	Trudel
Joly	Messier	Richard	Vallières
Juneau	Middlemiss	Rivard	Vermette
Kehoe	Pagé	Rocheleau	
Khelfa	Paradis	Ryan	
Laporte	(Brome-Miss.)	Savoie	

CONTRE

(Aucun)

La motion amendée est adoptée par le vote suivant:

Pour 95 Contre 0

M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose:

Que l'Assemblée nationale accorde son appui à la tenue de la Journée nationale de la paix qui aura lieu demain, le vendredi 30 octobre, dans les écoles primaires et secondaires, ainsi que dans les établissements d'enseignement collégial du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Blais (Terrebonne) propose:

Que cette Assemblée invite Radio-Québec à changer sa programmation afin que la période quotidienne de questions soit retransmise à une heure raisonnable, assurant ainsi une meilleure diffusion de l'information que transmet la Société à la population du Québec; et

Qu'à cette fin la commission parlementaire compétente puisse entendre les représentants de Radio-Québec relativement à cette question.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission des institutions pour l'étude détaillée du projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la division territoriale.

M. le Vice-président donne avis des réunions des commissions suivantes:

- La Commission des affaires sociales, pour la vérification des engagements financiers du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu.
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour la vérification des engagements financiers du ministère des Transports.
- La Commission des institutions, pour des consultations particulières et des auditions publiques dans le cadre de son mandat d'examen des orientations, des activités et de la gestion de la Commission des droits de la personne.

M. le Vice-président avise l'Assemblée que le vendredi 6 novembre 1987 Mme Blackburn (Chicoutimi) s'adressera à M. Ryan, ministre de l'Éducation, et de l'Enseignement supérieur et de la Science, dans le cadre de l'interpellation qui portera sur le financement des universités.

Affaires du jour

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Marx, ministre de la Justice, proposant que le principe du projet de loi 66, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 66 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 66 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions, qu'il convoque à cette fin.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que le principe du projet de loi 15, Loi modifiant la Loi sur les terres publiques agricoles et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat se poursuit.

À 17 h 45, du consentement de l'Assemblée, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 15, Loi modifiant la Loi sur les terres publiques agricoles et d'autres dispositions législatives.

29 octobre 1987

Le débat est ajourné sur la motion de Mme Harel (Maisonneuve).

À 22 h 03, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

M. le Président invite l'Assemblée à observer une minute de silence à la mémoire de M. René Levesque, ex-Premier ministre du Québec, décédé le 1^{er} novembre dernier.

Puis, M. Bourassa, Premier ministre, au nom du gouvernement et de son groupe parlementaire, et M. Chevrette, leader de l'Opposition, au nom du Chef de l'Opposition officielle et de sa formation politique, expriment leur sympathie aux proches de M. Levesque et font l'éloge du disparu.

Après quoi, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux, en signe de deuil, au mardi 10 novembre 1987 à 14 h 00.

La séance est levée à 14 h 23.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement

M. Pierre Marc Johnson, chef de l'Opposition officielle et député de la circonscription électorale d'Anjou, démissionne de son siège.

Du consentement de l'Assemblée, la séance est suspendue à loisir.

Affaires courantes

À la reprise des travaux, les projets de loi suivants sont l'un après l'autre présentés et, sur la motion de leur auteur, l'Assemblée accepte d'en être saisie:

- 67 Loi sur l'emblème aviaire - M. Lincoln, ministre de l'Environnement, au nom de M. French, ministre des Communications;
- 72 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Commission municipale - M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales;
- 77 Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les bureaux d'enregistrement - M. Marx, ministre de la Justice;
- 78 Loi modifiant la Loi sur les renvois à la Cour d'appel - M. Marx, ministre de la Justice;
- 80 Loi modifiant la Loi sur le courtage immobilier - M. Marx, ministre de la Justice.

Du consentement de l'Assemblée:

- 79 Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités -M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales;
- 87 Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil -M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales.

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation relatifs aux projets de loi d'intérêt privé:

- 213 Loi concernant Gérard Parizeau, Ltée;
- 237 Loi sur la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal;
- 239 Loi constituant la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (F.I.I.Q.);
- 242 Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal.

(Document n° 1078 de la session)

Mme Trépanier (Dorion) présente le projet de loi d'intérêt privé 239, Loi constituant la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (F.I.I.Q.), et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 239 soit renvoyé à la Commission des affaires sociales pour consultation et étude détaillée, que la ministre de la Santé et des Services sociaux soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi et que les travaux soient dirigés par un président de séance.

La motion est adoptée.

M. Chagnon (Saint-Louis) présente le projet de loi d'intérêt privé 213, Loi concernant Gérard Parizeau, Ltée, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 213 soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée, que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi et que les travaux soient dirigés par un président de séance.

La motion est adoptée.

M. Rivard (Rosemont) présente le projet de loi d'intérêt privé 237, Loi sur la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Trudel (Bourget) présente le projet de loi d'intérêt privé 242, Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que les projets de loi 237 et 242 soient renvoyés à la Commission de l'éducation pour consultation et étude détaillée, que le ministre de l'Éducation soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi et que les travaux soient dirigés par un président de séance.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation:

Rapport annuel de la Régie des assurances agricoles du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 1079 de la session)

Rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1080 de la session)

Par M. Marx, ministre de la Justice et Solliciteur général:

Rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail concernant l'administration de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* et de la *Loi visant à favoriser le civisme*, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1986.

(Document n° 1081 de la session)

Rapport annuel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1082 de la session)

Par M. Paradis, ministre du Travail:

Rapport annuel du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 1083 de la session)

Par M. Vallerand, ministre délégué aux PME et co-président de l'O.F.Q.J.:

Rapport annuel de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1986.

(Document n° 1084 de la session)

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission de l'éducation pour entendre les intéressés et étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé:

237 Loi sur la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal;

242 Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal.

M. le Président donne avis des réunions des commissions suivantes:

- La Commission des affaires sociales, pour la vérification des engagements financiers relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine;
- La Commission de la culture, pour une séance de travail.

M. le Président informe l'Assemblée que le débat de la prochaine séance sur les affaires inscrites en vertu de l'article 97 du Règlement portera sur la motion de M. Jolivet (Laviolette), laquelle se lit comme suit:

Que cette Assemblée demande au Gouvernement libéral de cesser de pénaliser les agriculteurs et les agricultrices du Québec par des politiques contraires à leurs intérêts.

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

En conséquence, la séance est levée à 14 h 51.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires du jour

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le principe du projet de loi 63, Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique et la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires sociales, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 63 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 63 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose que le principe du projet de loi 59, Loi modifiant la Loi sur le cinéma et la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 59 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 59 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 15, Loi modifiant la Loi sur les terres publiques agricoles et d'autres dispositions législatives.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 15 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 15 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

À 12 h 57, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Affaires courantes

Les projets de loi suivants sont l'un après l'autre présentés et, sur la motion de leur auteur, l'Assemblée accepte d'en être saisie:

- 75 Code de procédure pénale - M. Marx, ministre de la Justice;
- 91 Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé et la Loi sur le ministère de l'Éducation - M. Ryan, ministre de l'Éducation;
- 92 Loi modifiant la Loi sur le Barreau concernant la création du Barreau de Longueuil - M. Ryan, ministre responsable de l'application des lois professionnelles;
- 98 Loi modifiant le Code civil en matière d'indexation de pensions alimentaires - M. Marx, ministre de la Justice;

- 99 Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes -
M. Picotte, ministre délégué aux Pêcheries.
-

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Ryan, ministre de l'Éducation:

Notes sur les dossiers de dérogation à l'âge d'admission en maternelle et en première année, pour l'année scolaire 1987-1988.

(Document n° 1085 de la session)

Par Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux:

Rapport annuel du ministère de la Santé et des Services sociaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 1086 de la session)

Rapports annuels des conseils régionaux de la santé et des services sociaux des régions du Saguenay - Lac Saint-Jean, de Kativik et du Conseil Cri de la Santé et des Services sociaux de la Baie-James, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1087 de la session)

Par M. Vallerand, ministre délégué aux PME:

Rapport 1987: *Les PME au Québec - État de la situation.*

(Document n° 1088 de la session)

Par M. Levesque, ministre des Finances:

Réponse à la question écrite de M. Garon (Lévis) concernant l'utilisation du produit des émissions d'actions admissibles au REA. Question n°2, *Feuilleton* du 11 novembre 1987.

(Document n° 1089 de la session)

Par M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Gratton, leader du gouvernement:

Réponse à la question écrite de M. Rochefort (Gouin) concernant les contrats octroyés à la firme SORECOM INC. depuis le 12 décembre 1985. Question n°3, *Feuilleton* du 11 novembre 1987.

(Document n° 1090 de la session)

Par M. Rocheleau, ministre des Approvisionnements et Services:

Réponse à la question écrite de M. Chevrette (Joliette) concernant les contrats octroyés depuis le 2 décembre 1985 pour la location d'espaces et la rénovation et la construction d'édifices. Question n°1, *Feuilleton* du 11 novembre 1987.

(Document n° 1091 de la session)

Par M. Trudel (Bourget):

Rapport de la Commission de la culture qui, le 29 octobre 1987, a étudié le rapport d'activités 1986-1987 de la Commission d'accès à l'information, conformément à l'article 119.1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

(Document n° 1092 de la session)

Par M. Filion (Taillon):

Rapports de la Commission des institutions qui, le 29 octobre 1987, a étudié en détail les projets de loi suivants:

- 61 Loi modifiant la Loi sur la division territoriale - Rapporté sans amendement.

(Document n° 1093 de la session)

- 66 Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur - Rapporté sans amendement.

(Document n° 1094 de la session)

Par M. Charbonneau (Verchères):

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 27 et 28 octobre 1987, a procédé à une consultation particulière sur le dossier de la sous-traitance à Hydro-Québec.

(Document n° 1095 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement:

Quatre extraits de pétitions adressées au Premier ministre du Québec pour qu'il trouve sans délai une solution acceptable et pacifique afin de réparer l'injustice dont sont victimes les 306 employés qui n'ont pas été réembauchés à la suite de la vente du Manoir Richelieu:

- par M. Houde (Berthier), extrait d'une pétition portant 649 signatures;
(Document n° 1096 de la session)
- par M. Lefebvre (Frontenac), extrait d'une pétition portant 1 119 signatures;
(Document n° 1097 de la session)
- par M. Messier (Saint-Hyacinthe), extrait d'une pétition portant 4 273 signatures;
(Document n° 1098 de la session)
- par M. Paradis (Matapédia), extrait d'une pétition portant 1 982 signatures.
(Document n° 1099 de la session)

Par M. Garon (Lévis):

Extrait d'une pétition signée par 1 608 citoyens du Québec demandant l'intervention de l'Assemblée nationale auprès des gouvernements et des instances concernés pour que soit prévu par législation l'étiquetage de tout produit irradié, et que soit retiré du marché tout aliment irradié ne portant pas le symbole international des produits irradiés.

(Document n° 1100 de la session)

11 novembre 1987

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, propose:

Qu'en ce jour du Souvenir, l'Assemblée nationale rende hommage à la mémoire des Québécoises et des Québécois qui ont donné leur vie pour le respect de la paix et de la liberté.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose:

Que l'Assemblée nationale souligne le décès, la semaine dernière, d'un artiste québécois bien connu, M. Yoland Guérard.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose:

Que l'Assemblée nationale félicite tous ceux et celles qui furent élus au sein des différents conseils municipaux lors des élections tenues les 1^{er} et 2 novembre, et remercie ceux et celles qui ont accepté de se présenter ou qui se sont retirés après plusieurs années au service de leurs concitoyens et concitoyennes.

11 novembre 1987

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée du projet de loi 29, Loi sur le Conseil de la conservation et de l'environnement.
 - La Commission des affaires sociales, pour l'étude détaillée du projet de loi 63, Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique et la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires sociales.
-

Affaires du jour

Conformément à l'article 97 du Règlement, M. Jolivet (Laviolette) propose:

Que cette Assemblée demande au
Gouvernement libéral de cesser de pénaliser
les agriculteurs et les agricultrices du
Québec par des politiques contraires à leurs
intérêts.

Avant que ne s'engage le débat, Mme la Vice-présidente informe l'Assemblée que, lors d'une réunion avec les leaders, il a été convenu de répartir également entre les deux groupes parlementaires le temps de parole alloué pour la discussion de cette motion à la présente séance; la durée de chacune des interventions ne sera soumise à aucune autre limite.

11 novembre 1987

Un débat s'ensuit sur la motion de M. Jolivet (Laviolette).

Le débat est ajourné sur la motion de M. Maltais (Saguenay).

À 17 h 54, l'Assemblée ajourne ses travaux à jeudi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement

M. le Président communique et dépose une lettre, en date du 12 novembre 1987, qu'il a reçue de M. Jacques Brassard, whip en chef de l'Opposition, concernant des nominations aux fonctions parlementaires suivantes:

- Chef de l'Opposition : M. Guy Chevrette (Joliette)
- Leader de l'Opposition : M. François Gendron (Abitibi-Ouest)
- Whip de l'Opposition : M. Jacques Brassard (Lac-Saint-Jean).
(Document n° 1101 de la session)

Affaires courantes

Les projets de loi suivants sont l'un après l'autre présentés et, sur la motion de leur auteur, l'Assemblée accepte d'en être saisie:

- 73 Loi modifiant le Code de la sécurité routière et la Loi sur l'assurance automobile - M. Côté, ministre des Transports;
- 74 Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne - M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation;
- 76 Loi sur le camionnage - M. Côté, ministre des Transports;
- 82 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et la Loi concernant les droits sur les divertissements en matière de taxes municipales - M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales;

- 84 Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public - M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources;
- 88 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec - M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales;
- 89 Loi sur les courses de chevaux - M. Levesque, ministre des Finances, au nom de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;
- 90 Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma - Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles;
- 93 Loi sur l'utilisation des produits pétroliers - M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources;
- 95 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu en matière d'appel sommaire - M. Séguin, ministre du Revenu;
- 96 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et la Loi sur la Commission municipale concernant la délimitation des districts électoraux municipaux - M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales;
- 97 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux - Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux;
- 101 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs - M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;
- 103 Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général - M. Levesque, ministre des Finances;
- 105 Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise - M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science:

Correspondance échangée en septembre et novembre 1987 entre le Ministre et les fédérations d'associations d'étudiants et d'étudiantes du Québec relativement à la réforme du régime québécois des prêts et bourses.

(Document n° 1102 de la session)

Par M. Côté, ministre des Transports:

Copies de documents distribués lors de la conférence de presse du 8 septembre 1987 à l'occasion de la vente de Québecair.

(Document n° 1103 de la session)

Par M. Rocheleau, ministre des Approvisionnements et Services:

Rapport annuel du ministère des Approvisionnements et Services, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1104 de la session)

Par M. Côté, ministre délégué aux Forêts:

Rapport du Comité sur le mesurage des bois récoltés dans les forêts du domaine public, présidé par M. Maltais, député de Saguenay.

(Document n° 1105 de la session)

Rapport du Comité sur la tarification des bois en forêt publique, co-présidé par Mme Bélanger, députée de Mégantic-Compton, et M. Thérien, député de Rousseau.

(Document n° 1106 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, sont présentés:

Trois extraits de pétitions adressées au Premier ministre du Québec pour qu'il trouve sans délai une solution acceptable et pacifique afin de réparer l'injustice dont sont victimes les 306 employés qui n'ont pas été réembauchés à la suite de la vente du Manoir Richelieu:

- par M. Laporte (Sainte-Marie), extrait d'une pétition portant 8 745 signatures;
(Document n° 1107 de la session)
- par M. Hamel (Sherbrooke), extrait d'une pétition portant 3 192 signatures;
(Document n° 1108 de la session)
- par M. Leclerc (Taschereau), extrait d'une pétition portant 13 701 signatures.
(Document n° 1109 de la session)

Et par M. Jolivet (Laviolette):

Extrait d'une pétition signée par 1 036 citoyens du Québec demandant au Gouvernement d'assurer le libre accès au territoire de la réserve du Saint-Maurice.

(Document n° 1110 de la session)

Extrait d'une pétition signée par 575 membres de la Société Saint-Jean-Baptiste de Shawinigan-Sud demandant au ministère de la Santé et des Services sociaux de réviser ses positions à l'égard des personnes âgées afin de subvenir à tous leurs besoins pressants.

(Document n° 1111 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose:

Que l'Assemblée nationale adresse ses félicitations au cinéaste québécois, M. André Mélançon, qui a mérité le prix du Jury pour son film, *Bach et Bottine*, lors de la tenue du premier Festival du cinéma francophone qui a eu lieu en Martinique la semaine dernière.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

12 novembre 1987

La motion est adoptée.

Mme Harel (Maisonnette), propose:

Que l'Assemblée nationale félicite les entreprises québécoises qui ont mérité des prix Méritas décernés durant la Semaine de santé et sécurité au travail, pour les résultats excellents que ces entreprises ont obtenus.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Filion (Taillon) présente une motion qui ne peut être débattue, faute de consentement unanime.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission de l'aménagement et des équipements pour les fins suivantes:

- l'étude détaillée du projet de loi 29, Loi sur le Conseil de la conservation et de l'environnement; et
- la vérification des engagements financiers du ministère de l'Environnement (septembre 1986 à juillet 1987).

M. le Vice-président avise l'Assemblée que les commissions suivantes se réuniront pour la vérification des engagements financiers:

- La Commission des institutions, pour ceux concernant les Affaires autochtones et ceux relevant du Solliciteur général.
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère de l'Énergie et des Ressources (secteurs Mines et Forêts).

12 novembre 1987

M. le Vice-président informe l'Assemblée que, d'un commun accord, l'interpellation prévue pour le vendredi 20 novembre 1987 aura lieu le jeudi 19 novembre de 10 h 00 à 12 h 00. M. Brassard (Lac-Saint-Jean) s'adressera alors à M. Rémillard, ministre des Relations internationales et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, relativement au sujet suivant:

Le contentieux fédéral-provincial et ses conséquences économiques pour le Québec.

Conformément à l'article 309 du Règlement, M. le Vice-président fait part à l'Assemblée de la tenue d'un débat de fin de séance qui aura lieu à la demande de M. Desbiens (Dubuc) et portera sur une question adressée à M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, concernant le sort que le Gouvernement réserve aux territoires fauniques.

Affaires du jour

M. Côté, ministre des Transports propose que le principe du projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Blais (Terrebonne).

À 17 h 58, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 77, Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les bureaux d'enregistrement, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 77 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 77 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 78, Loi modifiant la Loi sur les renvois à la Cour d'appel, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 78 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 78 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 71, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 71 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 71 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

12 novembre 1987

Il est procédé au débat de fin de séance.

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, répond à la question soulevée par M. Desbiens (Dubuc) concernant le sort des territoires fauniques.

À 21 h 34, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement

M. le Président communique une lettre que M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, lui a adressée pour l'aviser de la nomination de M. Jean-Pierre Jolivet à titre de leader adjoint de l'Opposition.

M. le Président dépose ensuite:

- la lettre mentionnée ci-dessus, en date du 17 novembre 1987.
(Document n° 1112 de la session)
 - le diagramme de l'Assemblée nationale, 1^{re} session, 33^e Législature, en date du 17 novembre 1987.
(Document n° 1113 de la session)
-

Affaires courantes

Il est procédé au dépôt des documents suivants:

Par M. Côté, ministre délégué aux Forêts:

Rapport annuel de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1114 de la session)

17 novembre 1987

Par M. Bélanger (Laval-des-Rapides):

Rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 12 novembre 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 63 Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique et la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires sociales - Rapporté sans amendement.
(Document n° 1115 de la session)

Par M. Rochefort (Gouin):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 12 novembre 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 29 Loi sur le Conseil de la conservation et de l'environnement - Rapporté avec des amendements.
(Document n° 1116 de la session)

Par M. Richard (Nicolet), du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement:

Extrait d'une pétition signée par 7 000 citoyens du Québec demandant au Gouvernement de modifier le Code de la sécurité routière afin de permettre à toute personne handicapée d'obtenir un permis de stationnement.

(Document n° 1117 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

17 novembre 1987

Mme Blackburn (Chicoutimi) propose:

Que l'Assemblée nationale adresse ses félicitations et ses remerciements aux commissaires d'écoles qui ont été élus à l'occasion des élections scolaires.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Dutil, ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, propose:

Que l'Assemblée nationale souligne la Semaine de sensibilisation aux effets des drogues qui se tient à l'échelle nationale du 15 au 21 novembre 1987.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

Que cette Assemblée félicite Pierre Harvey pour l'obtention du prix Maurice-Richard, décerné annuellement par la Société Saint-Jean-Baptiste.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission de l'éducation pour entendre les intéressés et étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé:

237 Loi sur la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal;

242 Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal.

Mme la Vice-présidente avise l'Assemblée que les commissions suivantes se réuniront afin de vérifier des engagements financiers:

- La Commission des institutions, pour ceux relevant du Solliciteur général;
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère de l'Énergie et des Ressources (secteur Forêts).

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement:

- La Commission des institutions, pour les engagements financiers du ministère des Relations internationales et ceux des Affaires intergouvernementales canadiennes;
- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux relevant du ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor;
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère du Tourisme;
- La Commission de la culture, pour ceux du ministère des Affaires culturelles.

Mme la Vice-présidente informe l'Assemblée que le débat de la prochaine séance sur les affaires inscrites en vertu de l'article 97 du Règlement se poursuivra sur la motion de M. Jolivet (Laviolette), laquelle se lit comme suit:

Que cette Assemblée demande au Gouvernement libéral de cesser de pénaliser les agriculteurs et les agricultrices du Québec par des politiques contraires à leurs intérêts.

17 novembre 1987

Affaires du jour

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 46, Loi sur le financement agricole, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 18 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 46, Loi sur le financement agricole.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

À 21 h 52, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires du jour

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que le principe du projet de loi 46, Loi sur le financement agricole, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 46 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, le projet de loi 46 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Côté, ministre des Transports, proposant que le principe du projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, soit maintenant adopté.

À la demande de M. Jolivet, leader adjoint de l'Opposition, et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 102 du Règlement, M. Blais (Terrebonne) est autorisé à poursuivre ultérieurement, au cours de la présente séance, son intervention déjà commencée lors de l'ajournement du débat le 12 novembre 1987.

Le débat se poursuit.

18 novembre 1987

Le débat est ajourné sur la motion de M. Boulerice (Saint-Jacques).

À 12 h 53, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

M. le Président communique et dépose une lettre que M. Jacques Rochefort, député de Gouin, lui a adressée pour l'aviser de sa décision de siéger à titre de membre indépendant de l'Assemblée, à compter du 18 novembre 1987.

(Document n° 1118 de la session)

Affaires courantes

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu:

Analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec en date du 31 décembre 1986.

(Document n° 1119 de la session)

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce:

Rapport annuel de la Société du parc industriel du Centre du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1120 de la session)

Par Mme Harel (Maisonneuve):

Extrait d'une pétition signée par 1 062 citoyens âgés et travailleurs du quartier Hochelaga - Maisonneuve demandant que le Centre d'accueil Notre-Dame-du-Rosaire soit reconstruit d'urgence dans ce quartier.

(Document n° 1121 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission des affaires sociales pour entendre les intéressés et étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 239, Loi constituant la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (F.I.I.Q.).

M. le Vice-président avise l'Assemblée que les commissions suivantes se réuniront afin de vérifier des engagements financiers:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Affaires municipales et du ministre responsable de l'Habitation.
- La Commission de la culture, pour ceux du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration et ceux du ministère des Communications.

Affaires du jour

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Jolivet (Laviolette), proposant en vertu de l'article 97 du Règlement:

Que cette Assemblée demande au Gouvernement libéral de cesser de pénaliser les agriculteurs et les agricultrices du Québec par des politiques contraires à leurs intérêts.

M. le Vice-président suspend le débat et répartit le temps de parole comme suit: à l'exception d'une réplique de 15 minutes réservée à l'auteur de la motion, chaque groupe parlementaire disposera d'un temps de parole égal, la durée de chacune des interventions n'étant soumise à aucune limite.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Jolivet (Laviolette).

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Pagé, ministre de l'Agriculture des Pêcheries et de l'Alimentation, au nom de M. Gratton, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 17 h 58, l'Assemblée ajourne ses travaux à jeudi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Dans une déclaration ministérielle, M. Levesque, ministre des Finances, annonce certaines mesures visant à faciliter l'émission de titres REA, notamment le report au 1^{er} mars 1987 de la date limite pour l'achat des actions des entreprises inscrites au régime et dont l'actif est inférieur à 250 millions de dollars.

Du consentement de l'Assemblée, M. Levesque dépose une annexe faisant partie intégrante de la déclaration et devant être reproduite intégralement au *Journal des débats*.

(Document n° 1122 de la session)

M. Parent (Bertrand) répond au nom de l'Opposition officielle, et le Ministre termine par une courte réplique.

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation relatifs aux projets de loi d'intérêt privé:

241 Loi sur Les Machines Distributrices Richelieu Inc.;

243 Loi concernant l'Organisation internationale des commissions de valeurs.

(Document n° 1123 de la session)

M. Cannon (La Peltrie), au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), présente le projet de loi d'intérêt privé 243, Loi concernant l'Organisation internationale des commissions de valeurs, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée, M. Saintonge (Laprairie) présente le projet de loi d'intérêt privé 241, Loi sur Les Machines Distributrices Richelieu Inc., et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que les projets de loi 241 et 243 soient renvoyés à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée, que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi et que les travaux soient dirigés par un président de séance.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Marx, ministre de la Justice:

Rapport annuel de la Commission des services juridiques, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1124 de la session)

Par M. Levesque, ministre des Finances:

Rapport annuel de la Société des loteries et courses du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1125 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté, sur la motion de M. Jolivet (Laviolette) proposant, en vertu de l'article 97 du Règlement:

Que cette Assemblée demande au Gouvernement libéral de cesser de pénaliser les agriculteurs et les agricultrices du Québec par des politiques contraires à leurs intérêts.

(Vote n° 125)

POUR

Blackburn	Dufour	Harel	Parent
Blais	Filion	Jolivet	(Bertrand)
Brassard	Garon	Juneau	Perron
Charbonneau	Gauthier	Paré	Vermette
Chevrette	Gendron		

CONTRE

Audet	Després	Leclerc	Picotte
Bacon	Dionne	Lefebvre	Polak
Baril	Dougherty	Legault	Richard
Beaudin	Doyon	Lemieux	Rivard
Bégin	Dubois	Levesque	Robic
Bélanger	Dutil	Lincoln	Rocheleau
(Laval-des-Rap.)	Farrah	MacDonald	Ryan
Bélanger	Forget	Maciocia	St-Roch
(Még.-Compton)	Fortin	Maltais	Savoie
Bélisle	French	Marcil	Séguin
Bissonnet	Gagnon-Tremblay	Marx	Sirros
Bourbeau	Gardner	Messier	Théoret
Bradet	Gauvin	Middlemiss	Thérien
Brouillette	Gervais	Pagé	Thuringer
Camden	Gobeil	Paradis	Tremblay
Cannon	Hains	(Brome-Miss.)	(Iberville)
Chagnon	Hétu	Paradis	Trépanier
Côté	Hovington	(Matapédia)	Trudel
(Charlesbourg)	Johnson	Parent	Vaillancourt
Côté	(Vaud.-Soulanges)	(Sauvé)	Vallerand
(Riv.-du-Loup)	Joly	Pelchat	Vallières
Dauphin	Khelfa	Philibert	

19 novembre 1987

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

Pour 17 Contre 78

M. Ryan, ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Science, propose:

Qu'à l'occasion du 150^e anniversaire des événements de 1837-1838, l'Assemblée nationale rende hommage aux Patriotes pour leur appui majeur et indéniable au progrès de la démocratie politique et du gouvernement responsable, et au développement d'une conscience nationale au Québec.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, propose:

Que la Commission de la culture procède à des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 90, Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma, et ce, après l'adoption du principe dudit projet de loi;

Que ladite Commission tienne des auditions publiques à compter du 3 décembre 1987;

Que les mémoires soient transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le 27 novembre 1987; et

Que la ministre des Affaires culturelles soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque la Commission du budget et de l'administration pour entendre les intéressés et étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé:

213 Loi concernant Gérard Parizeau, Ltée;

241 Loi sur Les Machines Distributrices Richelieu Inc.;

243 Loi concernant l'Organisation internationale des commissions de valeurs.

M. le Vice-président donne avis des réunions des commissions suivantes:

- La Commission de la culture, pour la vérification des engagements financiers du ministère des Communications.
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour la vérification des engagements financiers du ministère des Affaires municipales et du ministre responsable de l'Habitation.
- La Commission des institutions, pour des auditions publiques dans le cadre de son mandat d'examen des orientations, des activités et de la gestion de la Commission des droits de la personne.
- La Commission de la culture, pour une séance de travail.

M. le Vice-président avise l'Assemblée que le vendredi 27 novembre 1987 M. Fillion (Taillon) s'adressera à Mme Bacon, Vice-Première ministre et ministre des Affaires culturelles, dans le cadre de l'interpellation qui portera sur le recul du français au Québec.

Affaires du jour

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil, soit maintenant adopté.

19 novembre 1987

Un débat s'ensuit.

À 18 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 87 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 87 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

À 22 h 05, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Gratton, leader du gouvernement:

Liste des organismes qui seront invités à se faire entendre à la Commission de la culture lors des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 90, Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma.

(Document n° 1126 de la session)

Par M. Parent (Sauvé):

Rapport de la Commission de l'éducation qui, le 17 novembre 1987, a étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

237 Loi sur la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal -
Rapporté avec amendements.

(Document n° 1127 de la session)

Sur la motion de M. Parent (Sauvé), le rapport relatif au projet de loi d'intérêt privé 237 est adopté.

Par M. Trudel (Bourget):

Rapport de la Commission de la culture qui, les 18 et 19 novembre 1987, a vérifié les engagements financiers des ministères des Affaires culturelles, des Communautés culturelles et de l'Immigration, et des Communications (janvier à septembre 1987).

(Document n° 1128 de la session)

Par Mme Harel (Maisonneuve):

Extrait d'une pétition signée par 1 170 citoyens du quartier Hochelaga - Maisonneuve à Montréal demandant que soient construits d'urgence, dans leur quartier, de nouveaux logements sociaux, HLM et coopératives.

(Document n° 1129 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

Que cette Assemblée félicite les Redmen de l'Université McGill pour avoir remporté le championnat canadien de football inter-universitaire.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit;

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des affaires sociales, pour entendre les intéressés et étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 239, Loi constituant la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (F.I.I.Q).
- La Commission du budget et de l'administration, pour entendre les intéressés et étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé:

213 Loi concernant Gérard Parizeau, Ltée;

241 Loi sur Les Machines Distributrices Richelieu Inc.;

243 Loi concernant l'Organisation internationale des commissions de valeurs.

Avis est donné du report, au 19 janvier 1988, de la consultation générale sur la politique de la santé mentale, tous les mémoires devant être transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le 7 janvier 1988.

M. le Vice-président avise l'Assemblée de diverses réunions de commissions:

Concernant la vérification des engagements financiers

- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux.
- La Commission de l'éducation, pour ceux du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science.
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique.

Concernant la surveillance des organismes publics

- La Commission des institutions, pour des auditions publiques dans le cadre de son mandat d'examen des orientations, des activités et de la gestion de la Commission des droits de la personne.

- La Commission de l'éducation, pour l'examen des orientations, des activités et de la gestion du Conseil des collèges.

M. le Vice-président informe l'Assemblée que le débat de la prochaine séance sur les affaires inscrites en vertu de l'article 97 du Règlement portera sur la motion de M. Brassard (Lac-Saint-Jean), laquelle se lit comme suit:

Que cette Assemblée demande au gouvernement libéral de modifier radicalement son attitude inefficace qui ne règle pas à l'avantage du Québec les dossiers fédéraux-provinciaux ayant des retombées économiques majeures pour le Québec.

Affaires du jour

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Côté, ministre des Transports, proposant que le principe du projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 62 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 62 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

24 novembre 1987

M. Côté, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 73, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et la Loi sur l'assurance automobile, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

À 17 h 50, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 82, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et la Loi concernant les droits sur les divertissements en matière de taxes municipales.

Un débat s'ensuit.

24 novembre 1987

Le débat est ajourné sur la motion de M. Dufour (Jonquière).

À 21 h 51, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires du jour

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, proposant que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 82, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et la Loi concernant les droits sur les divertissements en matière de taxes municipales.

Le débat se poursuit.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le débat est ajourné.

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Un débat s'ensuit.

Au cours de son intervention, M. Chevette, chef de l'Opposition officielle, propose, en vertu de l'article 241 du Règlement, la motion de scission suivante:

Que le projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit scindé en deux projets de loi: un premier intitulé "Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et concernant la formation médicale post-doctorale" et comprenant l'article 1, et un deuxième projet de loi intitulé "Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et concernant les conflits d'intérêts chez les cadres supérieurs", ce projet contenant les articles 2 à 15 inclusivement.

M. le Vice-président accepte quelques interventions sur la recevabilité de cette motion, après quoi il suspend la séance à loisir afin de prendre la question en délibéré.

DÉCISION DE LA PRÉSIDENCE

À la reprise des travaux, M. le Vice-président déclare recevable la motion de scission en invoquant le motif qui suit:

Le Règlement reconnaît qu'une loi peut contenir plusieurs principes et, de ce fait, un projet de loi qui la modifie peut comporter plusieurs principes et être scindé, à condition que les projets de loi qui en résultent soient intrinsèquement cohérents.

Puis, M. le Vice-président répartit le temps de parole pour les besoins du débat restreint qui devra prendre fin à 13 h 00. Tel que convenu lors d'une réunion avec les leaders, le temps global sera partagé également entre les deux groupes parlementaires, à l'exception d'un droit de parole de 10 minutes dont disposera le député indépendant.

Un débat restreint s'ensuit sur la motion proposant la scission du projet de loi 97.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, ce vote est reporté à la période des affaires courantes de la présente séance.

À 12 h 54, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Affaires courantes

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation relatifs aux projets de loi d'intérêt privé:

232 Loi concernant la ville de Saint-Léonard;

233 Loi concernant la ville de Rock Forest;

247 Loi concernant la ville de Vaudreuil.

(Document n° 1130 de la session)

Les projets de loi d'intérêt privé suivants sont l'un après l'autre présentés et, sur la motion de leur auteur, l'Assemblée accepte d'en être saisie:

232 Loi concernant la ville de Saint-Léonard - M. Bissonnet, député de Jeanne-Mance;

233 Loi concernant la ville de Rock Forest - M. Vaillancourt, député d'Orford;

247 Loi concernant la ville de Vaudreuil - M. Marcil, député de Beauharnois.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que les projets de loi d'intérêt privé 232, 233 et 247 soient renvoyés à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Lincoln, ministre de l'Environnement:

Rapports annuels du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James, pour les exercices financiers terminés les 31 mars 1983, 1984, 1985 et 1986.

(Documents n^{os} 1131, 1132, 1133, 1134 de la session)

Rapport annuel de la Société québécoise d'assainissement des eaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1135 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Au moment prévu pour les votes reportés, du consentement de l'Assemblée il est plutôt procédé à un vote à main levée, sur la motion de M. Chevrette, chef de l'Opposition officielle, proposant la scission du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Cette motion est rejetée.

Du consentement de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission des affaires sociales procède à des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux, et ce, après l'adoption du principe dudit projet de loi;

25 novembre 1987

Que ladite commission tienne des auditions publiques les 3, 4 et 7 décembre 1987 selon l'horaire ci-après indiqué:

Le jeudi 3 décembre 1987

15 h 00 à 15 h 20	Déclaration d'ouverture de Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux
15 h 20 à 15 h 40	Déclaration d'ouverture du porte-parole de l'Opposition officielle
15 h 40 à 16 h 00	Autres remarques préliminaires
16 h 00 à 17 h 00	Association des hôpitaux du Québec
17 h 00 à 18 h 00	Conférence des CRSSS
20 h 00 à 21 h 00	Association des centres d'accueil du Québec
21 h 00 à 22 h 00	Regroupement des fondations hospitalières anglophones
22 h 00 à 23 h 00	Association des directeurs généraux des services de santé et des services sociaux du Québec
23 h 00 à 24 h 00	Association des administrateurs de services de santé et des services sociaux du Québec.

Le vendredi 4 décembre 1987

11 h 00 à 12 h 00	Fédération des centres locaux de services communautaires du Québec (CLSC)
12 h 00 à 13 h 00	Regroupement des fondations hospitalières francophones.

Le lundi 7 décembre 1987

11 h 30 à 12 h 30	Association des centres de services sociaux du Québec
-------------------	---

Quatorze heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Rapport annuel remis à l'Assemblée nationale par le Vérificateur général du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1136 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 26 novembre, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

243 Loi concernant l'Organisation internationale des commissions de valeurs - Rapporté sans amendement.

(Document n° 1137 de la session)

Sur la motion de M. Lemieux (Vanier), le rapport relatif au projet de loi d'intérêt privé 243 est adopté.

Par M. Bélanger (Laval-des-Rapides):

Rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 25 novembre 1987, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

26 novembre 1987

239 Loi constituant la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (F.I.I.Q.) - Rapporté sans amendement.

(Document n° 1138 de la session)

Sur la motion de M. Bélanger (Laval-des-Rapides), le rapport relatif au projet de loi d'intérêt privé 239 est adopté.

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté, sur la motion de M. Brassard (Lac-Saint-Jean), présentée en vertu de l'article 97 du Règlement:

Que cette Assemblée demande au gouvernement libéral de modifier radicalement son attitude inefficace qui ne règle pas à l'avantage du Québec les dossiers fédéraux-provinciaux ayant des retombées économiques majeures pour le Québec.

(Vote n° 126)

POUR

Blackburn	Desbiens	Harel	Parent
Blais	Filion	Jolivet	(Bertrand)
Brassard	Garon	Juneau	Rocheffort
Charbonneau	Gauthier	Paré	Vermette
Chevrette	Gendron		

CONTRE

Audet	Dougherty	Leclerc	Richard
Bacon	Doyon	Lefebvre	Rivard
Beaudin	Dubois	Legault	Robic
Bégin	Dutil	Lemieux	Rocheleau
Bélanger	Farrah	Lemire	Ryan
(Laval-des-Rap.)	Forget	Lincoln	Saintonge
Bélisle	Fortier	Maciocia	St-Roch
Bleau	Fortin	Maltais	Savoie
Bourbeau	French	Marcil	Séguin
Bradet	Gardner	Marx	Sirros
Camden	Gauvin	Messier	Théoret
Cannon	Gobé	Middlemiss	Thuringer
Cardinal	Gratton	Pagé	Tremblay
Chagnon	Hamel	Paradis	(Iberville)
Côté	Héту	(Brome-Miss.)	Tremblay
(Charlesbourg)	Joly	Paradis	(Rimouski)
Côté	Kehoe	(Matapédia)	Trépanier
(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Pelchat	Trudel
Dauphin	Laporte	Philibert	Vaillancourt
Després	Latulippe	Polak	Vallières
Dionne	Lavoie-Roux	Poulin	

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

Pour 17 Contre 76

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose:

Que l'Assemblée nationale rende hommage à l'oeuvre de Mme Jehane Benoit, décédée le mardi 24 novembre dernier.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Chevette, chef de l'Opposition officielle, propose:

Que l'Assemblée nationale appuie le peuple haïtien dans sa démarche visant à rétablir la démocratie, la justice sociale et le respect des droits humains en Haïti.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Gendron, leader de l'Opposition, propose:

Que le nom de M. Claude Filion, député de Taillon, soit substitué à celui de M. Pierre Marc Johnson, député d'Anjou, en tant que proposeur du projet de loi 199, Loi modifiant la Charte de la langue française.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude détaillée des projets de loi:
 - 15 Loi modifiant la Loi sur les terres publiques agricoles et d'autres dispositions législatives;
 - 46 Loi sur le financement agricole.
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée des projets de loi:
 - 62 Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile;
 - 87 Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement, M. le Vice-président donne avis des réunions des commissions suivantes:

- La Commission des institutions, pour des auditions publiques dans le cadre de son mandat d'examen des orientations, des activités et de la gestion de la Commission des droits de la personne.
 - La Commission du budget et de l'administration, pour la vérification des engagements financiers des organismes relevant de la Vice-présidente du Conseil exécutif.
 - La Commission de l'économie et du travail, pour la vérification des engagements financiers du ministère du Travail.
-

Affaires du jour

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 97 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 97 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

À 18 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

26 novembre 1987

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, proposant que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 82, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et la Loi concernant les droits sur les divertissements en matière de taxes municipales.

Le débat se poursuit.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le débat est ajourné.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, proposant que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec.

Le débat se poursuit.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le débat est ajourné.

Sur la motion de M. Gratton, l'Assemblée ajourne ses travaux au mardi 1^{er} décembre 1987, à 10 h 00.

En conséquence, la séance est levée à 22 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu:

Rapport annuel de la Commission des normes du travail, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1139 de la session)

Par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales:

Rapport annuel de la Société d'aménagement de l'Outaouais, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1140 de la session)

Par M. le Président:

Rapport du Comité d'étude extra-parlementaire sur les régimes de pensions des membres de l'Assemblée nationale, en date du 1^{er} décembre 1987.

(Document n° 1141 de la session)

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, la décision suivante du Bureau de l'Assemblée:

- Décision 264, en date du 18 novembre 1987, concernant l'adoption d'un Règlement sur une allocation vestimentaire spéciale pour le Sergent d'armes pour l'année 1987

(Document n° 1142 de la session)

Par M. St-Roch (Drummond):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 13, 27, 29 octobre, et les 12 et 19 novembre 1987, a vérifié les engagements financiers des ministères du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (juillet 1986 - juillet 1987), des Transports (août - octobre 1986), de l'Environnement (septembre 1986 - juillet 1987), des Affaires municipales (décembre 1986 - avril 1987) et du ministre responsable de l'Habitation (décembre 1986 - juillet 1987).

(Document n° 1143 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapports de la Commission du budget et de l'administration qui, le 26 novembre 1987, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé:

213 Loi concernant Gérard Parizeau, Ltée - Rapporté sans amendement.

(Document n° 1144 de la session)

241 Loi sur Les Machines Distributrices Richelieu Inc. - Rapporté sans amendement.

(Document n° 1145 de la session)

Sur la motion de M. Lemieux (Vanier), les rapports relatifs aux projets de loi d'intérêt privé 213 et 241 sont adoptés.

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

Que cette Assemblée félicite l'Association québécoise de loisir pour personnes handicapées pour cette heureuse initiative qu'est le Prix réseau AQLPH.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Boulerice (Saint-Jacques) présente une motion qui ne peut être débattue, faute de consentement unanime.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission de l'aménagement et des équipements pour l'étude détaillée du projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil.

M. le Vice-président donne avis des réunions des commissions suivantes:

- La Commission de l'économie et du travail, pour la vérification des engagements financiers du ministère de l'Industrie et du Commerce.
- La Commission du budget et de l'administration, pour la vérification des engagements financiers du ministère des Approvisionnements et Services.

Affaires du jour

Mme Trépanier (Dorion) propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi d'intérêt privé 239, Loi constituant la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (F.I.I.Q.).

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 239 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier un amendement proposé par Mme Trépanier (Dorion) au projet de loi 239.

Le projet de loi d'intérêt privé 239 est amendé en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Mme Trépanier (Dorion) propose l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 239.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 239 est adopté.

M. Chagnon (Saint-Louis) propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi d'intérêt privé 243, Loi concernant l'Organisation internationale des commissions de valeurs.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 243 est adopté.

Du consentement de l'Assemblée, M. Chagnon (Saint-Louis) propose l'adoption du projet de loi 243.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 243 est adopté.

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 90, Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma.

Un débat s'ensuit.

À 13 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 90, Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, ce vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, proposant que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 82, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et la Loi concernant les droits sur les divertissements en matière de taxes municipales.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 82 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 82 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements, qui est convoquée à cette fin.

À 17 h 53, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Côté, ministre des Transports, proposant que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 73, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et la Loi sur l'assurance automobile.

Au cours de son intervention, Mme Harel (Maisonnette) propose, en vertu de l'article 241 du Règlement, la motion de scission suivante:

Que le projet de loi 73, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et la Loi sur l'assurance automobile, soit scindé en deux projets de loi: un premier intitulé "Loi modifiant le Code de la sécurité routière et la Loi sur l'assurance automobile", comprenant les articles 1 à 87 et 89 à 98, et un second projet de loi intitulé "Loi modifiant le Code de la sécurité routière concernant l'émission des certificats aux personnes handicapées" et comprenant l'article 88.

Mme la Vice-présidente suspend la séance à loisir afin de prendre la question en délibéré.

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

À la reprise des travaux, Mme la Vice-présidente permet des représentations de part et d'autre sur la recevabilité de la motion de scission, après quoi elle déclare cette motion irrecevable pour le motif que les deux projets de loi qui résulteraient de la scission du projet de loi 73 ne seraient pas intrinsèquement cohérents puisqu'ils découleraient tous les deux d'un même principe.

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 73, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et la Loi sur l'assurance automobile.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 73 est adopté.

1er décembre 1987

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 73 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Côté, ministre des Transports, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 76, Loi sur le camionnage.

Un débat s'ensuit.

Le mercredi 2 décembre 1987

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 76 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 76 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

Du consentement de l'Assemblée, M. Gratton propose:

Que la Commission de l'aménagement et des équipements procède à des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 76, Loi sur le camionnage, et ce, avant de procéder à l'étude détaillée dudit projet de loi;

Que ladite commission tienne des auditions publiques le lundi 7 décembre 1987, à la salle Louis-Joseph-Papineau, et entende les organismes suivants, et ce, selon l'horaire ci-après indiqué:

11 h 30 à 12 h 30 : Association du camionnage du Québec Inc.

12 h 30 à 13 h 30 : Association des propriétaires indépendants de camions-remorques et semi-remorques.

Que la durée de l'audition d'un organisme soit de 60 minutes réparties de la façon suivante: 20 minutes pour la durée de l'exposé et 40 minutes pour la durée des échanges avec les membres de la commission; et

1er décembre 1987

Que le ministre des Transports soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

À 01 h 24, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à ce matin, 10 h 00.

Le mardi 1^{er} décembre 1987, à 12 h 10, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Saintonge, vice-président de l'Assemblée, de Mme Trépanier, la représentante du Premier ministre, de M. Jolivet, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, et du Secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 12 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal;
- 239 Loi constituant la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (F.I.I.Q.);
- 243 Loi concernant l'Organisation internationale des commissions de valeurs.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

M. le Président communique et dépose les rapports de la Direction de la législation relatifs aux projets de loi d'intérêt privé:

229 Loi modifiant l'Acte pour incorporer "l'Institut Fraser";

249 Loi modifiant la charte de la Ville de Laval.

(Document n° 1146 de la session)

Mme Dougherty (Jacques-Cartier) présente le projet de loi d'intérêt privé 229, Loi modifiant l'Acte pour incorporer "l'Institut Fraser", et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 229 soit renvoyé à la Commission des institutions pour consultation et étude détaillée, et que le ministre de la Justice soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bélisle (Mille-Îles) présente le projet de loi d'intérêt privé 249, Loi modifiant la charte de la Ville de Laval, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 249 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée, et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Côté, ministre des Transports:

États financiers de l'Office des autoroutes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1147 de la session)

Par M. Marx, ministre de la Justice:

Rapport annuel du Fonds d'aide aux recours collectifs, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1148 de la session)

Par M. Côté, ministre délégué aux Forêts:

Rapport annuel de l'Office du crédit agricole du Québec relatif au programme de financement forestier, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1149 de la session)

Par M. Houde (Berthier), du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement:

Extrait d'une pétition signée par 1 902 pétitionnaires de Saint-Félix-de-Valois, de Joliette et d'autres régions demandant au Premier ministre du Québec de régulariser la situation des ex-employés du Manoir Richelieu.

(Document n° 1150 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée, au cours d'un complément de réponse M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dépose:

Copie de la correspondance échangée entre le 18 juin 1987 et le 4 novembre 1987 au sujet des subventions accordées pour 1987-1988 dans le cadre du Programme d'aide au développement des équipements de loisir (PADEL).

(Document n° 1151 de la session)

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté, sur la motion de Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, proposant que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 90, Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma.

(Vote n° 127)

POUR

Assad	Camden	Farrah	Hamel
Audet	Cannon	Filion	Harel
Bacon	Chagnon	Forget	Hétu
Beaudin	Chevrette	Fortier	Houde
Bégin	Ciaccia	Fortin	Hovington
Bélanger	Claveau	French	Johnson
(Laval-des-Rap.)	Côté	Gagnon-Tremblay	(Vaud.-Soulanges)
Bélisle	(Charlesbourg)	Gardner	Jolivet
Bissonnet	Côté	Garon	Juneau
Blackburn	(Riv.-du-Loup)	Gauthier	Kehoe
Blais	Cusano	Gauvin	Khelfa
Bleau	Dauphin	Gendron	Laporte
Boulerice	Desbiens	Gervais	Latulippe
Bourassa	Després	Gobé	Lavoie-Roux
Bourbeau	Dionne	Gobeil	Lefebvre
Bradet	Dougherty	Godin	Legault
Brassard	Dutil	Gratton	Lemire

Levesque	Paré	Rivard	Thérien
Lincoln	Parent	Robic	Thuringer
MacDonald	(Bertrand)	Rocheport	Tremblay
Maciocia	Parent	Rocheleau	(Iberville)
Maltais	(Sauvé)	Ryan	Tremblay
Marcil	Pelchat	Saintonge	(Rimouski)
Marx	Philibert	St-Roch	Trépanier
Messier	Picotte	Savoie	Trudel
Paradis	Polak	Séguin	Vaillancourt
(Brome-Miss.)	Poulin	Sirros	Vallerand
Paradis	Rémillard	Théoret	Vallières
(Matapédia)	Richard		

CONTRE

(Aucun)

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour 104 Contre 0

En conséquence, le principe du projet de loi 90 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 90 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture.

M. Brassard (Lac-Saint-Jean) propose:

Que siègent à titre de membres:

- M. Parent (Bertrand), à la Commission de l'aménagement et des équipements;
- Mme Juneau (Johnson), à la Commission des affaires sociales; et
- M. Jolivet (Laviolette), à la Commission des institutions.

La motion est adoptée.

2 décembre 1987

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque la Commission de l'aménagement et des équipements pour l'étude détaillée du projet de loi 73, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et la Loi sur l'assurance automobile.

M. le Vice-président avise l'Assemblée que la Commission de l'aménagement et des équipements se réunira pour élire un président et tenir une séance de travail.

Affaires du jour

M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 74, Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 13 h 04, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 74, Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le débat est ajourné.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 79, Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 79 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 79 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 72, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Commission municipale.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Gendron, leader de l'Opposition, le débat est ajourné.

À 17 h 47, du consentement de l'Assemblée, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, proposant que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 74, Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

2 décembre 1987

En conséquence, le principe du projet de loi 74 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 74 est renvoyé à la Commission du budget et de l'administration, dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

Mme Robic, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 68, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 68 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 68 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture, dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

Avis est donné que cette commission débutera ses travaux immédiatement.

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 101, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs.

Un débat s'ensuit.

Le jeudi 3 décembre 1987

Sur la motion de M. Jolivet, leader adjoint de l'Opposition, le débat est ajourné.

2 décembre 1987

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, il est ordonné:

Que le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 101 se terminera à la prochaine séance par une seule intervention de l'Opposition officielle et la réplique du ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

À 02 h 14, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à ce matin, 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Diagramme de l'Assemblée nationale, 1^{re} session, 33^e Législature, en date du 3 décembre 1987.

(Document n° 1152 de la session)

Par M. Parent (Sauvé):

Rapport de la Commission de l'éducation qui, les 25 et 26 novembre 1987, a examiné les orientations, les activités et la gestion du Conseil des collèges.

(Document n° 1153 de la session)

Rapport de la Commission de l'éducation qui, le 24 novembre 1987, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science (juillet - septembre 1987) et certains engagements d'août, septembre et décembre 1986.

(Document n° 1154 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des institutions, pour l'étude détaillée des projets de loi:
 - 71 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires;
 - 77 Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les bureaux d'enregistrement;
 - 78 Loi modifiant la Loi sur les renvois à la Cour d'appel.
- La Commission de la culture, pour des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 90, Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma.
- La Commission des affaires sociales, pour des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
- D'un commun accord, la Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée du projet de loi 73, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et la Loi sur l'assurance automobile.
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée des projets de loi:
 - 79 Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités;
 - 82 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et la Loi concernant les droits sur les divertissements en matière de taxes municipales;
 - 87 Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil.

M. Gratton avise l'Assemblée que la Commission des affaires sociales entreprendra une consultation générale et tiendra des auditions publiques sur le projet de politique de santé mentale, à compter du 5 janvier 1988, les mémoires devant être transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le 9 décembre 1987.

Du consentement de l'Assemblée, il est procédé au dépôt de l'horaire des travaux de cette commission.

(Document n° 1155 de la session)

Affaires du jour

M. Séguin, ministre du Revenu, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 95, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu en matière d'appel sommaire.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 95 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 95 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration, dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 84, Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de Mme Hovington (Matane), le débat est ajourné.

À 13 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 84, Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 84 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 84 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 93, Loi sur l'utilisation des produits pétroliers.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Claveau (Ungava), le débat est ajourné.

À 18 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 93, Loi sur l'utilisation des produits pétroliers.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 93 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 93 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, proposant que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 101, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 101 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 101 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Picotte, ministre délégué aux Pêcheries, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Vallières (Richmond), le débat est ajourné.

3 décembre 1987

M. Marx, ministre de la Justice, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 75, Code de procédure pénale.

Le vendredi 4 décembre 1987

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 75 est adopté.

Sur la motion de M. Marx, au nom de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 75 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Marx, ministre de la Justice, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 98, Loi modifiant le Code civil en matière d'indexation de pensions alimentaires.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Filion (Taillon), le débat est ajourné.

À 00 h 30, sur la motion de M. Marx, ministre de la Justice, l'Assemblée ajourne ses travaux à ce matin 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

M. le Président communique et dépose les rapports de la Direction de la législation relatifs aux projets de loi d'intérêt privé:

216 Loi concernant la municipalité régionale de comté de la Rivière-du-Nord;

252 Loi concernant la ville de Salaberry-de-Valleyfield.
(Document n° 1156 de la session)

M. Thérien (Rousseau) présente le projet de loi d'intérêt privé 216, Loi concernant la municipalité régionale de comté de la Rivière-du-Nord, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Marcil (Beauharnois) présente le projet de loi d'intérêt privé 252, Loi concernant la ville de Salaberry-de-Valleyfield, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que les projets de loi d'intérêt privé 216 et 252 soient renvoyés à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée, et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

4 décembre 1987

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, est retiré le projet de loi 216, Loi concernant la Municipalité régionale de comté de La Rivière-du-Nord, lequel figure à l'article 57 du *Feuilleton* du 4 décembre 1987.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation:

Rapport annuel de la Régie des grains du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1157 de la session)

Par M. Dutil, ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux:

Rapport d'étape intitulé: *Le transport ambulancier au Québec : État de la situation et options*, en date de novembre 1987.

(Document n° 1158 de la session)

Par M. Trudel (Bourget):

Rapport de la Commission de la culture qui, le 2 décembre 1987, a étudié en détail le projet de loi:

68 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration - Rapporté sans amendement.

(Document n° 1159 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des affaires sociales, pour des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
- Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:
La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée des projets de loi:
 - 73 Loi modifiant le Code de la sécurité routière et la Loi sur l'assurance automobile;
 - 79 Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités;
 - 87 Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil.
- La Commission de l'éducation, pour l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 242, Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal.

Affaires du jour

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 89, Loi sur les courses de chevaux, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée, le débat se poursuit au-delà de 13 h 00.

Sur la motion de M. Richard (Nicolet), le débat est ajourné.

4 décembre 1987

À 13 h 40, sur la motion de M. Pagé ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, l'Assemblée ajourne ses travaux à lundi, 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Marx, ministre de la Justice:

Rapport annuel du Comité de la protection de la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1160 de la session)

Rapport annuel de la Société québécoise d'information juridique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1161 de la session)

Par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales:

Rapport annuel du ministère des Affaires municipales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1162 de la session)

Par M. Trudel (Bourget):

Rapport de la Commission de la culture qui, le 3 décembre 1987, a procédé à une consultation particulière dans le cadre de l'étude du projet de loi:

90 Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma.

(Document n° 1163 de la session)

Rapport de la Commission de la culture qui, les 19 et 20 août 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 28 Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels - Rapporté avec amendements.

(Document n° 1164 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 19 août, 13 octobre, 18 et 26 novembre et 1^{er} décembre 1987, a vérifié les engagements financiers des ministères des Finances, du Revenu et des Approvisionnements et Services, ainsi que des organismes relevant de la Vice-présidente du Conseil exécutif, du ministre délégué à l'Administration et Président du Conseil du Trésor, et du ministre délégué aux Finances et à la Privatisation.

(Document n° 1165 de la session)

Par M. St-Roch (Drummond):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 2 décembre 1987, a procédé à l'élection du président de la Commission.

(Document n° 1166 de la session)

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 2, 3 et 4 décembre 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 73 Loi modifiant le Code de la sécurité routière et la Loi sur l'assurance automobile - Rapporté avec amendements, dont un au titre.

(Document n° 1167 de la session)

Par M. Filion (Taillon):

Rapports de la Commission des institutions qui, le 3 décembre 1987, a étudié en détail les projets de loi:

- 71 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires - Rapporté avec amendements.

(Document n° 1168 de la session)

- 77 Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les bureaux d'enregistrement - Rapporté sans amendement.
(Document n° 1169 de la session)
- 78 Loi modifiant la Loi sur les renvois à la Cour d'appel - Rapporté sans amendement.
(Document n° 1170 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:
La Commission de l'aménagement et des équipements, pour des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 76, Loi sur le camionnage.
 - La Commission des affaires sociales, pour des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
 - La Commission des institutions, pour l'étude détaillée du projet de loi 75, Code de procédure pénale.
 - La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude détaillée des projets de loi:
- 15 Loi modifiant la Loi sur les terres publiques agricoles et d'autres dispositions législatives;
- 46 Loi sur le financement agricole.

Affaires du jour

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 89, Loi sur les courses de chevaux.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 89 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 89 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

Avis est donné des travaux de cette commission.

À 12 h 45, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, la séance est suspendue jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 49, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata), le débat est ajourné.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 99 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 99 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

À 18 h 01, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, proposant que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 72, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Commission municipale.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 72 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 72 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

7 décembre 1987

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, proposant que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec.

Sur la motion de M. Brassard (Lac-Saint-Jean), le débat est ajourné.

À 23 h 45, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Ryan, ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science:

Rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation sur l'état et les besoins de l'éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1171 de la session)

Rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1172 de la session)

Par M. Côté, ministre délégué aux Forêts:

État de dépenses encourues par le conseil d'administration de REXFOR lors d'une réunion tenue à Rivière-du-Loup les 16 et 17 juillet 1987.

(Document n° 1173 de la session)

Par M. Bélanger (Laval-des-Rapides):

Rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 3, 4 et 7 décembre 1987, a procédé à des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi:

- 97 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

(Document n° 1174 de la session)

Par M. St-Roch (Drummond):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 1^{er} et 3 décembre 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 82 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et la Loi concernant les droits sur les divertissements en matière de taxes municipales - Rapporté avec amendements.

(Document n° 1175 de la session)

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 7 décembre 1987, a procédé à des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi:

- 76 Loi sur le camionnage.

(Document n° 1176 de la session)

Par M. Charbonneau (Verchères):

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 12, 17, 18, 24 et 26 novembre et le 1^{er} décembre 1987, a vérifié des engagements financiers du ministère de l'Énergie et des Ressources - secteur mines (janvier à août 1987) et secteur forêts (septembre 1986 à août 1987) - ainsi que des engagements financiers des ministères du Tourisme, du Commerce extérieur et du Développement technologique, du Travail, et de l'Industrie et du Commerce (octobre 1986 à septembre 1987).

(Document n° 1177 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque aux fins d'étude détaillée, les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour le projet de loi 76, Loi sur le camionnage.
- La Commission des affaires sociales, pour le projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour les projets de loi:
 - 46 Loi sur le financement agricole;
 - 89 Loi sur les courses de chevaux.
- La Commission des institutions, pour le projet de loi 75, Code de procédure pénale.

M. le Vice-président donne avis d'une séance de la Commission de la culture concernant la retransmission à Radio-Québec de la période de questions à l'Assemblée nationale.

Affaires du jour

M. Ryan, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 92, Loi modifiant la Loi sur le Barreau concernant la création du Barreau de Longueuil.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 92 est adopté.

Sur la motion de M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, au nom de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 92 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation, dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 91, Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé et la Loi sur le ministère de l'Éducation.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 91 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 91 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation, dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Gratton convoque la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation pour l'étude détaillée du projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes.

À 13 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Marx, ministre de la Justice, proposant que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 98, Loi modifiant le Code civil en matière d'indexation de pensions alimentaires.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 98 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 98 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Marx, ministre de la Justice, proposé que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 80, Loi modifiant la Loi sur le courtage immobilier.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 80 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 80 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, proposant que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec.

Sur la motion de M. Jolivet, leader adjoint de l'Opposition, le débat est ajourné.

8 décembre 1987

À 17 h 45, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

M. Dutil, ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, présente le projet de loi 94, Loi sur le Conseil de la famille, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport de la Direction de la législation relatif au projet de loi d'intérêt privé:

230 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

(Document n° 1178 de la session)

Mme Trépanier (Dorion) présente le projet de loi d'intérêt privé 230, Loi modifiant la charte de la ville de Montréal, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 230 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée, et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Gratton, ministre du Tourisme:

Rapport annuel du ministère du Tourisme, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1179 de la session)

Rapport annuel de la Société du Palais des congrès de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1180 de la session)

Par M. Richard (Nicolet):

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, les 26 novembre et 7 décembre 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 15 Loi modifiant la Loi sur les terres publiques agricoles et d'autres dispositions législatives - Rapporté avec amendements.

(Document n° 1181 de la session)

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 8 décembre 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 99 Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes - Rapporté sans amendement.

(Document n° 1182 de la session)

Par M. Trudel (Bourget):

Rapport de la Commission de la culture qui, le 8 décembre 1987, a entendu M. Jacques Girard, président-directeur général de Radio-Québec, relativement au changement de programmation de la retransmission de la période de questions à l'Assemblée nationale.

(Document n° 1183 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

Aux fins d'étude détaillée de projets de loi publics

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour les projets de loi:
 - 76 Loi sur le camionnage;
 - 87 Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil.
- La Commission du budget et de l'administration, pour le projet de loi 95, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu en matière d'appel sommaire.
- La Commission des institutions, pour le projet de loi 75, Code de procédure pénale.
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour les projets de loi:
 - 46 Loi sur le financement agricole;
 - 89 Loi sur les courses de chevaux.
- La Commission de l'économie et du travail, pour les projets de loi:
 - 84 Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public;
 - 93 Loi sur l'utilisation des produits pétroliers.
- La Commission des affaires sociales, pour le projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Aux fins d'audition et d'étude détaillée de projets de loi d'intérêt privé

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour les projets de loi:

- 216 Loi concernant la municipalité régionale de comté de la Rivière-du-Nord;
 - 232 Loi concernant la ville de Saint-Léonard;
 - 233 Loi concernant la ville de Rock Forest;
 - 247 Loi concernant la ville de Vaudreuil;
 - 249 Loi modifiant la charte de la Ville de Laval;
 - 252 Loi concernant la ville de Salaberry-de-Valleyfield.
-

Affaires du jour

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, proposant que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 88 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 88 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

Avis est donné des travaux de cette Commission à l'égard du projet de loi 88.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 82, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et la Loi concernant les droits sur les divertissements en matière de taxes municipales, ainsi qu'un amendement proposé par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales.

Après débat, l'amendement est adopté.

9 décembre 1987

Le rapport amendé est adopté.

À 13 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, il est procédé à la prise en considération du rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes.

Après débat, le rapport est adopté.

M. French, ministre des Communications, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 67, Loi sur l'emblème aviaire.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 67 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 67 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture dont le ministre de l'Environnement sera membre.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 29, Loi sur le Conseil de la conservation et de l'environnement.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Desbiens (Dubuc), le débat est ajourné.

À 18 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Picotte, ministre délégué aux Pêcheries, propose l'adoption du projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 99 est adopté.

L'Assemblée reprend le débat sur l'adoption du rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 29, Loi sur le Conseil de la conservation et de l'environnement.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

9 décembre 1987

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi 28, Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, ainsi que des amendements proposés par M. French, ministre des Communications.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

À 21 h 17, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à jeudi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Dans une déclaration ministérielle, M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu, réaffirme l'engagement du gouvernement du Québec à l'égard de la réforme du régime d'aide sociale et annonce des propositions pour une politique de sécurité du revenu.

Mme Harel (Maisonnette) répond au nom de l'Opposition officielle, et le Ministre termine par une courte réplique.

M. Séguin, ministre du Revenu, présente le projet de loi 64, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose les rapports de la Direction de la législation relatifs aux projets de loi d'intérêt privé:

228 Loi concernant la Ville de Saint-Laurent;

244 Loi concernant Les Clairvoyants, Compagnie Mutuelle d'Assurance de Dommages;

245 Loi concernant la ville de Verdun;

248 Loi concernant La Société Autrichienne/Austrian Society;

259 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de La Malbaie.

(Document n° 1184 de la session)

M. Polak (Sainte-Anne) présente le projet de loi d'intérêt privé 245, Loi concernant la ville de Verdun, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Fortin (Marguerite-Bourgeoys) présente le projet de loi d'intérêt privé 228, Loi concernant la Ville de Saint-Laurent, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que les projets de loi d'intérêt privé 228 et 245 soient renvoyés à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée, et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi.

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le nom de M. Daniel Bradet, député de Charlevoix, est substitué à celui de M. André Boulerice, député de Saint-Jacques, à titre de proposeur du projet de loi d'intérêt privé 259, Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de La Malbaie, ces changements devant être effectués audit projet de loi.

M. Bradet (Charlevoix) présente le projet de loi d'intérêt privé 259, Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de La Malbaie, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 259 soit renvoyé à la Commission des institutions pour consultation et étude détaillée, et que le ministre de la Justice soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Fortin (Marguerite-Bourgeoys) présente le projet de loi d'intérêt privé 248, Loi concernant La Société Autrichienne/Austrian Society, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Tremblay (Iberville) présente le projet d'intérêt privé 244, Loi concernant Les Clairvoyants, Compagnie Mutuelle d'Assurance de Dommages, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que les projets de loi d'intérêt privé 244 et 248 soient renvoyés à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée, que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi et que les travaux soient dirigés par un président de séance.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu:

Document d'orientation intitulé: *Pour une politique de sécurité du revenu.*
(Document n° 1185 de la session)

Par M. Séguin, ministre du Revenu:

10 décembre 1987

Rapport annuel de la Régie des loteries et courses du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1186 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 9 décembre 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 95 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu en matière d'appel sommaire - Rapporté sans amendement.

(Document n° 1187 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

Aux fins d'étude détaillée de projets de loi publics

- De consentement pour déroger à l'article 143:
La Commission de la culture, pour les projets de loi:
 - 59 Loi modifiant la Loi sur le cinéma et la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications;
 - 90 Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma.
- La Commission des affaires sociales, pour le projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

- La Commission des institutions, pour le projet de loi 75, Code de procédure pénale.
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour les projets de loi:
 - 72 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Commission municipale;
 - 79 Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités;
 - 87 Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil;
 - 88 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec.
- La Commission du budget et de l'administration, pour le projet de loi 74, Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne.

Aux fins d'audition et d'étude détaillée de projets de loi d'intérêt privé

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour les projets de loi:
 - 228 Loi concernant la Ville de Saint-Laurent;
 - 230 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;
 - 245 Loi concernant la ville de Verdun.
- La Commission du budget et de l'administration, pour les projets de loi:
 - 244 Loi concernant Les Clairvoyants, Compagnie Mutuelle d'Assurance de Dommages;
 - 248 Loi concernant La Société Autrichienne/Austrian Society.
- La Commission des institutions, pour les projets de loi:
 - 229 Loi modifiant l'Acte pour incorporer "l'Institut Fraser";
 - 259 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de La Malbaie.

Affaires du jour

Conformément à l'article 304 du Règlement, M. Gauthier (Roberval), propose:

Que l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral qui a fait preuve de négligence grave et de mollesse en défendant mal les intérêts économiques du Québec dans le dossier des frégates.

Avant que ne s'engage le débat, du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné:

Que le débat sur la motion de censure sera d'une durée maximale de deux heures et pourra se poursuivre au-delà de 13 heures;

Que hormis les quinze minutes réservées à l'auteur de la motion pour son droit de réplique, le temps de parole sera réparti également entre les deux groupes parlementaires, la durée des interventions n'étant pas limitée à l'intérieur du temps global dévolu à chacun des groupes; et

Que le vote sur cette motion sera pris lors des affaires courantes de la prochaine séance.

Un débat s'ensuit sur la motion de M. Gauthier (Roberval).

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, ce vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 13 h 32, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose l'adoption du projet de loi 82, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et la Loi concernant les droits sur les divertissements en matière de taxes municipales.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 82 est adopté.

M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 105, Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 105 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 105 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

M. Lefebvre, au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 213, Loi concernant Gérard Parizeau, Ltée.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 213 est adopté.

10 décembre 1987

Il est procédé à la prise en considération du rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 73, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et la Loi sur l'assurance automobile.

Sur la motion de M. Garon (Lévis), le débat est ajourné.

À 18 h 05, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à vendredi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Levesque, ministre des Finances, présente le projet de loi 112, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Parent (Bertrand):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 1^{er}, 3, 4 et 9 décembre 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 87 Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil -
Rapporté avec amendements.

(Document n° 1188 de la session)

Par M. Charbonneau (Verchères):

Rapports de la Commission de l'économie et du travail qui, le 9 décembre 1987, a étudié en détail les projets de loi:

- 84 Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public - Rapporté
avec amendements.

(Document n° 1189 de la session)

11 décembre 1987

93 Loi sur l'utilisation des produits pétroliers - Rapporté avec amendements.

(Document n° 1190 de la session)

Par Mme Harel (Maisonnette):

Extrait d'une pétition signée par 2 726 citoyens et citoyennes du Québec demandant une intervention rapide pour que la *Loi sur les normes du travail* (L.R.Q., c.N-1.1) accorde sa protection aux gardiennes de métier.

(Document n° 1191 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté, sur la motion de M. Gauthier (Roberval) proposant, en vertu de l'article 304 du Règlement:

Que l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral qui a fait preuve de négligence grave et de mollesse en défendant mal les intérêts économiques du Québec dans le dossier des frégates.

(Vote n° 128)

POUR

Blackburn
Blais
Boulerice
Brassard
Charbonneau

Chevrette
Claveau
Dufour
Filion
Garon

Gauthier
Gendron
Godin
Harel
Jolivet

Juneau
Parent
(Bertrand)
Rochefort
Vermette

CONTRE

Assad	Cusano	Laporte	Rivard
Audet	Dauphin	Lavoie-Roux	Robic
Bacon	Després	Leclerc	Rocheleau
Baril	Dionne	Lefebvre	Ryan
Beaudin	Dougherty	Legault	Saintonge
Bégin	Doyon	Lemire	St-Roch
Bélanger	Dutil	Lincoln	Savoie
(Laval-des-Rap.)	Forget	MacDonald	Sirros
Bélanger	Fortier	Maltais	Théoret
(Még.-Compton)	French	Marcil	Thérien
Bélisle	Gardner	Marx	Thuringer
Bissonnet	Gauvin	Messier	Tremblay
Bleau	Gervais	Middlemiss	(Iberville)
Bourbeau	Gobé	Pagé	Tremblay
Bradet	Gobeil	Paradis	(Rimouski)
Camden	Gratton	(Brome-Miss.)	Trépanier
Cannon	Hains	Paradis	Trudel
Cardinal	Hamel	(Matapédia)	Vaillancourt
Chagnon	Hétu	Pelchat	Vallerand
Ciaccia	Hovington	Philibert	Vallières
Côté	Johnson	Polak	
(Charlesbourg)	Joly	Poulin	
Côté	Kehoe	Rémillard	
(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Richard	

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

Pour 19 Contre 84

Mme Robic, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, propose:

Que l'Assemblée nationale souligne le premier anniversaire de l'adoption de la déclaration du gouvernement du Québec sur les relations interethniques et interraciales, et réitère son appui unanime à cette déclaration.

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement, les commissions suivantes:

Aux fins d'étude détaillée de projets de loi publics

- La Commission de l'éducation, pour les projets de loi:
 - 91 Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé et la Loi sur le ministère de l'Éducation;
 - 92 Loi modifiant la Loi sur le Barreau concernant la création du Barreau de Longueuil.
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour le projet de loi 76, Loi sur le camionnage.
- La Commission du budget et de l'administration, pour le projet de loi 74, Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne.
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour le projet de loi 89, Loi sur les courses de chevaux.
- La Commission des institutions, pour le projet de loi 75, Code de procédure pénale.

Aux fins d'audition et d'étude détaillée de projets de loi d'intérêt privé

- La Commission de l'éducation, pour le projet de loi:
 - 242 Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal.
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour le projet de loi:
 - 245 Loi concernant la ville de Verdun.

Affaires du jour

M. le Vice-président informe l'Assemblée qu'à la demande du leader du gouvernement, il convoque les leaders des groupes parlementaires pour que, en application de l'article 249 du Règlement, une entente puisse être conclue à l'égard du moment où la Commission de l'aménagement et des équipements sera tenue de déposer son rapport sur le projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec.

M. Rivard (Rosemont) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 237, Loi sur la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 237 est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Saintonge (Laprairie) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 241, Loi sur Les Machines Distributrices Richelieu Inc.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 241 est adopté.

M. French, ministre des Communications, propose l'adoption du projet de loi 28, Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 28 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi 68, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Après débat, le rapport est adopté.

Conformément à l'article 249 du Règlement, M. le Vice-président informe l'Assemblée qu'aucun accord n'est intervenu entre les leaders des groupes parlementaires quant au délai accordé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour le dépôt du rapport sur le projet de loi 88.

En conséquence, invoquant l'article 251 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, propose:

Que la Commission de l'aménagement et des équipements, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec, mette fin à ses travaux quant à l'étude détaillée dudit projet de loi dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

Cette motion fera l'objet d'un débat à une prochaine séance.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 95, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu en matière d'appel sommaire.

11 décembre 1987

Après débat, le rapport est adopté.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Gendron, leader de l'Opposition, le débat est ajourné.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 96, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et la Loi sur la Commission municipale concernant la délimitation des districts électoraux municipaux.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée, le débat se poursuit au-delà de 13 h 00.

Sur la motion de M. Gendron, leader de l'Opposition, le débat est ajourné.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 69 est adopté.

11 décembre 1987

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 69 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

À 13 h 49, sur la motion de M. Lefebvre, l'Assemblée ajourne ses travaux à lundi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Du consentement de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement et ministre délégué à la Réforme électorale, présente le projet de loi 113, Loi modifiant le régime de pension et les autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Richard (Nicolet):

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, les 7, 8, 9 et 11 décembre 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 89 Loi sur les courses de chevaux - Rapporté avec amendements.
(Document n° 1192 de la session)

Par M. Parent (Bertrand):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 26 novembre 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 62 Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile - Rapporté sans amendement.
(Document n° 1193 de la session)

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 7, 8, 9 et 11 décembre 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 76 Loi sur le camionnage - Rapporté avec amendements.
(Document n° 1194 de la session)

Par M. Jolivet (Laviolette):

Rapports de la Commission de l'éducation qui, le 11 décembre 1987, a étudié en détail les projets de loi:

- 91 Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé et la Loi sur le ministère de l'Éducation - Rapporté avec amendement.
(Document n° 1195 de la session)

- 92 Loi modifiant la Loi sur le Barreau concernant le Barreau de Longueuil - Rapporté sans amendement.
(Document n° 1196 de la session)

- 242 Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal - Rapporté avec amendements.
(Document n° 1197 de la session)

Sur la motion de M. Jolivet (Laviolette), le rapport relatif au projet de loi d'intérêt privé 242 est adopté.

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque, aux fins d'étude détaillée, les commissions suivantes:

- La Commission du budget et de l'administration, pour le projet de loi 74, Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne.

- La Commission de la culture, pour le projet de loi 59, Loi modifiant la Loi sur le cinéma et la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications.
- La Commission des institutions, pour les projets de loi:
 - 75 Code de procédure pénale;
 - 80 Loi modifiant la Loi sur le courtage immobilier;
 - 98 Loi modifiant le Code civil en matière d'indexation de pensions alimentaires.
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour les projets de loi:
 - 69 Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik;
 - 72 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Commission municipale;
 - 79 Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour le projet de loi 46, Loi sur le financement agricole.

M. le Vice-président avise l'Assemblée que la Commission des institutions se réunira pour vérifier les engagements financiers relevant du Premier ministre et tenir ensuite une séance de travail.

Affaires du jour

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 232 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement et ministre délégué à la Réforme électorale, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 113, Loi modifiant le régime de pension et les autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale.

Un débat s'ensuit.

À 13 h 02, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 113, Loi modifiant le régime de pension et les autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 113 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 113 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'Assemblée nationale.

Du consentement de l'Assemblée, M. Brassard (Lac-Saint-Jean) propose:

Que M. Paré (Shefford) siège à titre de membre de la Commission de l'éducation en remplacement de M. Jolivet (Laviolette).

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Levesque, ministre des Finances, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 112, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 112 est adopté.

14 décembre 1987

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 112 est renvoyé en commission plénière.

M. Levesque, ministre des Finances, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 103 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 103 est renvoyé en commission plénière.

Sur la motion de M. Gratton, l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'examen successif des projets de loi 112 et 103.

L'examen en commission plénière étant terminé:

- le projet de loi 112 est rapporté avec amendement; le rapport est adopté;
- le projet de loi 103 est rapporté sans amendement; le rapport est adopté.

À 17 h 51, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 93, Loi sur l'utilisation des produits pétroliers, ainsi que des amendements proposés par M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport, amendé, est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 84, Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public.

Après débat, le rapport est adopté.

M. Lincoln, ministre de l'Environnement, propose l'adoption du projet de loi 29, Loi sur le Conseil de la conservation et de l'environnement.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 29 est adopté.

Mme Robic, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, propose l'adoption du projet de loi 68, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 68 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil, ainsi qu'un amendement proposé par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales.

L'amendement et le rapport, amendé, sont adoptés.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, proposant que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 96, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et la Loi sur la Commission municipale concernant la délimitation des districts électoraux municipaux.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 96 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 96 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Séguin, ministre du Revenu, propose l'adoption du projet de loi 95, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu en matière d'appel sommaire.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 95 est adopté.

À 22 h 14, sur la motion de M. Lefebvre, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 10 h 00.

Le lundi 14 décembre 1987, à 12 h 00, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. French, le représentant du Premier ministre, de M. Claveau, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, de Mme Trépanier la députée de Dorion, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 28 Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels;
- 82 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et la Loi concernant les droits sur les divertissements en matière de taxes municipales;
- 99 Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes;
- 213 Loi concernant Gérard Parizeau, Ltée;
- 237 Loi sur la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal;
- 241 Loi sur Les Machines Distributrices Richelieu Inc.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Les projets de loi suivants sont l'un après l'autre présentés et, sur la motion de leur auteur, l'Assemblée accepte d'en être saisie:

- 106 Loi sur les élections scolaires - M. Ryan, ministre de l'Éducation;
 - 107 Loi sur l'instruction publique - M. Ryan, ministre de l'Éducation;
 - 108 Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales et modifiant diverses dispositions législatives - M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor;
 - 111 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec - M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales.
-

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission de l'éducation procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 15 mars 1988 dans le cadre de l'étude des projets de loi suivants:

- Projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires;
- Projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique;

15 décembre 1987

Que les mémoires soient transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le 29 février 1988; et

Que le ministre de l'Éducation soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources:

Rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives pétrolières, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1198 de la session)

Par M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce:

Rapport annuel du ministère de l'Industrie et du Commerce, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1199 de la session)

Par M. le Président:

Copie d'une lettre adressée le 14 décembre 1987 au Président de l'Assemblée par M. Vallières, Whip en chef du gouvernement, pour que le nom de M. Michel Laporte (Sainte-Marie) soit substitué à celui de M. Michel Bissonnet (Jeanne-Mance) sur la liste des présidents de séance des commissions.

(Document n° 1200 de la session)

Du consentement de l'Assemblée, et sur motion de M. Vallières, il est ordonné que ce remplacement soit effectué malgré l'article 139 du Règlement.

Par M. Trudel (Bourget):

Rapport de la Commission de la culture qui, les 10 et 14 décembre 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 59 Loi modifiant la Loi sur le cinéma et la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications
- Rapporté avec amendements.

(Document n° 1201 de la session)

Rapport de la Commission de la culture qui, le 10 décembre 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 90 Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma - Rapporté avec amendements.

(Document n° 1202 de la session)

Par M. Parent (Bertrand):

Rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 14 décembre 1987, a étudié en détail les projets de loi:

- 72 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Commission municipale - Rapporté avec amendement.

(Document n° 1203 de la session)

- 79 Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités - Rapporté sans amendement.

(Document n° 1204 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission des affaires sociales procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 22 février 1988 afin d'étudier le document intitulé: *Pour une politique de sécurité du revenu*, ledit document ayant été déposé à l'Assemblée nationale le 10 décembre 1987;

Que les mémoires soient transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le 1^{er} février 1988; et

Que le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque aux fins d'étude détaillée, les commissions suivantes:

- La Commission de l'Assemblée nationale, pour le projet de loi 113, Loi modifiant le régime de pension et les autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale.
- La Commission des institutions, pour les projets de loi:
 - 75 Code de procédure pénale;
 - 80 Loi modifiant la Loi sur le courtage immobilier;
 - 98 Loi modifiant le Code civil en matière d'indexation de pensions alimentaires.
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour les projets de loi:
 - 69 Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik;
 - 88 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec.
- La Commission du budget et de l'administration, pour le projet de loi 74, Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne.

- La Commission de l'économie et du travail, pour le projet de loi 105, Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise.
- La Commission des affaires sociales, pour le projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour le projet de loi 46, Loi sur le financement agricole.

M. le Président avise l'Assemblée que la Commission de l'éducation se réunira pour élire un nouveau vice-président en exécution des articles 134 et 137 du Règlement.

Affaires du jour

M. Trudel (Bourget) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 242, Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 242 est adopté.

L'Assemblée prend en considération et adopte successivement, après débat, les rapports de la Commission de l'éducation relatifs aux projets de loi:

- 91 Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé et la Loi sur le ministère de l'Éducation;
 - 92 Loi modifiant la Loi sur le Barreau concernant la création du Barreau de Longueuil.
-

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que soient successivement adoptés les projets de loi suivants:

- 84 Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public;
- 93 Loi sur l'utilisation des produits pétroliers.

La motion est adoptée.

En conséquence, les projets de loi 84 et 93 sont adoptés.

À 11 h 43, du consentement de l'Assemblée, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

L'Assemblée prend en considération et adopte successivement, après débat, les rapports de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatifs aux projets de loi:

- 15 Loi modifiant la Loi sur les terres publiques agricoles et d'autres dispositions législatives;
- 89 Loi sur les courses de chevaux.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 49, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 49 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 49 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, propose:

Que soit révoqué l'ordre de renvoi à la Commission de la culture relativement au projet de loi 67, Loi sur l'emblème aviaire;

Que ledit projet de loi soit maintenant renvoyé en commission plénière; et

Que l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de procéder à l'étude détaillée de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Le projet de loi 67 est étudié en commission plénière et rapporté sans amendement; le rapport est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 248 du Règlement, M. French, ministre des Communications, propose l'adoption du projet de loi 67, Loi sur l'emblème aviaire.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 67 est adopté.

À 17 h 22, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

M. Richard (Nicolet) présente le projet de loi 193, Loi sur le redressement des limites territoriales de la municipalité de la paroisse de Sainte-Angèle, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné:

Que l'ordre des étapes de l'étude du projet de loi 193 soit celui réservé aux projets de loi d'intérêt privé; et

Que ledit projet de loi soit, en conséquence, renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements, dont sera membre le ministre des Affaires municipales pour la durée de l'étude détaillée.

M. le Président communique et dépose le rapport de la Direction de la législation relatif au projet de loi d'intérêt privé:

250 Loi modifiant la Charte de la ville de Québec.
(Document n° 1205 de la session)

M. Leclerc (Taschereau) présente le projet de loi d'intérêt privé 250, Loi modifiant la Charte de la ville de Québec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 250 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée, et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Côté, ministre des Transports:

Rapport annuel du Conseil de la recherche et du développement en transport, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1206 de la session)

Par Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux:

Rapport annuel du Conseil des affaires sociales et de la famille, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1207 de la session)

Rapport du Comité sur l'accessibilité des services de santé et des services sociaux du réseau aux communautés culturelles, présidé par M. Christos Sirros, député de Laurier.

(Document n° 1208 de la session)

Par M. le Président:

Rapport annuel du Protecteur du citoyen, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1986.

(Document n° 1209 de la session)

Par M. Bélanger (Laval-des-Rapides):

Rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 8, 9, 10 et 15 décembre 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 97 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux - Rapporté avec amendements.

(Document n° 1210 de la session)

Par M. Richard (Nicolet):

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, les 14 et 15 décembre 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 46 Loi sur le financement agricole - Rapporté avec amendements.

(Document n° 1211 de la session)

Par M. Paré (Shefford):

Rapport de la Commission de l'éducation qui, le 15 décembre 1987, a procédé à l'élection du vice-président de la Commission en exécution des articles 134 et 137 du Règlement.

(Document n° 1212 de la session)

Par M. Filion (Taillon):

Rapport de la Commission des institutions qui, les 7, 8, 9, 10, 11, 14 et 15 décembre 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 75 Code de procédure pénale - Rapporté avec amendements.

(Document n° 1213 de la session)

Rapports de la Commission des institutions qui, le 15 décembre 1987, a étudié en détail les projets de loi:

- 80 Loi modifiant la Loi sur le courtage immobilier - Rapporté sans amendement.

(Document n° 1214 de la session)

- 98 Loi modifiant le Code civil en matière d'indexation de pensions alimentaires - Rapporté avec amendements.

(Document n° 1215 de la session)

Par M. Charbonneau (Verchères):

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 15 décembre 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 105 Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise - Rapporté avec amendement.

(Document n° 1216 de la session)

Par M. Parent (Bertrand):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 10 et 15 décembre 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 88 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec - Rapporté avec amendements.

(Document n° 1217 de la session)

Par M. le Président:

Rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui, le 15 décembre 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 113 Loi modifiant le régime de pension et les autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale - Rapporté avec amendements.

(Document n° 1218 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

Que cette Assemblée félicite les lauréats du Mérite sportif québécois.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission de l'économie et du travail soit saisie de l'Accord du libre-échange entre le Canada et les États-Unis d'Amérique et, qu'à cette fin, elle siège aujourd'hui, le mercredi 16 décembre 1987, de 16 h 00 à 18 h 00 et de 20 h 00 à 22 h 00; et

Que le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique et le ministre des Relations internationales et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes soient membres de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée sans débat.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements:

- a) pour l'étude détaillée du projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik;
 - b) pour l'audition des intéressés et l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé:
- 216 Loi concernant la municipalité régionale de comté de la Rivière-du-Nord;
 - 232 Loi concernant la ville de Saint-Léonard;
 - 233 Loi concernant la ville de Rock Forest;
 - 245 Loi concernant la ville de Verdun;
 - 247 Loi concernant la ville de Vaudreuil;
 - 249 Loi modifiant la charte de la Ville de Laval;
 - 250 Loi modifiant la Charte de la ville de Québec;

252 Loi concernant la ville de Salaberry-de-Valleyfield.

- La Commission du budget et de l'administration, pour l'étude détaillée du projet de loi 74, Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne.
- La Commission de l'économie et du travail, pour accomplir le mandat que lui a confié l'Assemblée nationale relativement à l'Accord du libre-échange entre le Canada et les États-Unis d'Amérique.

Mme la Vice-présidente donne avis d'une séance de travail que tiendra la Commission de la culture.

Affaires du jour

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 108, Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales et modifiant diverses dispositions législatives.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 108 est adopté.

Sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 108 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

Avis est donné des travaux de cette commission.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi 90, Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma, ainsi que des amendements proposés par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles.

16 décembre 1987

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport, amendé, est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi 59, Loi modifiant la Loi sur le cinéma et la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications.

Après débat, le rapport est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, il est procédé à la prise en considération du rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi 46, Loi sur le financement agricole.

Le rapport est adopté.

À 12 h 22, du consentement de l'Assemblée, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

M. Levesque, ministre des Finances, propose l'adoption du projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 103 est adopté.

M. Levesque, ministre des Finances, propose l'adoption du projet de loi 112, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Au cours du débat qui s'ensuit, M. Levesque propose, en conformité avec l'article 257 du Règlement, que le projet de loi 112 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude de certains amendements aux articles 1, 2 et 3.

Le projet de loi est amendé en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

La motion portant adoption du projet de loi 112 est agréée.

En conséquence, le projet de loi 112 est adopté.

M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose l'adoption du projet de loi 91, Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé et la Loi sur le ministère de l'Éducation.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 91 est adopté.

M. Ryan, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose l'adoption du projet de loi 92, Loi modifiant la Loi sur le Barreau concernant la création du Barreau de Longueuil.

La motion est adoptée.

16 décembre 1987

En conséquence, le projet de loi 92 est adopté.

Du consentement de l'Assemblée, la séance est suspendue à loisir.

À la reprise des travaux, de consentement pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Séguin, ministre du Revenu, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 64, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

Après débat, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 64 est adopté.

Sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 64 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration, dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

À 17 h 17, du consentement de l'Assemblée, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

L'Assemblée adopte, sans plus ample débat, le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 73, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et la Loi sur l'assurance automobile.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 76, Loi sur le camionnage, ainsi que des amendements proposés par M. Côté, ministre des Transports.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport, amendé, est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, ainsi qu'un amendement proposé par M. Côté, ministre des Transports.

Après débat, l'amendement est adopté sur division.

Le rapport, amendé, est adopté sur division.

L'Assemblée prend en considération et adopte successivement, sans débat, les rapports de la Commission des institutions relatifs aux projets de loi:

- 61 Loi modifiant la Loi sur la division territoriale;
- 66 Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur;
- 71 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires;
- 77 Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les bureaux d'enregistrement;
- 78 Loi modifiant la Loi sur les renvois à la Cour d'appel.

16 décembre 1987

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 30, Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives.

Après débat, le rapport est mis aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, ce vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 111, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec.

Le jeudi 17 décembre 1987

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 111 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 111 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

L'Assemblée prend en considération et adopte successivement les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements relatifs aux projets de loi:

- 72 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Commission municipale -
Rapport adopté sur division, après débat;

- 79 Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités - Rapport adopté sans débat.
-

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose l'adoption du projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil.

Après débat, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 87 est adopté.

M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 54, Loi sur le registre des associations et entreprises, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 54 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 54 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

À 02 h 03, sur la motion de M. Lefebvre, l'Assemblée ajourne ses travaux à ce matin, 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

M. French, ministre des Communications, présente le projet de loi 110, Loi sur la Régie des télécommunications, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée pour déroger à l'article 232 du Règlement, M. Paradis, ministre du Travail, présente le projet de loi 114, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Ryan, ministre de l'Éducation:

Rapport annuel de la Commission consultative de l'enseignement privé, pour la période du 1^{er} juillet 1986 au 30 juin 1987.

(Document n° 1219 de la session)

Par M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation:

Rapport annuel du Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1220 de la session)

Rapport annuel de l'Office du crédit agricole du Québec relatif au programme de financement agricole, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1221 de la session)

Par M. Marx, ministre de la Justice:

Rapport annuel du ministère de la Justice, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1222 de la session)

Rapport annuel de la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1223 de la session)

Avant-projet de loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des obligations.

(Document n° 1224 de la session)

Par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales:

Rapport annuel de la Société de développement de la Baie-James et de ses entités affiliées, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1986.

(Document n° 1225 de la session)

Par M. Rocheleau, ministre des Approvisionnements et Services:

Rapport annuel du Bureau de la protection civile du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1226 de la session)

Par Mme Robic, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration:

Rapport annuel du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1227 de la session)

Rapport annuel du Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1228 de la session)

Par M. le Président:

Lettre datée du 11 décembre 1987 et signée par M. Chevette, chef de l'Opposition, concernant la désignation de M. Boulerice (Saint-Jacques), en remplacement de M. Paré (Shefford), à titre de membre du Bureau de l'Assemblée nationale.

(Document n° 1229 de la session)

Sur motion de M. Chevette cette désignation est agréée par l'Assemblée.

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 10, 11, 14, 15 et 16 décembre 1987, a étudié en détail le projet de loi:

74 Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne -
Rapporté avec amendements.

(Document n° 1230 de la session)

Par M. Filion (Taillon):

Rapport de la Commission des institutions qui, les 10, 12, 17, 18 novembre et 14 décembre 1987, a vérifié les engagements financiers concernant la Protection du consommateur, les Affaires autochtones, les Affaires intergouvernementales canadiennes, les ministères de la Justice, du Solliciteur général et des Relations internationales (janvier à juillet 1987) et ceux relevant de la compétence du Premier ministre (janvier 1986 à septembre 1987).

(Document n° 1231 de la session)

Par M. Parent (Bertrand):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 16 décembre 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 69 Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik - Rapporté avec amendements.

(Document n° 1232 de la session)

Rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 16 décembre 1987, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé:

- 216 Loi concernant la municipalité régionale de comté de la Rivière-du-Nord - Rapporté avec amendement.

(Document n° 1233 de la session)

- 232 Loi concernant la ville de Saint-Léonard - Rapporté avec amendements.

(Document n° 1234 de la session)

- 233 Loi concernant la ville de Rock Forest - Rapporté avec amendements.

(Document n° 1235 de la session)

- 245 Loi concernant la ville de Verdun - Rapporté avec amendements.

(Document n° 1236 de la session)

- 247 Loi concernant la ville de Vaudreuil - Rapporté avec amendement.

(Document n° 1237 de la session)

- 252 Loi concernant la ville de Salaberry-de-Valleyfield - Rapporté avec amendement.

(Document n° 1238 de la session)

Sur motion de M. Parent (Bertrand), les rapports relatifs aux projets de loi d'intérêt privé 216, 232, 233, 245, 247 et 252 sont adoptés.

Par M. Charbonneau (Verchères):

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a siégé le 16 décembre 1987 afin de se saisir de l'Accord du libre-échange entre le Canada et les États-Unis d'Amérique.

(Document n° 1239 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté, sur le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 30, Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives.

(Vote n° 129)

POUR

Assad	Dauphin	Kehoe	Philibert
Audet	Després	Khelfa	Picotte
Bacon	Dougherty	Laporte	Polak
Baril	Doyon	Lavoie-Roux	Poulin
Beaudin	Dubois	Leclerc	Rémillard
Bégin	Dutil	Lefebvre	Richard
Bélanger	Farrah	Legault	Rivard
(Laval-des-Rap.)	Forget	Lemieux	Robic
Bélanger	Fortier	Lemire	Rocheleau
(Még.-Compton)	Fortin	Levesque	Ryan
Bélisle	French	Lincoln	Saintonge
Bissonnet	Gagnon-Tremblay	MacDonald	St-Roch
Bleau	Gardner	Maciocia	Savoie
Bourbeau	Gauvin	Maltais	Séguin
Bradet	Gervais	Marcil	Théoret
Camden	Gobé	Marx	Thuringer
Cannon	Gobeil	Messier	Tremblay
Cardinal	Gratton	Middlemiss	(Iberville)
Chagnon	Hamel	Pagé	Tremblay
Ciaccia	Hétu	Paradis	(Rimouski)
Côté	Hovington	(Brome-Miss.)	Trépanier
(Charlesbourg)	Johnson	Paradis	Trudel
Côté	(Vaud.-Soulanges)	(Matapédia)	Vallerand
(Riv.-du-Loup)	Joly	Pelchat	Vallières

CONTRE

Blackburn	Claveau	Gendron	Parent
Blais	Desbiens	Godin	(Bertrand)
Boulerice	Dufour	Harel	Perron
Brassard	Filion	Jolivet	Rocheftort
Charbonneau	Garon	Juneau	Vermette
Chevrette	Gauthier	Paré	

Le rapport est adopté, les voix se divisant comme suit:

Pour 87 Contre 22

M. Côté, ministre des Transports, propose:

Que la journée du 18 décembre 1987 soit décrétée Journée nationale de l'Opération nez rouge.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 127 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que M. Rocheftort, député de Gouin, soit membre de la Commission des affaires sociales, et ce, conformément aux dispositions de l'article 123.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission du budget et de l'administration:

- a) pour l'étude détaillée du projet de loi 108, Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales et modifiant diverses dispositions législatives;
- b) pour l'audition des intéressés et l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé:

244 Loi concernant Les Clairvoyants, Compagnie Mutuelle d'Assurance de Dommages;

248 Loi concernant La Société Autrichienne-Austrian Society.

- La Commission de l'aménagement et des équipements:

- a) pour l'étude détaillée des projets de loi:

111 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec;

193 Loi sur le redressement des limites territoriales de la municipalité de la paroisse de Sainte-Angèle;

- b) pour l'audition des intéressés et l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé:

228 Loi concernant la Ville de Saint-Laurent;

230 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;

249 Loi modifiant la charte de la Ville de Laval;

250 Loi modifiant la Charte de la ville de Québec.

- La Commission des institutions, pour l'audition des intéressés et l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé:

229 Loi modifiant l'Acte pour incorporer "l'Institut Fraser";

259 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de La Malbaie.

Avis est donné des séances des commissions suivantes:

- La Commission des institutions, qui les 2, 3 et, au besoin, le 4 février 1988, procédera à l'étude du rapport préliminaire de la Commission de la représentation, conformément aux dispositions de l'article 28 de la *Loi sur la représentation électorale* (L.R.Q., c.R-24.1);

- La Commission des affaires sociales, qui les 5, 6, 7, 12, 13, 14, 19 et 20 janvier 1988, procédera à une consultation générale sur le projet de politique de santé mentale.

Du consentement de l'Assemblée, il est procédé au dépôt d'un nouvel horaire des travaux de cette dernière commission.

(Document n° 1240 de la session)

Affaires du jour

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale relatif au projet de loi 113, Loi modifiant le régime de pension et les autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale.

Le rapport est adopté sans débat.

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose l'adoption du projet de loi 90, Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 90 est adopté.

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose l'adoption du projet de loi 59, Loi modifiant la Loi sur le cinéma et la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications.

Après débat, la motion est adoptée.

17 décembre 1987

En conséquence, le projet de loi 59 est adopté.

M. Dutil, ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 94, Loi sur le Conseil de la famille.

Un débat s'ensuit.

À 12 h 50, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 94, Loi sur le Conseil de la famille.

Sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le débat est ajourné.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux, ainsi que des amendements proposés par Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux.

Après débat, les amendements sont adoptés sur division.

Le rapport, amendé, est adopté sur division.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 63, Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique et la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires sociales.

Le rapport est adopté sans débat.

M. Côté, ministre des Transports, propose l'adoption du projet de loi 76, Loi sur le camionnage.

Au cours du débat qui s'ensuit, M. Côté propose, en conformité avec l'article 257 du Règlement, que le projet de loi 76 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'un amendement qu'il propose audit projet de loi.

Le projet de loi est amendé en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

La motion portant adoption du projet de loi 76 est agréée.

En conséquence, le projet de loi 76 est adopté.

M. Côté, ministre des Transports, propose l'adoption du projet de loi 73, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives.

Au cours du débat qui s'ensuit, M. Côté propose que le projet de loi 73 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'un amendement qu'il propose audit projet de loi.

17 décembre 1987

Le projet de loi est amendé en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

La motion portant adoption du projet de loi 73 est agréée.

En conséquence, le projet de loi 73 est adopté.

À 18 h 04, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

M. Côté, ministre des Transports, propose l'adoption du projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile.

Après débat, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 62 est adopté.

Sur motion de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, il est successivement procédé à l'adoption, après débat, des projets de loi suivants:

- 15 Loi modifiant la Loi sur les terres publiques agricoles et d'autres dispositions législatives;
- 46 Loi sur le financement agricole;
- 89 Loi sur les courses de chevaux.

L'Assemblée prend en considération et adopte successivement les rapports de la Commission des institutions relatifs aux projets de loi:

- 75 Code de procédure pénale - Rapport adopté après débat;
- 80 Loi modifiant la Loi sur le courtage immobilier - Rapport adopté sans débat;
- 98 Loi modifiant le Code civil en matière d'indexation de pensions alimentaires - Rapport adopté après débat.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, et sur motion de M. Marx, ministre de la Justice, il est procédé à l'adoption, sans débat, des projets de loi 75, 80 et 98.

Sur motion de M. Marx, ministre de la Justice, il est ensuite procédé à l'adoption des projets de loi:

- 61 Loi modifiant la Loi sur la division territoriale - Adopté sans débat;
- 66 Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur - Adopté après débat;
- 71 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires - Adopté sans débat;
- 77 Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les bureaux d'enregistrement - Adopté sans débat;
- 78 Loi modifiant la Loi sur les renvois à la Cour d'appel - Adopté après débat.

Le vendredi 18 décembre 1987

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 105, Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise, ainsi qu'un amendement proposé par M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce.

Après débat, l'amendement est adopté.

Le rapport, amendé, est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Johnson propose l'adoption du projet de loi 105.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 105 est adopté.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Dutil, ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, proposant que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 94, Loi sur le Conseil de la famille.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 94 est adopté.

Sur motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 94 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

Malgré l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik.

Après débat, le rapport est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230, M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose l'adoption du projet de loi 69.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 69 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec.

Un débat s'ensuit.

M. Chevette, chef de l'Opposition, propose l'ajournement du débat, conformément à l'article 100 du Règlement.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 130)

POUR

Blais	Chevrette	Gendron	Juneau
Boulerice	Dufour	Harel	Paré
Brassard	Garon	Jolivet	Perron

CONTRE

Bégin	Gagnon-Tremblay	Paradis	Sirros
Bélanger	Gardner	(Brome-Miss.)	Tremblay
(Még.-Compton)	Gauvin	Paradis	(Iberville)
Bissonnet	Hamel	(Matapédia)	Tremblay
Camden	Hovington	Philibert	(Rimouski)
Després	Kehoe	Poulin	Vallières
Dubois	Lincoln	Rivard	
Dutil	Maltais	St-Roch	

17 décembre 1987

La motion d'ajournement est rejetée, les voix se divisant comme suit:

Pour 12 Contre 25

Le débat reprend sur le rapport relatif au projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec.

Le débat terminé, le rapport est mis aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Paradis, ministre du Travail, au nom de M. Gratton, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 8 h 35, sur motion de M. Paradis, l'Assemblée ajourne ses travaux à ce matin, 10 h 00.

Sanctions du jeudi 17 décembre 1987

Lieu: Cabinet du Lieutenant-gouverneur

Heure: 18 h 15 et 18 h 20

En présence de M. Saintonge, Vice-président de l'Assemblée nationale, de Mme Bacon, la représentante du Premier ministre, de M. Boulerice, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, de Mme Pelchat, de M. Hamel, de M. Lemieux et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 90 Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma.
- 59 Loi modifiant la Loi sur le cinéma et la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications;

En présence de M. Saintonge, Vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Lemieux, le représentant du Premier ministre, de M. Boulerice, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 29 Loi sur le Conseil de la conservation et de l'environnement;
- 67 Loi sur l'emblème aviaire;
- 68 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration;
- 84 Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public;
- 87 Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil;
- 91 Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé et la Loi sur le ministère de l'Éducation;
- 92 Loi modifiant la Loi sur le Barreau concernant la création du Barreau de Longueuil;
- 93 Loi sur l'utilisation des produits pétroliers;
- 95 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu en matière d'appel sommaire;
- 103 Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général;
- 112 Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec;
- 242 Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement

Affaires courantes

Dans une déclaration ministérielle, M. Levesque, ministre des Finances, annonce plusieurs mesures d'harmonisation des régimes d'imposition fédéral et québécois faisant suite à la récente réforme fiscale du gouvernement fédéral.

Du consentement de l'Assemblée, M. Levesque dépose une annexe à la déclaration.

(Document n° 1241 de la session)

M. Parent (Bertrand) fait un bref commentaire au nom de l'Opposition officielle, et le Ministre termine par une réplique.

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Rapport annuel du Musée du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1242 de la session)

Rapport annuel de la Régie du cinéma, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1243 de la session)

Rapport annuel de l'Office de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1244 de la session)

Rapport annuel du Musée de la civilisation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1245 de la session)

Rapport annuel de la Commission des biens culturels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1246 de la session)

Avis de la Commission des biens culturels du Québec concernant le classement des forges Grondin situées à Saint-Boniface-de-Shawinigan.

(Document n° 1247 de la session)

Par M. Levesque, ministre des Finances:

États financiers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1248 de la session)

Comptes publics du gouvernement du Québec (3 volumes), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1249 de la session)

Par M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, et ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

Rapport annuel du Conseil des universités, pour la période s'étendant du 30 juin 1986 au 1^{er} juillet 1987.

(Document n° 1250 de la session)

Rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987, des corporations professionnelles suivantes:

- Ordre des agronomes du Québec;

(Document n° 1251 de la session)

- Ordre des arpenteurs - géomètres du Québec;

(Document n° 1252 de la session)

- Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec;

(Document n° 1253 de la session)

- Ordre des denturologistes du Québec;
(Document n° 1254 de la session)
- Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec;
(Document n° 1255 de la session)
- Ordre des infirmières et infirmiers du Québec;
(Document n° 1256 de la session)
- Ordre des ingénieurs forestiers du Québec;
(Document n° 1257 de la session)
- Corporation professionnelle des inhalothérapeutes du Québec;
(Document n° 1258 de la session)
- Corporation professionnelle des médecins du Québec;
(Document n° 1259 de la session)
- Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec;
(Document n° 1260 de la session)
- Ordre des optométristes du Québec;
(Document n° 1261 de la session)
- Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec;
(Document n° 1262 de la session)
- Ordre des technologues des sciences appliquées du Québec.
(Document n° 1263 de la session)

Par M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche:

Rapport annuel de la Société des établissements de plein air du Québec,
pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.
(Document n° 1264 de la session)

Rapport annuel du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, pour
l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.
(Document n° 1265 de la session)

Par M. Marx, Solliciteur général:

Rapport annuel du ministère du Solliciteur général, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987

(Document n° 1266 de la session)

Règles applicables en matière de services professionnels rendus au gouvernement par un avocat ou un notaire, et renseignements généraux sur le Programme d'aide à la restauration Canada-Québec (P.A.R.C.Q.), y inclus une liste des mandats octroyés à des notaires dans le cadre de ce programme.

(Document n° 1267 de la session)

Par M. Paradis, ministre du Travail, et ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu:

Rapport annuel du ministère du Travail, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1268 de la session)

Rapport annuel du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1269 de la session)

Par M. Lincoln, ministre de l'Environnement:

Rapport annuel du Conseil consultatif sur les réserves écologiques, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1270 de la session)

Rapport annuel du Conseil consultatif de l'environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1271 de la session)

Rapport annuel du ministère de l'Environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1272 de la session)

Par M. Rocheleau, ministre des Approvisionnements et Services:

18 décembre 1987

Rapport d'étude sur le fonctionnement de la Société immobilière du Québec, préparé par Le Groupe conseil Coopers & Lybrand et daté du 8 décembre 1987.

(Document n° 1273 de la session)

Par M. Ryan, ministre de l'Éducation, et de l'Enseignement supérieur et de la Science:

Réponse à la question écrite de Mme Blackburn (Chicoutimi) concernant le nombre d'élèves inscrits dans les commissions scolaires protestantes selon la langue d'enseignement et la langue maternelle. Question n° 4, *Feuilleton* du 16 décembre 1987.

(Document n° 1274 de la session)

Par M. Rocheleau, ministre des Approvisionnements et Services:

Réponse à la question écrite de M. Brassard (Lac-Saint-Jean) concernant le personnel engagé depuis le 12 décembre 1985 à la Société immobilière du Québec, au ministère des Approvisionnements et Services et au cabinet du ministre. Question n° 5, *Feuilleton* du 16 décembre 1987.

(Document n° 1275 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 17 décembre 1987, a étudié en détail le projet de loi:

- 108 Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales et modifiant diverses dispositions législatives - Rapporté avec amendements.

(Document n° 1276 de la session)

Rapports de la Commission du budget et de l'administration qui, le 17 décembre 1987, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé:

- 244 Loi concernant Les Clairvoyants, Compagnie Mutuelle d'Assurance de Dommages - Rapporté sans amendement.

(Document n° 1277 de la session)

- 248 Loi concernant La Société Autrichienne/Austrian Society - Rapporté sans amendement.

(Document n° 1278 de la session)

Sur motion de M. Lemieux (Vanier), les rapports relatifs aux projets de loi d'intérêt privé 244 et 248 sont adoptés.

Par M. Bélanger (Laval-des-Rapides):

Rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 29 octobre, 11 et 24 novembre 1987, a vérifié les engagements financiers du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu, du ministère du Conseil exécutif (programme 3) et des organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine (janvier à juin 1987), et du ministère de la Santé et des Services sociaux (juillet à décembre 1986).

(Document n° 1279 de la session)

Par M. Parent (Bertrand):

Rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 17 décembre 1987, a étudié en détail les projets de loi:

- 111 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec - Rapporté avec amendements.

(Document n° 1280 de la session)

- 193 Loi sur le redressement des limites territoriales de la municipalité de la paroisse de Sainte-Angele - Rapporté sans amendement.

(Document n° 1281 de la session)

Rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 17 décembre 1987, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé:

- 228 Loi concernant la Ville de Saint-Laurent - Rapporté avec amendements.

(Document n° 1282 de la session)

- 230 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal - Rapporté avec amendements.

(Document n° 1283 de la session)

- 250 Loi modifiant la Charte de la ville de Québec - Rapporté avec amendements.

(Document n° 1284 de la session)

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 16 et 17 décembre 1987, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 249 Loi modifiant la charte de la Ville de Laval - Rapporté avec amendements.

(Document n° 1285 de la session)

Sur motion de M. Parent (Bertrand), les rapports relatifs au projet de loi 193 et aux projets de loi d'intérêt privé 228, 230, 249 et 250 sont adoptés.

Par M. Filion (Taillon):

Rapport de la Commission des institutions qui, le 17 décembre 1987, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé:

- 229 Loi modifiant l'Acte pour incorporer "l'Institut Fraser" - Rapporté avec amendement.

(Document n° 1286 de la session)

- 259 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de La Malbaie - Rapporté avec amendements.

(Document n° 1287 de la session)

Sur motion de M. Filion (Taillon), les rapports relatifs aux projets de loi d'intérêt privé 229 et 259 sont adoptés.

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée sont déposés les documents suivants:

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Copie d'une lettre expédiée le 16 décembre 1987 par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, au sujet de la construction d'un immeuble d'habitation sur le site du Vieux couvent de Montmagny.

(Document n° 1288 de la session)

Par M. Côté, ministre délégué aux Forêts:

Copie de correspondance ayant trait au compte bancaire affecté aux dépenses du Conseil d'administration de REXFOR.

(Document n° 1289 de la session)

M. Bourassa, Premier ministre, propose, successivement, les motions suivantes:

Que M^e Thérèse Giroux, membre de la Commission d'accès à l'information, soit désignée comme présidente par intérim de cette Commission à compter du 19 décembre 1987, et ce, jusqu'à la nomination du nouveau titulaire de ce poste; et

Que M^e Thérèse Giroux reçoive une rémunération additionnelle mensuelle de 475 \$ pendant qu'elle occupe par intérim le poste de présidente de la Commission d'accès à l'information.

Cette motion, mise aux voix, est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 131)

POUR

Assad	Bélanger	Bourassa	Charbonneau
Audet	(<i>Még.-Compton</i>)	Bourbeau	Chevrette
Bacon	Bélisle	Bradet	Claveau
Baril	Bissonnet	Brassard	Côté
Beaudin	Blackburn	Camden	(<i>Charlesbourg</i>)
Bégin	Blais	Cannon	Côté
Bélanger	Bleau	Cardinal	(<i>Riv.-du-Loup</i>)
(<i>Laval-des-Rap.</i>)	Boulerice	Chagnon	Dauphin

Desbiens	Gratton	Marcil	Rocheport
Després	Hamel	Marx	Rocheleau
Dionne	Harel	Messier	Ryan
Dougherty	Hétu	Middlemiss	St-Roch
Doyon	Jolivet	Pagé	Séguin
Dubois	Joly	Paradis	Sirros
Dufour	Juneau	(Brome-Miss.)	Thérien
Dutil	Kehoe	Paradis	Thuringer
Farrah	Khelfa	(Matapédia)	Tremblay
Filion	Laporte	Paré	(Iberville)
Forget	Lavoie-Roux	Parent	Tremblay
Fortier	Leclerc	(Bertrand)	(Rimouski)
Fortin	Lefebvre	Pelchat	Trépanier
French	Legault	Philibert	Trudel
Gagnon-Tremblay	Lemieux	Picotte	Vallerand
Gardner	Lemire	Polak	Vallières
Gauvin	Levesque	Poulin	Vermette
Gervais	Lincoln	Rémillard	
Gobeil	MacDonald	Richard	
Godin	Maltais	Rivard	

CONTRE

(Aucun)

Pour 100 Contre 0

Que conformément aux articles 104 et 105 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1), M^e Thérèse Giroux soit nommée de nouveau membre de la Commission d'accès à l'information, pour un mandat de trois ans à compter de ce jour;

Que son salaire annuel soit celui correspondant à 75% du maximum de l'échelle de traitement des cadres supérieurs classe I de la fonction publique;

Qu'elle participe au régime d'assurance collective des employés cadres des secteurs public et parapublic du Québec;

Qu'elle participe au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP);

Que pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, elle soit remboursée conformément aux règles applicables aux membres d'organismes et arrêtées par le gouvernement (décret 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications futures);

Qu'à compter de la date de son entrée en fonction, elle ait droit à des vacances annuelles payées de vingt jours ouvrables, le nombre de jours étant calculé en proportion du temps qu'elle a été en fonction au cours de l'année financière; et

Qu'à la fin de son mandat comme membre de la Commission d'accès à l'information, M^e Giroux, en congé sans traitement de la fonction publique, puisse être réintégrée parmi le personnel de la fonction publique au maximum normal de l'échelle de traitement qui lui est applicable.

Cette motion, mise aux voix, est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 132)

POUR

Assad	Bradet	Doyon	Harel
Audet	Brassard	Dubois	Hétu
Bacon	Camden	Dufour	Jolivet
Baril	Cannon	Dutil	Joly
Beaudin	Cardinal	Farrah	Juneau
Bégin	Chagnon	Filion	Kehoe
Bélanger	Charbonneau	Forget	Khelfa
(Laval-des-Rap.)	Chevrette	Fortier	Laporte
Bélanger	Claveau	Fortin	Lavoie-Roux
(Még.-Compton)	Côté	French	Leclerc
Bélisle	(Charlesbourg)	Gagnon-Tremblay	Lefebvre
Bissonnet	Côté	Gardner	Legault
Blackburn	(Riv.-du-Loup)	Gauvin	Lemieux
Blais	Dauphin	Gervais	Lemire
Bleau	Desbiens	Gobeil	Levesque
Boulerice	Després	Godin	Lincoln
Bourassa	Dionne	Gratton	MacDonald
Bourbeau	Dougherty	Hamel	Maltais

Marcil	Parent	Rocheport	Tremblay
Marx	(Bertrand)	Rocheleau	(Rimouski)
Messier	Pelchat	Ryan	Trépanier
Middlemiss	Philibert	St-Roch	Trudel
Pagé	Picotte	Séguin	Vallerand
Paradis	Polak	Sirros	Vallières
(Brome-Miss.)	Poulin	Thérien	Vermette
Paradis	Rémillard	Thuringer	
(Matapédia)	Richard	Tremblay	
Paré	Rivard	(Iberville)	

CONTRE

(Aucun)

Pour 100 Contre 0

Que conformément aux articles 106 et 107 de la *Loi sur la fonction publique* (L.R.Q., c. F-3.1.1), M^e Jean-Paul Roberge soit nommé membre de la Commission de la fonction publique pour un mandat d'une durée de cinq ans à compter du 5 janvier 1988.

Cette motion, mise aux voix, est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 133)

POUR

Assad	Bélisle	Camden	Côté
Audet	Bissonnet	Cannon	(Riv.-du-Loup)
Bacon	Blackburn	Cardinal	Dauhpain
Baril	Blais	Chagnon	Desbiens
Beaudin	Bleau	Charbonneau	Després
Bégin	Boulerice	Chevrette	Dionne
Bélanger	Bourassa	Claveau	Dougherty
(Laval-des-Rap.)	Bourbeau	Côté	Doyon
Bélanger	Bradet	(Charlesbourg)	Dubois
(Még.-Compton)	Brassard		

Dufour	Jolivet	Messier	Rocheport
Dutil	Joly	Middlemiss	Rocheleau
Farrah	Juneau	Pagé	Ryan
Filion	Kehoe	Paradis	St-Roch
Forget	Khelfa	(Brome-Miss.)	Séguin
Fortier	Laporte	Paradis	Sirros
Fortin	Lavoie-Roux	(Matapédia)	Thérien
French	Leclerc	Paré	Thuringer
Gagnon-Tremblay	Lefebvre	Parent	Tremblay
Gardner	Legault	(Bertrand)	(Iberville)
Gauvin	Lemieux	Pelchat	Tremblay
Gervais	Lemire	Philibert	(Rimouski)
Gobeil	Levesque	Picotte	Trépanier
Godin	Lincoln	Polak	Trudel
Gratton	MacDonald	Poulin	Vallerand
Hamel	Maltais	Rémillard	Vallières
Harel	Marcil	Richard	Vermette
Hétu	Marx	Rivard	

CONTRE

(Aucun)

Pour 100 Contre 0

Que l'Assemblée nationale renouvelle, pour deux ans à compter du 20 décembre 1987, le mandat de M^e Jacques Lachapelle comme membre et président de la Commission des droits de la personne;

Que l'Assemblée nationale nomme monsieur Georges A. Carrier comme membre de la Commission des droits de la personne, pour un mandat de trois ans à compter de ce jour, en remplacement de monsieur Michel Krauss qui a démissionné.

Cette motion, mise aux voix, est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 134)

POUR

Assad	Côté	Juneau	Polak
Audet	<i>(Riv.-du-Loup)</i>	Kehoe	Poulin
Bacon	Dauphin	Khelfa	Rémillard
Baril	Desbiens	Laporte	Richard
Beaudin	Després	Lavoie-Roux	Rivard
Bégin	Dionne	Leclerc	Rocheport
Bélanger	Dougherty	Lefebvre	Rocheleau
<i>(Laval-des-Rap.)</i>	Doyon	Legault	Ryan
Bélanger	Dubois	Lemieux	St-Roch
<i>(Még.-Compton)</i>	Dufour	Lemire	Séguin
Bélisle	Dutil	Levesque	Sirros
Bissonnet	Farrah	Lincoln	Thérien
Blackburn	Filion	MacDonald	Thuringer
Blais	Forget	Maltais	Tremblay
Bleau	Fortier	Marcil	<i>(Iberville)</i>
Boulerice	Fortin	Marx	Tremblay
Bourassa	French	Messier	<i>(Rimouski)</i>
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Trépanier
Bradet	Gardner	Pagé	Trudel
Brassard	Gauvin	Paradis	Vallerand
Camden	Gervais	<i>(Brome-Miss.)</i>	Vallières
Cannon	Gobeil	Paradis	Vermette
Cardinal	Godin	<i>(Matapédia)</i>	
Chagnon	Gratton	Paré	
Charbonneau	Hamel	Parent	
Chevrette	Harel	<i>(Bertrand)</i>	
Claveau	Hétu	Pelchat	
Côté	Jolivet	Philibert	
<i>(Charlesbourg)</i>	Joly	Picotte	

CONTRE

(Aucun)

Pour 100 Contre 0

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté, sur le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec.

(Vote n° 135)

POUR

Assad	Côté	Juneau	Polak
Audet	(<i>Riv.-du-Loup</i>)	Kehoe	Poulin
Bacon	Dauphin	Khelfa	Rémillard
Baril	Desbiens	Laporte	Richard
Beaudin	Després	Lavoie-Roux	Rivard
Bégin	Dionne	Leclerc	Rocheport
Bélanger	Dougherty	Lefebvre	Rocheleau
(<i>Laval-des-Rap.</i>)	Doyon	Legault	Ryan
Bélanger	Dubois	Lemieux	St-Roch
(<i>Még.-Compton</i>)	Dufour	Lemire	Séguin
Bélisle	Dutil	Levesque	Sirros
Bissonnet	Farrah	Lincoln	Thérien
Blackburn	Filion	MacDonald	Thuringer
Blais	Forget	Maltais	Tremblay
Bleau	Fortier	Marcil	(<i>Iberville</i>)
Boulerice	Fortin	Marx	Tremblay
Bourassa	French	Messier	(<i>Rimouski</i>)
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Trépanier
Bradet	Gardner	Pagé	Trudel
Brassard	Gauvin	Paradis	Vallerand
Camden	Gervais	(<i>Brome-Miss.</i>)	Vallières
Cannon	Gobeil	Paradis	Vermette
Cardinal	Godin	(<i>Matapédia</i>)	
Chagnon	Gratton	Paré	
Charbonneau	Hamel	Parent	
Chevrette	Harel	(<i>Bertrand</i>)	
Claveau	Hétu	Pelchat	
Côté	Jolivet	Philibert	
(<i>Charlesbourg</i>)	Joly	Picotte	

CONTRE

(Aucun)

18 décembre 1987

Le rapport de commission relatif au projet de loi 88 est adopté par le vote suivant:

Pour 100 Contre 0

Affaires du jour

Au début des affaires du jour, M. le Président informe l'Assemblée d'une demande de débat d'urgence que M. Blais (Terrebonne) lui a fait parvenir au sujet de la déficience des services hospitaliers dispensés aux enfants malades du Québec.

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTENCE

Après avoir entendu l'argumentation du député de Terrebonne, M. le Président déclare cette demande irrecevable pour les motifs suivants:

La question soulevée ne justifie pas l'interruption des travaux parlementaires à la veille de l'ajournement de décembre où le programme soumis à la considération de l'Assemblée est très chargé. De plus, il n'a pas été démontré que la crise est soudaine.

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose l'adoption du projet de loi 63, Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique et la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires sociales.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 63 est adopté.

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose l'adoption du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, ce vote est reporté à plus tard au cours de la présente séance.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 74, Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne.

Un débat s'ensuit.

À 13 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Du consentement de l'Assemblée et sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le débat portant sur l'adoption du rapport de commission relatif au projet de loi 74 est suspendu, et le droit de parole de M. Garon (Lévis) est sauvegardé.

Puis, M. Gendron, leader de l'Opposition, propose:

Que l'Assemblée nationale se félicite de voir reconnaître à l'Association internationale des parlementaires de langue française un statut international suite à l'adoption d'une proposition de loi par l'Assemblée nationale de France, pays du siège de cette Association, et qu'elle encourage cette dernière à poursuivre ses démarches en vue de favoriser, notamment par l'affirmation de son rôle d'organisme parlementaire international, le rayonnement de la langue française comme instrument de développement des cultures de nos pays.

Après discussion, cette motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur l'adoption du rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 74, Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, propose l'adoption du projet de loi 74.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 74 est adopté.

M. Paradis, ministre du Travail, propose l'adoption du projet de loi 30, Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives.

Au cours du débat qui s'ensuit, M. Paradis propose que le projet de loi 30 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude de certains amendements qu'il propose audit projet de loi.

Les amendements sont étudiés en commission plénière.

À 18 h 00, les travaux de la commission plénière sont suspendus jusqu'à 19 h 00.

Dix-neuf heures

L'étude des amendements proposés au projet de loi 30 se poursuit en commission plénière.

Les amendements sont adoptés en commission plénière et le projet de loi 30, ainsi amendé, est rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement de l'Assemblée, le débat sur la motion portant adoption du projet de loi 30 est suspendu, et il est procédé à la mise aux voix de la motion de Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant l'adoption du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Il est consenti à ce que le vote se fasse à main levée plutôt que par appel nominal.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 97 est adopté.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion portant adoption du projet de loi 30, Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 30 est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Paradis, ministre du Travail, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 114, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 114 est adopté.

Sur motion de M. Paradis, le projet de loi 114 est renvoyé en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Paradis propose l'adoption du projet de loi 114.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 114 est adopté.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose l'adoption du projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec.

Un débat s'ensuit.

Au cours de son intervention, M. Bourbeau, du consentement de l'Assemblée, dépose:

Copies de lettres attestant l'approbation de l'Union des municipalités du Québec et de l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec, au projet de loi 88 amendé.

(Document n° 1290 de la session)

Le débat terminé, la motion portant adoption du projet de loi 88 est agréée sur division.

En conséquence, le projet de loi 88 est adopté.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose l'adoption du projet de loi 72, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Commission municipale.

Après débat, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 72 est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement et ministre délégué à la Réforme électorale, propose l'adoption du projet de loi 113, Loi modifiant le régime de pension et les autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 113 est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, il est procédé à la prise en considération du rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 111, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec.

Le rapport est adopté sur division.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose l'adoption du projet de loi 111.

Après débat, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 111 est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Richard (Nicolet) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi 193, Loi sur le redressement des limites territoriales de la municipalité de la paroisse de Sainte-Angèle.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 193 est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, il est procédé à la prise en considération du rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 108, Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales et modifiant diverses dispositions législatives.

Le rapport est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230, M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor, propose l'adoption du projet de loi 108.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 108 est adopté.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose l'adoption du projet de loi 79, Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 79 est adopté.

Du consentement unanime et sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de chaque proposeur, il est procédé à l'adoption du principe ainsi qu'à l'adoption des projets de loi d'intérêt privé:

- 216 Loi concernant la municipalité régionale de comté de la Rivière-du-Nord - M. Thérien (Rousseau);
- 228 Loi concernant la Ville de Saint-Laurent - M. Fortin (Marguerite-Bourgeoys);
- 229 Loi modifiant l'Acte pour incorporer "l'Institut Fraser" - Mme Dougherty (Jacques-Cartier);
- 233 Loi concernant la ville de Rock Forest - M. Vaillancourt (Orford);
- 244 Loi concernant Les Clairvoyants, Compagnie Mutuelle d'Assurance de Dommages - M. Tremblay (Iberville);
- 245 Loi concernant la ville de Verdun - M. Polak (Sainte-Anne);
- 247 Loi concernant la ville de Vaudreuil - M. Marcil (Beauharnois);
- 248 Loi concernant La Société Autrichienne/Austrian Society - M. Fortin (Marguerite-Bourgeoys);
- 249 Loi modifiant la charte de la Ville de Laval - M. Bélisle (Mille-Îles);

252 Loi concernant la ville de Salaberry-de-Valleyfield - M. Marcil (Beauharnois);

259 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de La Malbaie - M. Bradet (Charlevoix).

Du consentement unanime et sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de Mme Trépanier (Dorion), il est procédé à l'adoption du principe, après débat, et à l'adoption du projet de loi d'intérêt privé:

230 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

Du consentement unanime et sur motion de M. Gratton, au nom de chaque proposeur, il est procédé à l'adoption du principe et, après débat, à l'adoption des projets de loi d'intérêt privé:

232 Loi concernant la ville de Saint-Léonard - M. Bissonnet (Jeanne-Mance);

250 Loi modifiant la Charte de la ville de Québec - M. Leclerc (Taschereau).

Du consentement de l'Assemblée, la séance est suspendue à loisir.

À la reprise des travaux, il est permis à M. Gratton, leader du gouvernement, de déposer au nom de M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, les documents suivants:

- Rapport annuel de la Société Inter-Port de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.
(Document n° 1291 de la session)
 - Rapport annuel de la Société du développement industriel du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.
(Document n° 1292 de la session)
-

Du consentement de l'Assemblée, est retirée la motion présentée en vertu de l'article 251 du Règlement et inscrite à l'article 58 du *Feuilleton* du 18 décembre 1987.

Du consentement de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

ATTENDU QUE le Premier ministre, monsieur Robert Bourassa, a reçu en date du 18 décembre 1987 une lettre de monsieur Harry Tulugak aux fins de requérir les services du Directeur général des élections;

ATTENDU QUE le 23 juin 1987 une résolution fut unanimement adoptée par l'Assemblée nationale aux fins de confier un mandat au Directeur général des élections pour qu'il apporte son aide à la tenue d'une consultation de l'ensemble des électeurs du Nouveau-Québec résidant au-delà du 55° parallèle de latitude;

ATTENDU QUE cette aide fut un succès et a permis la tenue de cette consultation le 1^{er} octobre 1987;

ATTENDU QUE le groupe "Citoyens pour un gouvernement responsable" a obtenu la majorité des votes lors de cette consultation;

ATTENDU QUE les élections doivent maintenant se tenir parmi les électeurs du Nouveau-Québec résidant sur le territoire défini au paragraphe v) de l'article 2 de la *Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik* (L.R.Q., c. V-6.1);

ATTENDU QUE cette élection a pour but de choisir les membres d'un groupe de travail qui aura la responsabilité de rédiger la constitution d'une Assemblée régionale;

ATTENDU QUE cette constitution sera rédigée dans le respect des droits de l'Assemblée nationale et des limites territoriales du Québec;

ATTENDU QU'il est opportun de donner suite à la demande du Premier ministre à l'effet de demander au Directeur général des élections d'agir à titre de consultant pour la tenue de cette élection;

ATTENDU QU'en vertu des dispositions de l'article 5 de la *Loi électorale* (L.R.Q., c. E-3.2) l'Assemblée nationale peut confier tout mandat au Directeur général des élections;

ATTENDU QUE le Directeur général des élections est disposé à exercer ce mandat;

ATTENDU QUE le Directeur général des élections doit, pour pouvoir remplir un tel mandat, être habilité à fournir l'assistance requise pour déterminer les paramètres qui rendront opérationnel le groupe de travail;

ATTENDU QUE le Directeur général des élections devra, pour agir efficacement à titre de consultant, amener toute personne impliquée à signer une entente pour la tenue de ces élections;

ATTENDU QUE le mandat sera effectué dans le respect de l'entente de la convention de la Baie James;

ATTENDU QU'il sera nécessaire que le Directeur général des élections établisse des règles relatives à la tenue de ces élections;

ATTENDU QUE pour réaliser ce mandat le Directeur général des élections devra requérir l'aide et l'assistance de toute personne ou de tout ministère ou service gouvernemental;

ATTENDU QUE la présente résolution n'a d'aucune façon pour effet d'engager pour l'avenir l'Assemblée nationale;

Il est ordonné, sur la recommandation du Premier ministre:

QUE soit confié au Directeur général des élections, conformément aux dispositions de l'article 5 de la *Loi électorale* (L.R.Q., c. E-3.2), le mandat d'agir à titre de consultant pour la tenue d'une élection auprès des électeurs du Nouveau-Québec résidant sur le territoire défini au paragraphe v) de l'article 2 de la *Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik* (L.R.Q., c. V-6.1);

QU'aux fins de la réalisation de ce mandat, le Directeur général des élections soit habilité

- à fournir l'assistance requise pour déterminer les paramètres qui rendront opérationnel le groupe de travail;

18 décembre 1987

- à amener toute personne impliquée à signer une entente pour la tenue de ces élections;
- à établir des règles relatives à la tenue de ces élections;
- à requérir l'aide et l'assistance de toute personne ou de tout ministère ou service gouvernemental;

QUE le préambule fasse partie de la présente résolution;

QU'au plus tard trois mois après la tenue d'élections, le Directeur général des élections remette au Président de l'Assemblée nationale un rapport de l'exécution du présent mandat;

QUE le Président de l'Assemblée nationale dépose ce rapport devant l'Assemblée nationale dans les 15 jours de sa réception si elle siège ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

La motion est adoptée.

À 22 h 36, sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux au mardi 8 mars 1988, à 14 h 00.

Sanction

Le vendredi 18 décembre 1987, à 23 h 20, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bégin, vice-présidente de l'Assemblée nationale, de Mme Bleau, la représentante du Premier ministre, de M. Gendron, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, et du Secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 15 Loi modifiant la Loi sur les terres publiques agricoles et d'autres dispositions législatives;

- 30 Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives;
- 46 Loi sur le financement agricole;
- 61 Loi modifiant la Loi sur la division territoriale;
- 62 Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile;
- 63 Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique et la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires sociales;
- 66 Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur;
- 69 Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik;
- 71 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires;
- 72 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Commission municipale;
- 73 Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives;
- 74 Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne;
- 75 Code de procédure pénale;
- 76 Loi sur le camionnage;
- 77 Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les bureaux d'enregistrement;
- 78 Loi modifiant la Loi sur les renvois à la Cour d'appel;
- 79 Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités;
- 80 Loi modifiant la Loi sur le courtage immobilier;
- 88 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec;

- 89 Loi sur les courses de chevaux;
- 97 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux;
- 98 Loi modifiant le Code civil en matière d'indexation de pensions alimentaires;
- 105 Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise;
- 108 Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales et modifiant diverses dispositions législatives;
- 111 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec;
- 113 Loi modifiant le régime de pension et les autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale;
- 114 Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction;
- 193 Loi sur le redressement des limites territoriales de la municipalité de la paroisse de Sainte-Angèle;
- 216 Loi concernant la municipalité régionale de comté de la Rivière-du-Nord;
- 228 Loi concernant la Ville de Saint-Laurent;
- 229 Loi modifiant l'Acte pour incorporer "l'Institut Fraser";
- 230 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;
- 232 Loi concernant la ville de Saint-Léonard;
- 233 Loi concernant la ville de Rock Forest;
- 244 Loi concernant Les Clairvoyants, Compagnie Mutuelle d'Assurance de Dommages;

- 245 Loi concernant la ville de Verdun;
- 247 Loi concernant la ville de Vaudreuil;
- 248 Loi concernant La Société Autrichienne/Austrian Society;
- 249 Loi modifiant la charte de la Ville de Laval;
- 250 Loi modifiant la Charte de la ville de Québec;
- 252 Loi concernant la ville de Salaberry-de-Valleyfield;
- 259 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de La Malbaie.

Le Président

PIERRE LORRAIN

MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF
(par ordre de préséance)

1^{re} session - 33^e Législature

Assermentés le 12 décembre 1985

Robert Bourassa	Premier ministre
Lise Bacon	Vice-première ministre Ministre des Affaires culturelles
Gérard D. Levesque	Ministre des Finances
Claude Ryan	Ministre de l'Éducation Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science
Michel Gratton	Ministre du Revenu Ministre délégué à la Réforme électorale
Michel Pagé	Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Yvon Picotte	Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche Ministre du Tourisme
John Ciaccia	Ministre de l'Énergie et des Ressources
Marc Yvan Côté	Ministre des Transports
Thérèse Lavoie-Roux	Ministre de la Santé et des Services sociaux
Herbert Marx	Ministre de la Justice
Pierre Paradis	Ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu Ministre du Travail
Daniel Johnson	Ministre de l'Industrie et du Commerce

Pierre Fortier	Ministre délégué à la Privatisation
André Bourbeau	Ministre des Affaires municipales
Richard French	Ministre des Communications
Clifford Lincoln	Ministre de l'Environnement
Gilles Rocheleau	Ministre délégué aux Services et Approvisionnements
Pierre MacDonald	Ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique
Gil Rémillard	Ministre des Relations internationales Ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes
Paul Gobeil	Ministre délégué à l'Administration Président du Conseil du Trésor
Louise Robic	Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration
Monique Gagnon-Tremblay	Ministre déléguée à la Condition féminine
Gérard Latulippe	Solliciteur général
André Vallerand	Ministre délégué aux Petites et Moyennes entreprises
Robert Dutil	Ministre délégué aux Pêcheries
Albert Côté	Ministre délégué aux Forêts
Raymond Savoie	Ministre délégué aux Mines

Assermenté le 9 juillet 1986

Gilles Rocheleau	Ministre des Approvisionnements et Services
------------------	---

Assermentés le 30 juin 1987

Michel Gratton

Ministre du Tourisme

Yvon Picotte

Ministre délégué aux Pêcheries

Herbert Marx

Solliciteur général

Robert Dutil

Ministre délégué à la Santé et aux Services
sociaux

Yves Séguin

Ministre du Revenu

ADJOINTS PARLEMENTAIRES

1^{re} session - 33^e Législature

Nommés le 13 décembre 1985

Reed Scowen	Premier ministre
Christos Sirros	Santé et Services sociaux
Joan Dougherty	Éducation
Réjean Doyon	Transports
Cosmo Maciocia	Communautés culturelles et Immigration
Violette Trépanier	Affaires municipales
Guy Rivard	Développement technologique
Yves Séguin	Revenu

Nommés le 8 janvier 1986

Lawrence Cannon	Commerce extérieur et Développement technologique
Claude Dauphin	Justice
Paul Philibert	Industrie et Commerce
Ghislain Maltais	Ministre délégué aux Forêts

Nommés le 5 février 1986

Robert Middlemiss	Environnement
Christiane Pelchat	Affaires culturelles
Jacques Chagnon	Ministre délégué à l'Administration

Henri Paradis	Transports
André Beaudin	Ministre délégué aux Pêcheries
Yvon Lemire	Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu, Travail

Nommés le 26 août 1987

Yvon Lemire	Énergie et Ressources
Paul Philibert	Travail
Jacques Tremblay	Industrie et Commerce
Réjean Doyon	Relations internationales
Robert Thérien	Transports

ASSEMBLÉE NATIONALE

1^{re} session - 33^e Législature

Président	Pierre Lorrain
Vice-présidents	Jean-Pierre Saintonge Louise Bégin
Premier ministre et Président du Conseil exécutif	Robert Bourassa
Chef de l'Opposition officielle	Pierre Marc Johnson Guy Chevette (à compter du 12 novembre 1987)
Leader du gouvernement	Michel Gratton
Leaders adjoints du gouvernement	Roger Lefebvre Daniel Johnson
Leader de l'Opposition officielle	Guy Chevette François Gendron (à compter du 12 novembre 1987)
Leader adjoint de l'Opposition officielle	François Gendron Jean-Pierre Jolivet (à compter du 17 novembre 1987)
Whip en chef du gouvernement	Yvon Vallières
Whips adjoints du gouvernement	Claire-Hélène Hovington Maximilien Polak William Cusano
Whip en chef de l'Opposition officielle	Jacques Brassard

Secrétaire général

Pierre Duchesne

Secrétaires adjoints

Gérard Laliberté
Mathieu Proulx

Sergent d'armes

Romain Gauthier

LISTE ALPHABÉTIQUE
des
CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES

Indiquant le nom des députés et leur appartenance politique
(au moment de la prorogation de la 1^{re} session, 33^e Législature)

Abitibi-Est	Savoie, Raymond	LIB
Abitibi-Ouest	Gendron, François	PQ
Anjou	Johnson, Pierre Marc ¹	PQ
Argenteuil	Ryan, Claude	LIB
Arthabaska	Gardner, Laurier	LIB
Beauce-Nord	Audet, Jean	LIB
Beauce-Sud	Dutil, Robert	LIB
Beauharnois	Marcil, Serge	LIB
Bellechasse	Bégin, Louise	LIB
Berthier	Houde, Albert	LIB
Bertrand	Parent, Jean-Guy	PQ
Bonaventure	Levesque, Gérard D.	LIB
Bourassa	Robic, Louise	LIB
Bourget	Trudel, Claude	LIB
Brome-Missisquoi	Paradis, Pierre	LIB
Chambly	Latulippe, Gérard	LIB
Champlain	Brouillette, Pierre A.	LIB
Chapleau	Kehoe, John	LIB
Charlesbourg	Côté, Marc-Yvan	LIB
Charlevoix	Bradet, Daniel	LIB
Châteauguay	Cardinal, Pierrette	LIB
Chauveau	Poulin, Rémy	LIB
Chicoutimi	Blackburn, Jeanne L.	PQ
Chomedey	Bacon, Lise	LIB
Crémazie	Vallerand, André	LIB
D'Arcy-McGee	Marx, Herbert	LIB
Deux-Montagnes	Legault, Yolande D.	LIB
Dorion	Trépanier, Violette	LIB

¹ A démissionné le 10 novembre 1987

Drummond	St-Roch, Jean-Guy	LIB
Dubuc	Desbiens, Hubert	PQ
Duplessis	Perron, Denis	PQ
Fabre	Joly, Jean A.	LIB
Frontenac	Lefebvre, Roger	LIB
Gaspé	Beaudin, André	LIB
Gatineau	Gratton, Michel	LIB
Gouin	Rocheffort, Jacques ¹	IND
Groulx	Bleau, Madeleine	LIB
Hull	Rocheleau, Gilles	LIB
Huntingdon	Dubois, Claude	LIB
Iberville	Tremblay, Jacques	LIB
Iles-de-la-Madeleine	Farrah, Georges	LIB
Jacques-Cartier	Dougherty, Joan	LIB
Jeanne-Mance	Bissonnet, Michel	LIB
Jean-Talon	Rémillard, Gil	LIB
Johnson	Juneau, Carmen	PQ
Joliette	Chevrette, Guy	PQ
Jonquière	Dufour, Francis	PQ
Kamouraska-Témiscouata	Dionne, France	LIB
Labelle	Héту, Damien	LIB
L'Acadie	Lavoie-Roux, Thérèse	LIB
Lac-Saint-Jean	Brassard, Jacques	PQ
Lafontaine	Gobé, Jean-Claude	LIB
La Peltrie	Cannon, Lawrence	LIB
Laporte	Bourbeau, André	LIB
Laprairie	Saintonge, Jean-Pierre	LIB
L'Assomption	Gervais, Jean-Guy	LIB
Laurier	Sirros, Christos	LIB
Laval-des-Rapides	Bélanger, Guy	LIB
Laviolette	Jolivet, Jean-Pierre	PQ
Lévis	Garon, Jean	PQ
Limoilou	Després, Michel	LIB

¹ A démissionné du caucus du P.Q. le 18 novembre 1987

Lotbinière	Camden, Lewis	LIB
Louis-Hébert	Doyon, Réjean	LIB
Maisonneuve	Harel, Louise	PQ
Marguerite-Bourgeoys	Fortin, Gilles	LIB
Marie-Victorin	Vermette, Cécile	PQ
Marquette	Dauphin, Claude	LIB
Maskinongé	Picotte, Yvon	LIB
Matane	Hovington, Claire-Hélène	LIB
Matapédia	Paradis, Henri	LIB
Mégantic-Compton	Bélanger, Madeleine	LIB
Mercier	Godin, Gérald	PQ
Mille-Îles	Bélisle, Jean-Pierre	LIB
Montmagny-L'Islet	Gauvin, Réal	LIB
Montmorency	Séguin, Yves	LIB
Mont-Royal	Ciaccia, John	LIB
Nelligan	Lincoln, Clifford	LIB
Nicolet	Richard, Maurice	LIB
Notre-Dame-de-Grâce	Scowen, Reed ¹	LIB
	Thuringer, Harold Peter ²	LIB
Orford	Vaillancourt, Georges	LIB
Outremont	Fortier, Pierre-C.	LIB
Papineau	Assad, Mark	LIB
Pontiac	Middlemiss, Robert	LIB
Portneuf	Pagé, Michel	LIB
Prévost	Forget, Paul-André	LIB
Richelieu	Khelfa, Albert	LIB
Richmond	Vallières, Yvon	LIB
Rimouski	Tremblay, Michel	LIB
Rivière-du-Loup	Côté, Albert	LIB
Robert-Baldwin	MacDonald, Pierre	LIB
Roberval	Gauthier, Michel	PQ
Rosemont	Rivard, Guy	LIB
Rousseau	Thérien, Robert	LIB
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Baril, Gilles	LIB

¹ A démissionné le 17 juin 1987

² Élu le 14 septembre 1987

Saguenay	Maltais, Ghislain	LIB
Sainte-Anne	Polak, Maximilien	LIB
Saint-François	Gagnon-Tremblay, Monique	LIB
Saint-Henri	Hains, Roma	LIB
Saint-Hyacinthe	Messier, Charles	LIB
Saint-Jacques	Boulerice, André	PQ
Saint-Jean	Lorrain, Pierre	LIB
Saint-Laurent	Leduc, Germain ¹	LIB
	Bourassa, Robert ²	LIB
Saint-Louis	Chagnon, Jacques	LIB
Sainte-Marie	Laporte, Michel	LIB
Saint-Maurice	Lemire, Yvon	LIB
Sauvé	Parent, Marcel	LIB
Shefford	Paré, Roger	PQ
Sherbrooke	Hamel, André J.	LIB
Taillon	Filion, Claude	PQ
Taschereau	Leclerc, Jean	LIB
Terrebonne	Blais, Yves	PQ
Trois-Rivières	Philibert, Paul	LIB
Ungava	Claveau, Christian	PQ
Vachon	Pelchat, Christiane	LIB
Vanier	Lemieux, Jean-Guy	LIB
Vaudreuil-Soulanges	Johnson, Daniel	LIB
Verchères	Charbonneau, Jean-Pierre	PQ
Verdun	Gobeil, Paul	LIB
Viau	Cusano, William	LIB
Viger	Maciocia, Cosmo	LIB
Vimont	Théorêt, Jean-Paul	LIB
Westmount	French, Richard	LIB

Répartition des sièges à la prorogation:

99 LIB (Parti libéral du Québec)

21 PQ (Parti québécois)

1 IND (Indépendant)

1 siège vacant (Anjou)

¹ A démissionné le 12 décembre 1985

² Élu le 20 janvier 1986

LISTE ALPHABÉTIQUE

des

MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Indiquant leur circonscription et leur appartenance politique
(au moment de la prorogation de la 1^{re} session, 33^e Législature)

Assad, Mark	Papineau	LIB
Audet, Jean	Beauce-Nord	LIB
Bacon, Lise	Chomedey	LIB
Baril, Gilles	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	LIB
Beaudin, André	Gaspé	LIB
Bégin, Louise	Bellechasse	LIB
Bélanger, Guy	Laval-des-Rapides	LIB
Bélanger, Madeleine	Mégantic-Compton	LIB
Bélisle, Jean-Pierre	Mille-Iles	LIB
Bissonnet, Michel	Jeanne-Mance	LIB
Blackburn, Jeanne L.	Chicoutimi	PQ
Blais, Yves	Terrebonne	PQ
Bleau, Madeleine	Groulx	LIB
Boulerice, André	Saint-Jacques	PQ
Bourassa, Robert ¹	Saint-Laurent	LIB
Bourbeau, André	Laporte	LIB
Bradet, Daniel	Charlevoix	LIB
Brassard, Jacques	Lac-Saint-Jean	PQ
Brouillette, Pierre A.	Champlain	LIB
Camden, Lewis	Lotbinière	LIB
Cannon, Lawrence	La Peltrie	LIB
Cardinal, Pierrette	Châteauguay	LIB
Chagnon, Jacques	Saint-Louis	LIB
Charbonneau, Jean-Pierre	Verchères	PQ
Chevrette, Guy	Joliette	PQ
Ciaccia, John	Mont-Royal	LIB
Claveau, Christian	Ungava	PQ
Côté, Albert	Rivière-du-Loup	LIB

¹ Élu le 20 janvier 1986

Côté, Marc-Yvan	Charlesbourg	LIB
Cusano, William	Viau	LIB
Dauphin, Claude	Marquette	LIB
Desbiens, Hubert	Dubuc	PQ
Després, Michel	Limoilou	LIB
Dionne, France	Kamouraska-Témiscouata	LIB
Dougherty, Joan	Jacques-Cartier	LIB
Doyon, Réjean	Louis-Hébert	LIB
Dubois, Claude	Huntingdon	LIB
Dufour, Francis	Jonquière	PQ
Dutil, Robert	Beauce-Sud	LIB
Farrah, Georges	Iles-de-la-Madeleine	LIB
Filion, Claude	Taillon	PQ
Forget, Paul-André	Prévost	LIB
Fortier, Pierre-C.	Outremont	LIB
Fortin, Gilles	Marguerite-Bourgeoys	LIB
French, Richard	Westmount	LIB
Gagnon-Tremblay, Monique	Saint-François	LIB
Gardner, Laurier	Arthabaska	LIB
Garon, Jean	Lévis	PQ
Gauthier, Michel	Roberval	PQ
Gauvin, Réal	Montmagny-L'Islet	LIB
Gendron, François	Abitibi-Ouest	PQ
Gervais, Jean-Guy	L'Assomption	LIB
Gobé, Jean-Claude	Lafontaine	LIB
Gobeil, Paul	Verdun	LIB
Godin, Gérald	Mercier	PQ
Gratton, Michel	Gatineau	LIB
Hains, Roma	Saint-Henri	LIB
Hamel, André J.	Sherbrooke	LIB
Harel, Louise	Maisonneuve	PQ
Hétu, Damien	Labelle	LIB
Houde, Albert	Berthier	LIB
Hovington, Claire-Hélène	Matane	LIB

Johnson, Pierre Marc¹	Anjou	PQ
Johnson, Daniel	Vaudreuil-Soulanges	LIB
Jolivet, Jean-Pierre	Laviolette	PQ
Joly, Jean A.	Fabre	LIB
Juneau, Carmen	Johnson	PQ
Kehoe, John	Chapleau	LIB
Khelfa, Albert	Richelieu	LIB
Laporte, Michel	Sainte-Marie	LIB
Latulippe, Gérard	Chambly	LIB
Lavoie-Roux, Thérèse	L'Acadie	LIB
Leclerc, Jean	Taschereau	LIB
Leduc, Germain²	Saint-Laurent	LIB
Lefebvre, Roger	Frontenac	LIB
Legault, Yolande D.	Deux-Montagnes	LIB
Lemieux, Jean-Guy	Vanier	LIB
Lemire, Yvon	Saint-Maurice	LIB
Levesque, Gérard D.	Bonaventure	LIB
Lincoln, Clifford	Nelligan	LIB
Lorrain, Pierre	Saint-Jean	LIB
MacDonald, Pierre	Robert-Baldwin	LIB
Maciocia, Cosmo	Viger	LIB
Maltais, Ghislain	Saguenay	LIB
Marcil, Serge	Beauharnois	LIB
Marx, Herbert	D'Arcy-McGee	LIB
Messier, Charles	Saint-Hyacinthe	LIB
Middlemiss, Robert	Pontiac	LIB
Pagé, Michel	Portneuf	LIB
Paradis, Henri	Matapédia	LIB
Paradis, Pierre	Brome-Missisquoi	LIB
Paré, Roger	Shefford	PQ
Parent, Jean-Guy	Bertrand	PQ
Parent, Marcel	Sauvé	LIB
Pelchat, Christiane	Vachon	LIB
Perron, Denis	Duplessis	PQ
Philibert, Paul	Trois-Rivières	LIB

¹ A démissionné le 10 novembre 1987

² A démissionné le 12 décembre 1985

Picotte, Yvon	Maskinongé	LIB
Polak, Maximilien	Sainte-Anne	LIB
Poulin, Rémy	Chauveau	LIB
Rémillard, Gil	Jean-Talon	LIB
Richard, Maurice	Nicolet	LIB
Rivard, Guy	Rosemont	LIB
Robic, Louise	Bourassa	LIB
Rochefort, Jacques ¹	Gouin	IND
Rocheleau, Gilles	Hull	LIB
Ryan, Claude	Argenteuil	LIB
St-Roch, Jean-Guy	Drummond	LIB
Saintonge J.-Pierre	Laprairie	LIB
Savoie, Raymond	Abitibi-Est	LIB
Scowen, Reed ²	Notre-Dame-de-Grâce	LIB
Séguin, Yves	Montmorency	LIB
Sirros, Christos	Laurier	LIB
Théorêt, Jean-Paul	Vimont	LIB
Thérien, Robert	Rousseau	LIB
Thuringer, Harold Peter ³	Notre-Dame-de-Grâce	LIB
Tremblay, Jacques	Iberville	LIB
Tremblay, Michel	Rimouski	LIB
Trépanier, Violette	Dorion	LIB
Trudel, Claude	Bourget	LIB
Vaillancourt, Georges	Orford	LIB
Vallerand, André	Crémazie	LIB
Vallières, Yvon	Richmond	LIB
Vermette, Cécile	Marie-Victorin	PQ

Répartition des sièges à la prorogation:

99 LIB (Parti Libéral du Québec)

21 PQ (Parti québécois)

1 IND (Indépendant)

1 siège vacant (Anjou)

¹ A démissionné du caucus du P.Q. le 18 novembre 1987

² A démissionné le 17 juin 1987

³ Élu le 14 septembre 1987

ASSEMBLÉE NATIONALE

INDEX

PROCÈS-VERBAUX

1^{re} session - 33^e Législature

BUDGET ET CRÉDITS

Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1986

Budget supplémentaire (n° 2) déposé:

Document n° 15, 14.

Commission plénière pour l'étude des crédits, 16.

Rapport de la commission plénière, 17.

Déclaration complémentaire sur le budget (Énoncé de politiques budgétaires), Documents n^{os} 16, 17 déposés, 16. Débat reporté, 25. Débat; motion de censure, 27. Répartition du temps, 28. Débats fusionnés, 39. Reprise du débat, 40, 89, 99, 100 (motions de censure). Débat terminé; votes reportés, 106. Motions de censure rejetées (Votes n^{os} 4, 5, 6, 7); motion princ. adoptée (Vote n° 8), 111-18.

Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1987

Budget provisoire déposé:

Document n° 154, 105.

Budget déposé:

Document n° 169, 134.

Document n° 186, 159.

Budget supplémentaire (n° 1) déposé:

Document n° 282, 316.

Budget supplémentaire (n° 2) déposé:

Document n° 584, 589.

Budget et crédits:- Suite

Commission plénière pour l'étude des crédits, 145, 153 (crédits provisoires); 209 (Assemblée nationale); 316, 317 (crédits supplémentaires n° 1); 625, 634, 642 (crédits supplémentaires n° 2).

Crédits renvoyés aux commissions compétentes, 153, 155. Crédits de l'Assemblée nationale adoptés, 209. Rapports déposés (*Document n° 225*), 215. Débat restreint; vote reporté, 229. Rapports adoptés (Vote n° 33), 235.

Rapports de la commission plénière, 153, 209, 317, 642.

Discours sur le budget (1986-1987): Question de règlement; 171, 178 (*Document n° 207* déposé). Décisions, 176, 180. Motion d'urgence adoptée (Vote n° 22), 184. Discours prononcé; documents n°^{OS} 214, 215 déposés, 190. Débat; 1^{re} motion de censure; question de règlement; répartition du temps; décision, 193-95. Reprise du débat, 197, 199, 202 (2^e motion de censure). Débat suspendu, 204. Rapport déposé (*Document n° 226*), 215. Art. 276 suspendu, 220. Reprise du débat; vote reporté, 228. Motions de censure rejetées (Votes n°^{OS} 30, 31); motion princ. adoptée (Vote n° 32), 231-35.

Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1988

Budget provisoire déposé:
Document n° 749, 715.

Budget déposé:
Document n° 764, 739.

Budget supplémentaire (n° 1) déposé:
Document n° 885, 922, 925.

Commission plénière pour l'étude des crédits, 739 (avis); 752 (crédits provisoires); 894, 895 (Assemblée nationale); 942, 943, 954, 955 (crédits supplémentaires n° 1).

Crédits renvoyés aux commissions compétentes, 755. Crédits de l'Assemblée nationale adoptés, 894, 895. Rapports déposés (*Document n° 865*), 896. Ordre, 902. Répartition du temps; vote reporté, 904. Rapports adoptés (Vote n° 112), 908.

Budget et crédits:- Suite

Rapports de la commission plénière, 753; 955.

Discours sur le budget (1987-1988): Interventions permises; discours prononcé; Documents n^{os} 813, 814 déposés, 805. Ordre, 806. Document n^{os} 815, 816 déposés, 807. Débat; répartition du temps; 1^{re} motion de censure, 810. 2^e motion de censure, 812. 3^e motion de censure, 832. 4^e et 5^e motions de censure, 843. Débat suspendu, 844. Rapport déposé (*Document n° 839*), 851. Reprise du débat; vote reporté, 855. Motions de censure rejetées (Votes n^{os} 105-109); motion princ. adoptée (Vote n° 110), 858-865.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Décisions déposées, 10, 18, 98, 207, 398, 412, 495, 547, 667, 694, 750, 923, 1055, 1151.

Membres nommés, 27, 130, 1241.

COMMISSIONS

Composition, 29 (article 127 suspendu), 34 (*Document n° 100*), 90 (présidents et vice-présidents), 106, 274 (*Document n° 259*), 480, 503, 709, 783, 830, 874, 1056 (présidents de séance), 1060, 1061, 1162, 1215, 1221 (président de séance), 1244.

Mandat à la CAN, 29 (composition), 509 (DGE - projet de loi 147); 744, 802, 806 (motion du député de Lévis); 1008 (représentation électorale).

Mandat à la CAE, 253 (projet de loi 190); 359 (projet de loi 100); 645 (pesticides); 830 (conversion des immeubles locatifs); 939 (transport en commun à Montréal); 977 (organisation territoriale municipale); 993 (assurance automobile); 1157 (camionnage).

Mandat à la CAPA, 934 (financement agricole).

Mandat à la CAS, 759 (adoption internationale) (Vote n° 102); 1141 (services de santé et services sociaux); 1169 (politique de santé mentale); 1223 (politique de sécurité du revenu).

Mandat à la CBA, 935 (registre des associations et entreprises); 1009 (rapport du Vérificateur général).

Mandat à la CC, 133, 1129 (statut de l'artiste); 791 (niveau d'immigration).

Mandat à la CE, 189 (financement des universités); 1220 (élections scolaires et instruction publique).

Commissions:- Suite

Mandat à la CET, 119, 685 (tarifs d'Hydro-Québec); 370 (avant-projet de loi sur les forêts); 508 (industrie de la construction); 870 (Commission des relations du travail); 939, 980 (aide aux régions périphériques); 957 (Régie du gaz naturel); 1231 (accord de libre-échange).

Mandat à la CI, 30 (accès à l'égalité); 30 (droit des personnes, des successions et des biens); 208, 219 884 (prévisions budgétaires du DGE); 408 (projet de loi 104); 644 (Code de procédure pénale); 665 (sûretés réelles et publicité des droits); 678, 1008 (représentation électorale); 821, 852 (entente du lac Meech); 951 (organisation policière).

Mandat à la SCRP, 1009 (composition des commissions).

DÉBATS DE FIN DE SÉANCE

Aide sociale, indexation, 135, 136. Parité pour les 18 à 30 ans, 415, 417.

Berges du lac Saint-Jean, érosion, 106, 109.

Décisions 85, annulation, 100, 101.

Entrepôt de BPC à Senneterre, moratoire, 1078, 1080.

Manoir Richelieu, conflit de travail, 420, 425.

Raffinerie de sucre du Québec, vente, 39, 40.

Services de santé, coupures, 415, 417.

Soins dentaires, coupures, 194, 196, 248, 275, 277.

Territoires fauniques, sort, 1114, 1116.

DÉBATS D'URGENCE

Manoir Richelieu, conflit de travail. Demande jugée irrecevable, 697.

Murdochville, fermeture des installations minières. Demande jugée irrecevable, 903.

Services hospitaliers dispensés aux enfants, déficience. Demande jugée irrecevable, 1269.

UniMédia Inc., prise de contrôle par Hollinger-Argus de Toronto. Demande jugée irrecevable, 875.

Valeurs mobilières, situation du marché. Demande jugée recevable; débat tenu, 1062, 1063.

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DES COMMISSIONS

Rapport de la Commission de l'Assemblée nationale concernant la motion de privilège du député de Lévis (*Document n° 821*), 830.

Rapport de la Commission du budget et de l'administration sur les activités de la Commission des valeurs mobilières (*Document n° 876*), 933.

Rapport de la Commission des institutions sur le projet de règlement concernant les programmes d'accès à l'égalité (*Document n° 204*), 276, 286.

Rapport de la Commission des institutions sur les activités de l'Office de la protection du consommateur (*Document n° 527*), 710.

DÉCISIONS ET DIRECTIVES DU PRÉSIDENT

Amendement à une motion présentée en vertu de l'article 97. Décisions, 261, 817, 1069. (Voir *Journal des débats*, pp. 1903, 7335, 9205)

Amendement à un rapport de commission. Décision, 845. (Voir *Journal des débats*, p. 7609)

Commentaires du leader de l'Opposition sur la présidence rapportés dans un journal. Déclaration du Président, 263. Mise au point du leader, 273. (Voir *Journal des débats*, pp. 1907, 2055)

Débat de fin de séance, présence du Premier ministre. Décision, 135. (Voir *Journal des débats*, p. 695)

Débat d'urgence, demandes. Décisions, 698, 875, 903, 1063, 1269. (Voir *Journal des débats*, pp. 5917, 7835, 8089, 9118, 11030)

Discours du budget, date, 172. Document n° 207 déposé, 178. Décisions, 176, 180. (Voir *Journal des débats*, pp. 1013, 1035)

Motion de censure, recevabilité, 194. Décision, 195. (Voir *Journal des débats*, p. 1283)

Décisions du Président:- Suite

Motion en vertu de l'article 97, recevabilité. Décisions, 209, 449. (Voir *Journal des débats*, pp. 1482, 3729)

Période de questions. Directives, 222, 1073. (Voir *Journal des débats*, pp. 1539, 9215)

Pertinence des propos de Mme Lavoie-Roux lors du débat sur l'adoption du principe du projet de loi 74. Décision, 357. (Voir *Journal des débats*, p. 3176)

Pétitions, forme et contenu. Directive, 513. (Voir *Journal des débats*, p. 4358)

Question de fait personnel, recevabilité. Décision, 443. (Voir aussi *Journal des débats*, p. 3686)

Question de privilège, recevabilité. Décisions, 110, 256, 687. (Voir *Journal des débats*, pp. 535, 1868, 5845, 5886)

Répartition du temps du débat sur une motion de report, 278, 296. (Voir *Journal des débats*, pp. 2137, 2442)

Scission de projets de loi:

PL 61 (Radio-Québec), 240. Décision, 245. (Voir *Journal des débats*, p. 1722)

PL 73 (sécurité routière et assurance automobile). Décision, 1156. (Voir *Journal des débats*, p. 9995)

PL 97 (services de santé et services sociaux). Décision, 1139. (Voir *Journal des débats*, p. 9821)

Suspension des règles, motion. Décision, 963. (Voir *Journal des débats*, p. 8685)

Vote, procédure modifiée. Décision, 837, 843. (Voir *Journal des débats*, pp. 7562, 7586)

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

Aide sociale, réforme, 1196, 1198 (*Document n° 1185*).

Allocations familiales et REA, modifications fiscales, 459 (*Document n° 485*).

Charte de la langue française, amendements (*Document n° 550*), 552, 553.

Code civil (nouveau), adoption, 145.

Déclarations ministérielles:- Suite

Créances de la Couronne, taux applicable, 128.

Électricité, exportation, 1006.

Essence dans les régions périphériques et autres mesures, 263, 934 (*Document n° 897*).

Harmonisation des régimes d'imposition, 583 (*Document n° 573*); 957 (*Document n° 932*); 1255 (*Document n° 1241*).

Manoir Richelieu, enquête, 418.

Négociations dans les secteurs public et parapublic, 396, 583.

Mesures d'ajustement à caractère fiscal, 957 (*Document n° 932*).

Occasionnels, politique de recrutement, 289 (*Document n° 275*).

Politique sucrière du Québec, 102.

Régime d'épargne-actions:

Assouplissement des pénalités, 1065 (*Document n° 1051*);

Ouverture au développement régional, 459 (*Document n° 485*);

Report de la date limite pour l'achat d'actions, 1126 (*Document n° 1122*).

Réserve des trois chaînes, 789.

Salaire minimum, nouvelles mesures, 359, 889.

DÉMISSIONS

Assemblée nationale:

M. Pierre Marc Johnson, député d'Anjou, 1096;

M. Germain Leduc, député de Saint-Laurent, 4;

M. Jacques Rochefort, du caucus du Parti Québécois (*Document n° 1118*), 1123.;

M. Reed Scowen, député de Notre-Dame-de-Grâce, 952.

Commission d'accès à l'information:

Mme Caroline Pestieau, membre (*Document n° 719*), 694.

Commission de la fonction publique:

M. Harold Hutchison, membre (*Document n° 1067*), 1072;

Mme Lise Langlois, membre (*Document n° 19*), 18.

Institut de recherche et d'information sur la rémunération:

M. Luc Bessette, vice-président (*Document n° 887*), 923.

DISCOURS D'OUVERTURE

Discours d'ouverture prononcé par la Vice-Première ministre, 9. Ordre concernant le débat, 11. Débat, 12, 25 (ordre). Répartition du temps, 28. Débats fusionnés, 39. Reprise du débat, 40, 89, 99, 100, 106 (motions de censure). Débat terminé; votes reportés, 107. Motions de censure rejetées (Votes n^{os} 4, 5, 6, 7), 111-115.

DOCUMENTS DE LA SESSION

Abolition de la retraite obligatoire:- Premier rapport triennal sur les effets de la Loi sur l'-. Déposé, 215. (*Document n° 224*)

Accès à l'égalité:- Premier rapport des activités des ministères et organismes. Déposé, 362. (*Document n° 338*)

Accord constitutionnel de 1987:- Déposé, 889. (*Document n° 861*)

Administrateurs agréés, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 1052. (*Document n° 999*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1053. (*Document n° 1002*)

Administration régionale Kativik (Programme d'aide aux Inuit pour activités de chasse, de pêche et de piégeage):

Rapport annuel 1985. Déposé, 250. (*Document n° 243*)

Rapport annuel 1986. Déposé, 1066. (*Document n° 1054*)

Affaires culturelles, ministère:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 19. (*Document n° 24*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 502. (*Document n° 516*)

Affaires municipales, ministère:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 28. (*Document n° 95*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 702. (*Document n° 731*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1177. (*Document n° 1162*)

Affaires sociales, ministère:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 410. (*Document n° 408*)

Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 22. (*Document n° 59*)

Documents de la session:- Suite

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 451. (*Document n° 479*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1075. (*Document n° 1071*)

Agriculture, Pêcheries et Alimentation, ministère:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 104. (*Document n° 149*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 750. (*Document n° 774*)

Agronomes, Ordre:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 20. (*Document n° 35*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 761. (*Document n° 784*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1256. (*Document n° 1251*)

Aide sociale:

Code d'éthique sur les visites à domicile des agents de vérification.
Déposé, 258. (*Document n° 248*)

Document d'orientation intitulé: *Pour une politique de sécurité du revenu.*
Déposé, 1198. (*Document n° 1185*)

Réponse à une question écrite concernant les résultats de la
contre-expertise médicale. Déposé, 491. (*Document n° 509*)

Alcan:- Entente conclue avec le Québec sur le programme d'amélioration des
berges du lac Saint-Jean. Déposé, 362. (*Document n° 340*)

Alex Couture inc.:- Télégramme concernant une subvention fédérale. Déposé,
769. (*Document n° 790*)

Allocations de présence (membres d'organismes gouvernementaux):- Réponse à
une question écrite. Déposé, 908. (*Document n° 872*)

Allocations familiales et Régime d'épargne-actions:- Déclaration ministérielle
et annexe. Déposé, 459. (*Document n° 485*)

Amendements:

Projet de loi 21 (adoption internationale). Déposé, 919. (*Document n° 881*)

Projet de loi 24 (instruction publique). Déposé, 256. (*Document n° 245*)

Projet de loi 140 (Charte de la langue française). Déposé, 553. (*Document*
n° 550)

Approvisionnement en bois (usine Gérard Crête):- Décret déposé, 908.
(*Document n° 873*)

Documents de la session:- Suite

Approvisionnement et Services, ministère:

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1111. (*Document n° 1104*)

Réponse à une question écrite concernant le personnel engagé depuis décembre 1985. Déposé, 1259. (*Document n° 1275*)

Arbitrage commercial international:- Documents de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international. Déposé, 439. (*Document n° 463*)

Archipel (projet):- Rapport de faisabilité. Déposé, 250. (*Document n° 244*)

Architectes, Ordre:

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 398. (*Document n° 382*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1053. (*Document n° 1003*)

Arpenteurs-géomètres, Ordre:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 103. (*Document n° 146*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 428. (*Document n° 433*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1256. (*Document n° 1252*)

Assainissement des eaux:

Rapport du groupe de travail sur le programme d'-. Déposé, 419. (*Document n° 423*)

Réponse à une question écrite concernant le comité créé par le ministre de l'Environnement. Déposé, 491. (*Document n° 507*)

Association des hôpitaux du Québec:- Correspondance et communiqué de presse relatifs au projet de loi 142. Déposé, 558. (*Document n° 555*)

Association parlementaire du Commonwealth:- Déclaration soulignant l'importance de cette communauté internationale. Déposés, 33, 693. (*Document n°s 97, 712*)

Association provinciale des constructeurs d'habitation:- Télégramme appuyant le projet de loi 137. Déposé, 581. (*Document n° 572*)

Audioprothésistes, Ordre:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 398. (*Document n° 384*)

Avant-projets de loi:

Assurance automobile. Déposé, 991. (*Document n° 970*)

Documents de la session:- Suite

- Codé civil (sûretés réelles et publicité des droits). Déposé, 665. (*Document n° 669*)
- Code civil (droits des obligations). Déposé, 1240. (*Document n° 1224*)
- Code de procédure pénale. Déposé, 644. (*Document n° 641*)
- Forêts. Déposé, 360. (*Document n° 328*)
- Organisation policière. Déposé, 949. (*Document n° 918*)
- Organisation territoriale municipale. Déposé, 977. (*Document n° 956*)
- Pesticides. Déposé, 644. (*Document n° 642*)
- Régie du gaz naturel. Déposé, 957. (*Document n° 934*)

Avions du gouvernement:- Réponse à une question écrite concernant les vols effectués en octobre 1986. Déposé, 627. (*Document n° 624*)

Avocats et notaires:- Règles applicables en matière de services professionnels et mandats octroyés dans le cadre du programme PARCQ. Déposé, 1258. (*Document n° 1267*)

Barreau:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 23. (*Document n° 68*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 428. (*Document n° 434*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1053. (*Document n° 1004*)

Bénéficiaires de l'aide sociale:- Réponse à une question écrite concernant les résultats de la contre-expertise médicale. Déposé, 491. (*Document n° 509*)

Berges du lac Saint-Jean:- Entente conclue avec Alcan sur le programme d'amélioration des-. Déposé, 362. (*Document n° 340*)

Berges neuves:- Réponse à une question écrite concernant l'abandon du programme. Déposé, 491. (*Document n° 508*)

Bessette, M. Luc:- Lettre de démission à la vice-présidence de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération. Déposé, 923. (*Document n° 887*)

Bibliothèques municipales:- Réponse concernant l'aide financière accordée. Déposé, 703. (*Document n° 733*)

Bibliothèques publiques:- Réponse concernant le groupe de travail sur la situation des-. Déposé, 743. (*Document n° 770*)

Documents de la session:- Suite

Budget:

- Crédits 1986-1987. Déposés, 134, 159. (*Documents n^{os} 169, 186*)
- Crédits 1987-1988. Déposé, 739. (*Document n° 764*)
- Crédits provisoires 1986-1987. Déposé, 105. (*Document n° 154*)
- Crédits provisoires 1987-1988. Déposé, 715. (*Document n° 749*)
- Crédits supplémentaires (n° 2), 1985-1986. Déposé, 14. (*Document n° 15*)
- Crédits supplémentaires (n° 1), 1986-1987. Déposé, 316. (*Document n° 282*)
- Crédits supplémentaires (n° 2), 1986-1987. Déposé, 589. (*Document n° 584*)
- Crédits supplémentaires (n° 1), 1987-1988. Déposé, 922. (*Document n° 885*)
- Document pré-budgétaire (1986-1987) intitulé: *Les finances publiques: l'urgence d'un redressement*. Déposé, 103. (*Document n° 142*)

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 24. (*Document n° 80*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 435. (*Document n° 460*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1075. (*Document n° 1069*)

Bureau de la protection civile:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 231. (*Document n° 228*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 702. (*Document n° 732*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1240. (*Document n° 1226*)

Bureau de l'Assemblée nationale:

- Décisions 154, 156, 159, 163, 165. Déposé, 10. (*Document n° 3*)
- Décisions 169, 174. Déposé, 18. (*Document n° 18*)
- Décisions 177, 182, 183, 184, 185, 187. Déposé, 98. (*Document n° 139*)
- Décisions 191, 192. Déposé, 207. (*Document n° 220*)
- Décisions 199, 200. Déposé, 398. (*Document n° 386*)
- Décisions 203, 205, 206, 208. Déposé, 412. (*Document n° 415*)
- Décision 210. Déposé, 495. (*Document n° 513*)
- Décisions 211, 212. Déposé, 547. (*Document n° 548*)
- Décisions 215, 217. Déposé, 667. (*Document n° 680*)
- Décisions 213, 219, 223, 227, 232, 233. Déposé, 694. (*Document n° 718*)
- Décision 236. Déposé, 750. (*Document n° 775*)

Documents de la session:- Suite

Décision 247. Déposé, 923. (*Document n° 886*)
Décisions 251, 253, 254, 256. Déposé, 1055. (*Document n° 1029*)
Décision 264. Déposé, 1151. (*Document n° 1142*)
Membres, changements. Déposés, 130, 1241. (*Documents n^{os} 167, 1229*)

Bureau de surveillance du cinéma:- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 23.
(*Document n° 66*)

Bureau du coroner:- Rapport annuel 1986. Déposé, 958. (*Document n° 935*)

Caisse de dépôt et placement du Québec:

Rapport annuel 1985 et états financiers. Déposé, 103. (*Document n° 141*)
Rapport annuel 1986, états financiers et statistiques. Déposé, 724.
(*Documents n^{os} 760, 761*)

Cambior inc.:

Convention d'échange avec Soquem. Déposé, 573. (*Document n° 566*)
Prospectus et documents relatifs à-. Déposé, 491. (*Document n° 510*)

Centre de recherche-développement sur les applications pédagogiques de l'ordinateur:- Rapport. Déposé, 22. (*Document n° 64*)

Centre de recherche industrielle:

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 390. (*Document n° 365*)
Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 991. (*Document n° 971*)

Centre québécois de recherche sur les applications pédagogiques de l'ordinateur:- Décret concernant la nomination des membres. Déposé, 37.
(*Document n° 124*)

Centres de détention de juridiction provinciale:- Réponse à une question écrite concernant les-. Déposé, 685. (*Document n° 711*)

Champs balistiques (Mont-Laurier):- Télégramme. Déposé, 834. (*Document n° 833*)

Charte de la langue française:- Amendements. Déposé, 553. (*Document n° 550*)

Documents de la session:- Suite

Chasse et pêche:- Réponses à des questions écrites concernant les avis sollicités des comités aviseurs et les permis émis par le MLCP. Déposés, 1066, 1067. (Documents n^{os} 1056, 1057)

Chef de l'Opposition:- Nomination de M. Guy Chevrette. Déposé, 1109. (Document n° 1101)

Chimistes, Ordre:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 23. (Document n° 70)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 398. (Document n° 383)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1053. (Document n° 1005)

Chinic:- Voir Édifice Chinic.

Chiropraticiens, Ordre:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 20. (Document n° 32)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 428. (Document n° 435)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1053. (Document n° 1006)

Citizens Utilities Company:- Décret 1886-86 concernant un contrat de vente d'énergie. Déposé, 719. (Document n° 750)

Civisme, administration de la loi:

Rapport annuel 1984. Déposé, 104. (Document n° 150)

Rapport annuel 1985. Déposé, 450. (Document n° 476)

Rapport annuel 1986. Déposé, 1099. (Document n° 1081)

Code civil (droit des obligations):- Avant-projet de loi. Déposé, 1240. (Document n° 1224)

Code civil (droit des sûretés réelles et publicité des droits):- Avant-projet de loi. Déposé, 665. (Document n° 669)

Code de procédure pénale:- Avant-projet de loi. Déposé, 644. (Document n° 641)

Code d'éthique des agents de vérification (aide sociale):- Déposé, 258. (Document n° 248)

Comité catholique du Conseil supérieur de l'éducation:- Lettre relative au projet de loi 131. Déposé, 568. (Document n° 564)

Comité consultatif en matière d'inondations:- Rapport du comité présidé par le député de Montmagny-L'Islet. Déposé, 949. (Document n° 917)

Documents de la session:- Suite

Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James:- Rapports annuels 1982-1983, 1983-1984, 1984-1985, 1985-1986. Déposés, 1141. (*Documents n^{os} 1131, 1132, 1133, 1134*)

Comité de la protection de la jeunesse:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 23. (*Document n° 65*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 450. (*Document n° 474*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1177. (*Document n° 1160*)

Comité d'étude extra-parlementaire sur la rémunération et les régimes de pension des membres de l'Assemblée nationale:- Rapports déposés, 1056, 1151. (*Documents n^{os} 1034, 1141*)

Comité sur l'accessibilité des services de santé et des services sociaux du réseau aux communautés culturelles:- Rapport du comité présidé par le député de Laurier. Déposé, 1228. (*Document n° 1208*)

Comité sur l'application de la réglementation et les questions pénales:- Rapport du comité présidé par le député de Louis-Hébert. Déposé, 720. (*Document n° 754*)

Comité sur la révision des fonctions et organisation gouvernementales:- Réponses à des questions écrites. Déposés, 1007. (*Documents n^{os} 980, 981*)

Comité sur la signalisation routière:- Rapport du comité présidé par le député de Matapédia. Déposé, 739. (*Document n° 765*)

Comité sur la tarification des bois en forêt publique:- Rapport du comité présidé par les députés de Mégantic-Compton et de Rousseau. Déposé, 1111. (*Document n° 1106*)

Comité sur la voirie, les réclamations et la protection de l'environnement:- Rapport du comité présidé par le député de Richmond. Déposé, 619. (*Document n° 612*)

Comité sur le mesurage des bois récoltés en forêt publique:- Rapport du comité présidé par le député de Saguenay. Déposé, 1111. (*Document n° 1105*)

Comité sur l'entretien du réseau routier:- Rapport du comité présidé par le député de Pontiac. Déposé, 507. (*Document n° 522*)

Documents de la session:- Suite

Comité sur le Service aérien gouvernemental:- Rapport du comité présidé par le député de Taschereau. Déposé, 720. (*Document n° 752*)

Comité sur les haltes routières:- Rapport du comité présidé par la députée de Kamouraska-Témiscouata. Déposé, 523. (*Document n° 531*)

Comité sur les limites de vitesse:- Rapport du comité présidé par le député de Trois-Rivières. Déposé, 720. (*Document n° 753*)

Comité sur les traverses maritimes:- Rapport du comité présidé par la députée de Matane. Déposé, 523. (*Document n° 530*)

Comité sur le taxi:- Rapport du comité présidé par le député de Jeanne-Mance. Déposé, 901. (*Document n° 868*)

Comités de députés:- Réponse à une question écrite concernant le coût des rapports. Déposé, 1083. (*Document n° 1076*)

Commerce extérieur et Développement technologique, ministère:
Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 677. (*Document n° 709*)
Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1075. (*Document n° 1070*)

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances:
Rapport annuel 1985. Déposé, 362. (*Document n° 339*)
Rapport annuel 1986. Déposé, 1055. (*Document n° 1028*)

Commission consultative de l'enseignement privé:
Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 23. (*Document n° 76*)
Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 603. (*Document n° 599*)
Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1239. (*Document n° 1219*)

Commission d'accès à l'information:
Avis et protocole relatifs à l'échange de renseignements. Déposé, 807. (*Document n° 818*)
Lettre de démission de Mme Caroline Pestieau en tant que commissaire. Déposé, 694. (*Document n° 719*)
Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 24. (*Document n° 81*)
Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 362. (*Document n° 336*)
Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 978. (*Document n° 957*)
Rapport sur la mise en oeuvre de la Loi sur l'accès, intitulé: *Une vie privée mieux respectée*. Déposé, 1072. (*Document n° 1064*)

Documents de la session:- Suite

Rapport sur les dispositions inconciliables des lois québécoises avec la Loi sur l'accès, intitulé: *La vie privée: un secret d'État*. Déposé, 324. (Document n° 287)

Commission d'appel en matière de lésions professionnelles:

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 619. (Document n° 611)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1240. (Document n° 1223)

Commission de la fonction publique:

Lettre de démission de Mme Lise Langlois. Déposé, 18. (Document n° 19)

Lettre de démission de M. Harold Hutchison. Déposé, 1072. (Document n° 1067)

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 22. (Document n° 55)

Rapport annuel 1985-1986 incluant celui du Vérificateur général. Déposés, 399. (Documents n°s 388, 389)

Rapport annuel 1986-1987 incluant celui du Vérificateur général. Déposés, 1056. (Documents n°s 1031, 1032)

Commission de la représentation électorale:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 11. (Document n° 6)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 399. (Document n° 390)

Rapport annuel 1986-1987 (scène municipale). Déposé, 1056. (Document n° 1033)

Rapport préliminaire sur la délimitation des circonscriptions électorales. Déposé, 1067. (Document n° 1060)

Commission de la santé et de la sécurité du travail:

Décret relatif à l'échange de renseignements avec la RAQ. Déposé, 937. (Document n° 905)

Rapport annuel 1984 (indemnisation des victimes d'actes criminels et civisme). Déposé, 104. (Document n° 150)

Rapport annuel 1985 (indemnisation des victimes d'actes criminels et civisme). Déposé, 450. (Document n° 476)

Rapport annuel 1985. Déposé, 419. (Document n° 421)

Rapport annuel 1986. Déposé, 1038. (Document n° 987)

Rapport annuel 1986 (indemnisation des victimes d'actes criminels et civisme). Déposé, 1099. (Document n° 1081)

Commission de police:

Rapport annuel 1985. Déposé, 283. (Document n° 263)

Rapport annuel 1986. Déposé, 1038. (Document n° 986)

Commission de protection de la langue française:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 22. (Document n° 58)

Documents de la session:- Suite

- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 484. (*Document n° 497*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1052. (*Document n° 994*)

Commission de protection du territoire agricole:

- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 922. (*Document n° 882*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1066. (*Document n° 1052*)

*Commission de refonte des lois et des règlements:- Rapport des travaux de conversion des lois au système international d'unités. Déposé, 451. (*Document n° 477*)*

Commission des affaires sociales:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 35. (*Document n° 103*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 404. (*Document n° 397*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1054. (*Document n° 1024*)

Commission des biens culturels:

- Avis. Déposés, 19, 159, 396, 603, 732, 796, 1052, 1075, 1256. (*Documents n°s 21, 185, 369, 596, 762, 802, 996, 1068, 1247*)
- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 23. (*Document n° 77*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 397. (*Document n° 372*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1256. (*Document n° 1246*)

Commission des droits de la personne:

- Rapport annuel 1984. Déposé, 10. (*Document n° 5*)
- Rapport annuel 1985. Déposé, 539. (*Document n° 545*)
- Rapport annuel 1986. Déposé, 1006. (*Document n° 977*)

Commission des normes du travail:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 22. (*Document n° 62*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 404. (*Document n° 396*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1151. (*Document n° 1139*)

Commission des services juridiques:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 21. (*Document n° 42*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 435. (*Document n° 457*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1127. (*Document n° 1124*)

Commission des transports:

- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 345. (*Document n° 311*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 901. (*Document n° 867*)

Documents de la session:- Suite

Commission des valeurs mobilières:

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 948. (*Document n° 914*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 948. (*Document n° 915*)

Commission de toponymie:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 24. (*Document n° 84*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 796. (*Document n° 801*)

Commission d'étude sur la ville de Québec:- Rapport déposé, 435. (*Document n° 458*)

Commission du bâtiment:- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 667. (*Document n° 677*)

Commission municipale:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 22. (*Document n° 56*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 435. (*Document n° 459*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1006. (*Document n° 978*)

Commission permanente de l'Assemblée nationale:- Rapports:

Affaires courantes, examen. Déposés, 365, 669. (*Documents n^{os} 357, 694*)

Commissions, composition. Déposé, 34. (*Document n° 100*)

Jurisconsulte, nomination. Déposé, 34. (*Document n° 100*)

Motion de privilège du député de Lévis. Déposé, 808. (*Document n° 821*)

Projet de loi 113. Déposé, 1230. (*Document n° 1218*)

Projet de loi 147 (délimitation des circonscriptions électorales). Déposé, 524. (*Document n° 536*)

Commission permanente des affaires sociales:- Rapports:

Engagements financiers, vérification. Déposés, 511, 959, 1260. (*Documents n^{os} 526, 939, 1279*)

Président et vice-président, élection. Déposé, 90. (*Document n° 129*)

Projet de loi 21. Déposés, 851, 938. (*Documents n^{os} 840, 909*)

Projet de loi 63. Déposé, 1118. (*Document n° 1115*)

Projet de loi 74. Déposé, 461. (*Document n° 489*)

Projet de loi 75. Déposé, 347. (*Document n° 319*)

Projet de loi 77. Déposé, 347. (*Document n° 320*)

Projet de loi 97. Déposés, 1184, 1229. (*Documents n^{os} 1174, 1210*)

Projet de loi 124. Déposé, 655. (*Document n° 668*)

Projet de loi 139. Déposé, 628. (*Document n° 629*)

Documents de la session:- Suite

Projet de loi 142. Déposé, 620. (*Document n° 615*)
Projet de loi 208. Déposé, 347. (*Document n° 321*)
Projet de loi 239. Déposé, 1146. (*Document n° 1138*)

Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation:-
Rapports:

Engagements financiers, vérification. Déposés, 269, 399, 495, 695, 1058.
(*Documents n^{os} 255, 393, 514, 721, 1040*)
Président et vice-président, élection. Déposés, 91, 1057. (*Document n^{os} 133, 1039*)
Projet de loi 15. Déposé, 1190. (*Document n° 1181*)
Projet de loi 38. Déposé, 916. (*Document n° 878*)
Projet de loi 46. Déposés, 1058, 1229. (*Documents n^{os} 1041, 1211*)
Projet de loi 69. Déposé, 347. (*Document n° 323*)
Projet de loi 71. Déposé, 335. (*Document n° 307*)
Projet de loi 85. Déposé, 335. (*Document n° 308*)
Projet de loi 86. Déposé, 485. (*Document n° 503*)
Projet de loi 89. Déposé, 1212. (*Document n° 1192*)
Projet de loi 99. Déposé, 1190. (*Document n° 1182*)
Projet de loi 117. Déposé, 647. (*Document n° 651*)
Projet de loi 132. Déposé, 585. (*Document n° 576*)
Projet de loi 133. Déposé, 869. (*Document n° 847*)
Projet de loi 134. Déposé, 928. (*Document n° 896*)
Projet de loi 146. Déposé, 695. (*Document n° 720*)

Commission permanente de l'aménagement et des équipements:- Rapports:

Avant-projet de loi sur l'assurance automobile. Déposé, 1059. (*Document n° 1048*)
Avant-projet de loi sur les pesticides. Déposé, 696. (*Document n° 728*)
Avant-projet de loi sur l'organisation territoriale municipale. Déposé, 1059. (*Document n° 1047*)
Conversion d'immeubles en copropriété divise. Déposé, 1058. (*Document n° 1045*)
Engagements financiers, vérification. Déposés, 280, 461, 696, 1152.
(*Documents n^{os} 260, 490, 729, 1143*)
Infrastructures de transport en commun à Montréal. Déposé, 1059.
(*Document n° 1046*)
Président et vice-président, élection. Déposés, 90, 1178. (*Documents n^{os} 130, 1166*)
Projet de loi 9. Déposé, 776. (*Document n° 792*)
Projet de loi 16. Déposé, 939. (*Document n° 908*)
Projet de loi 19 (1986). Déposé, 364. (*Document n° 350*)

Documents de la session:- Suite

- Projet de loi 19 (1987). Déposé, 916. (*Document n° 877*)
Projet de loi 22. Déposé, 924. (*Document n° 894*)
Projet de loi 23. Déposé, 924. (*Document n° 895*)
Projet de loi 27. Déposé, 924. (*Document n° 893*)
Projet de loi 29. Déposé, 1118. (*Document n° 1116*)
Projet de loi 36. Déposé, 346. (*Document n° 316*)
Projet de loi 37. Déposé, 346. (*Document n° 318*)
Projet de loi 38. Déposé, 334. (*Document n° 298*)
Projet de loi 40. Déposé, 334. (*Document n° 302*)
Projet de loi 41. Déposé, 334. (*Document n° 299*)
Projet de loi 42. Déposé, 869. (*Document n° 848*)
Projet de loi 43 (1986). Déposé, 334. (*Document n° 300*)
Projet de loi 43 (1987). Déposé, 949. (*Document n° 921*)
Projet de loi 44. Déposé, 334. (*Document n° 301*)
Projet de loi 45. Déposé, 530. (*Document n° 540*)
Projet de loi 46. Déposé, 334. (*Document n° 303*)
Projet de loi 47. Déposé, 530. (*Document n° 541*)
Projet de loi 48. Déposé, 335. (*Document n° 304*)
Projet de loi 49. Déposé, 335. (*Document n° 305*)
Projet de loi 50. Déposé, 335. (*Document n° 306*)
Projet de loi 60. Déposé, 285. (*Document n° 274*)
Projet de loi 62. Déposé, 1212. (*Document n° 1193*)
Projet de loi 64. Déposé, 365. (*Document n° 355*)
Projet de loi 66. Déposé, 324. (*Document n° 288*)
Projet de loi 67. Déposé, 339. (*Document n° 309*)
Projet de loi 69. Déposé, 1242. (*Document n° 1232*)
Projet de loi 72. Déposé, 1222. (*Document n° 1203*)
Projet de loi 73. Déposé, 1178. (*Document n° 1167*)
Projet de loi 76. Déposés, 1184, 1213. (*Documents n^{os} 1176, 1194*)
Projet de loi 79. Déposé, 1222. (*Document n° 1204*)
Projet de loi 82. Déposé, 1184. (*Document n° 1175*)
Projet de loi 84. Déposé, 325. (*Document n° 289*)
Projet de loi 87. Déposé, 1204. (*Document n° 1188*)
Projet de loi 88. Déposé, 1230. (*Document n° 1217*)
Projet de loi 89. Déposé, 364. (*Document n° 351*)
Projet de loi 90. Déposé, 364. (*Document n° 352*)
Projet de loi 97. Déposé, 346. (*Document n° 317*)
Projet de loi 98. Déposé, 364. (*Document n° 353*)
Projet de loi 99. Déposé, 365. (*Document n° 354*)
Projet de loi 100. Déposés, 429, 938. (*Documents n^{os} 453, 907*)
Projet de loi 111. Déposé, 1260. (*Document n° 1280*)
Projet de loi 121. Déposé, 628. (*Document n° 632*)
Projet de loi 126. Déposé, 564. (*Document n° 560*)

Documents de la session:- Suite

Projet de loi 127. Déposé, 604. (*Document n° 602*)
Projet de loi 137. Déposé, 713. (*Document n° 747*)
Projet de loi 144. Déposé, 629. (*Document n° 633*)
Projet de loi 153. Déposé, 629. (*Document n° 634*)
Projet de loi 190. Déposé, 273. (*Document n° 258*)
Projet de loi 192. Déposé, 979. (*Document n° 963*)
Projet de loi 193. Déposé, 1260. (*Document n° 1281*)
Projet de loi 200 (1986). Déposé, 669. (*Document n° 687*)
Projet de loi 200 (1987). Déposé, 992. (*Document n° 975*)
Projet de loi 202. Déposé, 313. (*Document n° 280*)
Projet de loi 203 (1986). Déposé, 241. (*Document n° 234*)
Projet de loi 203 (1987). Déposé, 959. (*Document n° 941*)
Projet de loi 206. Déposé, 959. (*Document n° 942*)
Projet de loi 209. Déposé, 959. (*Document n° 943*)
Projet de loi 212. Déposé, 959. (*Document n° 944*)
Projet de loi 213. Déposé, 241. (*Document n° 235*)
Projet de loi 216. Déposé, 1242. (*Document n° 1233*)
Projet de loi 218. Déposé, 313. (*Document n° 281*)
Projet de loi 222. Déposé, 768. (*Document n° 788*)
Projet de loi 224. Déposé, 960. (*Document n° 945*)
Projet de loi 228 (1986). Déposé, 241. (*Document n° 236*)
Projet de loi 228 (1987). Déposé, 1260. (*Document n° 1282*)
Projet de loi 230. Déposé, 1261. (*Document n° 1283*)
Projet de loi 232. Déposé, 1242. (*Document n° 1234*)
Projet de loi 233. Déposé, 1242. (*Document n° 1235*)
Projet de loi 235. Déposé, 960. (*Document n° 946*)
Projet de loi 245. Déposé, 1242. (*Document n° 1236*)
Projet de loi 247 (1986). Déposé, 669. (*Document n° 688*)
Projet de loi 247 (1987). Déposé, 1242. (*Document n° 1237*)
Projet de loi 248. Déposé, 530. (*Document n° 542*)
Projet de loi 249. Déposé, 1261. (*Document n° 1285*)
Projet de loi 250 (1986). Déposé, 669. (*Document n° 689*)
Projet de loi 250 (1987). Déposé, 1261. (*Document n° 1284*)
Projet de loi 252 (1986). Déposé, 365. (*Document n° 356*)
Projet de loi 252 (1987). Déposé, 1242. (*Document n° 1238*)
Projet de loi 254. Déposé, 669. (*Document n° 690*)
Projet de loi 258. Déposé, 530. (*Document n° 543*)
Projet de loi 262. Déposé, 960. (*Document n° 947*)
Projet de loi 263. Déposé, 768. (*Document n° 789*)
Projet de loi 267. Déposé, 960. (*Document n° 948*)
Projet de loi 268. Déposé, 669. (*Document n° 691*)
Projet de loi 271. Déposé, 669. (*Document n° 692*)
Projet de loi 272. Déposé, 669. (*Document n° 693*)

Documents de la session:- Suite

Commission permanente du budget et de l'administration: Rapports:-

Commission des valeurs mobilières, activités. Déposé, 916. (*Document n° 876*). Débat, 933.

Engagements financiers, vérification. Déposés, 507, 958, 1178. (*Documents n°s 523, 937, 1165*)

Politique budgétaire (discours du budget). Déposés, 215, 851. (*Documents n°s 226, 839*)

Politique budgétaire (étude trimestrielle). Déposés, 399, 696, 1058. (*Documents n°s 392, 730, 1043*)

Président et vice-président, élection. Déposé, 91. (*Document n° 135*)

Projet de loi 2. Déposé, 35. (*Document n° 101*)

Projet de loi 3. Déposé, 949. (*Document n° 919*)

Projet de loi 4. Déposé, 797. (*Document n° 807*)

Projet de loi 6. Déposé, 938. (*Document n° 906*)

Projet de loi 12. Déposé, 1058. (*Document n° 1042*)

Projet de loi 31. Déposé, 992. (*Document n° 974*)

Projet de loi 44. Déposé, 958. (*Document n° 938*)

Projet de loi 53. Déposé, 320. (*Document n° 284*)

Projet de loi 54. Déposé, 1076. (*Document n° 1073*)

Projet de loi 55. Déposé, 346. (*Document n° 314*)

Projet de loi 57. Déposé, 923. (*Document n° 888*)

Projet de loi 68. Déposé, 346. (*Document n° 315*)

Projet de loi 74. Déposé, 1241. (*Document n° 1230*)

Projet de loi 78. Déposé, 399. (*Document n° 391*)

Projet de loi 79. Déposé, 283. (*Document n° 266*)

Projet de loi 80. Déposé, 284. (*Document n° 267*)

Projet de loi 81. Déposé, 284. (*Document n° 268*)

Projet de loi 95. Déposé, 1199. (*Document n° 1187*)

Projet de loi 108. Déposé, 1259. (*Document n° 1276*)

Projet de loi 118. Déposé, 646. (*Document n° 649*)

Projet de loi 120. Déposé, 708. (*Document n° 744*)

Projet de loi 122. Déposé, 628. (*Document n° 630*)

Projet de loi 123. Déposé, 797. (*Document n° 808*)

Projet de loi 128. Déposé, 923. (*Document n° 889*)

Projet de loi 129. Déposé, 732. (*Document n° 763*)

Projet de loi 130. Déposé, 740. (*Document n° 768*)

Projet de loi 135. Déposé, 564. (*Document n° 559*)

Projet de loi 143. Déposé, 628. (*Document n° 631*)

Projet de loi 204 (1986). Déposé, 283. (*Document n° 264*)

Projet de loi 204 (1987). Déposé, 978. (*Document n° 959*)

Projet de loi 205. Déposé, 978. (*Document n° 960*)

Projet de loi 209. Déposé, 471. (*Document n° 492*)

Projet de loi 213. Déposé, 1152. (*Document n° 1144*)

Documents de la session:- Suite

Projet de loi 217. Déposé, 979. (*Document n° 961*)
Projet de loi 221. Déposé, 668. (*Document n° 681*)
Projet de loi 227. Déposé, 668. (*Document n° 682*)
Projet de loi 236. Déposé, 979. (*Document n° 962*)
Projet de loi 239. Déposé, 147. (*Document n° 178*)
Projet de loi 240. Déposé, 283. (*Document n° 265*)
Projet de loi 241. Déposé, 1152. (*Document n° 1145*)
Projet de loi 243 (1986). Déposé, 472. (*Document n° 493*)
Projet de loi 243 (1987). Déposé, 1145. (*Document n° 1137*)
Projet de loi 244 (1986). Déposé, 472. (*Document n° 494*)
Projet de loi 244 (1987). Déposé, 1260. (*Document n° 1277*)
Projet de loi 248. Déposé, 1260. (*Document n° 1278*)
Projet de loi 264. Déposé, 668. (*Document n° 683*)
Projet de loi 265. Déposé, 668. (*Document n° 684*)
Projet de loi 269. Déposé, 668. (*Document n° 685*)
Projet de loi 270. Déposé, 668. (*Document n° 686*)
Vérificateur général (rapport 1985-1986). Déposé, 1058. (*Document n° 1044*)

Commission permanente de la culture:- Rapports:

Commission d'accès à l'information, activités. Déposés, 703, 1104.
(*Documents n°s 737, 1092*)
Conseil des communautés culturelles et de l'immigration, activités.
Déposé, 756. (*Document n° 778*)
Engagements financiers, vérification. Déposés, 412, 801, 1133. (*Documents n°s 416, 810, 1128*)
Immigration, niveau pour 1988 et 1989. Déposé, 1057. (*Document n° 1038*)
Président et vice-président, élection. Déposé, 90. (*Document n° 131*)
Projet de loi 15. Déposé, 240. (*Document n° 230*)
Projet de loi 16. Déposé, 240. (*Document n° 231*)
Projet de loi 17. Déposé, 241. (*Document n° 232*)
Projet de loi 18. Déposé, 241. (*Document n° 233*)
Projet de loi 28. Déposé, 1178. (*Document n° 1164*)
Projet de loi 59. Déposé, 1222. (*Document n° 1201*)
Projet de loi 61. Déposé, 290. (*Document n° 276*)
Projet de loi 68. Déposé, 1174. (*Document n° 1159*)
Projet de loi 73. Déposé, 347. (*Document n° 322*)
Projet de loi 90 (statut de l'artiste). Déposés, 1177, 1222. (*Documents n°s 1163, 1202*)
Projet de loi 149. Déposé, 628. (*Document n° 628*)
Projet de loi 157. Déposé, 620. (*Document n° 616*)
Radio-Québec, retransmission de la période des questions. Déposé, 1190.
(*Document n° 1183*)

Documents de la session:- Suite

Statut économique de l'artiste et du créateur. Déposé, 295. (*Document n° 277*)

Tendances démographiques, impact. Déposé, 13. (*Document n° 11*)

Commission permanente de l'économie et du travail:- Rapports:

Aide aux régions périphériques. Déposé, 1057. (*Document n° 1035*)

Avant-projet de loi sur les forêts. Déposé, 406. (*Document n° 404*)

Avant-projet de loi sur la Régie du gaz naturel. Déposé, 1057. (*Document n° 1037*)

Engagements financiers, vérification. Déposés, 585, 696, 846, 1184. (*Documents n°s 579, 727, 837, 1177*)

Hydro-Québec, sous-traitance. Déposé, 1105. (*Document n° 1095*).

Proposition tarifaire. Déposés, 170, 695. (*Documents n°s 201, 724*)

Libre-échange. Déposés, 1057, 1242. (*Documents n°s 1036, 1239*)

Président et vice-président, élection. Déposé, 90. (*Document n° 132*)

Projet de loi 11. Déposé, 231. (*Document n° 229*)

Projet de loi 30. Déposés, 924, 959. (*Documents n°s 892, 940*)

Projet de loi 35. Déposé, 364. (*Document n° 348*)

Projet de loi 56. Déposé, 325. (*Document n° 291*)

Projet de loi 84. Déposé, 1204. (*Document n° 1189*)

Projet de loi 93. Déposé, 1205. (*Document n° 1190*)

Projet de loi 102. Déposés, 696, 798. (*Documents n°s 725, 809*)

Projet de loi 105 (1986). Déposé, 381. (*Document n° 362*)

Projet de loi 105 (1987). Déposé, 1230. (*Document n° 1216*)

Projet de loi 119. Déposés, 585, 596. (*Documents n°s 578, 589*)

Projet de loi 150. Déposé, 647. (*Document n° 655*)

Projet de loi 152. Déposé, 696. (*Document n° 726*)

Projet de loi 154. Déposé, 647. (*Document n° 656*)

Projet de loi 155. Déposé, 648. (*Document n° 657*)

Projet de loi 158. Déposé, 648. (*Document n° 658*)

Projet de loi 161. Déposés, 744, 950. (*Documents n°s 773, 928*)

Projet de loi 166. Déposé, 782. (*Document n° 795*)

Projet de loi 212. Déposé, 364. (*Document n° 349*)

Projet de loi 246. Déposé, 851. (*Document n° 841*)

Documents de la session:- Suite

Commission permanente de l'éducation:- Rapports:

Comités confessionnels, projets de règlement. Déposé, 1076. (*Document n° 1072*)

Conseil des collèges, activités. Déposé, 1167. (*Document n° 1153*)

Conseil supérieur de l'éducation, activités. Déposé, 524. (*Document n° 535*)

Engagements financiers, vérification. Déposé, 523, 1059, 1167. (*Documents n°s 534, 1049, 1154*)

Président et vice-président, élection. Déposés, 91, 1229. (*Documents n°s 134, 1212*)

Projet de loi 10. Déposé, 739. (*Document n° 766*)

Projet de loi 13. Déposé, 740. (*Document n° 767*)

Projet de loi 18. Déposé, 949. (*Document n° 920*)

Projet de loi 24. Déposé, 241. (*Document n° 237*)

Projet de loi 25. Déposé, 442. (*Document n° 469*)

Projet de loi 26. Déposé, 442. (*Document n° 470*)

Projet de loi 28. Déposé, 443. (*Document n° 471*)

Projet de loi 29. Déposé, 443. (*Document n° 472*)

Projet de loi 30. Déposés, 280, 348. (*Document n°s 261, 324*)

Projet de loi 54. Déposé, 348. (*Document n° 325*)

Projet de loi 58. Déposé, 325. (*Document n° 290*)

Projet de loi 91. Déposé, 1213. (*Document n° 1195*)

Projet de loi 92. Déposé, 1213. (*Document n° 1196*)

Projet de loi 131. Déposé, 646. (*Document n° 650*)

Projet de loi 156. Déposé, 539. (*Document n° 546*)

Projet de loi 237. Déposé, 1132. (*Document n° 1127*)

Projet de loi 242. Déposé, 1213. (*Document n° 1197*)

Universités, financement. Déposé, 406. (*Document n° 403*)

Commission permanente des institutions:- Rapports:

Accord du lac Meech. Déposé, 874. (*Document n° 852*)

Avant-projet de loi (Code civil - sûretés réelles et publicité des droits).
Déposé, 1076. (*Document n° 1074*)

Avant-projet de loi (Code de procédure pénale). Déposé, 695. (*Document n° 723*)

Délimitation des circonscriptions électorales, modifications. Déposé, 695.
(*Document n° 722*)

Directeur général des élections, prévisions budgétaires. Déposés, 265, 901.
(*Documents n°s 252, 870*)

Engagements financiers, vérification. Déposé, 950, 1241. (*Documents n°s 927, 1231*)

Office de la protection du consommateur, activités. Déposé, 511.
(*Document n° 527*)

Documents de la session:- Suite

- Président et vice-président, élection. Déposé, 90. (*Document n° 128*)
Programme d'accès à l'égalité. Déposé, 173. (*Document n° 204*). Débat, 276, 286.
Projet de loi 1. Déposé, 808. (*Document n° 820*)
Projet de loi 7. Déposé, 797. (*Document n° 805*)
Projet de loi 12. Déposé, 264. (*Document n° 251*)
Projet de loi 14. Déposé, 363. (*Document n° 344*)
Projet de loi 20. Déposé, 647. (*Document n° 652*)
Projet de loi 22, 23. Déposés, 130, 148. (*Documents n^{os} 168, 180, 181*)
Projet de loi 25. Déposé, 924. (*Document n° 891*)
Projet de loi 26. Déposé, 950. (*Document n° 922*)
Projet de loi 34. Déposé, 950. (*Document n° 923*)
Projet de loi 35. Déposé, 950. (*Document n° 924*)
Projet de loi 36. Déposé, 950. (*Document n° 925*)
Projet de loi 40. Déposé, 950. (*Document n° 926*)
Projet de loi 61. Déposé, 1104. (*Document n° 1093*)
Projet de loi 62. Déposé, 363. (*Document n° 345*)
Projet de loi 66. Déposé, 1104. (*Document n° 1094*)
Projet de loi 71. Déposé, 1178. (*Document n° 1168*)
Projet de loi 72. Déposé, 362. (*Document n° 342*)
Projet de loi 75. Déposé, 1229. (*Document n° 1213*)
Projet de loi 76. Déposé, 363. (*Document n° 343*)
Projet de loi 77. Déposé, 1179. (*Document n° 1169*)
Projet de loi 78. Déposé, 1179. (*Document n° 1170*)
Projet de loi 80. Déposé, 1229. (*Document n° 1214*)
Projet de loi 87. Déposé, 363. (*Document n° 346*)
Projet de loi 88. Déposé, 363. (*Document n° 347*)
Projet de loi 91. Déposé, 419. (*Document n° 424*)
Projet de loi 92. Déposé, 585. (*Document n° 577*)
Projet de loi 96. Déposé, 485. (*Document n° 502*)
Projet de loi 98. Déposé, 1229. (*Document n° 1215*)
Projet de loi 103. Déposé, 604. (*Document n° 603*)
Projet de loi 104. Déposés, 744, 923. (*Documents n^{os} 772, 890*)
Projet de loi 138. Déposé, 530. (*Document n° 539*)
Projet de loi 141. Déposé, 647. (*Document n° 653*)
Projet de loi 148. Déposé, 647. (*Document n° 654*)
Projet de loi 151. Déposé, 827. (*Document n° 829*)
Projet de loi 159. Déposé, 797. (*Document n° 806*)
Projet de loi 162. Déposé, 827. (*Document n° 830*)
Projet de loi 205. Déposé, 148. (*Document n° 182*)
Projet de loi 214. Déposé, 979. (*Document n° 964*)
Projet de loi 223. Déposé, 979. (*Document n° 965*)

Documents de la session:- Suite

Projet de loi 224. Déposé, 284. (*Document n° 269*)
Projet de loi 229 (1986). Déposé, 284. (*Document n° 270*)
Projet de loi 229 (1987). Déposé, 1261. (*Document n° 1286*)
Projet de loi 233 (rejeté). Déposé, 284. (*Document n° 271*)
Projet de loi 242 (rejeté). Déposé, 284. (*Document n° 272*)
Projet de loi 245. Déposé, 379. (*Document n° 361*)
Projet de loi 251 (rejeté). Déposé, 285. (*Document n° 273*)
Projet de loi 259. Déposé, 1261. (*Document n° 1287*)
Projet de loi 261. Déposé, 979. (*Document n° 966*)

Commission québécoise des libérations conditionnelles:- Rapports:

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 361. (*Document n° 331*)
Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1099. (*Document n° 1082*)

Commissions permanentes:

Listes des membres. Déposés, 34, 274. (*Documents n^{os} 100, 259*)
Listes des présidents de séance. Déposés, 1056, 1221. (*Documents n^{os} 1030, 1200*)
Rapports sur l'étude des crédits budgétaires 1986-1987. Déposé, 215. (*Document n° 225*)
Rapports sur l'étude des crédits budgétaires 1987-1988. Déposé, 896. (*Document n° 865*)

Commissions scolaires:- Réponse à une question écrite concernant la cession d'immeubles appartenant aux-. Déposé, 673. (Document n° 708)

Commissions scolaires protestantes:- Réponse à une question écrite concernant le nombre d'élèves inscrits selon la langue maternelle ou d'enseignement. Déposé, 1259. (Document n° 1274)

Communications, ministère:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 24. (*Document n° 88*)
Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 619. (*Document n° 614*)
Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 991. (*Document n° 972*)

Communautés culturelles:- Rapport du Comité sur l'accessibilité des services de santé et des services sociaux du réseau, présidé par le député de Laurier. Déposé, 1228. (Document n° 1208)

Communautés culturelles et Immigration, ministère:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 170. (*Document n° 199*)

Documents de la session:- Suite

- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 646. (*Document n° 647*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1240. (*Document n° 1227*)

Comptables agréés, Ordre:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 22. (*Document n° 53*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 428. (*Document n° 436*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1053. (*Document n° 1007*)

Comptables en administration industrielle, Corporation professionnelle:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 20. (*Document n° 31*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 397. (*Document n° 376*)

Comptables en management accrédités, Ordre:

- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1053. (*Document n° 1008*)

Comptables généraux licenciés, Corporation professionnelle:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 20. (*Document n° 33*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 428. (*Document n° 437*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1256. (*Document n° 1253*)

Comptes publics:

- 1984-1985. Déposé, 14. (*Document n° 14*)
- 1985-1986. Déposé, 666. (*Document n° 672*)
- 1986-1987. Déposé, 1256. (*Document n° 1249*)

Conseil consultatif de la justice:

- Rapport annuel au 30 juin 1985. Déposé, 177. (*Document n° 206*)

Conseil consultatif de l'environnement:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 19. (*Document n° 26*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 411. (*Document n° 412*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1258. (*Document n° 1271*)

Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 390. (*Document n° 366*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 1099. (*Document n° 1083*)

Conseil consultatif sur les réserves écologiques:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 36. (*Document n° 108*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 460. (*Document n° 487*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1258. (*Document n° 1270*)

Documents de la session:- Suite

Conseil de la faune:- Lettre concernant la représentation du-. Déposé, 766.
(Document n° 787)

Conseil de la langue française:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 24. (Document n° 82)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 450. (Document n° 473)

Conseil de la recherche et du développement en transport:

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 666. (Document n° 675)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1228. (Document n° 1206)

Conseil des affaires sociales et de la famille:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 35. (Document n° 105)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 502. (Document n° 520)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1228. (Document n° 1207)

Conseil des collèges:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 169. (Document n° 197)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 707. (Document n° 741)

Conseil des communautés culturelles et de l'immigration:

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 646. (Document n° 648)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1241. (Document n° 1228)

Conseil des services essentiels:

Rapport annuel 1983-1984. Déposé, 22. (Document n° 60)

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 35. (Document n° 107)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 694. (Document n° 716)

Conseil des universités:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 19. (Document n° 23)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 707. (Document n° 740)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1256. (Document n° 1250)

Conseil du statut de la femme:

Rapport annuel 1984-1985 et 1985-1986. Déposé, 404. (Document n° 399)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 978. (Document n° 958)

Conseil exécutif:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 28. (Document n° 94)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 435. (Document n° 455)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1051. (Document n° 991)

Documents de la session:- Suite

Conseil interprofessionnel:

- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 333. (*Document n° 292*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1052. (*Document n° 998*)

Conseil québécois du tourisme:

- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 775. (*Document n° 791*)

Conseil supérieur de l'éducation:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 36. (*Document n° 106*)
- Rapport annuel 1984-1985 (état et besoins de l'éducation). Déposé, 37. (*Document n° 123*)
- Rapport annuel 1985-1986 (état et besoins de l'éducation). Déposé, 693. (*Document n° 714*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1183. (*Document n° 1172*)
- Rapport annuel 1986-1987 (état et besoins de l'éducation). Déposé, 1183. (*Document n° 1171*)

Conseils d'administration des établissements de santé:- Réponse à une question écrite concernant la nomination des membres. Déposé, 703. (Document n° 735)

Conseils régionaux de la santé et des services sociaux:

- Rapports annuels 1984-1985. Déposé, 35. (*Document n° 104*)
- Rapports annuels 1985-1986. Déposés, 456, 484. (*Documents n^{os} 483, 499*)
- Rapports annuels 1986-1987. Déposés, 1072, 1103. (*Documents n^{os} 1063, 1087*)

Conseillers en relations industrielles, Corporation professionnelle:

- Rapport annuel 1982-1983. Déposé, 20. (*Document n° 39*)
- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 20. (*Document n° 40*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 428. (*Document n° 438*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1053. (*Document n° 1009*)

Conseillers d'orientation, Corporation professionnelle:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 21. (*Document n° 44*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 818. (*Document n° 826*)

Constitution du Canada:

- Accord constitutionnel de 1987. Déposé, 889. (*Document n° 861*)
- Copie de l'entente de principe du lac Meech. Déposé, 807. (*Document n° 817*)

Documents de la session:- Suite

Convention de la Baie James et du Nord québécois:- Convention complémentaire n° 7. Déposé, 627. (*Document n° 626*)

Convention La Grande (1986):- Déposé, 627. (*Document n° 625*)

Coupures dans les services de santé:- Réponse concernant les-. Déposé, 721. (*Document n° 758*)

Courtiers en investissements:- Lettre concernant les conditions imposées aux institutions financières étrangères. Déposé, 1055. (*Document n° 1026*)

Couvent de Montmagny:- Correspondance concernant la construction d'un immeuble d'habitation sur le site. Déposé, 1262. (*Document n° 1288*)

Crédits: Voir Budget

Décrets du gouvernement:

2772-81 concernant l'approvisionnement en bois de l'usine Gérard Crête. Déposé, 908. (*Document n° 873*)

1797-85 concernant la nomination des membres du Centre québécois de recherche sur les applications pédagogiques de l'ordinateur. Déposé, 37. (*Document n° 124*)

1795-85, 2228-85, 12-86 concernant le paiement pour des actions de la SNA. Déposé, 37. (*Document n° 125*)

2097-85 concernant un contrat de vente d'énergie à New England Utilities. Déposé, 147. (*Document n° 175*)

2639-85 à 2661-85 concernant les fonctions ministérielles et parlementaires. Déposé, 19. (*Document n° 22*)

279-86 concernant la communication de renseignements nominatifs entre la Fondation et l'Hôtel-Dieu de Montréal. Déposé, 130. (*Document n° 166*)

1009-86 concernant le paiement pour des actions de la SNA. Déposé, 405. (*Document n° 400*)

1088-86 concernant des modifications à un contrat de vente d'énergie à Vermont Marble Company. Déposé, 720. (*Document n° 751*)

1686-86 concernant la communication de renseignements nominatifs entre la Fondation Renaud-Lemieux et l'Hôpital du Saint-Sacrement. Déposé, 523. (*Document n° 533*)

Documents de la session:- Suite

1886-86 concernant un contrat de vente d'énergie à Citizens Utilities Company. Déposé, 719. (*Document n° 750*)

751-87 concernant l'échange de renseignements entre la RAMQ et la CSST. Déposé, 937. (*Document n° 905*)

Délimitation des circonscriptions électorales:- Échéancier. Déposé, 160. (*Document n° 193*)

Dentistes, Ordre:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 21. (*Document n° 52*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 428. (*Document n° 439*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1053. (*Document n° 1010*)

Denturologistes, Ordre:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 19. (*Document n° 28*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 428. (*Document n° 440*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1257. (*Document n° 1254*)

Dérégulation à l'âge d'admission en maternelle et en 1^{re} année:- Notes sur les dossiers pour 1987-1988. Déposé, 1103. (*Document n° 1085*)

Diagramme de l'Assemblée nationale:- Déposés, 13, 34, 398, 1051, 1117, 1167. (*Documents n°s 10, 98, 387, 990, 1113, 1152*)

Diététistes, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 20. (*Document n° 38*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 428. (*Document n° 441*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1053. (*Document n° 1011*)

Directeur de la législation:- Rapports sur les projets de loi d'intérêt privé:

238. Déposé, 11. (*Document n° 8*)

239. Déposé, 89. (*Document n° 126*)

228, 231, 233. Déposé, 96. (*Document n° 138*)

216, 230. Déposé, 121. (*Document n° 155*)

205, 234. Déposé, 128. (*Document n° 160*)

208. Déposé, 169. (*Document n° 196*)

210, 218, 251. Déposé, 181. (*Document n° 208*)

203. Déposé, 187. (*Document n° 211*)

213. Déposé, 201. (*Document n° 216*)

201, 204, 240. Déposé, 206. (*Document n° 219*)

226, 252. Déposé, 214. (*Document n° 223*)

212, 224, 229, 242. Déposé, 225. (*Document n° 227*)

202, 219. Déposé, 264. (*Document n° 250*)

Documents de la session:- Suite

- 209. Déposé, 269. (*Document n° 253*)
- 232. Déposé, 320. (*Document n° 283*)
- 236. Déposé, 834. (*Document n° 832*)
- 245. Déposé, 360. (*Document n° 327*)
- 243. Déposé, 390. (*Document n° 367*)
- 244. Déposé, 390. (*Document n° 368*)
- 248, 258. Déposé, 434. (*Document n° 454*)
- 227. Déposé, 441. (*Document n° 464*)
- 246. Déposé, 494. (*Document n° 511*)
- 221, 222, 223, 247, 263, 267. Déposé, 499. (*Document n° 515*)
- 260. Déposé, 529. (*Document n° 537*)
- 250, 268, 272. Déposé, 538. (*Document n° 544*)
- 265. Déposé, 546. (*Document n° 547*)
- 235. Déposé, 552. (*Document n° 549*)
- 270. Déposé, 563. (*Document n° 556*)
- 254, 264, 269, 271. Déposé, 571. (*Document n° 565*)
- 200. Déposé, 583. (*Document n° 574*)
- 203, 204. Déposé, 760. (*Document n° 781*)
- 206, 209. Déposé, 850. (*Document n° 838*)
- 261. Déposé, 857. (*Document n° 843*)
- 205. Déposé, 873. (*Document n° 850*)
- 218. Déposé, 877. (*Document n° 853*)
- 214. Déposé, 886. (*Document n° 859*)
- 217, 262. Déposé, 892. (*Document n° 863*)
- 212, 224. Déposé, 907. (*Document n° 871*)
- 200. Déposé, 915. (*Document n° 874*)
- 213, 237, 239, 242. Déposé, 1097. (*Document n° 1078*)
- 241, 243. Déposé, 1126. (*Document n° 1123*)
- 232, 233, 247. Déposé, 1140. (*Document n° 1130*)
- 229, 249. Déposé, 1159. (*Document n° 1146*)
- 216, 252. Déposé, 1173. (*Document n° 1155*)
- 230. Déposé, 1189. (*Document n° 1178*)
- 228, 244, 245, 248, 259. Déposé, 1196. (*Document n° 1184*)
- 250. Déposé, 1227. (*Document n° 1205*)

Directeur général des élections:

- Lettre et certificat d'élection de M. Harold Peter Thuringer. Déposé, 1051. (*Document n° 988*)
- Liste des candidats élus le 2 décembre 1985. Déposé, 1. (*Document n° 1*)
- Prévisions budgétaires et rapport financier préliminaire pour 1985-1986. Déposé, 146. (*Document n° 170*)
- Prévisions budgétaires et rapport financier préliminaire pour 1986-1987. Déposé, 761. (*Document n° 786*)
- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 11. (*Document n° 6*)

Documents de la session:- Suite

- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 399. (*Document n° 390*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1056. (*Document n° 1033*)
- Rapport préliminaire sur les résultats du scrutin tenu le 2 décembre 1985. Déposé, 24. (*Document n° 90*)
- Rapport relatif au scrutin tenu le 14 septembre 1987. Déposé, 1051. (*Document n° 989*)
- Rapports sur les résultats officiels du scrutin du 2 décembre 1985 et du 20 janvier 1986. Déposés, 159. (*Documents n^{os} 183, 184*)

Discours du budget 1986-1987:

- Correspondance concernant la retransmission par le service de radiotélévision des débats du-. Déposé, 209. (*Document n° 221*)
- Documents appuyant la question de règlement concernant la présentation du-. Déposé, 178. (*Document n° 207*)

Discours du budget 1987-1988:- Déposé, 807. (*Document n° 816*)

Documents à déposer à l'Assemblée:- Liste. Déposé, 34. (*Document n° 99*)

Dofor inc. et Donohue inc.:

- Circulaires de renseignements relatives à la mise en vente de-. Déposé, 451. (*Document n° 478*)
- Documents concernant les offres de la SGF visant l'achat des actions de Dofor inc. Déposé, 790. (*Document n° 798*)
- Documents relatifs à la vente d'actions de Donohue inc. Déposé, 720. (*Document n° 755*)
- Rapport annuel 1985 de Dofor inc. Déposé, 324. (*Document n° 286*)

Don d'organes:- Lettre concernant le refus d'inclure un dépliant dans l'enveloppe de paie des fonctionnaires. Déposé, 170. (*Document n° 202*)

Édifice Chinic:

- Correspondance concernant l'aménagement. Déposé, 721. (*Document n° 759*)
- Documents concernant la location. Déposés, 708. (*Documents n^{os} 745, 746*)

Édifices:- Réponse à une question écrite concernant les contrats de location, de rénovation et de construction. Déposé, 1104. (*Document n° 1091*)

Documents de la session:- Suite

Éducation, ministère:

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 345. (*Document n° 310*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 977. (*Document n° 950*)

Élection partielle du 20 janvier 1986:

Lettre du DGE et certification d'élection de M. Robert Bourassa.
Déposé, 33. (*Document n° 96*)

Rapport du DGE relatif au scrutin. Déposé, 159. (*Document n° 184*)

Élection partielle du 14 septembre 1987:

Lettre du DGE et certificat d'élection de M. Harold Peter Thuringer.
Déposé, 1051. (*Document n° 988*)

Rapport du DGE relatif au scrutin. Déposé, 1051. (*Document n° 989*)

Élections générales du 2 décembre 1985:

Liste des candidats proclamés élus. Déposé, 1. (*Document n° 1*)

Rapport préliminaire du Directeur général des élections. Déposé, 24.
(*Document n° 90*)

Rapport du Directeur général des élections relatif au scrutin. Déposé, 159.
(*Document n° 183*)

Énergie et Ressources, ministère:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 24. (*Document n° 79*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 502. (*Document n° 519*)

Enquête sur la rémunération des emplois repères:- Rapport. Déposé, 98.
(*Document n° 140*)

Enseignement supérieur, Science et Technologie, ministère:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 595. (*Document n° 585*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 937. (*Document n° 898*)

Entreprises de communications:- Réponse à une question écrite concernant les subventions accordées. Déposé, 595. (*Document n° 588*)

Environnement:

Énoncé de politique. Déposé, 1072. (*Document n° 1066*)

Rapport annuel 1985-1986 du ministère. Déposé, 390. (*Document n° 363*)

Rapport annuel 1986-1987 du ministère. Déposé, 1258. (*Document n° 1272*)

Documents de la session:- Suite

Rapport du Groupe de travail national sur l'environnement et l'économie.
Déposé, 1072. (*Document n° 1065*)

Équipements culturels:- Réponse à une question écrite concernant les subventions accordées. Déposé, 604. (*Document n° 601*)

Ergothérapeutes, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 20. (*Document n° 34*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 428. (*Document n° 442*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1053. (*Document n° 1012*)

Essence:

Réponse à une question écrite concernant la ventilation des prix. Déposé, 878. (*Document n° 855*)

Tableau des prix dans les régions périphériques. Déposé, 934. (*Document n° 897*)

État des opérations financières:

1985-1986. Déposés, 16, 190. (*Documents n^{os} 17, 215*)

1986-1987. Déposé, 190. (*Document n° 214*)

1986-1987. Déposé, 805. (*Document n° 813*)

1987-1988. Déposés, 806, 807. (*Documents n^{os} 814, 815*)

États financiers du Québec:

1984-1985. Déposé, 14. (*Document n° 13*)

1985-1986. Déposé, 666. (*Document n° 671*)

1986-1987. Déposé, 1256. (*Document n° 1248*)

Évaluateurs agréés, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 21. (*Document n° 47*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 428. (*Document n° 443*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1257. (*Document n° 1255*)

Fédération canadienne de handball olympique:- Télégramme et correspondance concernant l'inscription aux Jeux de Bulgarie. Déposé, 1083. (*Document n° 1077*)

Finances:- Document pré-budgétaire intitulé: *Les finances publiques du Québec: l'urgence d'un redressement*. Déposé, 103. (*Document n° 142*)

Fonctions ministérielles et parlementaires:- Décrets concernant les---. Déposé, 19. (*Document n° 22*)

Documents de la session:- Suite

Fonds d'aide aux recours collectifs:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 129. (*Document n° 163*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 450. (*Document n° 475*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1160. (*Document n° 1148*)

Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 24. (*Document n° 85*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 645. (*Document n° 644*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1240. (*Document n° 1220*)

Fonds de la recherche en santé:- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 418. (*Document n° 420*)

Forêts:

- Avant-projet de loi. Déposé, 360. (*Document n° 328*)
- Liste des organismes invités par la CET. Déposé, 374. (*Document n° 360*)

Forêts domaniales:- Réponse à une question écrite concernant les approvisionnements en bois. Déposé, 584. (*Document n° 575*)

Fox, M^e Francis:- Réponse à une question écrite concernant les honoraires payés. Déposé, 451. (*Document n° 480*)

Groupe de travail sur l'environnement et l'économie:- Rapport déposé, 1072. (*Document n° 1065*)

Guide de l'Assemblée nationale:- Document préparé par les Services d'information Corpus. Déposé, 894. (*Document n° 864*)

Habitations à loyer modique (HLM):- Réponse à une question écrite concernant les programmes du gouvernement. Déposé, 814. (*Document n° 824*)

Habitation et Protection du consommateur:- Rapport annuel 1984-1985 du ministère. Déposé, 122. (*Document n° 158*)

Haltes routières:- Rapport du Comité présidé par la députée de Kamouraska-Témiscouta. Déposé, 523. (*Document n° 531*)

Harmonisation des régimes d'imposition fédéral et québécois:- Déclaration ministérielle et annexe s'y rapportant. Déposés, 583, 957, 1255. (*Documents n°^{os} 573, 932, 1241*)

Documents de la session:- Suite

Hôpital du Saint-Sacrement:- Décret concernant la communication de renseignements nominatifs entre la Fondation Renaud-Lemieux et l'-. Déposé, 523. (*Document n° 533*)

Horaire des travaux de la CAS (santé mentale):- Déposé, 1169. (*Document n° 1155*)

Hôtel-Dieu de Montréal:- Décret concernant la communication de renseignements nominatifs entre la Fondation et l'-. Déposé, 130. (*Document n° 166*)

Hutchison, M. Harold:- Lettre de démission en tant que membre de la Commission de la fonction publique. Déposé, 1072. (*Document n° 1067*)

Hydro-Québec:

Décret 2097-85 concernant un contrat de vente à New England Utilities. Déposé, 147. (*Document n° 175*)

Décret 1886-86 concernant un contrat de vente à Citizens Utilities. Déposé, 719. (*Document n° 750*)

Décret 1088-86 concernant des modifications à un contrat de vente à Vermont Marble Company. Déposé, 720. (*Document n° 751*)

Projet Nottaway-Broadback-Rupert, réponse à une question écrite. Déposé, 877. (*Document n° 854*)

Rapport annuel 1985. Déposé, 273. (*Document n° 256*)

Rapport annuel 1986. Déposé, 957. (*Document n° 933*)

Hygiénistes dentaires, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 21. (*Document n° 46*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 397. (*Document n° 379*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1054. (*Document n° 1013*)

Île d'Anticosti:- Réponse à une question écrite concernant les rapports de pêche journalière. Déposé, 797. (*Document n° 804*)

Indemnisation des victimes d'actes criminels:

Rapport annuel 1984. Déposé, 104. (*Document n° 150*)

Rapport annuel 1985. Déposé, 450. (*Document n° 476*)

Rapport annuel 1986. Déposé, 1099. (*Document n° 1081*)

Industrie et Commerce, ministère:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 160. (*Document n° 190*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 743. (*Document n° 769*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1221. (*Document n° 1199*)

Documents de la session:- Suite

Infirmières et infirmiers, Ordre:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 103. (*Document n° 144*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 761. (*Document n° 782*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1257. (*Document n° 1256*)

Infirmières et infirmiers auxiliaires, Corporation professionnelle:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 23. (*Document n° 71*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 397. (*Document n° 377*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1054. (*Document n° 1014*)

Ingénieurs, Ordre:

- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 1053. (*Document n° 1000*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1054. (*Document n° 1015*)

Ingénieurs forestiers, Ordre:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 21. (*Document n° 45*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 428. (*Document n° 444*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1257. (*Document n° 1257*)

Inhalothérapeutes, Corporation professionnelle:

- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1257. (*Document n° 1258*)

Inondations:- Rapport du comité présidé par le député de Montmagny-L'Islet.
Déposé, 949. (*Document n° 917*)

Inspecteur général des institutions financières:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 22. (*Document n° 54*)
- Rapport annuel 1985 (assureurs ayant exercé au Québec). Déposé, 333.
(*Document n° 294*)
- Rapport annuel 1985 (tarification en assurance automobile). Déposé, 313.
(*Document n° 278*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 404. (*Document n° 398*)
- Rapport annuel 1986 (tarification en assurance automobile). Déposé, 790.
(*Document n° 797*)
- Rapport annuel 1986 (assureurs ayant exercé au Québec). Déposé, 948.
(*Document n° 916*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1083. (*Document n° 1075*)

Institut de recherche et d'information sur la rémunération:

- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 404. (*Document n° 395*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 948. (*Document n° 912*)

Institut national de productivité:- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 23.
(*Document n° 72*)

Documents de la session:- Suite

Institut québécois de recherche sur la culture:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 36. (*Document n° 109*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 603. (*Document n° 595*)

Institut québécois du cinéma:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 22. (*Document n° 57*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 397. (*Document n° 373*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1052. (*Document n° 992*)

Institutions financières:

Deux lettres adressées au ministre d'État aux Finances à Ottawa. Déposé, 1055. (*Document n° 1026*)

Document intitulé: *La réforme des-*. Déposé, 1055. (*Document n° 1025*)

Journée du Commonwealth:- Déclaration soulignant l'importance de l'Association parlementaire du Commonwealth. Déposés, 33, 693. (*Documents n°s 97, 712*)

Justice, ministère:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 177. (*Document n° 205*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 666. (*Document n° 670*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1240. (*Document n° 1222*)

Lac Meech:- Copie de l'entente de principe concernant la Constitution canadienne. Déposé, 807. (*Document n° 817*)

Leader et leaders adjoints de l'Opposition:- Nomination. Déposés, 13, 1109, 1117. (*Documents n°s 9, 1101, 1112*)

Leaders adjoints du gouvernement:- Nomination. Déposé, 19. (*Document n° 20*)

Leduc, M. Germain:- Lettre de démission en tant que député de Saint-Laurent. Déposé, 4. (*Document n° 2*)

Lettre du Québec:- Réponse à une question écrite concernant un article paru en mars 1987. Déposé, 915. (*Document n° 875*)

Libre-échange:

Document d'information. Déposé, 808. (*Document n° 819*)

Réponse écrite concernant le Comité consultatif sur le-. Déposé, 405. (*Document n° 401*)

Documents de la session:- Suite

Liens commerciaux:- Lettre concernant la politique fédérale en matière de-. Déposé, 1055. (*Document n° 1026*)

Limites de vitesse:- Rapport du comité présidé par le député de Trois-Rivières. Déposé, 720. (*Document n° 753*)

Livre blanc sur la politique forestière:- Réponse à une question écrite concernant une étude mentionnée dans le-. Déposé, 258. (*Document n° 249*)

Loisir, Chasse et Pêche, ministère:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 273. (*Document n° 257*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 666. (*Document n° 673*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1257. (*Document n° 1265*)

Loto-Québec:

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 333. (*Document n° 293*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1127. (*Document n° 1125*)

Madelipêche inc.:

Appel d'offres pour l'achat de-. Déposé, 442. (*Document n° 467*)

État de la situation et options stratégiques. Déposé, 442. (*Document n° 468*)

Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu, ministère:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 104. (*Document n° 151*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 694. (*Document n° 717*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1258. (*Document n° 1269*)

Maisons des jeunes et d'hébergement:- Réponse concernant les subventions accordées. Déposé, 703. (*Document n° 734*)

Mandats spéciaux:- Autorisés depuis l'ajournement de l'Assemblée. Déposés, 11, 35. (*Documents n°^{OS} 7, 102*)

Manoir Richelieu:- Documents relatifs à la vente du-. Déposé, 418. (*Document n° 418*)

McNeil Mantha Inc.:

Lettre concernant une étude sur la privatisation de Soquem. Déposé, 603. (*Document n° 598*)

Rapport sur le projet de privatisation de Soquem. Déposé, 554. (*Document n° 554*)

Documents de la session:- Suite

Médecins, Corporation professionnelle:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 104. (*Document n° 147*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 761. (*Document n° 783*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1257. (*Document n° 1259*)

Médecins vétérinaires, Corporation professionnelle:

- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 398. (*Document n° 381*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1054. (*Document n° 1016*)

Membres de l'Assemblée nationale:- Rapports du Comité d'étude extra-parlementaire sur la rémunération et les régimes de pension des-. Déposé, 1056, 1151. (Documents n^{os} 1034, 1141)

Mesurage des bois récoltés en forêt publique:- Rapport du comité présidé par le député de Saguenay. Déposé, 1111. (Document n° 1105)

Moratoire sur la conversion d'immeubles en copropriété divisée:- Document de propositions. Déposé, 827. (Document n° 828)

Musée d'art contemporain de Montréal:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 36. (*Document n° 111*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 397. (*Document n° 374*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1052. (*Document n° 995*)

Musée de la civilisation:

- Rapport annuel pour la période du 19 décembre 1984 au 31 mars 1985. Déposé, 396. (*Document n° 370*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 396. (*Document n° 371*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1256. (*Document n° 1245*)

Musée des beaux-arts de Montréal:- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 36. (Document n° 112)

Musée du Québec:

- Rapport annuel 1984-1985 et 1985-1986. Déposé, 502. (*Document n° 517*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1255. (*Document n° 1242*)

Nation Huronne-Wendat:- Réponse à une question écrite concernant les ententes avec le MLCP relatives à la gestion de territoires fauniques. Déposé, 1067. (Document n° 1059)

New England Utilities:- Décret concernant un contrat entre Hydro-Québec et les-. Déposé, 147. (Document n° 175)

Documents de la session:- Suite

Notaires, Chambre:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 19. (*Document n° 27*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 429. (*Document n° 445*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1054. (*Document n° 1017*)

Nottaway-Broadback-Rupert, projet:- Réponse à une question écrite concernant les études d'Hydro-Québec. Déposé, 877. (*Document n° 854*)

Obstétrique-gynécologie:- Correspondance concernant une entente intervenue avec le gouvernement. Déposé, 897. (*Document n° 866*)

Occasionnels:

Copie d'un CT concernant l'engagement d'-, à la pépinière de Sainte-Luce. Déposé, 188. (*Document n° 213*)

Nouvelle directive concernant le recrutement des-. Déposé, 289. (*Document n° 275*)

Office de la construction:

Rapport annuel 1985. Déposé, 361. (*Document n° 333*)

Rapport annuel 1986. Déposé, 922. (*Document n° 883*)

Office de la langue française:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 24. (*Document n° 83*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 479. (*Document n° 495*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1255. (*Document n° 1244*)

Office de la protection du consommateur:

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 361. (*Document n° 330*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 977. (*Document n° 954*)

Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris:-

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 159. (*Document n° 187*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 826. (*Document n° 827*)

Office de planification et de développement du Québec:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 36. (*Document n° 113*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 666. (*Document n° 674*)

Office des autoroutes:- États financiers 1986-1987. Déposé, 1160. (*Document n° 1147*)

Office des personnes handicapées:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 977. (*Document n° 951*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 977. (*Document n° 952*)

Documents de la session:- Suite

Office des professions:

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 397. (*Document n° 375*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1052. (*Document n° 997*)

Office des ressources humaines:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 19. (*Document n° 25*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 455. (*Document n° 482*)

Office des services de garde à l'enfance:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 36. (*Document n° 114*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 460. (*Document n° 488*)

Office du crédit agricole:

Rapport annuel 1984-1985 (financement forestier). Déposé, 24. (*Document n° 86*)

Rapport annuel 1984-1985 (financement agricole). Déposé, 24. (*Document n° 87*)

Rapport annuel 1985-1986 (financement agricole). Déposé, 645. (*Document n° 645*)

Rapport annuel 1985-1986 (financement forestier). Déposé, 667. (*Document n° 678*)

Rapport annuel 1986-1987 (financement forestier). Déposé, 1160. (*Document n° 1149*)

Rapport annuel 1986-1987 (financement agricole). Déposé, 1240. (*Document n° 1221*)

Office franco-québécois pour la jeunesse:

Rapport annuel 1985. Déposé, 494. (*Document n° 512*)

Rapport annuel 1986. Déposé, 1099. (*Document n° 1084*)

Opticiens d'ordonnances, Ordre:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 21. (*Document n° 51*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 761. (*Document n° 785*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1257. (*Document n° 1260*)

Optométristes, Ordre:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 104. (*Document n° 148*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 429. (*Document n° 446*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1257. (*Document n° 1261*)

Ordinateurs:

Décret concernant la nomination des membres du Centre québécois de recherche sur les applications pédagogiques de l'ordinateur. Déposé, 37. (*Document n° 124*)

Documents de la session:- Suite

Rapport du Centre de recherche-développement sur les applications pédagogiques de l'ordinateur. Déposé, 22. (*Document n° 64*)

Organigramme de l'Assemblée nationale:- Déposé, 209. (*Document n° 222*)

Organismes invités par les commissions, listes:

CAS (adoption internationale). Déposé, 777. (*Document n° 794*)

CAPA (protection sanitaire des animaux, financement agricole). Déposés, 281, 982. (*Documents n°s 262, 968*)

CAE (pesticides). Déposé, 645. (*Document n° 643*)

CC (immigration 1988-1989, statut de l'artiste). Déposés, 791, 1132. (*Documents n°s 800, 1126*)

CET (forêts, terres du domaine public, industrie de la construction, mines). Déposés, 374, 486, 508, 652. (*Documents n°s 360, 505, 525, 667*)

CI (organisation policière). Déposé, 1012 (*Document n° 984*)

Organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP):- Réponse concernant les subventions accordées. Déposé, 720. (*Document n° 757*)

Orthophonistes et audiologistes, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 20. (*Document n° 36*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 429. (*Document n° 447*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1257. (*Document n° 1262*)

Parc Saguenay:- Réponse à une question écrite concernant les projets acceptés en vertu d'une entente fédérale-provinciale. Déposé, 1067. (*Document n° 1058*)

Pépinière de Sainte-Luce:- Copie d'un CT concernant l'engagement d'occasionnels. Déposé, 188. (*Document n° 213*)

Péréquation:- Estimations des paiements. Déposé, 16. (*Document n° 16*)

Pesticides:- Avant-projet de loi. Déposé, 644. (*Document n° 642*)

Pestieau, Mme Caroline:- Lettre de démission en tant que membre de la Commission d'accès à l'information. Déposé, 694. (*Document n° 719*)

Documents de la session:- Suite

Petites et moyennes entreprises au Québec:

État de la situation, 1986. Déposé, 479. (*Document n° 496*)

État de la situation, 1987. Déposé, 1103. (*Document n° 1088*)

Pétitions:

Accord du lac Meech, référendum demandé. Déposé, 889. (*Document n° 862*)

Acupuncture, certificat médical non obligatoire. Déposé, 242. (*Document n° 238*)

Adoption internationale, réforme administrative demandée. Déposé, 916. (*Document n° 879*)

Aide sociale, changements demandés. Déposés, 201, 246. (*Documents n°s 217, 218, 242*)

Aliments irradiés, étiquetage. Déposés, 776, 839, 960, 1105. (*Documents n°s 793, 835, 949, 1100*)

Avortement, abolition de la législation. Déposé, 713. (*Document n° 748*)

Bureau d'immatriculation (Windsor), fermeture. Déposé, 147. (*Document n° 179*)

Centre d'accueil Notre-Dame-du-Rosaire, construction. Déposé, 1124. (*Document n° 1121*)

Centre de détention (Beauce), fermeture. Déposé, 365. (*Document n° 358*)

Centre hospitalier Saint Eustache, amélioration des services. Déposé, 257. (*Document n° 247*)

Chapais, maintien des services de la RAQ. Déposé, 951. (*Document n° 930*)

Charte de la langue française, respect. Déposés, 516, 553, 564, 565, 573, 574, 585, 586, 596, 597, 605, 606, 620, 621, 629, 630, 648, 649, 670, 671, 704. (*Documents n°s 528, 529, 551, 552, 561, 562, 563, 568, 569, 570, 580, 581, 582, 583, 590, 591, 592, 593, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 738, 739*)

CIBL-FM, permis demandé. Déposé, 827. (*Document n° 831*)

Clair Foyer inc., enquête. Déposé, 436. (*Document n° 461*)

CLSC du Vieux La Chine, permis demandé. Déposé, 870. (*Document n° 849*)

Coalition pour la vie, respect de la loi. Déposé, 672. (*Document n° 705*)

Comité d'appui au CLSC Saint-Michel, autonomie demandée. Déposé, 672. (*Document n° 706*)

Commission scolaire de Chambly, maintien des écoles de transition. Déposé, 553. (*Document n° 553*)

Documents de la session:- Suite

- Conversion d'immeubles en condominiums, moratoire. Déposés, 951, 1007. (*Documents n^{os} 929, 983*)
- Doréa, désinstitutionnalisation. Déposé, 436. (*Document n° 462*)
- École Sainte-Hélène (Berthier), agrandissement. Déposé, 878. (*Document n° 856*)
- Égalité des droits en éducation à inclure dans les négociations constitutionnelles. Déposé, 801. (*Document n° 812*)
- Gardiennes de métier, protection. Déposés, 1067, 1205. (*Documents n^{os} 1061, 1191*)
- Granby, construction d'une école primaire. Déposé, 348. (*Document n° 326*)
- Hôpitaux psychiatriques, enquête. Déposé, 246. (*Document n° 241*)
- Hôtel-Dieu de Lévis, maintien de la clinique des MTS. Déposé, 574. (*Document n° 571*)
- Îlot résidentiel Jean-Besré pour personnes handicapées, maintien. Déposé, 672. (*Document n° 707*)
- Lac Saint-Pierre, maintien de la pêche. Déposé, 791. (*Document n° 799*)
- Lait maternisé, gratuité pour les bénéficiaires de l'aide sociale. Déposé, 412. (*Document n° 417*)
- Logements sociaux, répartition équitable. Déposés, 801, 951, 1007. (*Documents n^{os} 811, 929, 983*)
- Maladies neuromusculaires, fonds adéquats pour les victimes. Déposé, 1068. (*Document n° 1062*)
- Manoir Richelieu, solution pour les employés non réembauchés. Déposés, 1105, 1111, 1160. (*Documents n^{os} 1096, 1097, 1098, 1099, 1107, 1108, 1109, 1150*)
- Outremont et Ville Mont-Royal, création d'un CLSC. Déposé, 671. (*Document n° 702*)
- PAIRA, rétablissement du programme. Déposé, 621. (*Document n° 623*)
- Personnes handicapées, permis de stationnement. Déposé, 1118. (*Document n° 1117*)
- Pont Mercier, engorgement. Déposé, 883. (*Document n° 858*)
- Postes isolés (Joutel), exemptions fiscales. Déposé, 597. (*Document n° 594*)
- Quartier Hochelaga-Maisonneuve, nouveaux logements sociaux. Déposé, 1133. (*Document n° 1129*)
- Radio-Québec, coupures. Déposé, 246. (*Document n° 240*)
- Reconstitution des débats, poursuite du projet. Déposé, 122. (*Document n° 159*)

Documents de la session:- Suite

- Régionale Lapointe, mise en tutelle du conseil des commissaires et législation demandée. Déposés, 750, 756. (*Documents n^{os} 776, 780*)
- Réserve du Saint-Maurice, libre accès. Déposé, 1112. (*Document n^o 1110*)
- Saint-Léonard, CLSC autonome. Déposés, 939, 951. (*Documents n^{os} 910, 931*)
- Schefferville, moratoire. Déposé, 242. (*Document n^o 239*)
- Snowdon, maintien du pré-centre local de services communautaires. Déposé, 671. (*Document n^o 703*)
- Société Saint-Jean-Baptiste (Shawinigan-Sud), ressources additionnelles pour les personnes âgées. Déposé, 1112. (*Document n^o 1111*)
- Syndicat des fonctionnaires provinciaux, mandats des négociateurs débloqués. Déposé, 672. (*Document n^o 704*)
- Thérapies alternatives, accès. Déposé, 839. (*Document n^o 836*)
- Transco, règlement du conflit. Déposé, 852. (*Document n^o 842*)
- Traversier de l'île aux Coudres, maintien de la gratuité. Déposé, 1059. (*Document n^o 1050*)
- Ville Émard et Côte Saint-Paul, implantation d'un CLSC. Déposé, 671. (*Document n^o 701*)
- Ville LaSalle, implantation d'un CLSC. Déposé, 756. (*Document n^o 779*)

Pharmaciens, Ordre:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 21. (*Document n^o 48*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 429. (*Document n^o 448*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1054. (*Document n^o 1018*)

Physiothérapeutes, Corporation professionnelle:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 24. (*Document n^o 78*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 397. (*Document n^o 378*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1054. (*Document n^o 1019*)

Plan quinquennal d'investissements universitaires, 1985-1990:- Cadre de référence. Déposés, 147. (Documents n^{os} 176, 177)

Plan quinquennal d'investissements universitaires, 1986-1991:- Décret et cadre de référence. Déposés, 707. (Documents n^{os} 742, 743)

Documents de la session:- Suite

PME au Québec:

État de la situation, 1986. Déposé, 479. (*Document n° 496*)

État de la situation, 1987. Déposé, 1103. (*Document n° 1088*)

Podiatres, Ordre:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 20. (*Document n° 29*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 1053. (*Document n° 1001*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1054. (*Document n° 1020*)

Politique de santé mentale:- Horaire des travaux de la CAS. Déposés, 1169, 1246. (*Documents n°s 1155, 1240*)

Politique de sécurité du revenu:- Document d'orientation. Déposé, 1198. (*Document n° 1185*)

Politique familiale:- Rapport du Comité de la consultation, avril 1986. Déposé, 187. (*Document n° 212*)

Pominville, Roger:- Copie d'un contrat intervenu entre le député de Hull et-, concernant les activités du SAG. Déposé, 269. (*Document n° 254*)

Présidents de séance des commissions:- Modifications à la liste. Déposés, 1056, 1221. (*Documents n°s 1030, 1200*)

Prêts et bourses:- Correspondance. Déposé, 1111. (*Document n° 1102*)

Privatisation des sociétés d'État:- Réponse à une question écrite concernant le comité sur la-. Déposé, 405. (*Document n° 402*)

Programme d'aide à l'implantation de réseaux d'aqueduc (PAIRA):- Réponse à une question écrite concernant le-. Déposé, 667. (*Document n° 679*)

Programme d'aide à la restauration Canada-Québec (PARCQ):- Mandats octroyés à des notaires. Déposé, 1258. (*Document n° 1267*)

Programme d'aide au développement des équipements de loisir (PADEL):- Correspondance concernant les subventions accordées. Déposé, 1161. (*Document n° 1151*)

Documents de la session:- Suite

Programme d'aide aux Inuit pour les activités de chasse, de pêche et de piégeage:

Rapport annuel 1985. Déposé, 250. (*Document n° 243*)

Rapport annuel 1986. Déposé, 1066. (*Document n° 1054*)

Programmes d'aide PAMEC et PODIUM:- Réponse à une question écrite concernant les subventions versées. Déposé, 452. (*Document n° 481*)

Projet Archipel:- Rapport de faisabilité. Déposé, 250. (*Document n° 244*)

Protecteur du citoyen:

Rapport annuel 1985. Déposé, 563. (*Document n° 558*)

Rapport annuel 1986. Déposé, 1228. (*Document n° 1209*)

Protection de la vie privée:

Rapport annuel 1985 relatif aux autorisations obtenues en vertu de la Loi sur la-. Déposé, 313. (*Document n° 279*)

Rapport annuel 1986 relatif aux autorisations obtenues en vertu de la Loi sur la-. Déposé, 883. (*Document n° 857*)

Psychologues, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 21. (*Document n° 50*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 429. (*Document n° 449*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1054. (*Document n° 1021*)

Quebecair:

Contrat concernant la vente de deux appareils Boeing 737-200. Déposé, 427. (*Document n° 432*)

Déclarations de passagers concernant la survente de billets. Déposé, 486. (*Document n° 504*)

Document sur la privatisation préparé par les pilotes. Déposé, 406. (*Document n° 406*)

Documents distribués lors de la vente de la société. Déposé, 1111. (*Document n° 1103*)

Liste de documents mis à la disposition des acheteurs. Déposé, 370. (*Document n° 359*)

Rapport sur la privatisation. Déposé, 398. (*Document n° 385*)

Réponse à une question écrite concernant la desserte de la Moyenne et de la Basse-Côte-Nord. Déposé, 627. (*Document n° 627*)

Télégrammes concernant la privatisation. Déposés, 406, 407. (*Documents n°s 405, 407*)

Documents de la session:- Suite

Question de privilège:- Correspondance entre le Président de l'Assemblée nationale et le leader de l'Opposition concernant une-. Déposé, 256. (Document n° 246)

Radio-Québec: Voir *Société de radio-télévision du Québec*

Radiotélévision des débats:- Correspondance concernant la retransmission du discours du budget. Déposé, 209. (Document n° 221)

Raffinerie de sucre:

Lettre concernant l'abandon de l'enquête fédérale relative à la vente de la société. Déposé, 507. (Document n° 524)

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 23. (Document n° 74)

Rapport annuel 1984-1985 et bilan pro forma au 31 mars 1986. Déposés, 91. (Documents n^{os} 136, 137)

Rapport Bélanger-Thérien:- Rapport du Comité sur la tarification des bois en forêt publique. Déposé, 1111. (Document n° 1106)

Rapport Bissonnet:- Rapport du Comité sur le taxi. Déposé, 901. (Document n° 868)

Rapport Dionne:- Rapport du Comité sur les haltes routières. Déposé, 523. (Document n° 531)

Rapport Doyon:- Rapport du Comité sur l'application de la réglementation et les questions pénales. Déposé, 720. (Document n° 754)

Rapport Gauvin:- Rapport du Comité consultatif en matière d'inondations. Déposé, 901. (Document n° 868)

Rapport Hovington:- Rapport du Comité sur les traverses maritimes. Déposé, 523. (Document n° 530)

Rapport Lapointe:- Rapport de la Commission d'étude sur la Ville de Québec. Déposé, 435. (Document n° 458)

Rapport Lavoie:- Rapport sur la rémunération et les régimes de pension des membres de l'Assemblée nationale. Déposés, 1056, 1151. (Documents n° 1034, 1141)

Rapport Leclerc:- Rapport du Comité sur le Service aérien gouvernemental. Déposé, 720. (Document n° 752)

Documents de la session:- Suite

Rapport Maltais:- Rapport du Comité sur le mesurage des bois récoltés dans les forêts du domaine public. Déposé, 1111. (*Document n° 1105*)

Rapport Middlemiss:- Rapport du Comité sur l'entretien du réseau routier. Déposé, 507. (*Document n° 522*)

Rapport Paradis:- Rapport du Comité sur la signalisation routière. Déposé, 739. (*Document n° 766*)

Rapport Philibert:- Rapport du Comité sur les limites de vitesse. Déposé, 720. (*Document n° 753*)

Rapport Sirros:- Rapport du Comité sur l'accessibilité des services de santé et des services sociaux du réseau aux communautés culturelles. Déposé, 1228. (*Document n° 1208*)

Rapport Vallières:- Rapport du Comité sur la voirie, les réclamations et la protection de l'environnement. Déposé, 619. (*Document n° 612*)

Rapports des comités de députés:- Réponse à une question écrite concernant le coût. Déposé, 1083. (*Document n° 1076*)

Réforme des institutions financières:- Document intitulé: *La-*. Déposé, 1055. (*Document n° 1025*)

Réforme électorale:- Échéancier relatif à la délimitation des circonscriptions électorales. Déposé, 160. (*Document n° 193*)

Réfugiés:- Réponse à une question écrite. Déposé, 814. (*Document n° 825*)

Régie de la sécurité dans les sports:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 129. (*Document n° 161*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 595. (*Document n° 586*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1066. (*Document n° 1053*)

Régie de l'assurance automobile:

Rapport annuel 1985. Déposé, 361. (*Document n° 329*)

Rapport annuel 1986. Déposé, 991. (*Document n° 969*)

Régie de l'assurance-dépôts:

Rapport annuel 1985. Déposé, 182. (*Document n° 209*)

Rapport annuel 1986. Déposé, 796. (*Document n° 803*)

Documents de la session:- Suite

Régie de l'assurance-maladie:

Décret relatif à l'échange de renseignements avec la CSST. Déposé, 937.
(Document n° 905)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 361. (Document n° 332)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 977. (Document n° 953)

Régie de l'électricité et du gaz:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 460. (Document n° 486)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 869. (Document n° 846)

Régie des assurances agricoles:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 603. (Document n° 597)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 1099. (Document n° 1079)

Régie des entreprises de construction:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 130. (Document n° 165)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 667. (Document n° 676)

Régie des grains:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 36. (Document n° 117)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 502. (Document n° 518)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1174. (Document n° 1157)

Régie des installations olympiques:

Rapport annuel 1985. Déposé, 160. (Document n° 192)

Rapport annuel 1986. Déposé, 814. (Document n° 823)

Régie des loteries et courses:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 36. (Document n° 115)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 720. (Document n° 756)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1199. (Document n° 1186)

Régie des permis d'alcool:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 122. (Document n° 156)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 345. (Document n° 312)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 991. (Document n° 973)

Régie des rentes:

Analyse actuarielle au 31 décembre 1986. Déposé, 1123. (Document n° 1119)

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 21. (Document n° 41)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 361. (Document n° 334)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 937. (Document n° 900)

Documents de la session:- Suite

Régie des services publics:

Rapport annuel 1983-1984. Déposé, 22. (*Document n° 61*)

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 147. (*Document n° 173*)

Régie du cinéma:

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 442. (*Document n° 465*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1255. (*Document n° 1243*)

Régie du logement:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 36. (*Document n° 116*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 619. (*Document n° 613*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1055. (*Document n° 1027*)

Régime d'épargne-actions:

Annexes à des déclarations ministérielles. Déposés, 459, 1065, 1126.
(*Documents n°s 485, 1051, 1122*)

Réponse à une question écrite. Déposé, 1103. (*Document n° 1089*)

Régime des rentes:- Analyse actuarielle au 31 décembre 1986. Déposé, 1123.
(*Document n° 1119*)

Réglementation et questions pénales:- Rapport du comité présidé par le député de Louis-Hébert. Déposé, 720. (*Document n° 754*)

Relations internationales, ministère:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 166. (*Document n° 195*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 645. (*Document n° 646*)

Rémunération des emplois repères:- Rapport de l'enquête sur la-. Déposé, 98.
(*Document n° 140*)

Réseau routier:- Rapport du comité présidé par le député de Pontiac. Déposé, 507. (*Document n° 522*)

Résolutions de l'Assemblée nationale:- Correspondance en réponse à des-.
Déposé, 13. (*Document n° 12*)

Revenu, ministère:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 122. (*Document n° 157*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 604. (*Document n° 600*)

REXFOR:- Voir Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers.

Documents de la session:- Suite

Rivière Armagh:- Résolution concernant le nettoyage de la-. Déposé, 751.
(Document n° 777)

Rocheport, Jacques:- Démission du caucus du Parti Québécois. Déposé, 1123.
(Document n° 1118)

Sanitech Argenteuil:- Étude de l'impact de ce projet sur le site d'enfouissement de Saint-Jérusalem. Déposé, 1023. (Document n° 985)

Santé et Services sociaux, ministère:- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1103.
(Document n° 1086)

Science et Technologie:

Rapport annuel 1983-1984 du ministère. Déposé, 36. (Document n° 110)

Réponse à une question écrite concernant les crédits alloués au programme-. Déposé, 529. (Document n° 538)

Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 104. (Document n° 153)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 411. (Document n° 414)

Secrétariat aux relations avec les citoyens:- Rapport annuel 1984-1985.
Déposé, 21. (Document n° 43)

Semaine des pluies acides:- Deux proclamations. Déposés, 857. (Document n° 844, 845)

Service aérien gouvernemental:- Rapport du comité présidé par le député de Taschereau. Déposé, 720. (Document n° 752)

Service des achats du gouvernement:- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 173.
(Document n° 203)

Services de santé:- Réponse concernant les coupures. Déposé, 721. (Document n° 758)

Services externes de main-d'oeuvre (SEMO):- Réponse concernant les-.
Déposé, 703. (Document n° 736)

Sidbec:- Rapports annuels 1983, 1984, 1985, 1986. Déposés, 937. (Documents n°s 901, 902, 903, 904)

Documents de la session:- Suite

Signalisation routière:- Rapport du comité présidé par le député de Matapédia.
Déposé, 739. (*Document n° 765*)

Société d'aménagement de l'Outaouais:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 28. (*Document n° 91*)
Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 485. (*Document n° 501*)
Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1151. (*Document n° 1140*)

Société de cartographie:- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 37. (*Document n° 120*)

Société de développement de la Baie James:

Rapport annuel 1984. Déposé, 28. (*Document n° 93*)
Rapport annuel 1985. Déposé, 456. (*Document n° 484*)
Rapport annuel 1986. Déposé, 1240. (*Document n° 1225*)

Société de développement des coopératives:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 23. (*Document n° 67*)
Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 390. (*Document n° 364*)
Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 948. (*Document n° 913*)

Société de développement des industries de la culture et des communications:

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 333. (*Document n° 297*)
Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 948. (*Document n° 911*)

Société de développement industriel:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 37. (*Document n° 121*)
Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 411. (*Document n° 410*)
Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1277. (*Document n° 1292*)

Société de la Maison des sciences et des techniques:- Rapport annuel
1984-1985. Déposé, 22. (*Document n° 63*)

Société de la Place des Arts de Montréal:- Rapport annuel 1986. Déposé, 901.
(*Document n° 869*)

Société de radio-télévision du Québec:

Lettre du ministre des Communications adressée au président du conseil
d'administration. Déposé, 922. (*Document n° 884*)
Rapport annuel 1985. Déposé, 147. (*Document n° 174*)
Rapport annuel 1986. Déposé, 873. (*Document n° 851*)

Documents de la session:- Suite

Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers (REXFOR):

Correspondance relative au compte bancaire du conseil d'administration.

Déposé, 1262. (*Document n° 1289*)

Dépenses encourues lors d'une réunion à Rivière-du-Loup. Déposé, 1183. (*Document n° 1173*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 491. (*Document n° 506*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1117. (*Document n° 1114*)

Société des alcools:

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 361. (*Document n° 335*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1066. (*Document n° 1055*)

Société des établissements de plein air du Québec:

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 619. (*Document n° 610*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1257. (*Document n° 1264*)

Société des loteries et courses:

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 333. (*Document n° 293*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1127. (*Document n° 1125*)

Société des traversiers:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 162. (*Document n° 194*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 484. (*Document n° 498*)

Société d'habitation du Québec:

Rapport annuel 1984. Déposé, 28. (*Document n° 92*)

Rapport annuel 1985. Déposé, 485. (*Document n° 500*)

Rapport annuel 1986. Déposé, 977. (*Document n° 955*)

Société du Grand Théâtre de Québec:

Documents relatifs au règlement du différend avec M. Gilles Marcotte et à la nomination de M^e Louis Vézina. Déposé, 917. (*Document n° 880*)

Rapport annuel 1985. Déposé, 333. (*Document n° 296*)

Rapport annuel 1986. Déposé, 693. (*Document n° 713*)

Société du Palais des congrès:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 160. (*Document n° 189*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 693. (*Document n° 715*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1190. (*Document n° 1180*)

Documents de la session:- Suite

Société du Parc des expositions agro-alimentaires:- Documents relatifs à la-.
Déposés, 421, 422. (*Documents n^{os} 425, 426, 427. 428. 429. 430. 431*)

Société du parc industriel du Centre du Québec:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 104. (*Document n° 152*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 410. (*Document n° 409*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1123. (*Document n° 1120*)

Société Eeyou de la Baie-James:- Deux documents se rapportant à la-. Déposé,
627. (*Document n^{os} 625, 626*)

Société générale de financement:

Documents relatifs aux offres visant l'achat des actions de Dofor inc.
Déposé, 790. (*Document n° 798*)

Rapport annuel 1985. Déposé, 324. (*Document n° 285*)

Rapport annuel 1986. Déposé, 839. (*Document n° 834*)

Société générale du cinéma:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 36. (*Document n° 118*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 418. (*Document n° 419*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1052. (*Document n° 993*)

Société immobilière:

Contrats de location, de rénovation et de construction d'édifices, réponse
à une question écrite. Déposé, 1104. (*Document n° 1091*)

Contrats intervenus, réponse à une question écrite. Déposé, 744.
(*Document n° 771*)

Personnel engagé depuis décembre 1982, réponse à une question écrite.
Déposé, 1259. (*Document n° 1275*)

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 37. (*Document n° 119*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 362. (*Document n° 337*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1007. (*Document n° 979*)

Rapport d'étude sur le fonctionnement de la SIQ. Déposé, 1259.
(*Document n° 1273*)

Société Inter-Port:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 160. (*Document n° 191*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 419. (*Document n° 422*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1277. (*Document n° 1291*)

Société nationale de l'amiante:

Décrets concernant le paiement pour des actions. Déposés, 37, 405.
(*Documents n^{os} 125, 400*)

Documents de la session:- Suite

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 170. (*Document n° 200*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 595. (*Document n° 587*)

Société québécoise d'assainissement des eaux:

- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 411. (*Document n° 413*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1141. (*Document n° 1135*)

Société québécoise des transports:

- Rapport annuel 1984. Déposé, 129. (*Document n° 162*)
- Rapport annuel 1985. Déposé, 362. (*Document n° 341*)

Société québécoise d'exploration minière:

- Convention d'échange entre la-, et Cambior inc. Déposé, 573. (*Document n° 566*)
- Lettre concernant une étude sur la privatisation. Déposé, 603. (*Document n° 598*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 346. (*Document n° 313*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 958. (*Document n° 936*)
- Rapport de McNeil Mantha sur la privatisation de-. Déposé, 554. (*Document n° 554*)

Société québécoise d'information juridique:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 129. (*Document n° 164*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 814. (*Document n° 822*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1177. (*Document n° 1161*)

Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires:

- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 23. (*Document n° 75*)
- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 333. (*Document n° 295*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1099. (*Document n° 1080*)

Société québécoise d'initiatives pétrolières:

- Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 404. (*Document n° 394*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1221. (*Document n° 1198*)

Solliciteur général:

- Poursuite possible relativement à des propos tenus à l'endroit des Hell's Angels, réponse à une question écrite. Déposé, 1007. (*Document n° 982*)
- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1258. (*Document n° 1266*)
- Tournée européenne, réponse à une question écrite. Déposé, 684. (*Document n° 710*)

*Sommet des pays francophones:-Rapport général. Déposé, 90. (*Document n° 127*)*

Documents de la session:- Suite

SORECOM INC.:- Réponse à une question écrite concernant les contrats obtenus. Déposé, 1104. (*Document n° 1090*)

Suicide-Action Montréal inc.:- Demandes de subventions. Déposé, 790. (*Document n° 796*)

Sûreté du Québec:

Rapport annuel 1985. Déposé, 182. (*Document n° 210*)

Rapport annuel 1986. Déposé, 887. (*Document n° 860*)

Tarification des bois en forêt publique:- Rapport du comité présidé par les députés de Mégantic-Compton et de Rousseau. Déposé, 1111. (*Document n° 1106*)

Taxi:- Rapport du comité présidé par le député de Jeanne-Mance. Déposé, 901. (*Document n° 868*)

Techniciens dentaires, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 20. (*Document n° 30*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 429. (*Document n° 450*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1054. (*Document n° 1022*)

Techniciens en radiologie, Ordre:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 21. (*Document n° 49*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 429. (*Document n° 451*)

Technologistes médicaux, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 23. (*Document n° 69*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 397. (*Document n° 380*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1054. (*Document n° 1023*)

Technologues des sciences appliquées, Ordre:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 20. (*Document n° 37*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 429. (*Document n° 452*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1257. (*Document n° 1263*)

Tourisme, ministère:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 159. (*Document n° 188*)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 442. (*Document n° 466*)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1190. (*Document n° 1179*)

Transport ambulancier:- Rapport d'étape. Déposé, 1174. (*Document n° 1158*)

Documents de la session:- Suite

Transport en commun (Montréal):- Document de consultation. Déposé, 937.
(Document n° 899)

Transports, ministère:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 169. (Document n° 198)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 523. (Document n° 532)

Travail, ministère:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 24. (Document n° 89)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 563. (Document n° 557)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1258. (Document n° 1268)

Travailleurs sociaux, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 103. (Document n° 145)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 435. (Document n° 456)

Traverses maritimes:- Rapport du comité présidé par la députée de Matane.
Déposé, 523. (Document n° 530)

Tribunal de l'expropriation:- Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 37.
(Document n° 122)

Ultramar:- Réponse à une question écrite concernant-. Déposé, 471. (Document
n° 491)

Union des municipalités:

Lettre et télégramme concernant le projet de loi 43. Déposés, 980, 992.
(Documents n°^{OS} 967, 976)

Lettres appuyant le projet de loi 88. Déposé, 1273. (Document n° 1290)

Urbanistes, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 103. (Document n° 143)

Vérificateur général:

Rapport annuel 1984-1985. Déposé, 10. (Document n° 4)

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 502. (Document n° 521)

Rapport annuel 1985-1986 (vérification des comptes). Déposé, 573.
(Document n° 567)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 1145. (Document n° 1136)

Vermont Marble Company:- Décret 1088-86 concernant des modifications au
contrat de vente d'électricité. Déposé, 720. (Document n° 751)

Documents de la session:- Suite

Vie mieux respectée:- Rapport sur la mise en oeuvre de la *Loi sur l'accès*, intitulé: *Une-*. Déposé, 1072. (Document n^o 1064)

Vie privée: un secret d'État:- Rapport sur les dispositions inconciliables des lois québécoises avec la *Loi sur l'accès*, intitulé: *La-*. Déposé, 324. (Document n^o 287)

Voirie, réclamations et protection de l'environnement:- Rapport du comité présidé par le député de Richmond. Déposé, 1111. (Document n^o 1106)

Voyage en Europe du Solliciteur général:- Réponse à une question écrite concernant le-. Déposé, 684. (Document n^o 710)

Whip en chef de l'Opposition:- Nomination. Déposés, 13, 1109. (Documents n^{os} 9, 1101)

Whip en chef du gouvernement et adjoints:- Nomination. Déposé, 19. (Document n^o 20)

ÉLECTIONS PARTIELLES

M. Robert Bourassa, député de Saint-Laurent, 33.

M. Harold Peter Thuringer, député de Notre-Dame-de-Grâce, 1051.

INTERPELLATIONS

Aide sociale, administration, 203.

Condition féminine, politiques, 248, 456, 481.

Contentieux fédéral-provincial, 1114.

Dépenses gouvernementales, orientations du Conseil du trésor, 229.

Environnement, politiques, 746.

Est de Montréal, détérioration de la situation économique, 1074, 1077.

Français, recul, 1130.

Immigration, politiques, 481.

Lac Meech, propositions constitutionnelles, 809, 823.

Libre-échange, 842.

Logements sociaux, politique, 792.

Madelipêche, avenir, 438.

Main-d'oeuvre et sécurité du revenu, politique pour les jeunes, 497.

Interpellations:- suite

Négociations dans les secteurs public et parapublic, 414.
Politique budgétaire. Irrecevabilité soulevée, 803. Remplacée, 809.
Quebecair, dossier, 765, 769.
Radio-Québec, avenir, 190.
Rapport Beaudry, 99.
Services sociaux, insuffisance, 730.
Universités, financement, 1092.
Urgences médicales, situation, 709.
Voirie, négligence du gouvernement, 823.

MOTIONS D'AJOURNEMENT DE L'ASSEMBLÉE

Motion adoptée (Vote n° 58), 445, 446.
Motion adoptée (décès de M. René Lévesque, ex-Premier ministre du Québec, 1095.

MOTIONS D'AJOURNEMENT DU DÉBAT

Projet de loi 86 (Parc des expositions agro-alimentaires), 403.
Projet de loi 88 (cités et villes), 1252 (Vote n° 130).
Projet de loi 119 (industrie de la construction), 519 (Vote n° 64), 521 (Vote n° 66).

MOTIONS (Art. 97 du Règlement)

Agriculteurs:

Coupures au soutien financier. Débat; répartition du temps, 742. Vote reporté, 757. Motion rejetée (Vote n° 101), 762.

Politiques contraires à leurs intérêts. Répartition du temps; débat, 1107. Vote reporté, 1124. Motion rejetée (Vote n° 125), 1128.

Communautés culturelles, politique. Répartition du temps; débat; amend. irrecevable; vote reporté, 261, 262. Motion rejetée (Vote n° 38), 265.

Décisions de l'État, participation accrue de l'Assemblée. Débat; amend. recevable; vote reporté, 139. Amend. adopté (Vote n° 16), 149. Motion amendée adoptée (Vote n° 17), 150.

Motions (art. 97):- Suite

Division au sein du Conseil des ministres. Question de règlement, 445. Décision, 449. Débat; répartition du temps, 453. Amend. recevable; amend. adopté; vote reporté, 476. Motion rejetée (Vote n° 61), 479.

Dossiers fédéraux-provinciaux, attitude inefficace du gouvernement. Débat; répartition du temps; vote reporté, 1144. Motion rejetée (Vote n° 126), 1146.

Famille québécoise, politique de valorisation. Répartition du temps; débat; amend. recevable, 1068-1070. Sous-amend. recevable; débat terminé; votes reportés, 1084-1086. Sous amend. rejeté (Vote n° 122); amend. adopté (Vote n° 123); motion amendée adoptée (Vote n° 124), 1087-1091.

Langue française, défense et promotion. Décision du Président, 209. Débat; répartition du temps; 2^e droit de parole accordé, 220. Reprise du débat; vote reporté, 244. Motion rejetée (Vote n° 36), 247.

Négociations constitutionnelles:

Défense des intérêts du Québec. Débat; répartition du temps; amend. recevable, 704-706. Sous-amend. recevable; votes reportés, 722. Sous-amend. adopté (div.); amend. adopté (Vote n° 98); motion amendée adoptée (Vote n° 99), 724-728.

Pouvoirs accrus réclamés. Répartition du temps; débat, 799. Amend. recevable; votes reportés, 816. Vote à main levée; amend. adopté (div.); motion amendée adoptée (div.), 819.

Privatisation, arrêt des procédures. Débat; répartition du temps; débat, 408. Vote reporté, 432. Motion rejetée (Vote n° 57), 436.

Rapport Lapointe, recommandations. Répartition du temps; débat, 777. Motion rejetée (Vote n° 103), 793.

Salles d'urgence, dossier. Art. 87 suspendu, 40. Répartition du temps; débat; amend. recevable, 94. Votes reportés, 120. Amend. adopté (Vote n° 11); motion amendée adoptée (Vote n° 12), 124.

Santé et services sociaux, respect des promesses électorales. Débat; répartition du temps, 492, 509. Vote reporté, 510. Motion rejetée (Vote n° 62), 512.

Motions (art. 97):- Suite

Situation économique et sociale, dégradation. Dérogation aux art. 87 et 275, 829. Répartition du temps; débat; vote reporté, 836. Motion rejetée (Vote n° 104), 840.

MOTIONS DE CENSURE (Art. 304 du Règlement)

Affaiblissement du caractère français et démantèlement des instruments de développement économique. Débat reporté (répartition du temps), 542. Débat, 555. Motion rejetée (Vote n° 72), 556.

Désengagement du gouvernement libéral. Répartition du temps; débat; motion rejetée (Vote n° 121), 1078-1080.

Négligence du gouvernement dans le dossier des frégates. Répartition du temps; débat; vote reporté, 1201. Motion rejetée (Vote n° 128), 1205.

Non-respect des engagements pré-électoraux à l'égard des jeunes. Débat; vote reporté, 285. Motion rejetée (Vote n° 40), 290.

Positions du gouvernement sur l'affichage bilingue. Débat; répartition du temps; motion rejetée (Vote n° 55), 414-416.

Reconnaissance d'une partie substantielle de la Loi constitutionnelle de 1982. Débat; vote reporté, 126. Motion rejetée (Vote n° 14), 131.

MOTIONS DE CLÔTURE

Commission des affaires sociales (projet de loi 142), 600, 601. Débat, 609, 616. Motion adoptée (Vote n° 85), 617. Rapport déposé (*Document n° 615*), 620.

Commission de l'aménagement et des équipements (projet de loi 88), 1208. Motion inscrite au *Feuilleton*, 1209. Motion retirée, 1278.

Commission de l'économie et du travail (projet de loi 119), 579, 580. Débat; motion adoptée (Vote n° 78), 593. Rapport déposé (*Document n° 589*), 596.

Motions de clôture:- Suite

Commission de l'éducation (projet de loi 58), 310. Débat, 317. Vote reporté, 318. Motion adoptée (Vote n° 45), 321. Rapport déposé (*Document n° 290*), 325.

MOTIONS DE REPORT

Projet de loi 10 (membres de l'Assemblée nationale), 212 (Vote n° 24).
Projet de loi 58 (admissibilité à l'enseignement en anglais), 278 (Vote n° 39).
Projet de loi 61 (Radio-Québec), 236, 238 (Vote n° 34).
Projet de loi 85 (Raffinerie de sucre), 296 (Vote n° 43).
Projet de loi 86 (Parc des expositions agro-alimentaires), 403, 421.
Projet de loi 119 (industrie de la construction), 497, 518 (Vote n° 65).
Projet de loi 124 (assurance-maladie), 535 (Vote n° 69).
Projet de loi 142 (services de santé et services sociaux), 558 (Vote n° 73).
Projet de loi 150 (forêts), 504.

MOTIONS DE SCISSION

Projet de loi 61 (Radio-Québec). Motion jugée irrecevable (décision), 240, 245.
Projet de loi 73 (sécurité routière et assurance automobile). Motion jugée irrecevable (décision), 1156.
Projet de loi 97 (services de santé et services sociaux). Motion jugée recevable (décision); débat; vote reporté, 1138. Motion rejetée (vote à main levée), 1141.
Projet de loi 142 (services de santé et services sociaux). Motion jugée recevable (décision); débat; vote reporté, 560. Motion rejetée (Vote n° 74), 565.

MOTIONS DU GOUVERNEMENT

Mandats confiés au Directeur général des élections:

Consultation des électeurs du Nouveau-Québec (droits des autochtones).

Motion adoptée, 1010.

Élection dans le Nouveau-Québec. Motion adoptée, 1278-1280.

Motions du gouvernement:- Suite

Modification de la Constitution du Canada (accord du lac Meech). Motion d'urgence; question de Règlement; décision du Président; motion d'urgence adoptée (Vote n° 114); motion du Premier ministre proposée; débat, 961-966, 981, 982, 993, 996. Amend. jugé recevable; votes reportés, 1012. Amend. rejeté (Vote n° 119), 1020. Motion adoptée (Vote n° 120), 1021.

MOTIONS D'URGENCE

Motions adoptées, 141, 190, 329, 462, 822, 961. (Voir aussi: **SÉANCES SPÉCIALES**)

MOTIONS SANS PRÉAVIS

Agence spatiale canadienne, établissement au Québec, 667, 728.
Amnesty International, 25^e anniversaire, 260.
Année internationale de la paix, journée nationale proclamée, 413.
Année internationale des sans-abri, 803.
Arcand, Denys, Prix de la critique internationale (Cannes), 243.
Arsenault, abbé Willie, condoléances, 132.
Association internationale des parlementaires de langue française, statut international, 1270.
Association québécoise de loisirs pour personnes handicapées, prix décernés, 495; félicitations pour le Prix réseau AQLPH, 1152.
Beauce, 250^e anniversaire, 815.
Benoit, Mme Jehane, hommage rendu, 1147.
Blais, Raymond, condoléances, 809.
Charte québécoise des droits et libertés de la personne, 10^e anniversaire, 352.
Chirac, Jacques, nomination en tant que premier ministre de la France (Vote n° 13), 125.
CIBL-FM, appui, 874.
Club de hockey Canadien, coupe Stanley, 252 (vote reporté). Motion adoptée (Vote n° 37), 258.
Colloque sur l'avenir du comté de Richelieu, succès souligné, 171.
Commissaires d'écoles, élections, 1119.
De Beauvoir, Simone, décès, 161.

Motions sans préavis:- Suite

- Déclaration sur les relations interethniques et interraciales*, appui. Motion adoptée (Vote n° 75), 574; 1^{er} anniversaire, 1206.
- Duvalier et Marcos*, chute des régimes, 38 (vote reporté). Motion adoptée (Vote n° 2), 91.
- Enquête sur le textile et le vêtement*, recommandations du rapport, 164 (vote reporté). Motion adoptée (Vote n° 19), 166.
- Faculté de médecine vétérinaire (Saint-Hyacinthe)*, centenaire, 202.
- Familles d'accueil*, rôle joué, 266.
- Familles Fraser, Pomerleau, Bertrand*, condoléances, 270.
- F-18*, retombées économiques, 400.
- Fédération des femmes du Québec*, 20^e anniversaire de fondation, 162.
- Fête de la Saint-Patrick*, 105.
- Fête des travailleurs*, 188, 803.
- Fête nationale de la communauté grecque*, 133.
- Fête nationale de la communauté italienne*, 270.
- Fête nationale de la communauté portugaise*, 299.
- Fortier, Dr. Claude*, condoléances, 175.
- Génie*, centenaire, 866.
- Génies*, félicitations aux récipiendaires, 729.
- Génocide arménien*, commémoration, 175.
- Gervais, Mme Lizette*, condoléances, 304.
- Guérard, Yoland*, condoléances, 1106.
- Haïti*, appui au peuple haïtien, 1148.
- Harvey, Pierre*, félicitations pour la Coupe du monde en ski de fond, 714; récipiendaire du prix Maurice-Richard, 1119.
- Industrie du bois de sciage*, défense des intérêts du Québec, 407.
- Jour des Patriotes*, 496, 1129.
- Jour du souvenir*, 461, 1106.
- Journée nationale de la paix*, proclamation, 413, 1091.
- Journée internationale des femmes*, 38 (vote reporté); motion adoptée (Vote n° 3), 92; 697.
- Journée mondiale du théâtre*, 132, 745.
- Jutra, Claude*, condoléances, 798.
- Les Patriotes*, félicitations à l'équipe de hockey, 734.
- Loi sur les brevets*, amendements, 25.
- Maire de Longueuil*, félicitations à M. Roger Ferland, 887.
- Maire de Montréal*, félicitations à M. Jean Doré, 475.
- Maires et conseillers municipaux*, élections, 444, 1106.
- Marathon de Boston*, félicitations aux participants, 168.
- Martucci, Jean*, condoléances, 828.
- Mélançon, André*, lauréat du prix du Jury, 1112.

Motions sans préavis:- Suite

Mère Teresa, hommage rendu, 304.

Mérite sportif québécois, félicitations aux lauréats, 1230.

Mois de la qualité, 419, 1077.

Mois de l'environnement, 188 (vote reporté). Motion adoptée (Vote n° 23), 192, 809.

Mois de l'ouïe, 829.

Moreau, Mgr Louis-Zéphyrin, béatification, 829.

Opération nez rouge, journée nationale décrétée, 1244.

Palme, Olof, condoléances, 98.

Pluies acides, préoccupations exprimées à la veille de la visite du Président des États-Unis, 757.

Prix Méritas, félicitations aux récipiendaires, 1113.

Radio-Québec, retransmission de la période des questions, 1092.

Raffinerie Gulf (Montréal), maintien des opérations, 11, 16.

Redmen de l'Université McGill, félicitations, 1133.

Regalado, Victor, annulation des mesures d'expulsion, 842.

Saint-Léonard, centenaire de la municipalité, 161.

Semaine de la chanson française d'ici, 881.

Semaine de l'action bénévole, 167, 798.

Semaine de l'activité physique, 248, 866.

Semaine de la déficience intellectuelle, 105, 728.

Semaine de la municipalité, 893.

Semaine de la PME, 413, 1073.

Semaine de la police, 208, 835.

Semaine de la prévention du crime, 452.

Semaine de l'arbre et de la forêt, 259, 804.

Semaine de la santé et de la sécurité au travail, 407.

Semaine de la santé mentale et de la prévention du suicide, 198.

Semaine de la sensibilisation aux effets des drogues, 1119.

Semaine de l'entreprise, 177 (vote reporté). Motion adoptée (Vote n° 21), 182, 815.

Semaine de l'ergothérapie, 1076.

Semaine des assistés sociaux, 198.

Semaine des familles d'accueil, 266.

Semaine des garderies, 870.

Semaine des transports, 252, 884.

Semaine du don des organes, 170 (vote reporté). Motion adoptée (Vote n° 20), 174, 804.

Sommet de la francophonie, 784.

Tutu, Mgr Desmond, hommage rendu, 274.

Vieux-Québec, reconnaissance par l'UNESCO, 15.

Motions sans préavis:- Suite

Motions non débattues faute de consentement unanime, 132 (Mme Harel), 162, 764 (M. Rochefort), 370 (M. Garon), 400, 443 (Chef de l'Opposition), 821 (M. Brassard), 842 (Mme Juneau), 1113 (M. Filion), 1153 (M. Boulerice).

NOMINATIONS

Assemblée nationale:

Président et vice-présidents élus, 4, 5.

Secrétaire général nommé, 25.

Secrétaire général adjoint (administration) nommé, 400.

Commission d'accès à l'information:

Mme Carole Lynne Wallace nommée membre, 995, 1018 (Vote n° 118).

Mme Thérèse Giroux nommée présidente par intérim, 1262-1265 (Votes n^{os} 131, 132).

Commission de la fonction publique:

Membres nommés, 151. (Vote n° 18).

M. Jean-Nöel Poulin nommé président, 878 (Vote n° 111).

M. Jean-Paul Roberge nommé membre, 1265 (Vote n° 133).

Commission des droits de la personne:

Membres nommés et mandats renouvelés, 650, 656 (Vote n° 94).

Mme Sophia Florakas Petsalis nommée vice-présidente, 995, 1016 (Vote n° 117).

M. Georges A. Carrier nommé membre et mandat de M. Jacques Lachapelle renouvelé, 1266 (Vote n° 134).

Protecteur du citoyen:

Nomination de M^e Daniel Jacoby et traitement de M. Yves Labonté, 994, 1013, 1014 (Votes n^{os} 115, 116).

PROJETS DE LOI (*par ordre alphabétique*)

Abrogation de lois et dispositions législatives omises lors des refontes de 1888, 1909, 1925, 1941, 1964 et 1977:- Loi portant-. Projet de loi 1.

Projets de loi:- Suite

Accès aux documents des organismes publics et protection des renseignements personnels:

Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Loi sur l'-.
Projet de loi 28 (1987).

Loi modifiant la Loi sur l'-. Projets de loi 55 (1987), 73.

Acquisition d'immeubles par la ville de Berthierville:- Loi concernant l'-.
Projet de loi 238.

Acupuncture:- Loi modifiant la Loi médicale concernant l'-. Projet de loi 156.

Administration de la justice:- Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant l'-. Projet de loi 76.

Administration financière:- Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 129.

Administration régionale Kativik:- Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'-. Projets de loi 49, 69 (1987).

Admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants:- Loi sur l'-.
Projet de loi 58.

Adoption:

Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse concernant l'adoption internationale. Projet de loi 139.

Loi concernant l'-, et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil et le Code de procédure civile. Projet de loi 21 (1987).

Affaires sociales:- Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique et la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les-.
Projet de loi 63 (1987).

Allocations familiales:- Loi modifiant la Loi sur les-, et la Loi sur les impôts.
Projet de loi 135.

Aménagement et urbanisme:

Loi modifiant la Loi sur l'-. Projets de loi 38, 43 (1987).

Loi modifiant la Loi sur l'-, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec. Projet de loi 88 (1987).

Anjou:- Loi concernant Ville d'-. Projet de loi 218 (1987).

Projets de loi:- Suite

Appel sommaire:- Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu en matière d'-. Projet de loi 95.

Approvisionnements et Services:- Loi sur le ministère des-, et modifiant diverses dispositions législatives. Projet de loi 68.

Arbitrage:- Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière d'-. Projet de loi 91.

Archives:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 17.

Arrangements préalables de services funéraires et de sépulture:- Loi sur les-. Projet de loi 162.

Assemblée nationale:

Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'-. Projets de loi 10, 113 (87).

Loi modifiant la Loi sur l'-. Projets de loi 21, 111.

Loi modifiant la Loi d'interprétation et modifiant de nouveau la Loi sur l'-. Projet de loi 111.

Association des courtiers d'assurances:- Loi concernant le Bureau de discipline de l'-. Projet de loi 3 (1987)

Association des employés de Yellow Sample:- Loi concernant la dissolution de l'-. Projet de loi 246.

Assurance automobile:

Loi modifiant la Loi sur l'-. Projets de loi 19, 62 (1987).

Loi modifiant le Code de la sécurité routière et la Loi sur l'-. Projet de loi 73 (1987).

Assurance-maladie:- Loi modifiant la Loi sur l'-. Projets de loi 74, 124.

Assurance-prêts agricoles et forestiers:- Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 49 (1987).

Assurance-responsabilité professionnelle:- Loi sur l'-. Projet de loi 44 (1987).

Assurances:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 4 (1987).

Projets de loi:- Suite

Aylmer Park Development Corp.:- Loi sur-. Projet de loi 227.

Barreau de Longueuil:- Loi modifiant la Loi sur le Barreau concernant la création du-. Projet de loi 92 (1987)

Beattie, Varina:- Loi concernant-. Projet de loi 242.

Berthierville:- Loi concernant l'acquisition d'immeubles par la ville de-.
Projet de loi 238.

Biens culturels:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 15.

Boissons alcooliques:- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les-. Projet de loi 96.

Bureau de la statistique:- Loi modifiant la Loi sur le--. Projet de loi 128.

Bureaux d'enregistrement:- Loi modifiant le Code civil, la Loi sur les-, et la Loi sur la division territoriale. Projets de loi 88, 77 (1987).

Caisse de dépôt et placement du Québec:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 112 (1987).

Camionnage:- Loi sur le-. Projet de loi 76 (1987).

Carburants:- Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les-, afin de contrer le détournement de la taxe par des intermédiaires. Projet de loi 81.

Casa d'Italia - Maison d'Italie:- Loi modifiant la Loi constituant en corporation-. Projet de loi 240.

Charte de la langue française.- Loi modifiant la-. Projets de loi 140, 199.

Charte de la ville de Beauport:- Loi modifiant la-. Projet de loi 210.

Charte de la ville de Granby:- Loi modifiant la-. Projet de loi 235.

Projets de loi:- suite

Charte de la ville de Laval:- Loi modifiant la-. Projet de loi 249.

Charte de la ville de Longueuil:- Loi modifiant la-. Projet de loi 209 (1987).

Charte de la ville de Montréal:- Loi modifiant la-. Projets de loi 52, 200, 200 (1987), 230 (1987).

Charte de la ville de Québec:- Loi modifiant la-. Projets de loi 51, 232, 271, 250 (1987).

Charte de la ville de Sherbrooke:- Loi modifiant la-. Projet de loi 206.

Charte des droits et libertés de la personne:- Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la-. Projet de loi 92.

Cinéma:

Loi modifiant la Loi sur le-. Projets de loi 18, 157.

Loi modifiant la Loi sur le-, et la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications. Projet de loi 59 (1987)

Cités et villes:

Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 36.

Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les-, et le Code municipal du Québec. Projet de loi 88 (1987).

Loi modifiant la Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal, la Loi sur les-, et le Code municipal de Québec. Projet de loi 98.

City & District Land & Development Co. Ltd.:- Loi concernant-. Projet de loi 270.

Clairvoyants, Compagnie Mutuelle d'Assurance de Dommages:- Loi concernant Les-. Projet de loi 244 (1987).

Code civil:

Loi portant réforme au-, du droit des personnes, des successions et des biens. Projet de loi 20.

Loi modifiant le-, la Loi sur les bureaux d'enregistrement et la Loi sur la division territoriale. Projet de loi 88.

Projets de loi:- Suite

- Loi modifiant le-, et la Loi sur les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock, en matière d'enregistrement. Projet de loi 141.
- Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le-, et et le Code de procédure civile. Projet de loi 21 (1987).
- Loi modifiant le-, et la Loi sur les bureaux d'enregistrement. Projet de loi 77 (1987).
- Loi modifiant la Régie du logement et le-. Projet de loi 87 (1987).
- Loi modifiant le-, en matière d'indexation de pensions alimentaires. Projet de loi 98 (1987).

Code civil et Code de procédure civile:

- Loi modifiant le-, en matière d'arbitrage. Projet de loi 91.
- Loi modifiant le-, concernant le dépôt volontaire. Projet de loi 159.

Code de la sécurité routière:

- Projet de loi 127.
- Loi modifiant le-. Projet de loi 60.
- Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi et le-. Projet de loi 89.
- Loi modifiant le-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 73 (1987).

Code de procédure civile:

- Loi modifiant le-, en matière de témoignage hors de cour et de saisie. Projet de loi 125.
- Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil et le-. Projet de loi 21 (1987).
- Loi modifiant le-. Projets de loi 72, 34 (1987).

Code de procédure pénale:- Projet de loi 75 (1987).

Code du travail:- Loi modifiant le-. Projet de loi 42.

Code municipal du Québec:

- Loi modifiant le-. Projet de loi 37.
- Loi modifiant la Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal, la Loi sur les cités et villes et le-. Projet de loi 98.

Projets de loi:- Suite

Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les cités et villes et le-. Projet de loi 88 (1987).

Collège des Jésuites:- Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus, la Corporation du-, et la Corporation du Collège Saint-Charles-Garnier. Projet de loi 203 (1987).

Collège Jean-de-Brébeuf:- Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus et la Corporation du-. Projet de loi 218.

Collèges d'enseignement général et professionnel:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 28.

Comité de la protection de la jeunesse:- Loi sur la Commission des droits de la personne et sur le-. Projet de loi 110.

Comité d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil-Deux-Montagnes:- Loi concernant le-. Projet de loi 262.

Commission des droits de la personne:- Loi sur la-, et sur le Comité de la protection de la jeunesse. Projet de loi 110.

Commission des relations du travail:- Loi constituant la-, et modifiant diverses dispositions législatives. Projet de loi 30 (1987)

Commission municipale:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projets de loi 39, 72 (1987).

Commission scolaire du Nouveau-Québec:-Loi abrogeant la Loi concernant la-. Projet de loi 30.

Commission scolaire de Outaouais-Hull:- Loi concernant la-. Projet de loi 205.

Communications:- Loi modifiant la Loi sur le ministère des-. Projet de loi 24.

Communauté régionale de l'Outaouais:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 41.

Communauté urbaine de Montréal:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projets de loi 43, 50.

Projets de loi:- Suite

Communauté urbaine de Québec:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projets de loi 44, 111 (1987).

Compagnie de chemin de fer Roberval-Saguenay:- Loi modifiant la Loi constituant la-. Projet de loi 230.

Compagnie de Jésus et la Corporation du Collège Jean-de-Brébeuf:- Loi concernant certaines transactions entre le-. Projet de loi 218.

Compagnie de Jésus, la Corporation du Collège des Jésuites et la Corporation du Collège Saint-Charles-Garnier:- Loi concernant certaines transactions entre la-. Projet de loi 203 (1987).

Compagnie Montréal Trust, Crédit Foncier et Société de fiducie du Crédit Foncier:- Loi fusionnant-. Projet de loi 265.

Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie du Québec:- Loi concernant La-. Projet de loi 269.

Compagnies:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 143.

Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec:- Loi modifiant la Loi concernant la-. Projet de loi 264.

Connaissements, reçus et cessions de biens en stock, en matière d'enregistrement:- Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les-. Projet de loi 141.

Conseil consultatif sur l'emploi et la sécurité du revenu:- Loi sur le-. Projet de loi 41 (1987).

Conseil d'artisanat:- Loi abrogeant la Loi sur le-. Projet de loi 115.

Conseil de la conservation et de l'environnement:- Loi sur le-. Projet de loi 29 (1987).

Conseil de la famille:- Loi sur le-. Projet de loi 94.

Conseil de la faune:- Loi abolissant le-. Projet de loi 9 (1987).

Conseil des Arts du Québec:- Loi abolissant le-. Projet de loi 116.

Projets de loi:- Suite

Conseil de Planning Social de Pontiac Inc.:- Loi sur le-. Projet de loi 239.

Conseil des universités:- Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 26.

Conseil permanent de la jeunesse:- Loi sur le-. Projet de loi 104.

Conseil québécois du Tourisme:- Loi abolissant le-. Projet de loi 112.

Conseil supérieur de l'éducation:

Loi modifiant le-. Projet de loi 29.

Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le-, et modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation. Projet de loi 131.

Conseils intermunicipaux de transport (région de Montréal):- Loi modifiant la Loi sur les-, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec. Projet de loi 98.

Conservation et mise en valeur de la faune:- Loi modifiant la Loi sur la-, et la Loi sur les parcs. Projets de loi 101, 153.

Construction:- Loi sur la reprise des travaux de-. Projet de loi 106.

Conversion en copropriété par déclaration de l'immeuble appartenant à la Société d'Amélioration Milton Parc Inc.:- Loi concernant la-. Projet de loi 224 (1987).

Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville:- Loi sur la-, et abrogeant la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité. Projet de loi 11.

Corporation de l'École Polytechnique de Montréal:- Loi sur la-. Projet de loi 237.

Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal:- Loi sur la-. Projet de loi 242 (1987).

Corporation des électroniciens du Québec:- Loi modifiant la Loi constituant La-. Projet de loi 221.

Projets de loi:- Suite

Corporation des marchands de meubles du Québec:- Loi concernant la-. Projet de loi 234.

Corporation intermunicipale de transport de la rive-sud de Québec:- Loi sur la-. Projet de loi 272.

Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec:- Loi portant changement de nom de la-. Projet de loi 11 (1987).

Corporations municipales et intermunicipales de transport et autres dispositions législatives concernant les organismes publics de transport en commun:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 90.

Courses de chevaux:- Loi sur les-. Projet de loi 89 (1987).

Courtage immobilier:- Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 80 (1987).

Crédit aux pêcheries maritimes:- Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 99 (1987).

Crédit Foncier et Société de fiducie du Crédit Foncier:- Loi fusionnant Compagnie Montréal Trust,-. Projet de loi 265.

Crédits:- Loi sur les-. Projets de loi 6, 14 (1987), 17 (1987), 27, 31, 53 (1987), 58 (1987), 63, 93, 164.

Décrets relatifs aux affaires intergouvernementales canadiennes:- Loi maintenant en vigueur certains-. Projet de loi 14.

Délimitation des circonscriptions électorales:

Loi sur le recensement des électeurs en 1986 et sur la-. Projet de loi 13.

Loi sur la-. Projet de loi 23.

Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 147.

Délimitation des districts électoraux:- Loi modifiant de nouveau la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et la Loi sur la Commission municipale concernant la-. Projet de loi 96 (1987).

Projets de loi:- Suite

Dépenses effectuées et non comptabilisées au 31 mars 1986:- Loi concernant les-. Projet de loi 130.

Dépôt volontaire:- Loi modifiant le Code de procédure civile et le Code civil concernant le-. Projet de loi 159.

Deux-Montagnes:- Loi concernant la ville de-. Projet de loi 202.

Développement scientifique et technologique du Québec:- Loi modifiant la Loi favorisant le-. Projet de loi 18 (1987).

Dispositions législatives d'ordre fiscal:- Loi modifiant diverses-. Projet de loi 120.

District judiciaire de Laval ou de Longueuil:- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la mention du-, dans les statuts de certaines corporations. Projet de loi 122.

Division territoriale:

Loi modifiant le Code civil, la Loi sur les bureaux d'enregistrement et la Loi sur la-. Projet de loi 88.

Loi modifiant la Loi sur la-, concernant certaines divisions d'enregistrement. Projet de loi 40 (1987).

Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 61 (1987).

Droit des personnes, des successions et des biens:- Loi portant réforme au Code civil du Québec du-. Projet de loi 20.

Droit sur les mutations immobilières:- Loi modifiant la Loi autorisant les municipalités à percevoir un-. Projet de loi 45.

Droits sur les divertissements en matière de taxe municipale:- Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et la Loi concernant les-. Projet de loi 82 (1987).

Droits sur les mines:- Loi modifiant la Loi concernant les-. Projet de loi 3.

Drummondville:

Loi concernant la ville de-. Projet de loi 222.

Loi concernant certains immeubles dans la ville de-. Projet de loi 254.

Dugas, Michel:- Loi concernant-. Projet de loi 233.

Projets de loi:- Suite

Élection partielle du 20 janvier 1986:- Loi concernant l'-. dans la circonscription électorale de Saint-Laurent. Projet de loi 8.

Élections dans certaines municipalités:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 97.

Élections et référendums dans les municipalités:

Loi sur les-. Projet de loi 100.

Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 79 (1987).

Loi modifiant de nouveau la Loi sur les-, et la Loi sur la Commission municipale concernant la délimitation des districts électoraux. Projet de loi 96 (1987)

Élections générales du 2 décembre 1985:- Loi sur les sommaires des rapports de dépenses électorales relativement aux-. Projet de loi 32.

Élections scolaires:

Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique en matière d'-. Projet de loi 13 (1987).

Loi sur les-. Projet de loi 106 (1987).

Emblème aviaire:- Loi sur l'-. Projet de loi 67 (1987).

Énoncé de politiques budgétaires du gouvernement:- Loi modifiant diverses lois fiscales afin de donner suite à l'-, du 18 décembre 1985. Projet de loi 78.

Enseignement privé:

Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 10 (1987).

Loi modifiant la Loi sur l'-, et la Loi sur le ministère de l'Éducation. Projet de loi 91 (1987).

Ententes entre les nations autochtones et le Québec:- Loi sur les-. Projet de loi 50 (1987).

Établissements touristiques:- Loi sur les-. Projet de loi 152.

Explorations Muscocho Limitée (Libre de reponsabilité personnelle): Loi concernant Les-. Projet de loi 244.

Expropriation:- Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 64.

Projets de loi:- Suite

Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (F.I.I.Q.):- Loi constituant la-. Projet de loi 239 (1987).

Financement agricole:- Loi sur le-. Projet de loi 46 (1987).

Fiscalité municipale:

Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 40.

Loi modifiant la Loi sur la-, et la Loi concernant les droits sur les divertissements en matière de taxes municipales. Projet de loi 82 (1987).

Fleming Mines Limited:- Loi concernant-. Projet de loi 205 (1987).

Fonction publique:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 109.

Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat:- Loi sur le financement de la-. Projet de loi 42 (1987)

Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.):- Loi modifiant la Loi constituant le-. Projet de loi 107.

Forêts:- Loi sur les-. Projet de loi 150.

Foyer Saint-Antoine de Longueuil:- Loi concernant le-. Projet de loi 224.

Grains:- Loi modifiant la Loi sur les-, et la Loi sur la mise en marché des produits agricoles. Projet de loi 146.

Granby:- Loi modifiant la charte de la ville de-. Projet de loi 235.

Hôtel de Lido inc.:- Loi sur-. Projet de loi 209.

Hôtel-Dieu de Lévis:- Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'-. Projet de loi 208.

Hôtellerie:- Loi modifiant la Loi sur l-. Projet de loi 56.

Huissiers:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 7 (1987).

Projets de loi:- Suite

Hull (quartier n^o 4):-Loi concernant certains lots du cadastre révisé de la cité de-. Projet de loi

Iberville:- Loi concernant la ville d’-. Projet de loi 247.

Immeuble du cadastre de la paroisse de Saint-Barnabé (division d’enregistrement de Shawinigan):- Loi concernant un-. Projet de loi 229.

Immeubles contigus à l’Université McGill:- Loi concernant certains-. Projet de loi 226.

Immeubles dans la ville de Drummondville:- Loi concernant certains-. Projet de loi 254.

Immeubles du cadastre de la paroisse de La Malbaie:-Loi concernant certains-. Projet de loi 259.

Immeubles du cadastre de la paroisse de Laprairie de La Madeleine:- Loi concernant certains-. Projet de loi 245.

Immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette:- Loi concernant certains-. Projet de loi 214.

Immeubles du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville:- Loi concernant-. Projet de loi 250.

Impôt sur le tabac:- Loi modifiant la Loi concernant l’-, afin de contrer le détournement de la taxe par des intermédiaires. Projet de loi 80.

Impôts:

Loi modifiant la Loi sur les-, et d’autres dispositions législatives d’ordre fiscal. Projets de loi 53, 12 (1987), 64 (1987).

Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et la Loi sur les-. Projet de loi 135.

Impôts déduits à la source:- Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu afin de contrer le détournement, par des intermédiaires, de taxes perçues ou d’-. Projet de loi 79.

Indexation de pensions alimentaires:- Loi modifiant le Code civil en matière d’-. Projet de loi 98 (1987).

Projets de loi:- Suite

Industrie de la construction:

Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'-. Projet de loi 119.

Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'-. Projet de loi 114 (1987).

Institut de recherche sur la culture:- Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 149.

Institut du tourisme et d'hôtellerie:- Loi sur l'-. Projet de loi 56 (1987)

Institut Fraser:- Loi modifiant l'Acte pour incorporer l'-. Projet de loi 229 (1987).

Institut national de productivité:- Loi abrogeant la Loi sur l'-. Projet de loi 114.

Instruction publique:-

Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 24.

Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'-, et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation. Projet de loi 131.

Loi modifiant la Loi sur l'-, en matière d'élections scolaires. Projet de loi 13 (1987).

Loi sur l'-. Projet de loi 107 (1987).

Interprétation:- Loi modifiant la Loi d'-, et modifiant de nouveau la Loi sur l'Assemblée nationale. Projet de loi 111.

Investissements universitaires:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 25.

Jolicoeur, Maurice:- Loi concernant la succession de-. Projet de loi 223.

Jurisconsulte:- Loi concernant la nomination du-, visé dans la Loi sur l'Assemblée nationale. Projet de loi 9.

Justice:

Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant l'administration de la-. Projet de loi 76.

Loi concernant certains organismes relevant du ministre de la-. Projet de loi 87.

Projets de loi:- Suite

LaSalle:

Loi concernant la ville de-. Projet de loi 190.

Loi modifiant la Loi concernant la Ville de LaSalle. Projet de loi 192.

Législature:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 167.

Loi médicale concernant l'acupuncture:- Loi modifiant la-. Projet de loi 156.

Lois fiscales:- Loi modifiant diverses-, et d'autres dispositions législatives.
Projet de loi 2.

Machines Distributrices Richelieu Inc.:- Loi sur les-. Projet de loi 241.

Maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux:- Loi assurant le-. Projet de loi 160.

Maîtres entrepreneurs en réfrigération du Québec:- Loi modifiant la Loi concernant les-. Projet de loi 231.

Membres de l'Assemblée nationale:- Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des-. Projets de loi 10, 113 (1987).

Mercier:- Loi concernant la ville de-. Projet de loi 228.

Mines:- Loi sur les-. Projet de loi 161.

Mines d'amiante:- Loi sur l'application de certaines dispositions fiscales à une société en commandite exploitant des-. Projet de loi 105.

Ministère de l'Éducation:

Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'instruction publique, la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 131.

Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé et la Loi sur le-. Projet de loi 91 (1987).

Ministère des Approvisionnements et Services:- Loi sur le-, et modifiant diverses dispositions législatives. Projet de loi 68.

Projets de loi:- Suite

Ministère des Communications:- Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 24 (1987).

Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration:- Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 68 (1987).

Ministère des Transports:

Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 23 (1987).

Loi modifiant la Loi sur le-, concernant le remisage de biens. Projet de loi 60 (1987).

Loi modifiant la Loi sur les transports, la Loi sur le-, et la Loi sur la voirie. Projet de loi 99.

Ministère du Revenu:

Loi modifiant la Loi sur le-, afin de contrer le détournement par des intermédiaires de taxes perçues ou d'impôts déduits à la source. Projet de loi 79.

Loi modifiant la Loi sur le-, en matière d'appel sommaire. Projet de loi 95.

Ministère du Solliciteur général:- Loi sur le-, et modifiant d'autres dispositions législatives. Projet de loi 138.

Ministre de la Justice:- Loi concernant certains organismes relevant du-. Projet de loi 87.

Mise en marché des produits agricoles:- Loi modifiant la Loi sur les grains et la Loi sur la-. Projet de loi 146.

Mise en valeur des exploitations agricoles:- Loi modifiant la Loi favorisant la-. Projets de loi 5, 71.

Mont-Joli:- Loi annexant un territoire à celui de la ville de-. Projet de loi 268.

Montréal-Est:- Loi concernant la ville de-. Projet de loi 201.

Montréal Trust, Crédit Foncier et Société de fiducie du Crédit foncier:- Loi fusionnant Compagnie-. Projet de loi 265.

Mont Sainte-Anne:- Loi modifiant la Loi concernant les environs du parc du-. Projet de loi 126.

Municipalité régionale de comté de la Rivière-du-Nord:- Loi concernant la-. Projets de loi 216, 216 (1987).

Projets de loi:- Suite

Municipalités:- Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant les-. Projet de loi 16 (1987).

Musée des beaux-arts de Montréal:- Loi sur la composition du conseil d'administration du-. Projet de loi 16.

Mutations immobilières:- Loi modifiant la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les-. Projet de loi 45.

Novamin Inc:- Loi concernant-. Projet de loi 260.

Organisation internationale des commissions de valeurs:- Loi concernant l'-. Projet de loi 243 (1987).

Parcs:- Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les-. Projets de loi 101, 153.

Parizeau, Ltée, Gérard:- Loi concernant-. Projet de loi 213 (1987).

Pesticides:- Loi sur les-. Projet de loi 27 (1987).

Pharmacie:- Loi sur une exception à la Loi sur la-. Projet de loi 7 (1987).

Pilote, Lomer:- Loi concernant-. Projet de loi 251.

Placements Normand inc:- Loi sur Les-. Projet de loi 204.

Probation et établissements de détention:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projets de loi 83, 151.

Produits agricoles, produits marins et aliments:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 134.

Produits laitiers et succédanés:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 133.

Produits pétroliers:- Loi sur l'utilisation des-. Projet de loi 93 (1987).

Propositions salariales:- Loi sur la période de transmission des-, dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et de la fonction publique. Projet de loi 4.

Projets de loi:- Suite

Protecteur du citoyen:- Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 26 (1987).

Protection de la jeunesse:

Loi modifiant la Loi sur la-, concernant l'adoption internationale. Projet de loi 139.

Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la-, le Code civil et le Code de procédure civile. Projet de loi 21 (1987).

Protection de la santé publique:

Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 33.

Loi modifiant la Loi sur la-, et la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires sociales. Projet de loi 63 (1987).

Protection des non-fumeurs:- Loi sur la-, dans certains lieux publics. Projet de loi 84.

Protection du consommateur:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 66 (1987).

Protection du territoire agricole:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 132.

Protection sanitaire des animaux:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projets de loi 69, 117.

Publicité le long des routes:- Loi sur la-. Projet de loi 32 (1987).

Qualité de l'environnement:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projets de loi 70, 19 (1987).

Quick O Wash Inc.:- Loi concernant-. Projet de loi 204 (1987).

Raffinerie de sucre du Québec:- Loi sur la vente de la-. Projet de loi 85.

Recensement des électeurs en 1986:

Loi sur le-, et sur la délimitation des circonscriptions électorales. Projet de loi 13.

Loi sur le-. Projet de loi 22.

Projets de loi:- Suite

Recensement des électeurs en 1987:- Loi sur le-. Projet de loi 2 (1987).

Régie des télécommunications:- Loi sur la-. Projet de loi 110 (1987).

Régie du logement:- Loi modifiant la Loi sur la-, et le Code civil. Projet de loi 87 (1987).

Régie intermunicipale d'Aqueduc du Bas Richelieu:- Loi concernant la-. Projet de loi 203.

Régime de pension et autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale:- Loi modifiant le-. Projets de loi 10, 113 (1987).

Régime de rentes du Québec:- Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 77, 5 (1987).

Régime de retraite de certains enseignants:- Loi sur le-, et modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic. Projets de loi 55, 163.

Régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales:- Loi sur le-, et modifiant diverses dispositions législatives. Projet de loi 108.

Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics:- Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 118.

Régimes de retraite des secteurs public et parapublic:- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les-. Projet de loi 31 (1987).

Registre des associations et entreprises:- Loi sur le-. Projet de loi 54 (1987).

Règlements:- Loi sur les-. Projet de loi 12.

Regroupement des municipalités:- Loi modifiant la Loi favorisant le-. Projet de loi 47.

Projets de loi:- Suite

Relations du travail dans l'industrie de la construction:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projets de loi 119, 114 (1987).

Remisage de biens:- Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports concernant le-. Projet de loi 60 (1987).

Renvois à la Cour d'appel:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 78 (1987).

Représentation électorale et autres dispositions législatives:- Loi sur la-. Projet de loi 25 (1987).

Reprise de certains services de l'Université du Québec à Montréal:-Loi sur la-. Projet de loi 48 (1987).

Reprise des travaux de construction:- Loi sur la-. Projet de loi 106.

Reprise du service de transport dans certaines commissions scolaires:- Loi sur la-. Projet de loi 34.

Ressources Chesbar Inc.:- Loi concernant-. Projet de loi 243.

Rétrocessions de droits dont le gouvernement est devenu titulaire par expropriation avant le 1^{er} avril 1976:- Loi concernant certaines-. Projet de loi 121.

Rimouski:- Loi concernant la ville de-. Projet de loi 213.

Roberval-Saguenay:- Loi modifiant la Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer-. Projet de loi 230.

Rock Forest:- Loi concernant la ville de-. Projet de loi 233 (1987).

Roma Gardens Inc.:- Loi concernant-. Projet de loi 217 (1987).

Sainte-Angèle:- Loi sur le redressement des limites territoriales de la municipalité de la paroisse de-. Projet de loi 193.

Saint-Césaire:- Loi concernant la ville de-. Projet de loi 252.

Saint-Élie d'Orford:- Loi concernant la corporation municipale de la paroisse de-. Projet de loi 248.

Projets de loi:- Suite

Saint-Gédéon:- Loi concernant le village de-. Projet de loi 258.

Saint-Georges:- Loi concernant la ville de-. Projet de loi 212.(1987).

Saint-Laurent:- Loi concernant la ville de-. Projet de loi 228 (1987).

Saint-Léonard:- Loi concernant la ville de-. Projet de loi 232 (1987).

Sainte-Thérèse-de-Blainville:- Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de-. Projet de loi 250.

Salaberry-de-Valleyfield:

Loi modifiant la Loi concernant la cité de-. Projet de loi 219.

Loi concernant la ville de-. Projet de loi 252 (1987).

Loi modifiant la charte de la ville de-. Projet de loi 267.

Schefferville:- Loi concernant la ville de-. Projet de loi 67.

Sécurité dans les sports:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 66.

Séminaire de Québec:- Loi modifiant la Loi concernant le-. Projet de loi 236 (1987).

Services de santé et services sociaux:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projets de loi 75, 142, 97 (1987).

Services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux:- Loi assurant le maintien des-. Projet de loi 160.

Société Autrichienne/Austrian Society:- Loi concernant La-. Projet de loi 248 (1987).

Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec:- Loi modifiant la Loi refondant la charte de la-. Projet de loi 212.

Société d'Amélioration Milton Parc Inc.:- Loi concernant la conversion en copropriété par déclaration de l'immeuble appartenant à la-. Projet de loi 224 (1987).

Projets de loi:- Suite

Société de cartographie du Québec:- Loi abrogeant la Loi sur la-. Projet de loi 113.

Société de développement des industries de la culture et des communications:- Loi modifiant la Loi sur le cinéma et la Loi sur la-. Projet de loi 59 (1987).

Société de développement industriel du Québec:- Loi modifiant la Loi sur la--. Projets de loi 35, 154.

Société de radio-télévision du Québec:

Loi sur le transfert de certains employés du ministère de l'Éducation à la-. Projet de loi 54.

Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 61.

Société des alcools du Québec:- Loi modifiant la Loi sur la-, et d'autres dispositions législatives. Projets de loi 155, 37 (1987).

Société de transport de la rive sud de Montréal:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 48.

Société d'habitation du Québec:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projets de loi 65, 137.

Société d'Investissement Jeunesse:- Loi sur la-. Projet de loi 103.

Société de fiducie du Crédit Foncier:- Loi fusionnant Compagnie Montréal Trust, Crédit Foncier et la-. Projet de loi 265.

Société du Parc des expositions agro-alimentaires:- Loi abrogeant la Loi sur la-. Projet de loi 86.

Société Eeyou de la Baie-James:- Loi sur la-. Projet de loi 166.

Société Makivik:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 57.

Société québécoise d'exploration minière:- Loi validant certaines transactions effectuées par la-. Projet de loi 82.

Sociétés de fiducie et sociétés d'épargne:- Loi sur les-. Projet de loi 74 (1987).

Projets de loi:- Suite

Sociétés de placements dans l'entreprise québécoise:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projets de loi 158, 105 (1987).

Solliciteur général:- Loi sur le ministère du-, et modifiant d'autres dispositions législatives. Projet de loi 138.

Statut professionnel des artistes de la scène, du disque et du cinéma:- Loi sur le-. Projet de loi 90 (1987).

Succession d'Alexandre Blouin:- Loi concernant la-. Projet de loi 261.

Succession de Maurice Jolicoeur:- Loi concernant la-. Projet de loi 223.

Surveillance intensive:- Loi modifiant de nouveau la Loi sur la probation et les établissements de détention concernant la-. Projet de loi 151.

Syndicats professionnels:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 123.

Taxe sur les carburants:- Loi modifiant la Loi concernant la-, afin de contrer le détournement de la taxe par des intermédiaires. Projet de loi 81.

Taxi:- Loi modifiant la Loi sur le transport par-, et le Code de la sécurité routière. Projets de loi 89, 22 (1987).

Temps réglementaire:- Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 148.

Terres du domaine public:

Loi sur les-. Projet de loi 102.

Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 84 (1987).

Terres publiques agricoles:- Loi modifiant la Loi sur les-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 15 (1987).

Transfert de certains employés du ministère de l'Éducation:- Loi sur le-, à la Société de radio-télévision du Québec. Projet de loi 54.

Transformation des produits marins:- Loi sur la-. Projet de loi 38 (1987).

Projets de loi:- Suite

Transmission des propositions salariales dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et de la fonction publique:- Loi sur la période de-.
Projet de loi 4.

Transport en commun:- Loi modifiant la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport et d'autres dispositions législatives concernant les organismes publics de-. Projet de loi 90.

Transport par taxi:- Loi modifiant la Loi sur le-, et le Code de la sécurité routière. Projets de loi 89, 22 (1987).

Transports:

Loi modifiant la Loi sur les-, la Loi sur le ministère des-, et la Loi sur la voirie. Projet de loi 99.

Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 144.

Loi modifiant la Loi sur le ministère des-. Projet de loi 23 (1987).

Travaux municipaux:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 46.

Tribunaux judiciaires:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projets de loi 62, 168, 36 (1987), 71 (1987).

Université McGill:- Loi concernant certains immeubles contigus à l'-. Projet de loi 226.

Valeurs mobilières:- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les-. Projet de loi 6 (1987).

Vaudreuil:- Loi concernant la ville de-. Projet de loi 247 (1987).

Ventes de parties de lot pour défaut de paiement de taxes:-Loi sur certaines-.
Projet de loi 35 (1987).

Verdun:- Loi concernant la ville de-. Projets de loi 263, 245 (1987).

Vérificateur général:- Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 103 (1987).

Projets de loi:- Suite

Villages nordiques:- Loi modifiant la Loi sur les-, et l'Administration régionale Kativik. Projets de loi 49, 69 (1987).

Ville d'Anjou:- Loi concernant-. Projet de loi 218 (1987).

Ville de LaSalle:- Loi concernant la-. Projets de loi 190, 192.

Ville de Saint-Laurent:- Loi concernant la-. Projet de loi 228 (1987).

PROJETS DE LOI (*par ordre numérique*)

Projet de loi 1.- Loi portant abrogation de lois et dispositions législatives omises lors des refontes de 1888, 1909, 1925, 1941, 1964 et 1977.- M. Marx.- Présenté, 732. Principe adopté; renvoyé en commission, 773. Rapport déposé (*Document n° 820*), 808. Rapport adopté, 930. Projet de loi adopté, 1027. Sanction, 1039. (1987, c. 37)

Projet de loi 2.- Loi modifiant diverses lois fiscales et d'autres dispositions législatives.- M. Gratton.- Présenté, 10. Art. 230 et 237 suspendus; motion d'adoption du principe (lt-g.); vote reporté, 12. Principe adopté (Vote n° 1); renvoyé en commission, 15. Rapport déposé (*Document n° 101*), 35. Prise en considération du rapport et des amend., 111, 138. Vote reporté, 211. Amend. de M. Garon rejeté (Vote n° 25); amend. du ministre adoptés (Vote n° 26); rapport adopté (Vote n° 27), 215-17. Motion d'adoption du projet de loi; débat, 230, 237. Vote reporté, 239. Projet de loi adopté (Vote n° 35), 242. Sanction, 255. (1986, c. 15)

Projet de loi 2 (1987).- Loi sur le recensement des électeurs en 1987.- M. Gratton.- Présenté, 702. Principe adopté; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 737. Sanction, 748. (1987, C. 6)

Projet de loi 3.- Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines.- M. Savoie.- Présenté, 13. Principe adopté (lt-g.); en commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 26. Sanction, 31. (1985, c. 39)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 3 (1987).- Loi concernant le bureau de discipline et le Comité d'éthique professionnelle de l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec.- M. Fortier.- Présenté, 743. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 770. Rapport déposé (*Document n° 919*), 949. Amend. rejeté; rapport adopté (div.); projet de loi adopté (div.), 1033. Sanction, 1039. (1987, c. 38)

Projet de loi 4.- Loi sur la période de transmission des propositions salariales dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et de la fonction publique.- M. Gobeil.- Présenté, 18. Principe adopté; en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 29. Sanction, 31. (1985, c. 40)

Projet de loi 4 (1987).- Loi modifiant la Loi sur les assurances.- M. Fortier.- Présenté, 743. Principe adopté; renvoyé en commission, 770. Rapport déposé (*Document n° 807*), 797. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1032. Sanction, 1039. (1987, c. 39)

Projet de loi 5.- Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles.- M. Pagé.- Présenté, 18. Principe adopté (lt-g.) (div.); en commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté (div.), 26. Sanction, 31. (1985, c. 41)

Projet de loi 5 (1987).- Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec.- M. Paradis (Brome-Missisquoi).- Présenté, 738. Principe adopté; renvoyé en commission, 767. En commission pl.; rapp.; rapport adopté, 771. Projet de loi adopté, 780. Sanction, 794. (1987, c. 14)

Projet de loi 6.- Loi n° 5 sur les crédits, 1985-1986.- M. Levesque.- Présenté (div.); principe adopté; projet de loi adopté (div.), 17. Sanction, 31. (1985, c. 42)

Projet de loi 6 (1987).- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les valeurs mobilières.- M. Fortier.- Présenté, 818. Principe adopté; renvoyé en commission, 913. Rapport déposé (*Document n° 906*), 938. Rapport pris en considération, 1033. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1034. Sanction, 1039. (1987, c. 40)

Projet de loi 7.- Loi sur une exception à la Loi sur la pharmacie.- M. Ryan.- Présenté, 18. Principe adopté (div.); renvoyé en commission pl., 27. En commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 29. Sanction, 31. (1985, c. 43)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 7 (1987).- Loi modifiant la Loi sur les huissiers.- M. Marx.- Présenté, 702. Principe adopté; renvoyé en commission, 773. Rapport déposé (*Document n° 805*), 797. Rapport adopté, 930. Projet de loi adopté, 1027. Sanction, 1039. (1987, c. 41)

Projet de loi 8.- Loi concernant l'élection partielle du 20 janvier 1986 dans la circonscription électorale de Saint-Laurent.- M. Gratton.- Présenté, 13. Principe adopté; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 26. Sanction, 31. (1985, c. 44)

Projet de loi 9.- Loi concernant la nomination du jurisconsulte visé dans la Loi sur l'Assemblée nationale.- M. Gratton.- Présenté; principe adopté; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 30. Sanction, 32. (1985, c. 45)

Projet de loi 9 (1987).- Loi abolissant le Conseil de la faune.- M. Picotte.- Présenté, 702. Motion d'adoption du principe, 748. Document n° 787 déposé; principe adopté; renvoyé en commission, 766. Rapport déposé (*Document n° 792*), 776. Rapport adopté, 785. Projet de loi adopté, 787. Sanction, 794. (1987, c. 15)

Projet de loi 10.- Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale.- M. Gratton.- Présenté, 33. Motion d'adoption du principe; amend. proposé; répartition du temps; amend. rejeté (Vote n° 24); motion princ. mise aux voix; vote reporté, 212, 213. Principe adopté (Vote n° 28); renvoyé en commission, 218. Ordre révoqué; en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté (div.), 385. Sanction, 391. (1986, c. 20)

Projet de loi 10 (1987).- Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé.- M. Ryan.- Présenté, 702. Motion d'adoption du principe, 731. Principe adopté; renvoyé en commission, 734. Rapport déposé (*Document n° 766*), 739. Rapport adopté, 766. Projet de loi adopté, 780. Sanction, 794. (1987, c. 16)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 11.- Loi sur la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville et abrogeant la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité.- M. Ciaccia.- Présenté, 33. Principe adopté; renvoyé en commission, 108. Rapport déposé (*Document n° 229*), 231. Rapport adopté; projet de loi adopté, 373. Sanction, 391. (1986, c. 21)

Projet de loi 11 (1987).- Loi portant changement du nom de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec et du titre de ses membres.- M. Ryan.- Présenté, 738. Principe adopté; renvoyé en commission, 781. En commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté, 784. Projet de loi adopté, 787. Sanction, 794. (1987, c. 17)

Projet de loi 12.- Loi sur les règlements.- M. Marx.- Présenté, 33. Motion d'adoption du principe; débat, 109. Vote reporté, 110. Principe adopté (Vote n° 10); renvoyé en commission, 118. Rapport déposé (*Document n° 251*), 263. Amend. et rapport adoptés (div.); projet de loi adopté (div.), 373. Sanction, 391. (1986, c. 22)

Projet de loi 12 (1987).- Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.- M. Séguin.- Présenté, 779. Motion d'adoption du principe, 848. Principe adopté; renvoyé en commission, 930. Rapport déposé (*Document n° 1042*), 1058. Nouveau proposeur, 1061. Rapport pris en considération, 1064. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1081. Sanction, 1158. (1987, c. 67)

Projet de loi 13.- Loi sur le recensement des électeurs en 1986 et sur la délimitation des circonscriptions électorales.- M. Gratton.- Présenté, 33. Projet de loi retiré, 102.

Projet de loi 13 (1987).- Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique en matière d'élections scolaires.- M. Ryan.- Présenté, 707. Principe adopté; renvoyé en commission, 730. Rapport déposé (*Document n° 767*), 740. Rapport adopté; projet de loi adopté, 747. Sanction, 748. (1987, c. 7)

Projet de loi 14.- Loi maintenant en vigueur certains décrets relatifs aux affaires intergouvernementales canadiennes.- M. Rémillard.- Présenté, 34. Principe adopté; renvoyé en commission, 110. Rapport déposé (*Document n° 344*), 363. Rapport adopté; projet de loi adopté, 383. Sanction, 391. (1986, c. 23)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 14 (1987).- Loi n° 1 sur les crédits, 1987-1988.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté, 715. Sanction, 736. (1987, c. 1)

Projet de loi 15.- Loi modifiant la Loi sur les biens culturels.- Mme Bacon.- Présenté, 34. Principe adopté; renvoyé en commission, 108. Rapport déposé (*Document n° 230*), 240. Rapport adopté, 341. Projet de loi adopté, 354. Sanction, 391. (1986, c. 24)

Projet de loi 15 (1987).- Loi modifiant la Loi sur les terres publiques agricoles et d'autres dispositions législatives.- M. Pagé.- Présenté, 826. Motion d'adoption du principe, 947, 1093. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 1102. Rapport déposé (*Document n° 1181*), 1190. Rapport adopté, 1225. Projet de loi adopté, 1249. Sanction, 1280. (1987, c. 84)

Projet de loi 16.- Loi sur la composition du conseil d'administration du Musée des beaux-arts de Montréal.- Mme Bacon.- Présenté, 34. Principe adopté; renvoyé en commission, 108. Rapport déposé (*Document n° 231*), 240. Rapport adopté, 341. Projet de loi adopté, 354. Sanction, 392. (1986, c. 25)

Projet de loi 16 (1987).- Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant les municipalités.- M. Bourbeau.- Présenté, 833. Motion d'adoption du principe, 918. Principe adopté; renvoyé en commission, 920. Rapport déposé (*Document n° 908*), 938. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1030. Sanction, 1039. (1987, c. 42)

Projet de loi 17.- Loi modifiant la Loi sur les archives.- Mme Bacon.- Présenté, 34. Principe adopté; motion de renvoi en commission; vote reporté, 108. Renvoyé en commission (Vote n° 9), 117. Rapport déposé (*Document n° 232*), 241. Rapport adopté, 341. Projet de loi adopté, 354. Sanction, 392. (1986, c. 26)

Projet de loi 17 (1987).- Loi n° 2 sur les crédits, 1987-1988.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté, 754. Sanction, 754. (1987, c. 13)

Projet de loi 18.- Loi modifiant la Loi sur le cinéma.- Mme Bacon.- Présenté, 34. Principe adopté; renvoyé en commission (div.), 108. Rapport déposé (*Document n° 233*), 241. Rapport adopté, 341. Projet de loi adopté, 354. Sanction, 392. (1986, c. 27)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 18 (1987).- Loi modifiant la Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec.- M. Ryan.- Présenté, 774. Principe adopté; renvoyé en commission, 941. Rapport déposé (*Document n° 920*), 949. Projet de loi adopté, 1028. Sanction, 1039. (1987, c. 43)

Projet de loi 19.- Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 146. Motion d'adoption du principe; débat, 300, 302 (ordre). Vote reporté, 306, 314. Principe adopté sans vote; renvoyé en commission, 321. Rapport déposé (*Document n° 350*), 364. Rapport adopté; projet de loi adopté, 377. Sanction, 392. (1986, c. 28)

Projet de loi 19 (1987).- Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement.- M. Lincoln.- Présenté, 838. Principe adopté; renvoyé en commission, 898. Rapport déposé (*Document n° 877*), 916. Rapport adopté, 931. Projet de loi adopté, 943. Sanction, 966. (1987, c. 25)

Projet de loi 20.- Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens.- M. Marx.- Présenté de nouveau; principe adopté; renvoyé en commission; mandat confié à une sous-commission (motion), 30. Rapport déposé (*Document n° 652*), 647. Rapport adopté, 784. Renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 788. Sanction, 794. (1987, c. 18)

Projet de loi 21.- Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale.- M. Gratton.- Présenté, 103. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 155. Sanction, 158. (1986, c. 3)

Projet de loi 21 (1987).- Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile.- Mme Lavoie-Roux.- Présenté; renvoyé en commission (Vote n° 102), 759. Liste des organismes déposée (*Document n° 794*), 777. Rapport (consultations) déposé (*Document n° 840*), 851. Motion d'adoption du principe; amend. déposés (*Document n° 881*); vote reporté, 919, 920. Ordre concernant le vote; principe adopté; renvoyé en commission, 925. Rapport (étude détaillée) déposé (*Document n° 909*), 938. Rapport pris en considération, 953, 954. Rapport adopté, 956. Projet de loi adopté, 1027. Sanction, 1039. (1987, c. 44)

Projet de loi 22.- Loi sur le recensement des électeurs en 1986.- M. Gratton.- Présenté; renvoyé en commission, 102. Rapport sur les consultations (*Document n° 168*), 130. Principe adopté; renvoyé en commission, 136. Rapport déposé (*Document n° 180*), 148. Rapport adopté; projet de loi adopté, 155. Sanction, 158. (1986, c. 4)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 22 (1987).- Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 813. Principe adopté; renvoyé en commission, 899. Rapport déposé (*Document n° 894*), 924. Rapport adopté, 932. Projet de loi adopté, 943. Sanction, 966. (1987, c. 26)

Projet de loi 23.- Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales.- M. Gratton.- Présenté; renvoyé en commission, 102. Rapport sur la consultation (*Document n° 168*), 130. Principe adopté; renvoyé en commission, 136. Rapport déposé (*Document n° 181*), 148. Rapport et amend. adoptés; projet de loi adopté, 156. Sanction, 158. (1986, c. 5)

Projet de loi 23 (1987).- Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 775. Principe adopté; renvoyé en commission, 899. Rapport déposé (*Document n° 895*), 924. Amend. du ministre déclaré irrecevable; rapport adopté, 933. Projet de loi adopté, 943. Sanction, 966. (1987, c. 27)

Projet de loi 24.- Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique.- M. Ryan.- Présenté, 103. Principe adopté; renvoyé en commission, 135, 136. Rapport déposé (*Document n° 237*), 241. Amend. déposés (*Document n° 245*); rapport adopté, 256. Renvoyé en commission pl.; amend. et rapport adoptés; projet de loi adopté, 267. Sanction, 268. (1986, c. 10)

Projet de loi 24 (1987).- Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications.- M. French.- Présenté, 775. Principe adopté; en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté, 905. Projet de loi adopté, 931. Sanction, 1039. (1987, c. 45)

Projet de loi 25.- Loi modifiant la Loi sur les investissements universitaires.- M. Ryan.- Présenté, 205. Principe adopté; renvoyé en commission, 423. Rapport déposé (*Document n° 469*), 442. Rapport adopté, 448, 449. Projet de loi adopté, 468. Sanction, 581. (1986, c. 75)

Projet de loi 25 (1987).- Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale et d'autres dispositions législatives.- M. Gratton.- Présenté, 796. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 849. Rapport déposé (*Document n° 891*), 924. Sous-amend., amend., rapport adoptés, 944. Projet de loi adopté, 945. Sanction, 966. (1987, c. 28)

Projet de loi 26.- Loi modifiant la Loi sur le Conseil des universités.- M. Ryan.- Présenté, 180. Principe adopté; renvoyé en commission, 424. Rapport déposé (*Document n° 470*), 442. Rapport adopté, 449. Projet de loi adopté, 468. Sanction, 581. (1986, c. 76)

Projets de loi:- suite

Projet de loi 26 (1987).- Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen.- M. Marx.- Présenté, 838. Principe adopté; renvoyé en commission, 927. Rapport déposé (*Document n° 922*), 950. Amend. et rapport adoptés; projet de loi adopté, 1026. Sanction, 1039. (1987, c. 46)

Projet de loi 27.- Loi n° 1 sur les crédits, 1986-1987.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté, 106. Sanction, 109. (1986, c. 1)

Projet de loi 27 (1987).- Loi sur les pesticides.- M. Lincoln.- Présenté, 838. Motion d'adoption du principe (art. 237), 848. Principe adopté; renvoyé en commission, 898. Rapport déposé (*Document n° 893*), 924. Rapport adopté, 931. Projet de loi adopté, 944. Sanction, 966. (1987, c. 29)

Projet de loi 28.- Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel.- M. Ryan.- Présenté, 205. Principe adopté; renvoyé en commission, 424. Rapport déposé (*Document n° 471*), 443. Rapport adopté (div.), 450. Projet de loi adopté, 468. Sanction, 581. (1986, c. 77)

Projet de loi 28 (1987).- Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.- M. French.- Présenté, 838. Principe adopté; renvoyé en commission, 906. Rapport déposé (*Document n° 1164*), 1178. Amend. et rapport adoptés, 1195. Projet de loi adopté, 1208. Sanction, 1219. (1987, c. 68)

Projet de loi 29.- Loi modifiant le Conseil supérieur de l'éducation.- M. Ryan.- Présenté, 180. Principe adopté; renvoyé en commission, 423. Rapport déposé (*Document n° 472*), 443. Rapport adopté, 448. Projet de loi adopté, 468. Sanction, 582. (1986, c. 78)

Projet de loi 29 (1987).- Loi sur le Conseil de la conservation et de l'environnement.- M. Lincoln.- Présenté, 813. Motion d'adoption du principe, 1064. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 1081; Rapport déposé (*Document n° 1116*), 1118. Rapport adopté, 1193, 1194. Projet de loi adopté, 1217. Sanction, 1254. (1987, c. 73)

Projet de loi 30.- Loi abrogeant la Loi concernant la Commission scolaire du Nouveau-Québec.- M. Ryan.- Présenté, 128. Ordre révoqué; renvoyé en commission, 252. Rapport déposé (*Document n° 261*), 279. Réimpression à déposer (ordre), 324. Dépôt, 327. Principe adopté; renvoyé en commission, 328. Rapport déposé (*Document n° 324*), 348. Rapport adopté; projet de loi adopté, 375. Sanction, 392. (1986, c. 29)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 30 (1987).- Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives.- M. Paradis (Brome-Missisquoi).- Présenté, 818. Motion d'adoption du principe, 849, 856, 868, 891 (ordre). Principe adopté; renvoyé en commission (consultations), 897. Rapport déposé (*Document n° 892*), 924. Rapport déposé (*Document n° 940*), 959. Rapport pris en considération; vote reporté, 1237. Rapport adopté (Vote n° 129), 1243. Renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté, 1271, 1272. Projet de loi adopté (div.), 1272. Sanction, 1281. (1987, c. 85)

Projet de loi 31.- Loi n° 2 sur les crédits, 1986-1987.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté, 154. Sanction, 158. (1986, c. 6)

Projet de loi 31 (1987).- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.- M. Gobeil.- Présenté, 833. Motion d'adoption du principe, 912. Principe adopté; renvoyé en commission, 981. Rapport déposé (*Document n° 974*), 992. Projet de loi adopté, 1029. Sanction, 1040. (1987, c. 47)

Projet de loi 32.- Loi sur les sommaires des rapports de dépenses électorales relativement aux élections générales du 2 décembre 1985.- M. Gratton.- Présenté, 146. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 156. Sanction, 158. (1986, c. 7)

Projet de loi 32 (1987).- Loi sur la publicité le long des routes.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 813.

Projet de loi 33.- Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique.- Mme Lavoie-Roux.- Présenté, 173.

Projet de loi 34.- Loi sur la reprise du service de transport dans certaines commissions scolaires.- M. Ryan.- Motion d'urgence adoptée; projet de loi présenté; principe adopté (Vote n° 15); renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 141-43. Sanction, 144. (1986, c. 2)

Projet de loi 34 (1987).- Loi modifiant le Code de procédure civile.- M. Marx.- Présenté, 833. Principe adopté; renvoyé en commission, 926. Rapport déposé (*Document n° 923*), 950. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1025. Sanction, 1040. (1987, c. 48)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 35.-Loi modifiant la Loi sur la Société de développement industriel du Québec.- M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges).- Présenté, 223. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 343. Rapport déposé (*Document n° 348*), 364. Rapport adopté; projet de loi adopté, 384. Sanction, 392. (1986, c. 30)

Projet de loi 35 (1987).- Loi sur certaines ventes de parties de lot pour défaut de paiement de taxes.- M. Marx.- Présenté, 813. Principe adopté; renvoyé en commission, 929. Rapport déposé (*Document n° 924*), 950. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1025. Sanction, 1040. (1987, c. 49)

Projet de loi 36.- Loi modifiant la Loi sur les cités et villes.- M. Bourbeau.- Présenté, 205. Principe adopté; renvoyé en commission, 307. Rapport déposé (*Document n° 316*), 346. Amend. et rapport adoptés (div.); projet de loi adopté, 388. Sanction, 392. (1986, c. 31)

Projet de loi 36 (1987).- Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires.- M. Marx.- Présenté, 838. Principe adopté; renvoyé en commission, 926. Rapport déposé (*Document n° 925*), 950. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1026. Sanction, 1040. (1987, c. 50)

Projet de loi 37.- Loi modifiant le Code municipal du Québec.-M. Bourbeau.- Présenté, 213. Principe adopté; renvoyé en commission, 307. Rapport déposé (*Document n° 318*), 346. Amend. et rapport adoptés (div.); projet de loi adopté, 388. Sanction, 392. (1986, c. 32)

Projet de loi 37 (1987).- Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec.- M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges).- Présenté, 886. Principe adopté; en commission pl.; rapp.; rapport adopté, 914. Projet de loi adopté (art. 22), 932. Sanction, 966. (1987, c. 30)

Projet de loi 38.- Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.- M. Bourbeau.- Présenté, 205. Principe adopté; renvoyé en commission, 311. Rapport déposé (*Document n° 298*), 334. Rapport adopté; projet de loi adopté, 387. Sanction, 392. (1986, c. 33)

Projet de loi 38 (1987).- Loi sur la transformation des produits marins.- M. Dutil.- Présenté, 826. Motion d'adoption du principe, 867. Principe adopté (art. 286); renvoyé en commission, 893. Rapport déposé (*Document n° 878*), 916. Rapport adopté (div.), 946. Projet de loi adopté (div.), 1032. Sanction, 1040. (1987, c. 51)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 39.- Loi modifiant la Loi sur la Commission municipale.- M. Bourbeau.- Présenté, 205.

Projet de loi 40.- Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale.- M. Bourbeau.- Présenté, 205. Principe adopté; renvoyé en commission, 311. Rapport déposé (*Document n° 302*), 334. Rapport adopté; projet de loi adopté, 387. Sanction, 392. (1986, c. 34)

Projet de loi 40 (1987).- Loi modifiant la Loi sur la division territoriale concernant certaines divisions d'enregistrement.- M. Marx.- Présenté, 833. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 929. Rapport déposé (*Document n° 926*), 950. Rapport adopté (div.); projet de loi adopté (div.), 1026. Sanction, 1040. (1987, c. 52)

Projet de loi 41.- Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais.- M. Bourbeau.- Présenté, 205. Principe adopté; renvoyé en commission, 307. Rapport déposé (*Document n° 299*), 334. Rapport adopté; projet de loi adopté (div.), 387. Sanction, 392. (1986, c. 35)

Projet de loi 41 (1987).- Loi sur le Conseil consultatif sur l'emploi et la sécurité du revenu.- M. Paradis.- Présenté, 838.

Projet de loi 42.- Loi modifiant le Code du travail.- M. Paradis (Brome-Missisquoi).- Présenté, 223. Principe adopté; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 376. Sanction, 392. (1986, c. 36)

Projet de loi 42.- Loi sur le financement de la Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat.- M. Picotte.- Présenté, 838. Principe adopté; renvoyé en commission, 867. Rapport déposé (*Document n° 848*), 869. Rapport adopté, 932. Projet de loi adopté, 944. Sanction, 966. (1987, c. 31)

Projet de loi 43.- Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal.- M. Bourbeau.- Présenté, 200. Principe adopté; renvoyé en commission, 308. Rapport déposé (*Document n° 300*), 334. Rapport adopté; projet de loi adopté, 387. Sanction, 392. (1986, c. 37)

Projet de loi 43 (1987).- Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.- M. Bourbeau.- Présenté, 833. Motion d'adoption du principe, 918. Principe adopté; renvoyé en commission, 920. Rapport déposé (*Document n° 921*), 949. Documents n^{os} 967 et 976 déposés, 980, 992. Rapport adopté (div.); projet de loi adopté (div.), 1031. Sanction, 1040. (1987, c. 53)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 44.- Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec.- M. Bourbeau.- Présenté, 200. Principe adopté; renvoyé en commission, 308. Rapport déposé (*Document n° 301*), 334. Rapport adopté; projet de loi adopté, 387. Sanction, 392. (1986, c. 38)

Projet de loi 44 (1987).- Loi sur l'assurance-responsabilité professionnelle.- M. Fortier.- Présenté, 834. Principe adopté; renvoyé en commission, 946. Rapport déposé (*Document n° 938*), 958. Amend. rejeté; rapport adopté (div.); projet de loi adopté (div.), 1034. Sanction, 1040. (1987, c. 54)

Projet de loi 45.- Loi modifiant la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières.- M. Bourbeau.- Présenté, 200. Principe adopté; renvoyé en commission, 457. Rapport déposé (*Document n° 540*), 530. Rapport adopté; projet de loi adopté, 710. Sanction, 736. (1987, c. 2)

Projet de loi 46.- Loi modifiant la Loi sur les travaux municipaux.- M. Bourbeau.- Présenté, 200. Principe adopté; renvoyé en commission, 308. Rapport déposé (*Document n° 303*), 334. Rapport adopté; projet de loi adopté, 387. Sanction, 392. (1986, c. 39)

Projet de loi 46 (1987).- Loi sur le financement agricole.- M. Pagé.- Présenté; renvoyé en commission, 934. Rapport sur les consultations (*Document n° 1041*), 1058. Motion d'adoption du principe (lt-g.), 1121. Principe adopté; renvoyé en commission, 1122. Rapport déposé (*Document n° 1211*), 1229. Rapport adopté, 1233. Projet de loi adopté, 1249. Sanction, 1281. (1987, c. 86)

Projet de loi 47.- Loi modifiant la Loi favorisant le regroupement des municipalités.- M. Bourbeau.- Présenté, 200. Principe adopté; renvoyé en commission, 457. Rapport déposé (*Document n° 541*), 530. Rapport adopté; projet de loi adopté, 710. Sanction, 736. (1987, c. 3)

Projet de loi 48.- Loi modifiant la Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal.- M. Bourbeau.- Présenté, 200. Principe adopté; renvoyé en commission, 309. Rapport déposé (*Document n° 304*), 335. Rapport adopté; projet de loi adopté, 387. Sanction, 392. (1986, c. 40)

Projet de loi 48 (1987).- Loi sur la reprise de certains services de l'Université du Québec à Montréal.- M. Ryan.- Motion d'urgence adoptée (div.), 822. Présenté (div.); principe adopté (div.); en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté (div.); projet de loi adopté (div.), 824. Sanction, 825. (1987, c. 22)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 49.- Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik.- M. Bourbeau.- Présenté, 200. Principe adopté; renvoyé en commission, 309. Rapport déposé (*Document n° 305*), 335. Rapport adopté; projet de loi adopté, 387. Sanction, 392. (1986, c. 41)

Projet de loi 49 (1987).- Loi modifiant la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers.- M. Pagé.- Présenté, 935. Motion d'adoption du principe, 1180. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 1225.

Projet de loi 50.- Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal.- M. Bourbeau.- Présenté, 200. Principe adopté; renvoyé en commission, 309. Rapport déposé (*Document n° 306*), 335. Rapport adopté; projet de loi adopté, 387. Sanction, 392. (1986, c. 42)

Projet de loi 50 (1987).- Loi sur les ententes entre les nations autochtones et le Québec.- M. Savoie.- Présenté, 839.

Projet de loi 51.- Loi modifiant la Charte de la ville de Québec.- M. Bourbeau.- Présenté, 200.

Projet de loi 52.- Loi modifiant la Charte de la ville de Montréal.- M. Bourbeau.- Présenté (div.), 200.

Projet de loi 53.- Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.- M. Gratton.- Présenté, 223. Principe adopté; renvoyé en commission, 296. Rapport déposé (*Document n° 284*), 320. Rapport adopté, 341. Projet de loi adopté, 372. Sanction, 392. (1986, c. 19)

Projet de loi 53 (1987).- Loi n° 3 sur les crédits, 1987-1988.- M. Levesque.- Ordre, 904. Présenté; principe adopté; projet de loi adopté (Vote n° 113), 910. Sanction, 966. (1987, c. 32)

Projet de loi 54.- Loi sur le transfert de certains employés du ministère de l'Éducation à la Société de radio-télévision du Québec.- M. Ryan.- Présenté, 205. Principe adopté; renvoyé en commission, 327. Rapport déposé (*Document n° 325*), 348. Rapport adopté; projet de loi adopté, 375. Sanction, 393. (1986, c. 43)

Projet de loi 54 (1987).- Loi sur le registre des associations et entreprises.- M. Fortier.- Présenté; renvoyé en commission, 935. Rapport (*Document n° 1073*), 1073. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 1238.

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 55.- Loi sur le régime de retraite de certains enseignants et modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.- M. Gobeil.- Présenté; ordre concernant l'adoption, 257. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 326. Rapport déposé (*Document n° 314*), 346. Amend. et rapport adoptés, 371, 372. Projet de loi adopté, 372. Sanction, 393. (1986, c. 44)

Projet de loi 55 (1987).- Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.- M. French.- Présenté; principe adopté; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 936. Sanction, 967. (1987, c. 33)

Projet de loi 56.- Loi modifiant la Loi sur l'hôtellerie.- M. Picotte.- Présenté, 205. Principe adopté; renvoyé en commission, 301. Rapport déposé (*Document n° 291*), 325. Rapport adopté; projet de loi adopté, 370. Sanction, 393. (1986, c. 45)

Projet de loi 56 (1987).- Loi sur l'Institut du tourisme et d'hôtellerie du Québec.- M. Picotte.- Présenté, 976. Nouveau proposeur, 1061.

Projet de loi 57.- Loi modifiant la Loi sur la Société Makivik.- M. Levesque.- Présenté, 213. Principe adopté; renvoyé en commission, 698. Rapport déposé (*Document n° 888*), 923. Rapport pris en considération, 954. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1029. Sanction, 1040. (1987, c. 55)

Projet de loi 58.- Loi sur l'admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants.- M. Ryan.- Présenté (vote reporté), 225; motion adoptée (Vote n° 29), 226. Motion d'adoption du principe; amend. proposé; répartition du temps (décision); amend. rejeté (Vote n° 39), 277-79. Débat, 281. Vote reporté, 287. Principe adopté (Vote n° 41); renvoyé en commission, 291. Réunion des leaders (art. 249); motion (art. 251) proposée, 310. Débat, 317, 318 (vote reporté). Motion adoptée (Vote n° 45), 321. Rapport déposé (*Document n° 290*), 325. Prise en considération du rapport et des amend.; amend. retirés; vote reporté, 344. Amend. de M. Jolivet rejeté (Vote n° 49); amend. de M. Ryan adoptés (Vote n° 48); rapport adopté (Vote n° 50), 349-52. Motion d'adoption du projet de loi; débat, 356. Vote reporté, 357. Projet de loi adopté (Vote n° 53), 368. Sanction, 393. (1986, c. 46)

Projet de loi 58 (1987).- Loi n° 4 sur les crédits, 1987-1988.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté, 956. Sanction, 967. (1987, c. 34)

Projets de loi:- suite

Projet de loi 59.- Loi modifiant la Loi sur le cinéma et la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications.- Mme Bacon.- Présenté, 976. Principe adopté; renvoyé en commission, 1101. Rapport déposé (*Document n° 1201*), 1222. Rapport adopté, 1233. Projet de loi adopté, 1246. Sanction, 1253. (1987, c. 71)

Projet de loi 60.- Loi modifiant le Code de la sécurité routière.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 214. Motion d'adoption du principe; débat, 267, 272 (ordre). Principe adopté; renvoyé en commission, 277. Rapport déposé (*Document n° 274*), 284. Rapport adopté, 328. Projet de loi adopté, 353. Sanction, 358. (1986, c. 12)

Projet de loi 60 (1987).- Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports concernant le remisage de biens.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 976. Principe adopté (div.); en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté, 1023. Projet de loi adopté (div.), 1024. Sanction, 1040. (1987, c. 56)

Projet de loi 61.- Loi modifiant la Loi sur la Société de radio-télévision du Québec.- M. French.- Présenté (div.), 200. Motion d'adoption du principe; amend. proposé; répartition du temps; vote reporté, 236. Amend. rejeté (Vote n° 34), 238. Motion de scission proposée, 240. Décision, 245. Reprise du débat, 249. Vote reporté, 254. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 259. Rapport déposé (*Document n° 276*), 289. Prise en considération du rapport; débat, 328. Rapport adopté (div.), 331. Motion d'adoption du projet de loi; vote reporté, 343. Projet de loi adopté (Vote n° 47), 348. Sanction, 393. (1986, c. 47)

Projet de loi 61 (1987).- Loi modifiant la Loi sur la division territoriale.- M. Marx.- Présenté, 1065. Principe adopté; renvoyé en commission, 1082. Rapport déposé (*Document n° 1093*), 1104. Rapport adopté, 1236. Projet de loi adopté, 1250. Sanction, 1281. (1987, c. 87)

Projet de loi 62.- Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires.- M. Marx.- Présenté, 206. Principe adopté; renvoyé en commission, 330. Rapport déposé (*Document n° 345*), 363. Rapport adopté; projet de loi adopté, 382. Sanction., 393. (1986, c. 48)

Projet de loi 62 (1987).- Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 1071. Motion d'adoption du principe, 1114, 1122. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 1135. Rapport déposé (*Document n° 1193*), 1212. Amend. et rapport adoptés (div.), 1236. Projet de loi adopté (div.), 1249. Sanction, 1281. (1987, c. 88)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 63.- Loi n° 3 sur les crédits, 1986-1987.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté (div.), 236. Sanction, 255. (1986, c. 9)

Projet de loi 63 (1987).- Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique et la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires sociales.- Mme Lavoie-Roux.- Présenté, 1065. Principe adopté; renvoyé en commission, 1101. Rapport déposé (*Document n° 1115*), 1118. Rapport adopté, 1248. Projet de loi adopté, 1269. Sanction, 1281. (1987, c. 89)

Projet de loi 64.- Loi modifiant la Loi sur l'expropriation.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 214. Principe adopté; renvoyé en commission, 340. Rapport déposé (*Document n° 355*), 365. Rapport adopté; projet de loi adopté, 377. Sanction, 393. (1986, c. 49)

Projet de loi 64 (1987).- Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives.- M. Séguin.- Présenté, 1196. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 1235.

Projet de loi 65.- Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec.- M. Bourbeau.- Présenté, 223.

Projet de loi 66.- Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports.- M. Picotte.- Présenté, 223. Principe adopté; renvoyé en commission, 301. Rapport déposé (*Document n° 288*), 324. Rapport adopté; projet de loi adopté, 371. Sanction, 393. (1986, c. 50)

Projet de loi 66 (1987).- Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur.- M. Marx.- Présenté, 1065. Motion d'adoption du principe, 1082. Principe adopté; renvoyé en commission, 1093. Rapport déposé (*Document n° 1094*), 1104. Rapport adopté, 1236. Projet de loi adopté, 1250. Sanction, 1281. (1987, c. 90)

Projet de loi 67.- Loi concernant la ville de Schefferville.- M. Bourbeau.- Présenté (div.), 223. Motion d'adoption du principe (It-g.); débat, 306, 310, 311 (ordre). Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 316. Dépôt du rapport (ordre), 335. Rapport déposé (*Document n° 309*), 339. Rapport adopté, 353. Motion d'adoption du projet de loi; vote reporté, 355. Projet de loi adopté (Vote n° 51), 366. Sanction, 393. (1986, c. 51)

Projet de loi 67 (1987).- Loi sur l'emblème aviaire.- M. French.- Présenté, 1096. Principe adopté; renvoyé en commission, 1193. Ordre révoqué; renvoyé en commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1226. Sanction, 1254. (1987, c. 74)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 68.- Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et modifiant diverses dispositions législatives.- M. Rocheleau.- Présenté, 223. Motion d'adoption du principe (lt-g.); débat, 282. Vote reporté, 287. Principe adopté (Vote n° 42); renvoyé en commission, 292. Rapport déposé (*Document n° 315*), 346. Prise en considération des amend. et du rapport; amend. de M. Chevette rejeté; amend. de M. Rocheleau adoptés (div.); projet de loi adopté (div.), 374. Sanction, 393. (1986, c. 52)

Projet de loi 68 (1987).- Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.- Mme Robic.- Présenté, 1071. Principe adopté; renvoyé en commission, 1165. Rapport déposé (*Document n° 1159*), 1174. Rapport adopté, 1209. Projet de loi adopté, 1217. Sanction, 1254. (1987, c. 75)

Projet de loi 69.- Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux.- M. Pagé.- Présenté, 223. Version corrigée déposée, 250. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 276. Liste d'organismes déposée (*Document n° 262*), 281. Rapport déposé (*Document n° 323*), 347. Amend. et rapport adoptés; projet de loi adopté, 381. Sanction, 393. (1986, c. 53)

Projet de loi 69 (1987).- Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik.- M. Bourbeau.- Présenté, 1071. Principe adopté; renvoyé en commission, 1210. Rapport déposé (*Document n° 1232*), 1242. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1251. Sanction, 1281. (1987, c. 91)

Projet de loi 70.- Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement.- M. Lincoln.- Présenté, 223.

Projet de loi 71.- Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles.- M. Pagé.- Présenté, 223. Principe adopté; renvoyé en commission, 271. Rapport déposé (*Document n° 307*), 335. Amend. et rapport adoptés (div.); projet de loi adopté, 380. Sanction, 393. (1986, c. 54)

Projet de loi 71 (1987).- Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires.- M. Marx.- Présenté, 1082. Principe adopté; renvoyé en commission, 1279. Rapport déposé (*Document n° 1168*), 1178. Rapport adopté, 1236. Projet de loi adopté, 1250. Sanction, 1281. (1987, c. 92)

Projet de loi 72.- Loi modifiant le Code de procédure civile.- M. Marx.- Présenté, 206. Principe adopté; renvoyé en commission, 319. Rapport déposé (*Document n° 342*), 362. Rapport adopté; projet de loi adopté, 382. Sanction, 393. (1986, c. 55)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 72 (1987).- Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Commission municipale.- M. Bourbeau.- Présenté, 1096. Motion d'adoption du principe, 1164. Principe adopté; renvoyé en commission, 1181. Rapport déposé (*Document n° 1203*), 1222. Rapport adopté (div.), 1237. Projet de loi adopté (div.), 1274. Sanction, 1281. (1987, c. 93)

Projet de loi 73.- Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.- M. French.- Présenté, 223. Principe adopté; renvoyé en commission, 328. Rapport déposé (*Document n° 322*), 347. Rapport adopté; projet de loi adopté, 384. Sanction, 393. (1986, c. 56)

Projet de loi 73 (1987).- Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 1109. Motion d'adoption du principe, 1136. Motion de scission déclarée irrecevable; principe adopté; renvoyé en commission, 1156. Rapport déposé (*Document n° 1167*), 1178. Rapport pris en considération, 1203. Rapport adopté, 1235. Renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1248. Sanction, 1281. (1987, c. 94)

Projet de loi 74.- Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie.- Mme Lavoie-Roux.- Présenté, 223. Motion d'adoption du principe; débat; question de Règlement; décision; vote reporté, 357, 358. Principe adopté (Vote n° 54); renvoyé en commission, 369. Rapport adopté, 481. Projet de loi adopté, 487. Sanction, 582. (1986, c. 79)

Projet de loi 74 (1987).- Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne.- M. Fortier.- Présenté, 1109. Motion d'adoption du principe (lt-g.), 1163. Principe adopté; renvoyé en commission, 1164. Rapport déposé (*Document n° 1230*), 1241. Rapport adopté, 1270, 1271. Projet de loi adopté, 1271. Sanction, 1281. (1987, c. 95)

Projet de loi 75.- Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.- Mme Lavoie-Roux.- Présenté, 224. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 323. Rapport déposé (*Document n° 319*), 347. Rapport adopté (div.); projet de loi adopté (div.), 377. Sanction, 393. (1986, c. 57)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 75 (1987).- Code de procédure pénale.- M. Marx.- Présenté, 1102. Principe adopté; renvoyé en commission, 1172. Rapport déposé (*Document n° 1213*), 1229. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1250. Sanction, 1281. (1987, c. 96)

Projet de loi 76.- Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant l'administration de la justice.- M. Marx.- Présenté, 224. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 319. Rapport déposé (*Document n° 343*), 363. Rapport adopté; projet de loi adopté (div.), 383. Sanction, 393. (1986, c. 58)

Projet de loi 76 (1987).- Loi sur le camionnage.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 1109. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 1157. Rapport (consultations) déposé (*Document n° 1176*), 1184. Rapport déposé (*Document n° 1194*), 1213. Amend. et rapport adoptés, 1236. Renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1248. Sanction, 1281. (1987, c. 97)

Projet de loi 77.- Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec.- M. Paradis (Brome-Missisquoi).- Présenté (div.), 224. Principe adopté; renvoyé en commission, 318. Rapport déposé (*Document n° 320*), 347. Rapport adopté; projet de loi adopté, 376. Sanction, 393. (1986, c. 59)

Projet de loi 77 (1987).- Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les bureaux d'enregistrement.- M. Marx.- Présenté, 1096. Principe adopté; renvoyé en commission, 1115. Rapport déposé (*Document n° 1169*), 1179. Rapport adopté, 1236. Projet de loi adopté, 1250. Sanction, 1281. (1987, c. 98)

Projet de loi 78.- Loi modifiant diverses lois fiscales afin de donner suite à l'Énoncé de politiques budgétaires du gouvernement du 18 décembre 1985.- M. Gratton.- Présenté, 224. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 371. Rapport déposé (*Document n° 391*), 399. Rapport adopté, 426. Projet de loi adopté (div.); ordre annulé; interventions permises; projet de loi adopté (div.), 438. Sanction, 466. (1986, c. 72)

Projet de loi 78 (1987).- Loi modifiant la Loi sur les renvois à la Cour d'appel.- M. Marx.- Présenté, 1096. Principe adopté; renvoyé en commission, 1115. Rapport déposé (*Document n° 1170*), 1179. Rapport adopté, 1236. Projet de loi adopté, 1250. Sanction, 1281. (1987, c. 99)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 79.- Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu afin de contrer le détournement, par des intermédiaires, de taxes perçues ou d'impôts déduits à la source.- M. Gratton.- Présenté, 224. Principe adopté; renvoyé en commission, 272. Rapport déposé (*Document n° 266*), 282. Rapport adopté, 342. Renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 373. Sanction, 394. (1986, c. 16)

Projet de loi 79 (1987).- Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.- M. Bourbeau.- Présenté, 1097. Principe adopté; renvoyé en commission, 1164. Rapport déposé (*Document n° 1204*), 1222. Rapport adopté, 1238. Projet de loi adopté, 1276. Sanction, 1281. (1987, c. 100)

Projet de loi 80.- Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac afin de contrer le détournement de la taxe par des intermédiaires.- M. Gratton.- Présenté, 224. Principe adopté; renvoyé en commission, 271. Rapport déposé (*Document n° 267*), 283. Rapport adopté, 342. Sanction, 394. (1986, c. 17)

Projet de loi 80 (1987).- Loi modifiant la Loi sur le courtage immobilier.- M. Marx.- Présenté, 1096. Principe adopté; renvoyé en commission, 1187. Rapport déposé (*Document n° 1214*), 1229. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1250. Sanction, 1281. (1987, c. 101)

Projet de loi 81.- Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants afin de contrer le détournement de la taxe par des intermédiaires.- M. Gratton.- Présenté, 224. Principe adopté; renvoyé en commission, 271. Rapport déposé (*Document n° 268*), 283. Rapport adopté, 342. Projet de loi adopté, 372. Sanction, 394. (1986, c. 18)

Projet de loi 82.- Loi validant certaines transactions effectuées par la Société québécoise d'exploration minière.- M. Savoie.- Présenté, 198. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 211. Sanction, 230. (1986, c. 8)

Projet de loi 82 (1987).- Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et la Loi concernant les droits sur les divertissements en matière de taxes municipales.- M. Bourbeau.- Présenté, 1109. Motion d'adoption du principe, 1136, 1138, 1150. Principe adopté; renvoyé en commission, 1155. Rapport déposé (*Document n° 1175*), 1184. Amend. et rapport adoptés, 1192. Projet de loi adopté, 1202. Sanction, 1219. (1987, c. 69)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 83.- Loi modifiant la Loi sur la probation et sur les établissements de détention.- M. Latulippe.- Présenté, 359. Principe adopté; renvoyé en commission pl., 457. Étudié en commission pl., 482. Amendé; rapp.; rapport adopté, 490, 785. Projet de loi adopté, 786. Sanction, 795. (1987, c. 19)

Projet de loi 84.- Loi sur la protection des non-fumeurs dans certains lieux publics.- M. Lincoln.- Présenté, 214. Principe adopté; renvoyé en commission, 294. Rapport déposé (*Document n° 289*), 325. Amend. de M. Lincoln et rapport adoptés (div.), 342. Projet de loi adopté, 354. Sanction, 358. (1986, c. 13)

Projet de loi 84 (1987).- Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public.- M. Ciaccia.- Présenté, 1110. Principe adopté; renvoyé en commission, 1169, 1170. Rapport déposé (*Document n° 1189*), 1204. Rapport adopté, 1217. Projet de loi adopté, 1225. Sanction, 1254. (1987, c. 76)

Projet de loi 85.- Loi sur la vente de la Raffinerie de sucre du Québec.- M. Pagé.- Présenté, 224. Motion d'adoption du principe; amend. proposé; répartition du temps (décision); amend. rejeté (Vote n° 43); débat ajourné (ordre), 296-98. Vote reporté, 300. Principe adopté (Vote n° 44); renvoyé en commission, 303. Rapport déposé (*Document n° 308*), 335. Rapport adopté, 353. Motion d'adoption du projet de loi; vote reporté, 355. Projet de loi adopté (Vote n° 52), 367. Sanction, 394. (1986, c. 60)

Projet de loi 86.- Loi abrogeant la Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires.- M. Pagé.- Présenté, 224. Motion d'adoption du principe; débat, 401, 403 (amend.), 421; vote reporté, 422. Principe adopté (Vote n° 56); renvoyé en commission, 431. Rapport déposé (*Document n° 503*), 485. Rapport adopté (div.), 774. Projet de loi adopté (div.), 780. Sanction, 795. (1987, c. 20)

Projet de loi 87.- Loi concernant certains organismes relevant du ministre de la Justice.- M. Marx.- Présenté, 224. Motion d'adoption du principe; débat, 338. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 356. Rapport déposé (*Document n° 346*), 363. Rapport adopté; projet de loi adopté, 383. Sanction, 394. (1986, c. 61)

Projet de loi 87 (1987).- Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil.- M. Bourbeau.- Présenté, 1097. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 1130, 1131. Rapport déposé (*Document n° 1188*), 1204. Amend. et rapport adoptés, 1217. Projet de loi adopté (div.), 1238. Sanction, 1254. (1987, c. 77)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 88.- Loi modifiant le Code civil, la Loi sur les bureaux d'enregistrement et la Loi sur la division territoriale.- M. Marx.- Présenté (div.), 224. Motion d'adoption du principe; vote reporté, 331. Principe adopté (Vote n° 46); renvoyé en commission, 336. Rapport déposé (*Document n° 347*), 363. Rapport adopté; projet de loi adopté (div.), 382. Sanction, 394. (1986, c. 62)

Projet de loi 88 (1987).- Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec.- M. Bourbeau.- Présenté, 1110. Motion d'adoption du principe, 1136, 1150, 1182, 1187. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 1192. Réunion des leaders, 1208. Motion de clôture inscrite au *Feuilleton*, 1209. Rapport déposé (*Document n° 1217*), 1230. Rapport pris en considération; motion d'ajournement rejetée (Vote n° 130); vote reporté, 1252, 1253. Rapport adopté (Vote n° 135), 1268. Document n° 1290 déposé; projet de loi adopté (div.), 1273. Sanction, 1281. (1987, c. 102)

Projet de loi 89.- Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi et le Code de la sécurité routière.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 225. Principe adopté; renvoyé en commission, 340. Rapport déposé (*Document n° 351*), 364. Rapport adopté; projet de loi adopté (div.), 378. Sanction, 394. (1986, c. 63)

Projet de loi 89 (1987).- Loi sur les courses de chevaux.- M. Pagé.- Présenté, 1110. Motion d'adoption du principe (lt-g.), 1175. Principe adopté; renvoyé en commission, 1180. Rapport déposé (*Document n° 1192*), 1212. Rapport adopté, 1225. Projet de loi adopté, 1249. Sanction, 1282. (1987, c. 103)

Projet de loi 90.- Loi modifiant la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport et d'autres dispositions législatives concernant les organismes publics de transport en commun.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 225. Principe adopté; renvoyé en commission, 339. Rapport déposé (*Document n° 352*), 364. Rapport adopté; projet de loi adopté, 378. Sanction, 394. (1986, c. 64)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 90 (1987).- Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma.- Mme Bacon.- Présenté, 1110. Organismes invités (*Document n° 1126*), 1132. Motion d'adoption du principe; vote reporté, 1154, 1155. Principe adopté (Vote n° 127); renvoyé en commission, 1161. Rapport (consultations) déposé (*Document n° 1163*), 1177. Rapport déposé (*Document n° 1202*), 1222. Amend. et rapport adoptés, 1232. Projet de loi adopté, 1246. Sanction, 1253. (1987; c. 72)

Projet de loi 91.- Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière d'arbitrage.- M. Marx.- Présenté, 263. Principe adopté; renvoyé en commission, 331. Rapport déposé (*Document n° 424*), 419. Rapport pris en considération; document n° 463 déposé; amend. du ministre adoptés; rapport adopté; projet de loi adopté, 439. Sanction, 466. (1986, c. 73)

Projet de loi 91 (1987).- Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé et la Loi sur le ministère de l'Éducation.- M. Ryan.- Présenté, 1102. Principe adopté; renvoyé en commission, 1186. Rapport déposé (*Document n° 1195*), 1213. Rapport adopté, 1224. Projet de loi adopté, 1234. Sanction, 1254. (1987, c. 78)

Projet de loi 92.- Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne.- M. Marx.- Présenté, 359. Principe adopté; renvoyé en commission, 401. Rapport déposé (*Document n° 577*), 585. Rapport adopté, 662. Projet de loi adopté, 684. Sanction, 689. (1986, c. 95)

Projet de loi 92 (1987).- Loi modifiant la Loi sur le Barreau concernant la création du Barreau de Longueuil.- M. Ryan.- Présenté, 1102. Principe adopté; renvoyé en commission, 1185. Rapport déposé (*Document n° 1196*), 1213. Rapport adopté, 1224. Projet de loi adopté, 1234. Sanction, 1254. (1987, c. 79)

Projet de loi 93.- Loi n° 4 sur les crédits, 1986-1987.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté, 317. Sanction, 358. (1986, c. 14)

Projet de loi 93 (1987).- Loi sur l'utilisation des produits pétroliers.- M. Ciaccia.- Présenté, 1110. Principe adopté; renvoyé en commission, 1170, 1171. Rapport déposé (*Document n° 1190*), 1205. Amend. et rapport adoptés, 1216. Projet de loi adopté, 1225. Sanction, 1254. (1987, c. 80)

Projet de loi 94.- Loi sur le Conseil de la famille.- M. Dutil.- Présenté, 1189. Motion d'adoption du principe, 1247. Principe adopté; renvoyé en commission, 1251.

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 95.- Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu en matière d'appel sommaire.- M. Séguin.- Présenté, 1110. Principe adopté; renvoyé en commission, 1169. Rapport déposé (*Document n° 1187*), 1199. Rapport adopté, 1209. Projet de loi adopté, 1218. Sanction, 1254. (1987, c. 81)

Projet de loi 96.- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les boissons alcooliques.- M. Latulippe.- Présenté, 295. Motion d'adoption du principe; débat, 422. Principe adopté; renvoyé en commission, 426. Rapport déposé (*Document n° 502*), 485. Rapport adopté, 660. Projet de loi adopté, 680. Sanction, 689. (1986, c. 96)

Projet de loi 96 (1987).- Loi modifiant de nouveau la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et la Loi sur la Commission municipale concernant la délimitation des districts électoraux.- M. Bourbeau.- Présenté, 1110. Motion d'adoption du principe, 1210. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 1218.

Projet de loi 97.- Loi modifiant la Loi sur les élections dans certaines municipalités.- M. Bourbeau.- Présenté, 289. Principe adopté; renvoyé en commission, 310. Rapport déposé (*Document n° 317*), 346. Rapport adopté; projet de loi adopté, 389. Sanction, 394. (1986, c. 65)

Projet de loi 97 (1987).- Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.- Mme Lavoie-Roux.- Présenté, 1110. Motion d'adoption du principe; débat; motion de scission; vote reporté, 1138. Motion rejetée (vote à main levée); mandat à la CAS, 1141. Principe adopté; renvoyé en commission, 1149. Rapport (consultations) déposé (*Document n° 1174*), 1183. Rapport déposé (*Document n° 1210*), 1229. Amend. et rapport adoptés (div.), 1247. Motion d'adoption; vote reporté, 1270. Projet de loi adopté (vote à main levée), 1272. Sanction, 1282. (1987, c. 104)

Projet de loi 98.- Loi modifiant la Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 289. Principe adopté; renvoyé en commission, 340. Rapport déposé (*Document n° 353*), 364. Rapport adopté; projet de loi adopté, 379. Sanction, 394. (1986, c. 66)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 98 (1987).- Loi modifiant le Code civil en matière d'indexation de pensions alimentaires.- M. Marx.- Présenté, 1102. Motion d'adoption du principe, 1172. Principe adopté; renvoyé en commission, 1187. Rapport déposé (*Document n° 1215*). 1229. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1250. Sanction, 1282. (1987, c. 105)

Projet de loi 99.- Loi modifiant la Loi sur les transports, la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur la voirie.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 289. Principe adopté; renvoyé en commission, 340. Rapport déposé (*Document n° 354*), 365. Rapport adopté; projet de loi adopté, 379. Sanction, 394. (1986, c. 67)

Projet de loi 99 (1987).- Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes.- M. Pagé.- Présenté, 1103. Motion d'adoption du principe, 1172. Principe adopté; renvoyé en commission, 1181. Rapport déposé (*Document n° 1182*), 1190. Rapport adopté, 1193. Projet de loi adopté, 1194. Sanction, 1219. (1987, c. 70)

Projet de loi 100.- Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.- M. Bourbeau.- Présenté; renvoyé en commission, 359. Rapport déposé (*Document n° 453*), 429. Réimpression déposée, 790. Principe adopté; renvoyé en commission, 804. Rapport déposé (*Document n° 907*), 938. Amend. et rapport adoptés; projet de loi adopté, 1032. Sanction, 1040. (1987, c. 57)

Projet de loi 101.- Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs.- M. Picotte.- Présenté, 1110. Motion d'adoption du principe (ordre), 1165. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 1171.

Projet de loi 102.- Loi sur les terres du domaine public.- M. Ciaccia.- Présenté; renvoyé en commission, 478. Motion d'adoption du principe, 755. Principe adopté; renvoyé en commission, 765. Rapport déposé (*Document n° 809*), 798. Prise en considération; amend. déclaré recevable; rapport amendé adopté, 844, 845. Projet de loi adopté, 847. Sanction, 876. (1987 c, 23)

Projet de loi 103.- Loi sur la Société d'Investissement Jeunesse.- M. Bourassa.- Présenté, 345. Motion d'adoption du principe, 590. Principe adopté; renvoyé en commission, 598. Rapport déposé (*Document n° 603*), 604. Rapport adopté, 607. Projet de loi adopté, 633. Sanction, 643. (1986, c. 88)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 103 (1987).- Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général.- M. Levesque.- Présenté, 1110. Principe adopté; en commission pl.; rapp.; rapport adopté, 1216. Projet de loi adopté, 1233. Sanction, 1254. (1987, c. 82)

Projet de loi 104.- Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse.- M. Bourassa.- Présenté, 345. Ordre révoqué; renvoyé en commission, 407. Prolongation du délai pour la transmission des mémoires, 437. Rapport déposé (*Document n° 772*), 744. Motion d'adoption du principe, 899. Principe adopté; renvoyé en commission, 905. Rapport déposé (*Document n° 889*), 923. Amend. et rapport (lt-g.) adoptés, 945. Motion d'adoption; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1024. Sanction, 1040. (1987, c. 58)

Projet de loi 105.- Loi sur l'application de certaines dispositions fiscales à une société en commandite exploitant des mines d'amiante.- M. Savoie.- Présenté, 360. Principe adopté; renvoyé en commission, 375. Rapport déposé (*Document n° 362*); rapport adopté; projet de loi adopté, 381. Sanction, 394. (1986, c. 68)

Projet de loi 105 (1987).- Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placement dans l'industrie québécoise.- M. Johnson.- Présenté, 1110. Principe adopté; renvoyé en commission, 1202. Rapport déposé (*Document n° 1216*), 1230. Amend. et rapport adoptés; projet de loi adopté, 1251. Sanction, 1282. (1987, c. 106)

Projet de loi 106.- Loi sur la reprise des travaux de construction.- M. Paradis (Brome-Missisquoi).- Motion d'urgence adoptée(div.); projet de loi présenté; principe adopté; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 330. Sanction, 332. (1986, c. 11)

Projet de loi 106 (1987).- Loi sur les élections scolaires.- M. Ryan.- Présenté; renvoyé en commission, 1220.

Projet de loi 107.- Loi modifiant la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.).- M. Paradis (Brome-Missisquoi).- Présenté; principe adopté; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 380. Sanction, 395. (1986, c. 69)

Projet de loi 107 (1987).- Loi sur l'instruction publique.- M. Ryan.- Présenté; renvoyé en commission, 1220.

Projet de loi 108.- Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales et modifiant diverses dispositions législatives.- M. Gobeil.- Présenté, 1220. Principe adopté; renvoyé en commission, 1232. Rapport déposé (*Document n° 1276*), 1259. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1275. Sanction, 1282. (1987, c. 107)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 109.- Loi modifiant la Loi sur la fonction publique.- M. Gobeil.- Présenté, 376.- Principe adopté; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 384. Sanction, 394. (1986, c. 70)

Projet de loi 110.- Loi sur la Commission des droits de la personne et sur le Comité de la protection de la jeunesse.- M. Marx.- Présenté, 360. Projet de loi retiré, 508.

Projet de loi 110 (1987).- Loi sur la Régie des télécommunications.- M. French.- Présenté, 1239.

Projet de loi 111.- Loi modifiant la Loi d'interprétation et modifiant de nouveau la Loi sur l'Assemblée nationale.- M. Gratton.- Présenté; principe adopté; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 389. Sanction, 394. (1986, c. 71)

Projet de loi 111 (1987).- Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec.- M. Bourbeau.- Présenté, 1220. Principe adopté; renvoyé en commission, 1237. Rapport déposé (*Document n° 1280*), 1260. Rapport adopté (div.); projet de loi adopté (div.), 1274. Sanction, 1282. (1987, c. 108)

Projet de loi 112.- Loi abolissant le Conseil québécois du Tourisme.- M. Picotte.- Présenté, 410. Principe adopté (div.); renvoyé en commission pl.; rapp.; rapport adopté (div.), 448. Projet de loi adopté (div.), 469. Sanction, 582. (1986, c. 80)

Projet de loi 112 (1987).- Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec.- M. Levesque.- Présenté, 1204. Principe adopté; en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; 1215, 1216. Renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1234. Sanction, 1254. (1987, c. 83)

Projet de loi 113.- Loi abrogeant la Loi sur la Société de cartographie du Québec.- M. Ciaccia.- Présenté, 427. Principe adopté; en commission pl.; rapp.; rapport adopté, 469. Projet de loi adopté, 482. Sanction, 582. (1986, c. 81)

Projet de loi 113 (1987).- Loi modifiant le régime de pension et les autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale.- M. Gratton.- Présenté, 1212. Principe adopté; renvoyé en commission, 1214, 1215. Rapport déposé (*Document n° 1218*), 1230. Rapport adopté, 1246. Projet de loi adopté, 1274. Sanction, 1282. (1987, c. 109)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 114.- Loi abrogeant la Loi sur l'Institut national de productivité.- M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges).- Présenté, 410. Principe adopté; étudié en commission pl.; rapp.; rapport adopté, 458. Projet de loi adopté, 487. Sanction, 582. (1986, c. 82)

Projet de loi 114 (1987).- Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction.- M. Paradis.- Présenté, 1239. Principe adopté; en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1273. Sanction, 1282. (1987, c. 110)

Projet de loi 115.- Loi abrogeant la Loi sur le Conseil d'artisanat.- Mme Bacon.- Présenté, 427. Principe adopté; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 467. Sanction, 582. (1986, c. 83)

Projet de loi 116.- Loi abolissant le Conseil des Arts du Québec.- Mme Bacon.- Présenté, 427. Principe adopté; en commission pl.; rapp., 467. Projet de loi adopté, 487. Sanction, 582. (1986, c. 84)

Projet de loi 117.- Loi modifiant à nouveau la Loi sur la protection sanitaire des animaux.- M. Pagé.- Présenté, 441. Motion d'adoption du principe, 498. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 550. Rapport déposé (*Document n° 651*), 647. Rapport adopté (div.), 660. Projet de loi adopté (div.), 689. Sanction, 689. (1986, c. 97)

Projet de loi 118.- Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.- M. Gobeil.- Présenté, 459. Principe adopté; renvoyé en commission, 599. Rapport déposé (*Document n° 649*), 646. Rapport adopté, 661. Projet de loi adopté, 679. Sanction, 689. (1986, c. 98)

Projet de loi 119.- Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.- M. Paradis.- Présenté; vote reporté, 471. Motion adoptée (Vote n° 60), 473. Motion d'adoption du principe; amend. proposé; répartition du temps, 497. Mandat à la CET; liste d'organismes déposée (*Document n° 525*), 508. Reprise du débat; amend. proposé; motion d'ajournement rejetée (Vote n° 64)); amend. rejeté; 2^e motion d'ajournement rejetée (Vote n° 66), 518-522. Reprise du débat, 526, 527 (ordre). Vote

Projets de loi:- suite

reporté, 533. Principe adopté (Vote n° 70); renvoyé en commission, 540. Convocation des leaders (art. 249), 579. Aucun accord conclu; motion proposée (art. 251), 580. Rapport (consultation) déposé (*Document n° 578*), 585. Motion (art. 251) adoptée (Vote n° 78), 593. Rapport déposé (*Document n° 589*), 596. Amend. du ministre adoptés (Votes n^{os} 79, 80); amend. de M. Chevette rejetés (Vote n° 81); art., titre, intitulés adoptés (Votes n^{os} 82, 83); rapport adopté (Vote n° 84), 608, 609-616. Motion d'adoption du projet de loi, 624. Vote reporté, 625. Projet de loi adopté (Vote n° 86), 630-632. Sanction, 643 (1986, c. 89)

Projet de loi 120.- Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal.- M. Gratton.- Présenté, 459. Motion d'adoption du principe; débat, 488, 490, 534. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 662. Rapport déposé (*Document n° 744*), 708. Rapport pris en considération, 735. Rapport adopté (div.), 737. Projet de loi adopté, 767. Sanction, 795. (1987, c. 21)

Projet de loi 121.- Loi concernant certaines rétrocessions de droits dont le gouvernement est devenu titulaire par expropriation avant le 1^{er} avril 1976.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 477. Principe adopté; renvoyé en commission, 527. Rapport déposé (*Document n° 632*), 628. Rapport adopté; projet de loi adopté, 653. Sanction, 663. (1986, c. 90)

Projet de loi 122.- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la mention du district judiciaire de Laval ou de Longueuil dans les statuts de certaines corporations.- M. Fortier.- Présenté, 455. Principe adopté; renvoyé en commission, 487. Rapport déposé (*Document n° 630*), 628. Rapport adopté; projet de loi adopté, 716. Sanction, 736. (1987, c. 4)

Projet de loi 123.- Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels.- M. Fortier.- Présenté, 484. Principe adopté; renvoyé en commission, 716. Rapport déposé (*Document n° 808*), 797. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1033. Sanction, 1040. (1987, c. 59)

Projet de loi 124.- Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance-maladie.- Mme Lavoie-Roux.- Présenté; vote reporté, 460. Motion adoptée (Vote n° 59), 472. Motion d'adoption du principe; amend. rejeté (Vote n° 69), 534-537 (ordre). Vote reporté, 544. Principe adopté (Vote n° 71); renvoyé en commission, 547. Rapport déposé (*Document n° 668*), 655. Rapport adopté (Vote n° 95), 658, 673. Projet de loi adopté (div.), 679. Sanction, 689. (1986, c. 99)

Projets de loi:- suite

Projet de loi 125.- Loi modifiant le Code de procédure civile en matière de témoignage hors de cour et de saisie.- M. Marx.- Présenté, 455. Principe adopté; en commission pl.; rapp. avec amend. au titre; rapport adopté, 482. Projet de loi adopté, 504. Sanction, 582. (1986, c. 85)

Projet de loi 126.- Loi modifiant la Loi concernant les environs du parc du Mont Sainte-Anne.- M. Picotte.- Présenté, 459. Principe adopté; renvoyé en commission, 543. Rapport déposé (*Document n° 560*), 564. Rapport adopté, 659. Projet de loi adopté, 680. Sanction, 690. (1986, c. 100)

Projet de loi 127.- Code de la sécurité routière.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 477. Motion d'adoption du principe; vote reporté, 526. Principe adopté (Vote n° 68); renvoyé en commission, 531. Rapport déposé (*Document n° 602*), 604. Rapport adopté, 652. Projet de loi adopté, 653. Sanction, 663. (1986, c. 91)

Projet de loi 128.- Loi modifiant la Loi sur le Bureau de la statistique.- M. Johnson.- Présenté, 470. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 715. Rapport déposé (*Document n° 889*), 923. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1029. Sanction, 1040. (1987, c. 60)

Projet de loi 129.- Loi modifiant la Loi sur l'administration financière.- M. Johnson.- Présenté, 470. Motion d'adoption du principe, 579, 623. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 698. Rapport déposé (*Document n° 763*), 732. Rapport adopté; projet de loi adopté, 746. Sanction, 748. (1987, c. 8)

Projet de loi 130.- Loi concernant les dépenses effectuées et non comptabilisées au 31 mars 1986.- M. Johnson.- Présenté, 470. Motion d'adoption du principe (lt.-g.), 699. Principe adopté (div.);renvoyé en commission, 700. Rapport déposé (*Document n° 768*), 740. Rapport adopté (div.); projet de loi adopté (div.), 746. Sanction, 748. (1987, c. 9)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 131.- Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation. - M. Ryan.- Présenté, 477. Motion d'adoption du principe; Document n° 564 déposé, 568. Principe adopté; renvoyé en commission, 589. Rapport déposé (*Document n° 650*), 646. Amend. de M. Ryan adopté; rapport adopté, 662. Projet de loi adopté, 682. Sanction, 690. (1986, c. 101)

Projet de loi 132.- Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole.- M. Pagé.- Présenté, 459. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 550. Rapport déposé (*Document n° 576*), 585. Rapport adopté (div.); projet de loi adopté (div.), 688. Sanction, 690. (1986, c. 102)

Projet de loi 133.- Loi modifiant la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés.- M. Pagé.- Présenté, 460. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 770, 771. Rapport déposé (*Document n° 847*), 869. Rapport adopté, 947. Projet de loi adopté (div.), 1035. Sanction, 1040. (1987, c. 61)

Projet de loi 134.- Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments.- Présenté, 460. Motion d'adoption du principe, 771. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 774. Rapport déposé (*Document n° 896*), 928. Rapport adopté, 947. Projet de loi adopté (div.), 1036. Sanction, 1040. (1987, c. 62)

Projet de loi 135.- Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et la Loi sur les impôts.- M. Gratton.- Présenté, 470. Principe adopté; renvoyé en commission, 534. Rapport déposé (*Document n° 559*), 564. Rapport adopté, 660. Projet de loi adopté, 682. Sanction, 690. (1986, c. 103)

Projet de loi 137.- Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec.- M. Bourbeau.- Présenté, 477. Motion d'adoption du principe, 569. Reprise du débat; Document n° 572; vote reporté, 580, 581. Principe adopté (Vote n° 77); renvoyé en commission, 586-588. Rapport déposé (*Document n° 747*), 713. Rapport et amend. adoptés, 719. Motion d'adoption; vote reporté, 734. Projet de loi adopté (Vote n° 100), 740. Sanction, 749. (1987, c. 10)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 138.- Loi sur le ministère du Solliciteur général et modifiant diverses dispositions législatives.- M. Latulippe.- Présenté, 470. Motion d'adoption du principe; débat, 514. Principe adopté (Vote n° 63); renvoyé en commission, 517. Rapport déposé (*Document n° 539*), 530. Rapport adopté; projet de loi adopté, 568. Sanction, 582. (1986, c. 86)

Projet de loi 139.- Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse concernant l'adoption internationale.- Mme Lavoie-Roux.- Présenté, 470. Motion d'adoption du principe, 555. Principe adopté; renvoyé en commission, 556. Rapport déposé (*Document n° 629*), 628. Rapport adopté, 659. Projet de loi adopté, 679. Sanction, 690. (1986, c. 104)

Projet de loi 140.- Loi modifiant la Charte de la langue française.- Mme Bacon.- Présenté, 477.

Projet de loi 141.- Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock, en matière d'enregistrement.- M. Marx.- Présenté, 470. Motion d'adoption du principe, 579. Principe adopté; renvoyé en commission, 622. Rapport déposé (*Document n° 653*), 647. Rapport adopté, 684. Projet de loi adopté, 685. Sanction, 690. (1986, c. 105)

Projet de loi 142.- Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux.- Mme Lavoie-Roux.- Présenté, 470. Motion d'adoption du principe ; Document n° 555 déposé; amend. rejeté (Vote n° 73); motion de scission; vote reporté, 558-560. Motion de scission rejetée (Vote n° 74), 565. Reprise du débat, 569 (ordre). Adoption du principe (Vote n° 76); renvoyé en commission, 576-578. Convocation des leaders (art. 249), 600. Aucun accord conclu; motion (art. 251) proposée, 601. Débat, 609, 616. Motion adoptée (Vote n° 85)), 617. Rapport déposé (*Document n° 615*), 620. Ordre, 634. Amend. de Mme Lavoie-Roux adoptés (Votes n°^{OS} 87,88); amend. de M. Rochefort rejetés (Vote n° 89); art. adoptés (Votes n°^{OS} 90, 91); rapport adopté (Vote n° 92), 635-641. Ordre; projet de loi adopté (Vote n° 93), 654-656. Sanction, 690. (1986, c. 106)

Projet de loi 143.- Loi modifiant la Loi sur les compagnies.- M. Fortier.- Présenté, 477. Principe adopté; renvoyé en commission, 602. Rapport déposé (*Document n° 631*), 628. Rapport et amend. adoptés; projet de loi adopté, 717. Sanction, 736. (1987, c. 5)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 144.- Loi modifiant la Loi sur les transports.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 477. Principe adopté; renvoyé en commission, 533. Rapport déposé (*Document n° 633*), 629. Rapport adopté, 653. Projet de loi adopté, 654. Sanction, 664. (1986, c. 92)

Projet de loi 146.- Loi modifiant la Loi sur les grains et la Loi sur la mise en marché des produits agricoles.- M. Pagé.- Présenté; Motion adoptée sur div., 470. Motion d'adoption du principe, 607, 608. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 623. Rapport déposé (*Document n° 720*), 695. Rapport adopté (div.), 789. Projet de loi adopté (div.), 946. Sanction, 967. (1987, c. 35)

Projet de loi 147.- Loi modifiant la Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales.- M. Gratton.- Présenté, 470. Mandat à la CAN, 509. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté, 542. Projet de loi adopté, 555. Sanction, 582. (1986, c. 87)

Projet de loi 148.- Loi modifiant la Loi sur le temps réglementaire.- M. Marx.- Présenté, 471. Principe adopté; renvoyé en commission, 526. Rapport déposé (*Document n° 654*), 647. Rapport adopté, 662. Projet de loi adopté, 680. Sanction, 690. (1986, c. 107)

Projet de loi 149.- Loi modifiant la Loi sur l'Institut de recherche sur la culture.- Mme Bacon.- Présenté, 471. Motion d'adoption du principe, 590, 591 (ordre). Principe adopté; renvoyé en commission, 598. Rapport déposé (*Document n° 628*), 628. Rapport adopté (div.), 737. Projet de loi adopté (div.), 747. Sanction, 749. (1987, c. 11)

Projet de loi 150.- Loi sur les forêts.- M. Côté (Rivière-du-Loup).- Présenté, 477. Motion d'adoption du principe; amend. rejeté, 504, 505. Reprise du débat, 506, 515. Vote reporté, 518. Principe adopté (Vote n° 67); renvoyé en commission, 525. Rapport déposé (*Document n° 655*), 647. Rapport et amend. mis aux voix; vote reporté, 659. Amend. de M. Côté et rapport adoptés (Votes n°s 96, 97), 674-676. Projet de loi adopté, 678. Sanction, 690. (1986, c. 108)

Projet de loi 151.- Loi modifiant de nouveau la Loi sur la probation et les établissements de détention concernant la surveillance intensive.- M. Latulippe.- Présenté, 471. Principe adopté; renvoyé en commission, 786. Rapport déposé (*Document n° 829*), 827. Rapport adopté, 930. Projet de loi adopté, 941. Sanction, 967. (1987, c. 36)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 152.- Loi sur les établissements touristiques.- M. Picotte.- Présenté, 477. Principe adopté; renvoyé en commission, 543. Rapport déposé (*Document n° 726*), 696. Rapport adopté, 716. Projet de loi adopté, 747. Sanction, 749. (1987, c. 12)

Projet de loi 153.- Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs.- M. Picotte.- Présenté, 478. Motion d'adoption du principe, 544, 545. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 549. Rapport déposé (*Document n° 634*), 629. Rapport adopté, 659. Projet de loi adopté, 681. Sanction, 690. (1986, c. 109)

Projet de loi 154.- Loi modifiant la Loi sur la Société de développement industriel du Québec.- M. Johnson.- Présenté, 478. Principe adopté (div.); renvoyé en commission, 599-601. Rapport déposé (*Document n° 656*), 647. Rapport adopté, 661. Projet de loi adopté, 683. Sanction, 690. (1986, c. 110)

Projet de loi 155.- Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives.- M. Johnson.- Présenté, 478. Principe adopté; renvoyé en commission, 634. Rapport déposé (*Document n° 657*), 648. Rapport adopté, 661. Projet de loi adopté, 682. Sanction, 690. (1986, c. 111)

Projet de loi 156.- Loi modifiant la Loi médicale concernant l'acupuncture.- M. Ryan.- Présenté, 478. Principe adopté; renvoyé en commission, 506. Rapport déposé (*Document n° 546*), 539. Rapport adopté, 663. Projet de loi adopté, 680. Sanction, 690. (1986, c. 112)

Projet de loi 157.- Loi modifiant la Loi sur le cinéma.- Mme Bacon.- Présenté, 478. Principe adopté; renvoyé en commission, 567. Rapport déposé (*Document n° 616*), 620. Rapport adopté, 633. Projet de loi adopté, 652. Sanction, 664. (1986, c. 93)

Projet de loi 158.- Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise.- M. Johnson.- Présenté, 478. Principe adopté; renvoyé en commission, 601. Rapport déposé (*Document n° 658*), 648. Rapport adopté, 661. Projet de loi adopté, 682. Sanction, 690. (1986, c. 113)

Projet de loi 159.- Loi modifiant le Code de procédure civile et le Code civil concernant le dépôt volontaire.- M. Marx.- Présenté, 562. Principe adopté; renvoyé en commission, 712. Rapport déposé (*Document n° 806*), 797. Rapport adopté, 930. Projet de loi adopté, 1027. Sanction, 1040. (1987, c. 63)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 160.- Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux.- Mme Lavoie-Roux.- Motion d'urgence adoptée, 462, 464. Présenté; principe adopté; en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; répartition du temps; projet de loi adopté, 464, 465. Sanction, 466. (1986, c.74)

Projet de loi 161.- Loi sur les mines.- M. Savoie.- Présenté; renvoyé en commission, 562. Rapport déposé (*Document n° 773*), 744. Réimpression déposée, 908. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 913. Rapport déposé (*Document n° 928*), 950. Rapport et amend. pris en considération, 1030. 4^e amend. proposé; amend. et rapport adoptés; projet de loi adopté, 1030, 1031. Sanction, 1040. (1987, c. 64)

Projet de loi 162.- Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture.- M. Marx.- Présenté, 562. Principe adopté; renvoyé en commission, 711. Rapport déposé (*Document n° 830*), 827. Rapport adopté, 944. Projet de loi adopté, 1027. Sanction, 1041. (1987, c. 65)

Projet de loi 163.- Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants.- M. Gobeil.- Présenté, 546. Principe adopté; en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1022. Sanction, 1041. (1987, c. 66)

Projet de loi 164.- Loi n° 5 sur les crédits, 1986-1987.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté, 642. Sanction, 664. (1986, c. 94)

Projet de loi 166.- Loi sur la Société Eeyou de la Baie-James.- M. Ciaccia.- Présenté; Documents n^{os} 625 et 626 déposés, 627. Principe adopté; renvoyé en commission, 735. Rapport déposé (*Document n° 795*), 782. Rapport adopté, 845. Projet de loi adopté, 847. Sanction, 876. (1987, c. 24)

Projet de loi 167.- Loi modifiant la Loi sur la Législature.- M. Gratton.- Présenté; principe adopté; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 683. Sanction, 690. (1986, c. 114)

Projet de loi 168.- Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires.- M. Marx.- Présenté, 665. Principe adopté; en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 681. Sanction, 691. (1986, c. 115)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 190.- Loi concernant la ville de LaSalle.- M. Fortin.- Présenté, 214. Principe adopté; renvoyé en commission, 253. Rapport déposé (*Document n° 258*). 272. Amend. et rapport adoptés; projet de loi adopté, 286. Sanction, 294. (1986, c. 118)

Projet de loi 192.- Loi modifiant la Loi concernant la Ville de LaSalle.- M. Fortin.- Présenté, 936. Principe adopté; renvoyé en commission, 955. Rapport déposé (*Document n° 963*), 979. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1028. Sanction, 1041. (1987, c. 117)

Projet de loi 193.- Loi sur le redressement des limites territoriales de la municipalité de la paroisse de Sainte-Angèle.- M. Richard.- Présenté; renvoyé en commission (ordre), 1227. Rapport (*Document n° 1281*) adopté, 1260. Principe et projet de loi adoptés, 1275. Sanction, 1282. (1987, c. 131)

Projet de loi 199.- Loi modifiant la Charte de la langue française.- M. Johnson (Anjou).- Présenté, 702. Nouveau proposeur, 1148.

Projet de loi 200.- Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.- Mme Trépanier.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 574*), 583. Art. 36 suspendu; présenté; renvoyé en commission, 584. Rapport (*Document n° 687*) adopté, 669. Principe et projet de loi adoptés, 686. Sanction, 691. (1986, c. 117)

Projet de loi 200 (1987).- Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.- Mme Trépanier.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 874*); présenté; renvoyé en commission, 915. Rapport (*Document n° 975*) adopté, 992. Principe et projet de loi adoptés, 1035. Sanction, 1041. (1987, c. 111)

Projet de loi 201.- Loi concernant la ville de Montréal-Est.- M. Gobé.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 219*); présenté; renvoyé en commission, 206.

Projet de loi 202.- Loi concernant la ville de Deux-Montagnes.- Mme Legault.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 250*); présenté; renvoyé en commission, 264. Rapport (*Document n° 280*) adopté, 313. Principe et projet de loi adoptés, 385. Sanction, 395. (1986, c. 122)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 203.- Loi concernant la Régie Intermunicipale d'Aqueduc du Bas Richelieu.- M. Khelfa.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 211*); présenté; renvoyé en commission, 187. Rapport (*Document n° 234*) adopté, 241. Principe et projet de loi adoptés, 385. Sanction, 395. (1986, c. 130)

Projet de loi 203 (1987).- Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus, la Corporation du Collège des Jésuites et la Corporation du Collège Saint-Charles-Garnier.- M. Doyon.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 781*); présenté; renvoyé en commission, 760. Rapport (*Document n° 941*) adopté, 959. Principe et projet de loi adoptés, 1035. Sanction, 1041. (1987, c. 138)

Projet de loi 204.- Loi sur Les Placements Normand Inc.- M. Forget.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 219*); présenté; renvoyé en commission, 206. Rapport (*Document n° 264*) adopté, 282. Principe et projet de loi adoptés, 385. Sanction, 395. (1986, c. 142)

Projet de loi 204 (1987).- Loi concernant Quick O Wash Inc.- M. Paré.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 781*); présenté; renvoyé en commission, 760. Rapport (*Document n° 959*) adopté, 978. Principe et projet de loi adoptés, 1036. Sanction, 1041. (1987, c. 149)

Projet de loi 205.- Loi concernant certains lots du cadastre révisé de la cité de Hull (quartier n° 4).- M. Kehoe.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 160*); présenté; renvoyé en commission, 128. Rapport (*Document n° 182*) adopté, 148. Principe et projet de loi adoptés, 157. Sanction, 158. (1986, c. 131)

Projet de loi 205 (1987).- Loi concernant Fleming Mines Limited.- M. Vallières.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 850*); présenté; renvoyé en commission, 873. Rapport (*Document n° 960*) adopté, 978. Nouveau proposeur; principe et projet de loi adoptés, 1037. Sanction, 1041. (1987, c. 150)

Projet de loi 206.- Loi modifiant la Charte de la ville de Sherbrooke.- M. Hamel.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 838*); présenté; renvoyé en commission, 850. Rapport (*Document n° 942*) adopté, 959. Principe et projet de loi adoptés, 1037. Sanction, 1041. (1987, c. 118)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 208.- Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis.- M. Gauthier.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 196*); présenté; renvoyé en commission, 169. Rapport (*Document n° 321*) adopté, 347. Principe et projet de loi adoptés, 385. Sanction, 395. (1986, c. 138)

Projet de loi 209.- Loi sur Hôtel de Lido inc.- M. Philibert.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 253*); présenté; renvoyé en commission, 269. Rapport (*Document n° 492*) adopté, 471. Principe et projet de loi adoptés, 686. Sanction, 691. (1986, c. 148)

Projet de loi 209 (1987).- Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil.- M. Tremblay (Iberville).- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 838*); présenté; renvoyé en commission, 850. Rapport (*Document n° 943*) adopté, 959. Principe et projet de loi adoptés, 1037. Sanction, 1041. (1987, c. 115)

Projet de loi 210.- Loi modifiant la charte de la ville de Beauport.- M. Séguin.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 208*); présenté; renvoyé en commission, 181.

Projet de loi 212.- Loi modifiant la Loi refondant la charte de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.- M. Forget.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 227*); présenté; renvoyé en commission, 225. Rapport (*Document n° 349*) adopté, 364. Principe et projet de loi adoptés, 387. Sanction, 395. (1986, c. 137)

Projet de loi 212 (1987).- Loi concernant la ville de Saint-Georges.- M. Audet.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 871*); présenté; renvoyé en commission, 907. Rapport (*Document n° 944*) adopté, 959. Principe et projet de loi adoptés, 1037. Sanction, 1041. (1987, c. 126)

Projet de loi 213.- Loi concernant la ville de Rimouski.- M. Tremblay.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 216*); présenté; renvoyé en commission, 201. Rapport (*Document n° 235*) adopté, 241. Principe et projet de loi adoptés, 386. Sanction, 395. (1986, c. 119)

Projet de loi 213 (1987).- Loi concernant Gérard Parizeau Ltée.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 1078*), 1097. Présenté; renvoyé en commission, 1098. Rapport (*Document n° 1144*) adopté, 1152. Principe et projet de loi adoptés, 1202. Sanction, 1219. (1987, c. 142)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 214.- Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette.- M. Poulin.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 859*); présenté; renvoyé en commission, 886. Rapport (*Document n° 964*) adopté, 979. Principe et projet de loi adoptés, 1037. Sanction, 1041. (1987, c. 133)

Projet de loi 216.- Loi concernant la Municipalité régionale de comté de La Rivière-du-Nord.- M. Thérien.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 155*); présenté; renvoyé en commission, 121. Projet de loi retiré, 1174.

Projet de loi 216 (1987).- Loi concernant la municipalité régionale de comté de la Rivière-du-Nord.- M. Thérien.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 1156*); présenté; renvoyé en commission, 1173. Rapport (*Document n° 1233*) adopté, 1242. Principe et projet de loi adoptés, 1276. Sanction, 1282. (1987, c. 132)

Projet de loi 217.- Loi concernant Roma Gardens Inc.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 863*); présenté; renvoyé en commission, 892. Rapport (*Document n° 961*) adopté, 979. Principe et projet de loi adoptés, 1037. Sanction, 1041. (1987, c. 147)

Projet de loi 218.- Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus et la Corporation du Collège Jean-de-Brébeuf.- M. Doyon.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 208*); présenté; renvoyé en commission, 181. Rapport (*Document n° 281*) adopté, 313. Principe adopté; projet de loi adopté, 386. Sanction, 395. (1986, c. 144)

Projet de loi 218 (1987).- Loi concernant Ville d'Anjou.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 853*); présenté; renvoyé en commission, 877.

Projet de loi 219.- Loi modifiant la Loi concernant la cité de Salaberry-de-Valleyfield.- M. Marcil.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 250*); présenté; renvoyé en commission, 264.

Projet de loi 221.- Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des électroniciens du Québec - M. Bélisle.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 511*); présenté; renvoyé en commission, 499. Rapport (*Document n° 681*) adopté, 668. Principe adopté; projet de loi adopté, 686. Sanction, 691. (1986, c. 143)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 222.- Loi concernant la ville de Drummondville.- M. St-Roch.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 511*), 499. Présenté; renvoyé en commission, 500. Rapport (*Document n° 788*) adopté, 768. Principe adopté; projet de loi adopté, 787. Sanction, 795. (1987, c. 122)

Projet de loi 223.- Loi concernant la succession de Maurice Jolicoeur.- M. Trudel.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 511*), 499. Présenté; renvoyé en commission, 500. Rapport (*Document n° 965*) adopté, 979. Principe et projet de loi adoptés, 1036. Sanction, 1041. (1987, c. 151)

Projet de loi 224.- Loi concernant le Foyer Saint-Antoine de Longueuil.- M. Fortin.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 227*), 225. Présenté; renvoyé en commission, 226. Rapport (*Document n° 269*) adopté, 283. Principe adopté; projet de loi adopté, 386. Sanction, 395. (1986, c. 145)

Projet de loi 224 (1987).- Loi concernant la conversion en copropriété par déclaration de l'immeuble appartenant à la Société d'Amélioration Milton Parc Inc.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 871*); présenté; renvoyé en commission, 907. Rapport (*Document n° 945*) adopté, 960. Principe et projet de loi adoptés, 1037. Sanction, 1041. (1987, c. 144)

Projet de loi 226.- Loi concernant certains immeubles contigus à l'Université McGill.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 223*); art. 35 suspendu; présenté; renvoyé en commission, 214.

Projet de loi 227.- Loi sur Aylmer Park Development Corp.- M. Middlemiss.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 464*); présenté; renvoyé en commission, 441. Rapport (*Document n° 682*), 668. Principe et projet de loi adoptés, 686. Sanction, 691. (1986, c. 139)

Projet de loi 228.- Loi concernant la ville de Mercier.- Mme Cardinal.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 138*); présenté; renvoyé en commission, 96. Rapport (*Document n° 236*) adopté, 241. Principe et projet de loi adoptés, 386. Sanction, 395. (1986, c. 121)

Projet de loi 228 (1987).- Loi concernant la Ville de Saint-Laurent.- M. Fortin.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 1184*), 1196. Présenté; renvoyé en commission, 1197. Rapport (*Document n° 1282*) adopté, 1260. Principe et projet de loi adoptés, 1276. Sanction, 1282. (1987, c. 128)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 229.- Loi concernant un immeuble du cadastre de la paroisse de Saint-Barnabé (division d'enregistrement de Shawinigan).- M. Richard.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 227*); présenté; renvoyé en commission, 225, 226. Rapport (*Document n° 270*) adopté, 283. Principe et projet de loi adoptés, 386. Sanction, 395. (1986. c. 128)

Projet de loi 229 (1987).- Loi modifiant l'Acte pour incorporer "l'Institut Fraser".- Mme Dougherty.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 1146*); présenté; renvoyé en commission, 1159. Rapport (*Document n° 1286*) adopté, 1261. Principe et projet de loi adoptés, 1276. Sanction, 1282. (1987, c. 140)

Projet de loi 230.- Loi modifiant la Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.- M. Desbiens.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 155*); présenté; renvoyé en commission, 121.

Projet de loi 230 (1987).- Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.- Mme Trépanier.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 1178*); présenté; renvoyé en commission, 1189. Rapport (*Document n° 1283*) adopté, 1261. Principe et projet de loi adoptés, 1277. Sanction, 1282. (1987, c. 112)

Projet de loi 231.- Loi modifiant la Loi concernant les maîtres entrepreneurs en réfrigération du Québec.- Mme Harel.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 138*); présenté; renvoyé en commission, 96.

Projet de loi 232.- Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.- M. Leclerc.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 283*); présenté; renvoyé en commission, 320.

Projet de loi 232 (1987).- Loi concernant la ville de Saint-Léonard.- M. Bissonnet.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 1130*); présenté; renvoyé en commission, 1140. Rapport (*Document n° 1234*) adopté, 1242. Principe et projet de loi adoptés, 1277. Sanction, 1282. (1987, c. 116)

Projet de loi 233.- Loi concernant Michel Dugas.- M. Chevrette.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 138*), 96. Présenté; renvoyé en commission, 97. Rapport déposé (*Document n° 271*); projet de loi rejeté, 284.

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 233 (1987).- Loi concernant la ville de Rock Forest.- M. Vaillancourt.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 1130*); présenté; renvoyé en commission, 1140. Rapport (*Document n° 1235*) adopté, 1242. Principe et projet de loi adoptés, 1276. Sanction, 1282. (1987, c. 125)

Projet de loi 234.- Loi concernant la Corporation des marchands de meubles du Québec.- M. Gobé.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 160*), 128. Présenté; renvoyé en commission, 129.

Projet de loi 235.- Loi modifiant la charte de la ville de Granby.- M. Paré.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 549*); présenté; renvoyé en commission, 552. Rapport (*Document n° 946*) adopté, 960. Principe et projet de loi adoptés, 1036. Sanction, 1041. (1987, c. 121)

Projet de loi 236.- Loi modifiant la Loi concernant le Séminaire de Québec.- M. Leclerc.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 832*); présenté; renvoyé en commission, 834. Rapport (*Document n° 962*) adopté, 979. Principe et projet de loi adoptés, 1036. Sanction, 1041. (1987, c. 137)

Projet de loi 237.- Loi sur la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal.- M. Rivard.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 1078*), 1132. Présenté; renvoyé en commission, 1098. Rapport (*Document n° 1127*) adopté, 1132. Principe et projet de loi adoptés, 1208. Sanction, 1219. (1987, c. 135)

Projet de loi 238.- Loi concernant l'acquisition d'immeubles par la ville de Berthierville.- M. Houde.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 8*); art. 35, 36, 37 suspendus; présenté (art. 267 suspendu), 11. Principe et projet de loi adoptés, 25. Sanction, 32. (1985, c. 56)

Projet de loi 239.- Loi sur le Conseil de Planning Social de Pontiac Inc.- M. Middlemiss.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 126*). 89. Présenté; renvoyé en commission, 90, 97. Rapport (*Document n° 178*) adopté, 147. Principe et projet de loi adoptés, 157. Sanction, 158. (1986, c. 146)

Projet de loi 239 (1987).- Loi constituant la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (F.I.I.Q.).- Mme Trépanier.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 1078*); présenté; renvoyé en commission, 1097. Rapport (*Document n° 1138*) adopté, 1146. Principe adopté; en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1153. Sanction, 1158. (1987, c. 139)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 240.-- Loi modifiant la Loi constituant en corporation Casa d'Italia - Maison d'Italie.- M. Hains.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 219*), 206. Présenté; renvoyé en commission, 207. Rapport (*Document n° 265*) adopté, 282. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 386. Sanction, 395. (1986, c. 147)

Projet de loi 241.- Loi sur Les Machines Distributrices Richelieu Inc.- M. Saintonge.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 1123*), 1126. Présenté; renvoyé en commission, 1127. Rapport (*Document n° 1145*) adopté, 1152. Principe et projet de loi adoptés, 1208. Sanction, 1219. (1987, c. 148)

Projet de loi 242.- Loi concernant Varina Beattie.- Mme Bleau.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 227*); art. 36 suspendu; présenté; renvoyé en commission, 225, 226. Rapport déposé (*Document n° 272*); projet de loi rejeté, 283.

Projet de loi 242 (1987).- Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal.- M. Trudel.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 1078*), 1097. Présenté; renvoyé en commission, 1098. Rapport (*Document n° 1197*) adopté, 1213. Principe et projet de loi adoptés, 1224. Sanction, 1254. (1987, c. 136)

Projet de loi 243.- Loi concernant Ressources Chesbar Inc.- M. Scowen.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 367*); présenté; renvoyé en commission, 390. Rapport (*Document n° 493*) adopté, 472. Principe et projet de loi adoptés, 686. Sanction, 691. (1986, c. 140)

Projet de loi 243 (1987).- Loi concernant l'Organisation internationale des commissions de valeurs.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 1123*); art. 35 suspendu; présenté; renvoyé en commission, 1126. Rapport (*Document n° 1137*) adopté, 1145. Principe et projet de loi adoptés, 1154. Sanction, 1158. (1987, c. 143)

Projet de loi 244.- Loi concernant Les Explorations Muscocho Limitée (Libre de responsabilité personnelle).- M. Scowen.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 368*); art. 35 suspendu; présenté; renvoyé en commission, 390. Rapport (*Document n° 494*) adopté, 472. Principe et projet de loi adoptés, 686. Sanction, 691. (1986, c. 141)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 244 (1987).- Loi concernant Les Clairvoyants, Compagnie Mutuelle d'Assurance de Dommages.- M. Tremblay (Iberville).- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 1184*), 1196. Présenté; renvoyé en commission, 1198. Rapport (*Document n° 1277*) adopté, 1260. Principe et projet de loi adoptés, 1276. Sanction, 1282. (1987, c. 141)

Projet de loi 245.- Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Laprairie de La Madeleine.- M. Saintonge.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 327*); présenté; renvoyé en commission, 360. Rapport (*Document n° 361*) adopté; principe adopté; projet de loi adopté, 379. Sanction, 395. (1986, c. 127)

Projet de loi 245 (1987).- Loi concernant la ville de Verdun.- M. Polak.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 1184*), 1196. Présenté; renvoyé en commission, 1197. Rapport (*Document n° 1236*) adopté, 1242. Principe et projet de loi adoptés, 1276. Sanction, 1283. (1987, c. 119)

Projet de loi 246.- Loi concernant la dissolution de l'Association des employés de Yellow Sample.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 511*). Présenté; renvoyé en commission, 494. Rapport (*Document n° 841*) adopté, 851. Principe et projet de loi adoptés, 1036. Sanction, 1041. (1987, c. 146)

Projet de loi 247.- Loi concernant la ville d'Iberville.- M. Tremblay (Iberville).- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 511*), 499. Présenté; renvoyé en commission, 500. Rapport (*Document n° 688*) adopté, 669. Principe et projet de loi adoptés, 686. Sanction, 691. (1986, c. 120)

Projet de loi 247 (1987).- Loi concernant la ville de Vaudreuil.- M. Marcil.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 1130*); présenté; renvoyé en commission, 1140. Rapport (*Document n° 1237*) adopté, 1242. Principe et projet de loi adoptés, 1276. Sanction, 1283. (1987, c. 127)

Projet de loi 248.- Loi concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Élie d'Orford.- M. Vaillancourt.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 454*); présenté; renvoyé en commission, 434. Rapport (*Document n° 542*) adopté, 530. Principe adopté; projet de loi adopté, 686. Sanction, 691. (1986, c. 129)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 248 (1987).- Loi concernant La Société Autrichienne/Austrian Society.- M. Fortin.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 1184*), 1197. Présenté; renvoyé en commission, 1198. Rapport (*Document n° 1278*) adopté, 1260. Principe et projet de loi adoptés, 1276. Sanction, 1283. (1987, c. 145)

Projet de loi 249.- Loi modifiant la charte de la Ville de Laval.- M. Bélisle.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 1146*); présenté; renvoyé en commission, 1159. Rapport (*Document n° 1285*) adopté, 1261. Principe et projet de loi adoptés, 1276. Sanction, 1283. (1987, c. 113)

Projet de loi 250.- Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville.- Mme Bleau.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 544*); présenté; renvoyé en commission, 538. Rapport (*Document n° 689*) adopté, 669. Principe adopté; projet de loi adopté, 686. Sanction, 691. (1986, c. 126)

Projet de loi 250 (1987).- Loi modifiant la Charte de la ville de Québec.- M. Leclerc.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 1205*); présenté; renvoyé en commission, 1227. Rapport (*Document n° 1284*) adopté, 1261. Principe et projet de loi adoptés, 1277. Sanction, 1283. (1987, c. 114)

Projet de loi 251.- Loi concernant Lomer Pilote.- M. Polak.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 208*); présenté; renvoyé en commission, 181. Rapport déposé (*Document n° 273*; projet de loi retiré, 284.

Projet de loi 252.- Loi concernant la ville de Saint-Césaire.- M. Tremblay (Iberville).- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 223*); présenté; renvoyé en commission, 214. Rapport (*Document n° 356*) adopté, 365. Principe adopté; projet de loi adopté, 386. Sanction, 395. (1986, c. 123)

Projet de loi 252 (1987).- Loi concernant la ville de Salaberry-de-Valleyfield.- M. Marcil.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 1156*); présenté; renvoyé en commission, 1173. Rapport (*Document n° 1238*) adopté, 1242. Principe et projet de loi adoptés, 1277. Sanction, 1283. (1987, c. 123)

Projet de loi 254.- Loi concernant certains immeubles dans la ville de Drummondville.- M. St-Roch.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 565*); présenté; renvoyé en commission, 571. Rapport (*Document n° 690*) adopté, 669. Principe adopté; projet de loi adopté, 686. Sanction, 691. (1986, c. 125)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 258.- Loi concernant le village de Saint-Gédéon.- M. Audet.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 454*); présenté; renvoyé en commission, 434. Rapport (*Document n° 543*) adopté, 530. Principe adopté (div.); projet de loi adopté (div.), 717. Sanction, 736. (1987, c. 129)

Projet de loi 259.- Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de La Malbaie.- M. Bradet (nouveau proposeur).- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 1184*); présenté; renvoyé en commission, 1197. Rapport (*Document n° 1287*) adopté, 1261. Principe et projet de loi adoptés, 1277. Sanction, 1289. (1987, c. 130)

Projet de loi 260.- Loi concernant Novamin Inc.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 537*); présenté; renvoyé en commission, 529.

Projet de loi 261.- Loi concernant la succession d'Alexandre Blouin.- Mme Bélanger.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 843*); présenté; renvoyé en commission, 857. Rapport (*Document n° 966*) adopté, 979. Principe et projet de loi adoptés, 1038. Sanction, 1042. (1987, c. 152)

Projet de loi 262.- Loi concernant le Comité d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil - Deux-Montagnes.- Mme Legault.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 863*); présenté; renvoyé en commission, 892. Rapport (*Document n° 947*) adopté, 960. Principe adopté; document n° 985 déposé; projet de loi adopté, 1023. Sanction, 1042. (1987, c. 134)

Projet de loi 263.- Loi concernant la ville de Verdun.- M. Polak.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 511*), 499. Présenté; renvoyé en commission, 501. Rapport (*Document n° 789*), 768. Principe adopté; projet de loi adopté, 788. Sanction, 795. (1987, c. 120)

Projet de loi 264.- Loi modifiant la Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec.- M. Garon.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 565*), 571. Présenté; renvoyé en commission, 572. Rapport (*Document n° 683*) adopté, 668. Principe adopté; projet de loi adopté, 686. Sanction, 691. (1986, c. 133)

Projets de loi:- Suite

Projet de loi 265.- Loi fusionnant Compagnie Montréal Trust, Crédit Foncier et la Société de Fiducie du Crédit Foncier.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 547*); présenté; renvoyé en commission, 546. Rapport (*Document n° 684*) adopté, 668. Principe adopté; projet de loi adopté, 686. Sanction, 691. (1986, c. 135)

Projet de loi 267.- Loi modifiant la charte de la ville de Salaberry-de-Valleyfield.- M. Marcil.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 511*), 499. Présenté; renvoyé en commission, 501. Rapport (*Document n° 948*) adopté, 960. Principe et projet de loi adoptés, 1036. Sanction, 1042. (1987, c. 124)

Projet de loi 268.- Loi annexant un territoire à celui de la ville de Mont-Joli.- M. Paradis (Matapédia).- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 544*); présenté; renvoyé en commission, 538. Rapport (*Document n° 691*) adopté, 669. Principe adopté; projet de loi adopté, 687. Sanction, 691. (1986, c. 124)

Projet de loi 269.- Loi concernant La Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie du Québec.- M. Bélisle.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 565*), 571. Présenté; renvoyé en commission, 572. Rapport (*Document n° 685*) adopté, 668. Principe adopté; projet de loi adopté, 687. Sanction, 691. (1986, c. 134)

Projet de loi 270.- Loi concernant City & District Land & Development Co. Ltd.- M. Fillion.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 556*); présenté; renvoyé en commission, 563. Rapport (*Document n° 686*) adopté, 668. Principe adopté; projet de loi adopté, 687. Sanction, 691. (1986, c. 136)

Projet de loi 271.- Loi modifiant la Charte de la ville de Québec.- M. Leclerc.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 565*), 571. Présenté; renvoyé en commission, 572. Rapport (*Document n° 692*) adopté, 669. Principe adopté; projet de loi adopté, 687. Sanction, 692. (1986, c. 116)

Projet de loi 272.- Loi sur la Corporation intermunicipale de la rive-sud de Québec.- M. Garon.- Rapport du directeur de la législation (*Document n° 544*), 538. Présenté; renvoyé en commission, 539. Rapport (*Document n° 693*), 669. Principe adopté; projet de loi adopté, 688. Sanction, 692. (1986, c. 132)

QUESTIONS DE FAIT PERSONNEL

Affirmations inexactes du Premier ministre (député de Saint-Jacques), 122. (Voir *Journal des débats*, p. 598)

Article du quotidien *The Gazette* (Chef de l'Opposition), 443, 452. (Voir *Journal des débats*, pp. 3684, 3743)

Commentaires sur la présidence (leader de l'Opposition), 273. (Voir *Journal des débats*, p. 2055)

Propos concernant la Charte de la langue française rapportés dans le quotidien *The Gazette* (Chef de l'Opposition), 160. (Voir *Journal des débats*, p. 911)

Propos tenus à l'égard de la députée de Jacques-Cartier, 649. (Voir *Journal des débats*, p. 5728)

Propos tenus à l'égard du député de Chambly et ex-Solliciteur général, 1072. (Voir *Journal des débats*, p. 9210)

QUESTIONS DE PRIVILÈGE

Intervention du député de Lévis se rapportant au ministre du Revenu, 38. Décision, 110.

Intervention du leader de l'Opposition se rapportant au ministre délégué aux Services et Approvisionnements, 250. Document n° 246 déposé; décision, 256.

Intervention du député de Lévis se rapportant au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Question de privilège soulevée; décision; motion de privilège annoncée, 687. (Voir *Journal des débats*, pp. 5845, 5886). Prise en considération de la motion; commission convoquée, 700, 701, 744. Ordre concernant le rapport, 802, 806. Rapport déposé (*Document n° 821*), 808. Prise en considération du rapport; vote reporté, 830. Vote à main levée; rapport adopté, 835. Question de règlement soulevée, 836. Décision, 837. Autres questions soulevées par le leader de l'Opposition, 837. Réponse du Président, 843.

QUESTIONS ÉCRITES ET RÉPONSES

Allocations de présence (membres d'organismes gouvernementaux):- Réponse, 908. (*Document n° 872*)

Approvisionnements et Services:- Personnel engagé au ministère et au cabinet depuis décembre 1985. Réponse, 1259. (*Document n° 1275*)

Avions du gouvernement:- Vols effectués en octobre 1986. Réponse, 627. (*Document n° 624*)

Bénéficiaires de l'aide sociale âgés de moins de 30 ans:- Résultats de la contre-expertise médicale. Réponse, 491. (*Document n° 509*)

Berges neuves:- Réclamations par suite de l'abandon du programme. Réponse, 491. (*Document n° 508*)

Bibliothèques municipales:- Aide financière accordée. Réponse, 703. (*Document n° 733*)

Bibliothèques publiques:- Détails concernant le groupe de travail sur les-. Réponse, 743. (*Document n° 770*)

Centres de détention:- Nombre de personnes incarcérées. Réponse, 685. (*Document n° 711*)

Chasse et pêche:

Avis sollicités des comités aviseurs. Réponse, 1066. (*Document n° 1056*)

Permis émis par le MLCP. Réponse, 1067. (*Document n° 1057*)

Comités de députés:- Coût des rapports. Réponse, 1083. (*Document n° 1076*)

Comité de révision sur les fonctions et organisation gouvernementales:- Dépenses du comité et études publiées. Réponses, 1007. (*Documents n°s 980, 981*)

Commissions scolaires:- Cession d'immeubles. Réponse, 673. (*Document n° 708*)

Commissions scolaires protestantes:- Nombre d'élèves inscrits selon la langue maternelle ou d'enseignement. Réponse, 1259. (*Document n° 1274*)

Communications, entreprises:- Subventions accordées en vertu d'une entente fédérale-provinciale. Réponse, 595. (*Document n° 588*)

Questions écrites:- Suite

Conseils d'administration des établissements de santé:- Nominations. Réponse, 703. (Document n° 735)

Coupures dans les services de santé:- Réponse, 721. (Document n° 758)

Édifices:- Contrats de location, de rénovation et de construction. Réponse, 1104. (Document n° 1091)

Essence:- Ventilation des prix. Réponse, 878. (Document n° 855)

Équipements culturels:- Subventions accordées en vertu d'une entente fédérale-provinciale. Réponse, 604. (Document n° 601)

Forêts domaniales:- Approvisionnements en bois. Réponse, 584. (Document n° 575)

Fox, M^e Francis:- Honoraires reçus. Réponse, 451. (Document n° 480)

Habitations à loyer modique (HLM):- Programmes gouvernementaux. Réponse, 814. (Document n° 824)

Hydro-Québec:- Études sur le projet Nottaway-Broadback-Rupert. Réponse, 877. (Document n° 854)

Île d'Anticosti:- Rapports de pêche journalière. Réponse, 797. (Document n° 804)

Lettre du Québec:- Article paru en mars 1987. Réponse, 915. (Document n° 875)

Libre-échange:- Dépenses du Comité consultatif sur le---. Réponse, 405. (Document n° 401)

Livre blanc sur la politique forestière:- Contenu de l'étude mentionnée dans le-. Réponse, 258. (Document n° 249)

Maisons de jeunes et d'hébergement:- Subventions accordées. Réponse, 703. (Document n° 734)

Nation Huronne-Wendat:- Ententes avec le MLCP relatives aux territoires fauniques. Réponse, 1067. (Document n° 1059)

Questions écrites:- Suite

Organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP):- Subventions accordées. Réponse, 720. (Document n° 757)

Parc Saguenay:- Projets acceptés en vertu d'une entente fédérale-provinciale. Réponse, 1067. (Document n° 1058)

Privatisation des sociétés d'État:- Dépenses du comité d'étude. Réponse, 405. (Document n° 402)

Programme d'aide à l'implantation de réseaux d'aqueduc (PAIRA):- Subventions accordées. Réponse, 667. (Document n° 679)

Programme d'assainissement des eaux:- Dépenses du comité d'évaluation. Réponse, 491. (Document n° 507)

Programmes d'aide PAMEC et PODIUM:- Subventions versées. Réponse, 452. (Document n° 481)

Quebecair:- Desserte de la Moyenne et Basse-Côte-Nord. Réponse, 627. (Document n° 627)

Réfugiés:- Accueil et sélection. Réponse, 814. (Document n° 825)

Régimes d'épargne-actions:- Utilisation du produit des émissions d'actions admissibles. Réponse, 1103. (Document n° 1103)

Science et technologie:- Crédits alloués. Réponse, 529. (Document n° 538)

Services externes de main-d'oeuvre (SEMO):- Subventions accordées. Réponse, 703. (Document n° 736)

Société immobilière du Québec:

Contrats intervenus. Réponse, 744. (Document n° 771)

Contrats de location d'espaces et de construction d'édifices. Réponse, 1104. (Document n° 1091)

Personnel engagé depuis décembre 1985. Déposé, 1259. (Document n° 1275)

Solliciteur général:

Tournée européenne. Réponse, 684. (Document n° 710)

Juristes engagés relativement à une poursuite possible. Réponse, 1007. (Document n° 982)

Questions écrites:- Suite

SORECOM:- Contrats octroyés depuis le 12 décembre 1985. Réponse, 1104.
(Document n° 1090)

Ultramar:- Contenu de l'entente. Réponse, 471. (Document n° 491)

RÉFORME ÉLECTORALE

Échéancier relatif à la délimitation des circonscriptions électorales déposé, 160.
(Document n° 193)

Mandat à la CAN en vue d'entendre le Directeur général des élections dans le cadre du projet de loi 147, 509. Rapport déposé, 524 (Document n° 536)

Mandat à la CI en vue de dégager un consensus, 678. Rapport déposé, 695
(Document n° 722)

Mandats à la CAN en vue d'étudier le rapport préliminaire de la Commission de la représentation électorale, 1008.

Rapport préliminaire de la Commission de la représentation électorale sur la délimitation des circonscriptions électorales (Document n° 1060), 1067.

RÈGLES DE PROCÉDURE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Articles 62, 63, 64 amendés, 239.

Article 16 amendé, 890.

SANCTION ROYALE

Projets de loi sanctionnés, 31, 109, 144, 158, 230, 254, 268, 294, 331, 358, 391-95, 466, 581, 643, 663, 689, 736, 748, 754, 794, 825, 876, 966, 1039, 1158, 1219, 1253, 1254, 1280.

SÉANCES SPÉCIALES

Mercredi 26 mars 1986 (22 h 00): Grève du transport scolaire dans la région de Terrebonne. Motion de suspension des règles en vue de l'adoption du projet de loi 34, 141.

Séances spéciales:- Suite

Jeudi 27 mars 1987 (10 h 00): Ordre concernant l'étude des crédits provisoires, 139.

Jeudi 1er mai 1986: Présentation du discours du budget. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 22), 184. Discours prononcé, 190.

Lundi 16 juin 1986: Conflit dans l'industrie de la construction. Motion de suspension des règles en vue de l'adoption du projet de loi 106, 329.

Mardi 11 novembre 1986: Grève illégale dans le secteur hospitalier. Motion de suspension des règles en vue de l'adoption du projet de loi 160, 462.

Jeudi 7 mai 1987: Conflit à l'UQUAM. Motion de suspension des règles en vue de l'adoption du projet de loi 48, 822.

Jeudi 18 juin 1987: Modification de la Constitution du Canada. Motion de suspension des règles en vue de l'adoption d'une motion inscrite au *Feuilleton*, 962.

VOTES PAR APPEL NOMINAL (135 votes)

Pp. 142, 152, 185, 212, 278, 297, 416, 446, 517, 519-521, 536, 559, 574, 577, 593, 609-617, 636-641, 655, 793, 878, 964, 1079, 1252, 1262-1268 (40 votes).

Votes reportés: Pp. 15, 92, 93, 112-118, 123-125, 131, 149, 150, 166, 174, 183, 192, 216-218, 227, 232-235, 238, 242, 247, 258, 265, 290-292, 303, 321, 336, 348, 350, 351, 366-369, 430, 436, 472, 474, 479, 512, 524, 531, 540, 547, 556, 565, 587, 631, 657, 673, 674, 676, 726, 727, 741, 762, 763, 840, 858, 860-864, 909, 910, 1014-1021, 1088-1090, 1128, 1146, 1161, 1205, 1243 (95 votes).

Achévé d'imprimer
sur les presses de la division de l'imprimerie
de l'Assemblée nationale
en septembre 1988